



# Systeme de suivi et de capitalisation du FFU Région Sahel et Lac Tchad

RAPPORT ANNUEL 2021

COUVRANT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2021

Altai Consulting pour l'Union européenne – Juin 2022



This project is funded by the EU



© Union européenne

Juin 2022

Sauf indication contraire, toutes les photos de ce rapport sont créditées à Altai Consulting.

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Altai Consulting et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union européenne.

Photo de couverture : Nianing, Sénégal, février 2022

## ALTAI CONSULTING

Altai Consulting fournit des services de recherche, de suivi et d'évaluation aux institutions publiques et aux organisations internationales des pays en développement.

Nos équipes sont présentes dans plus de 50 pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Depuis sa création il y a 18 ans, Altai Consulting s'est fortement concentré sur la recherche et l'évaluation de programmes liés à la migration, à la gouvernance et au développement durable.

### Coordonnées :

Philibert de Mercey (Directeur de projet) : [pdemercey@altaiconsulting.com](mailto:pdemercey@altaiconsulting.com)

Eric Davin (Associé Altaï) : [edavin@altaiconsulting.com](mailto:edavin@altaiconsulting.com)

[www.altaiconsulting.com](http://www.altaiconsulting.com)

# REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé par Eric Davin, Justine Rubira, Philibert de Mercey, Garance Dauchy, Sarah Akesbi, Mona Ahmed, Marion Cosquer, Solène Cros, Catherine Crowley, Paul Olivier et Rim Wazni.

Nous remercions chaleureusement le personnel des partenaires de mise en œuvre qui ont pris le temps de s'asseoir avec nous et de se conformer à nos exigences en matière de rapportage. Nous sommes redevables à :

- ACF, ADA, AICS, APESS, DGLPAP, Diakonia, Eau Vive, Educo, Enabel, Expertise France, GIZ, Humanité & Inclusion, IOM, Keoogo, LVIA, Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation au Burkina Faso, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement au Burkina Faso, OXFAM, PMLAL, Promediation, SEMFILMS, Solidar Suisse, *Terre des Hommes* et VSF in Burkina Faso;
- ACF, AFD, GIZ, OIM et SNV au Cameroun ;
- AFD, Berthy, Caritas Suisse, COGINTA, Concern Worldwide, Geysler SA, GIZ, Humanité & Inclusion, OXFAM, Société moderne de construction au Tchad, UNHCR and Vergnet in Chad;
- CIVIPOL in Côte d'Ivoire;
- Enabel, GIZ, ITC, PNUD, UNCDF et PAM en Guinée;
- ICMPD, SNV et UNCDF au Ghana;
- AECID, AFD, CIVIPOL, Enabel, Expertise France, FIDA, GIZ, Humanité & Inclusion, IOM, LuxDev, LVIA, SNV World et SOS SAHEL au Mali ;
- AECID, Croix-Rouge Française, Expertise France, FIIAPP, GIZ, GRET, OIT, OIM, OXFAM et Save the Children en Mauritanie ;
- ACTED, AFD, AICS, CISP, CIVIPOL, COGINTA, Enabel, FIIAPP, Garkua, GIZ, HACP, IOM, Karkara, LuxDev, SNV World et HCR au Niger ;
- British Council, RDC, FAO, OIM, IRC, Mercy Corps, NRC, PNUD, UNICEF, ONU Femmes et PAM au Nigéria ;
- 20STM, ACTED, AECID, AF Consulting, AFD, AICS, CIVIPOL, Enabel, GRET, IOM, LuxDev et PPI au Sénégal ;
- Enabel, GIZ, IMVF, OIM et ITC en Gambie;
- ACF, ACH, AFD, Camoes, Caritas Suisse, Centre pour le Dialogue Humanitaire, CIVIPOL, Croix-Rouge Burkina Faso, DIHR, Expertise France, FIIAPP, Humanité & Inclusion, Investisseurs & Partenaires, Interpol, IOM, ITC, LuxDev, l'Organisation internationale de la Francophonie, OXFAM, PMLAL, Promediation, Red Cross Spain, Save the Children, Sequa, Terre des hommes, UNHCR et WFP pour les programmes au niveau régional.

Nous tenons également à remercier les délégations de l'Union européenne (UE) au Burkina Faso, au Cameroun, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria, au Sénégal et en Gambie, ainsi que l'équipe du Fonds fiduciaire à Bruxelles.

# CONTENU

<b>CONTENU</b> .....	<b>4</b>
<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b> .....	<b>5</b>
<b>1. INTRODUCTION</b> .....	<b>8</b>
1.1. Contexte .....	8
1.2. La fenêtre SLC du Fonds fiduciaire en 2021 .....	8
<b>2. MÉTHODOLOGIE</b> .....	<b>10</b>
2.1. Méthodologie MLS .....	10
2.2. Défis et limites du Rapport 2021 .....	12
<b>3. VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE</b> .....	<b>13</b>
3.1. Budget et nombre de contrats par statut .....	13
3.2. Répartition du budget par pays, partenaires de mise en œuvre et objectifs stratégiques .....	18
3.3. Budget alloué à la réponse à la COVID-19 .....	20
<b>4. APERÇU DE LA SITUATION ET DES RÉSULTATS</b> .....	<b>22</b>
4.1. La région du Sahel et du lac Tchad en 2021 .....	22
4.2. La réponse du Fonds fiduciaire – aperçu des résultats .....	23
<b>5. ANALYSE PAR PAYS</b> .....	<b>60</b>
5.1. Burkina Faso .....	60
5.2. Cameroun .....	70
5.3. Tchad .....	76
5.4. Côte d'Ivoire .....	86
5.5. Ghana .....	90
5.6. Guinée .....	97
5.7. Mali .....	105
5.8. Mauritanie .....	113
5.9. Niger .....	120
5.10. Nigéria .....	128
5.11. Sénégal .....	135
5.12. Gambie .....	145
<b>CONCLUSIONS</b> .....	<b>151</b>
<b>6. INDEX</b> .....	<b>154</b>
6.1. Tableaux .....	154
6.2. Images .....	154
6.3. Analyses de résultats .....	156



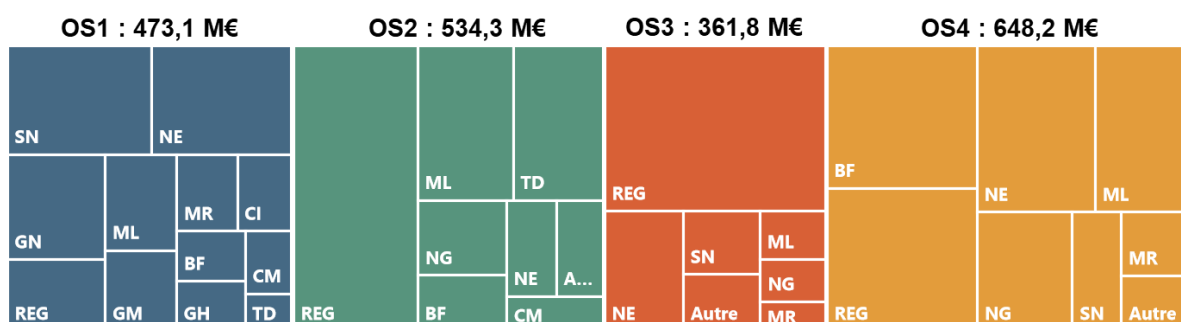
# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Il s'agit du neuvième rapport préparé par le Système de suivi et d'apprentissage (MLS) pour la fenêtre du Sahel et Lac Tchad, couvrant tous les résultats obtenus grâce au financement du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour la stabilité et s'attaquant aux causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique (EUTF) dans le Sahel et le lac Tchad (SLC), à partir du début des activités jusqu'à la fin de décembre 2021, avec un accent particulier sur les résultats générés en 2021 et au deuxième semestre (S2) de 2021.

Ce rapport comprend les résultats des programmes mis en œuvre au Burkina Faso, au Bénin, au Cap Vert, au Cameroun, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria, au Sénégal, en Gambie et au Togo.<sup>1</sup>

En décembre 2021, le Fonds fiduciaire pour l'Afrique avait engagé (c'est-à-dire des fonds alloués à la suite de décisions des comités opérationnels) 4,93 milliards d'euros, dont 2,21 milliards d'euros à 114 décisions dans la fenêtre SLC. Au total, 213 projets opérationnels ont été contractés dans la région SLC, dont 76 projets achevés, 123 projets en cours de mise en œuvre et 14 projets en cours de démarrage. 118 des projets actuellement en cours de mise en œuvre disposent de données ou d'autres informations qualitatives à communiquer et cinq sont soit trop tôt dans leur phase de mise en œuvre pour pouvoir rendre compte des réalisations, soit leurs activités n'ont pas encore généré de réalisations pertinentes pour les indicateurs du Fonds fiduciaire. Le présent rapport comprend des données sur 194 projets (équivalent en financement à 1,94 milliard d'euros), comprenant 76 projets achevés, ainsi que 118 projets en phase de mise en œuvre avec des données à rendre compte.

Figure 1: Répartition du budget contracté par pays et par objectif stratégique, décembre 2021<sup>2</sup>



## Objectif stratégique 1 : Accroître les possibilités économiques et d'emploi

Les taux de croissance positifs du PIB ont stimulé la reprise de l'emploi dans presque tous les secteurs de l'économie en 2021, mais n'ont pas été suffisants pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail et compenser les pertes de 2020. En 2021, les activités financées par le Fonds fiduciaire ont créé ou soutenu 31 738 emplois (indicateur 1.1), soit une augmentation de 43 % par rapport aux données cumulatives de décembre 2020. En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont facilité l'emploi de 9 679 femmes (40 % des bénéficiaires), a) en créant des opportunités économiques dans les zones rurales (principalement au Sénégal); b) en ciblant l'entrepreneuriat féminin (en Mauritanie); et c) en incluant des femmes dans les efforts visant à stimuler l'emploi vert et respectueux de l'environnement (au Ghana et au Niger). L'inadéquation des compétences et le manque de compétences techniques entravent l'accès à l'emploi et au développement économique dans la région SLC. Pour tenter d'y remédier, les programmes financés

<sup>1</sup> Les résultats obtenus au Bénin, au Cabo Verde, en Guinée-Bissau et au Togo sont collectés dans le cadre de programmes régionaux.

<sup>2</sup> Part du budget pour les projets contractés et pertinents pour le MLS. Le total affiché dans le visuel ne reflète pas le budget alloué aux activités transversales, qui représentent 5,0 M€.

par le Fonds fiduciaire ont dispensé des formations professionnelles, notamment en matière d'EFTP et de développement des compétences, à 71 893 personnes en 2021 (indicateur 1.4).<sup>12</sup>

### **Objectif stratégique 2 : Renforcer la résilience des communautés et en particulier des plus vulnérables, y compris les réfugiés et autres personnes déplacées**

En 2021, alors que la région SLC a connu une saison des pluies plus courte que d'habitude et des périodes de sécheresse prolongées, 613 534 personnes ont bénéficié d'une aide liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4), dont 86% a été distribuée avant ou pendant la période de soudure (juin à août). En outre, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont répondu aux besoins de protection sociale de 307 395 personnes vulnérables par le biais de transferts monétaires inconditionnels en 2021, principalement au Nigeria. Enfin, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont facilité la construction et la réhabilitation de 3 286 infrastructures sociales (indicateur 2.1 bis) en 2021 afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base. Au cours de l'année, 444 549 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services de base grâce à des infrastructures sociales nouvelles ou réhabilitées (indicateur 2.9).

### **Objectif stratégique 3 : Amélioration de la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination**

La région SLC continue d'être une zone de transit importante pour les migrants qui ont l'intention d'atteindre l'Europe par les routes de la Méditerranée ou de l'Atlantique. En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont protégé et/ou aidé 86 876 migrants en transit (indicateur 3.2), soit neuf fois plus que les personnes aidées en 2020. Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont atteint les migrants en transit dans les zones touchées par le conflit dont l'accès était limité. En 2021, Protection Afrique de l'Ouest a protégé et/ou aidé 79 842 migrants en transit, principalement au Burkina Faso (29%), au Mali (25%) et au Niger (25%). Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont également soutenu les migrants en transit le long de la route de l'Atlantique. En 2021, 22 316 personnes sont arrivées irrégulièrement dans les îles Canaries. Au cours de l'année, des programmes financés par le Fonds fiduciaire ont aidé et protégé 3 133 migrants en transit en Mauritanie et 2 956 au Sénégal.

### **Objectif stratégique 4 : Amélioration de la gouvernance, de la sécurité et de la prévention des conflits**

En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont formé 9 046 représentants communautaires à la gouvernance, à la prévention des conflits et aux droits de l'homme (indicateur 4.2). Les représentants de la communauté jouent un rôle clé dans le renforcement de la cohésion sociale et la consolidation de la paix par le règlement des différends, la médiation et la prévention des conflits. En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire se sont concentrés sur la prévention des conflits d'origine locale grâce à la formation de 3 503 représentants communautaires afin de renforcer leur rôle d'agents de paix et de cohésion sociale. Les dirigeants et les structures communautaires jouent également un rôle déterminant dans le renforcement de la gouvernance locale en assurant l'inclusion et l'appropriation des communautés. En conséquence, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont contribué à former 4 910 représentants communautaires à l'amélioration de la gouvernance, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2020. Les

---

<sup>1</sup> Produit intérieur brut.

<sup>2</sup> Ce ratio est calculé sur la base de données pour lesquelles le sexe a été spécifié et laisse de côté des données non spécifiées. Au total, pour 2021, les chiffres rapportés indiquent 9 679 emplois pour les femmes, 15 073 pour les hommes et 6 985 sans sexe spécifié.

programmes financés par le Fonds fiduciaire ont également formé 9 164 forces de sécurité à la prévention des conflits, à l'amélioration de la gouvernance, à la sécurité et aux droits de l'homme (indicateur 4.2) en 2021. La plupart d'entre eux (68 % ou 6 252 personnes) ont été formés à la gestion des frontières afin d'assurer une gestion plus proactive et préventive des menaces transnationales afin de soutenir la sécurité dans la région.

### Réponse à la COVID-19

L'aide covid-19 des programmes financés par le Fonds fiduciaire a diminué par rapport à 2020, le besoin de réponse urgente s'étant atténué. En 2021, l'aide liée à la COVID-19 s'est de plus en plus concentrée sur la reprise économique. Comme des enquêtes menées dans cinq pays sahéliens ont montré qu'environ 65% des personnes ont déclaré une perte de revenu pendant la pandémie, en 2021, 9 351 micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ont reçu un soutien financier lié à la COVID-19 (indicateur 1.2).<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Les données de l'enquête proviennent du Nigéria (68 %), du Sénégal (65 %), du Ghana (65 %), du Burkina Faso (61 %) et de la Guinée (61 %).  
Gallup, « COVID-19 a mis plus de 1 milliard de personnes au chômage », 3 mai 2021. Récupérée [ici](#).

# 1. INTRODUCTION

## 1.1. CONTEXTE

Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique (Fonds fiduciaire pour l'Afrique ou Fonds fiduciaire) a été lancé en novembre 2015. Il est composé de trois « fenêtres »: « Afrique du Nord » (NoA), « Corne de l'Afrique » (HoA) et « Sahel et lac Tchad » (SLC), la dernière comprenant 12 pays « principaux »: le Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et la Gambie. Les pays voisins sont également éligibles aux programmes régionaux. Ce rapport comprend les résultats de programmes mis en œuvre dans 16 pays : les 12 mentionnés ci-dessus ainsi que le Bénin, le Cabo Verde, la Guinée-Bissau et le Togo.<sup>1</sup>

Il s'agit du neuvième rapport préparé par le système de suivi et d'apprentissage (MLS) pour la fenêtre SLC du Fonds fiduciaire, couvrant tous les résultats obtenus avec le financement du Fonds fiduciaire dans la région SLC, depuis le début des activités jusqu'à la fin de décembre 2021, avec un accent particulier sur les résultats générés en 2021 et au deuxième semestre (S2) de 2021. Les rapports précédents peuvent être consultés [ici](#).

En réponse à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), l'Union européenne (UE) a décidé de réorienter les fonds dans le portefeuille SLC du Fonds fiduciaire et certains partenaires de mise en œuvre (PMO) ont choisi d'ajuster leurs activités. Trois nouveaux indicateurs spécifiques à la COVID-19 ont été ajoutés aux indicateurs communs du Fonds fiduciaire afin de mieux saisir les résultats générés par ces initiatives dans les rapports MLS.

## 1.2. LA FENÊTRE SLC DU FONDS FIDUCIAIRE EN 2021

En décembre 2021, le Fonds fiduciaire avait engagé (c'est-à-dire alloué des fonds à la suite des décisions des comités opérationnels du Fonds fiduciaire) 4,93 milliards d'euros. La fenêtre SLC est la première en termes de financement, avec 2,21 milliards d'euros engagés dans 114 décisions, dont 98%, soit 2,16 milliards d'euros, ont été contractés pour 368 projets dans la région. Sur ces 368 contrats signés, 213 sont opérationnels et présentent un intérêt pour la MLS.<sup>2</sup> Parmi ceux-ci, 76 projets d'une valeur de 513 millions d'euros sont achevés, 123 projets d'une valeur de 1,47 milliard d'euros sont en cours de mise en œuvre et 14 projets (43 millions d'euros) sont en cours de démarrage. Sur les 123 projets actuellement mis en œuvre, 118 ont des données à déclarer.<sup>3</sup> Ce rapport présente les données de 194 projets, dont 76 projets achevés, couvrant un montant total contractuel de 1,94 milliard d'euros. A ce titre, il couvre 16 projets et 100 M€ de plus que le rapport S1 2021.<sup>4</sup> Le financement et la mise en œuvre continuent de suivre les quatre objectifs stratégiques (OS) du Fonds fiduciaire et les priorités stratégiques fixées par le conseil stratégique du Fonds fiduciaire et ratifiées en septembre 2019, à savoir i) les retours et la réintégration; ii) la gestion des réfugiés; iii) l'achèvement des progrès en matière de sécurisation des actes et de l'état civil; iv) les

---

<sup>1</sup> Les produits réalisés au Bénin, au Cabo Verde, en Guinée-Bissau et au Togo sont collectés dans le cadre de programmes régionaux et sont présentés dans la section « Aperçu des résultats » (4.2) du présent rapport.

<sup>2</sup> Les projets sont considérés comme opérationnels lorsqu'ils fournissent des extrants aux bénéficiaires. Les projets administratifs et les projets non opérationnels (tels que les projets contractés au titre d'appui technique et de coopération, les études de faisabilité, les audits, etc.) ne sont pas inclus dans l'analyse.

<sup>3</sup> Cinq projets sont soit trop peu avancés dans leur phase de mise en œuvre pour pouvoir rendre compte des réalisations, soit leurs activités n'ont pas encore généré de réalisations pertinentes pour les indicateurs du Fonds fiduciaire.

<sup>4</sup> L'augmentation de 100 M€ du budget comprend 86 M€ pour les 16 projets nouvellement inclus ainsi que 14 M€ pour des compléments et/ou modifications budgétaires pour les projets déjà inclus.

mesures de lutte contre la traite; v) les efforts essentiels de stabilisation; et vi) le dialogue sur les migrations.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Les quatre objectifs stratégiques (OS) du fonds fiduciaire sont les suivants: SO1 « De plus grandes possibilités économiques et d'emploi »; SO2 « Renforcement de la résilience des communautés et en particulier des plus vulnérables, y compris les réfugiés et autres personnes déplacées », SO3 « Amélioration de la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination » et SO4 « Amélioration de la gouvernance et de la prévention des conflits et réduction des déplacements forcés et de la migration irrégulière ».



## 2. MÉTHODOLOGIE

### 2.1. MÉTHODOLOGIE MLS

#### 2.1.1. SUIVI DES EXTRANTS

L'équipe du système de suivi et d'apprentissage (MLS) travaille avec chaque partenaire de mise en œuvre (PMO) pour développer un système de rapportage qui permet au MLS de collecter le niveau de données le plus détaillé et le plus granulaire commun à tous les PMO. À cette fin, le MLS a élaboré un modèle de rapportage qu'il utilise avec la plupart des PMO, bien que le modèle de rapportage soit adapté à chaque projet grâce à un processus de rédaction et de rétroaction avec les PMO respectifs. Compte tenu de la complexité et de la diversité du portefeuille du Fonds fiduciaire, et du fait que les PMO et les systèmes de S&E ont des ressources, des contraintes et des capacités différentes, le MLS s'efforce d'offrir autant de flexibilité que possible en ce qui concerne la quantité, la désagrégation et le format des données collectées à partir des PMO.

Le MLS agrège ensuite les données collectées à l'aide d'une méthodologie standardisée (et les désagrège ensuite à nouveau selon diverses lignes d'analyse pour la déclaration). Cette approche permet au MLS d'aider les PMO à mettre en correspondance leurs propres activités et réalisations par rapport à la liste des indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire de l'Union européenne et d'avoir accès à un niveau de désagrégation plus fin (par exemple, par sexe, type de bénéficiaire, emplacement, etc.). Cela donne également au MLS une grande flexibilité pour modifier la façon dont les données sont analysées ou présentées au besoin.

Sur la base des informations reçues, l'équipe MLS complète les mappages d'indicateurs d'extrait pour chaque projet, recueille les données pertinentes de chaque PMO, vérifie la qualité des données et les saisit dans la base de données MLS pour agrégation, vérification de qualité et analyse.

Au cours de la période de référence S1 2020, le Fonds fiduciaire a révisé ses indicateurs de réalisation communs et leurs méthodologies respectives. Les révisions qui en ont résulté ont été formalisées par un ensemble de notes méthodologiques, qui se trouvent dans les annexes du rapport S1 2020. Pour plus d'informations sur ce processus, veuillez consulter le rapport S1 2020.

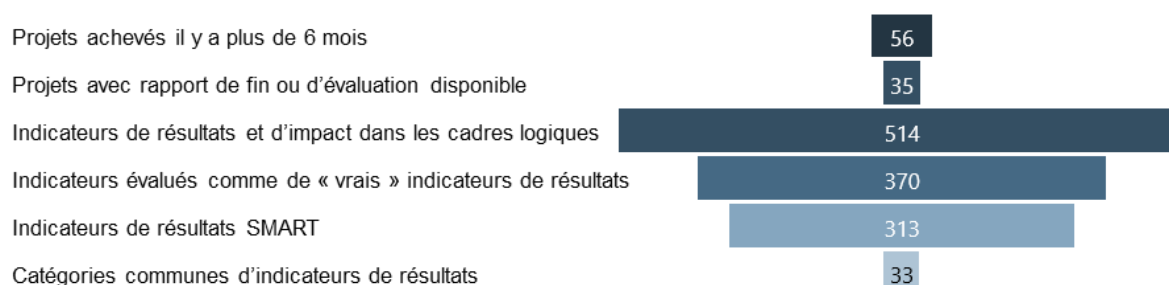
#### 2.1.2. ANALYSE DES RÉSULTATS

Outre le suivi des extrants, le MLS a commencé à inclure une analyse des résultats au niveau des projets et des programmes dans le S2 2020 sous la forme d'encadrés pour certains projets achevés. Comme expliqué dans les rapports précédents ainsi que dans la présente [note méthodologique MLS](#), l'agrégation des données sur les résultats pour le portefeuille du Fonds fiduciaire n'est pas possible de la même manière qu'elle l'est pour les données d'extrants, car il n'existe pas d'indicateurs de résultats communs et normalisés du Fonds fiduciaire. Cela signifie qu'aucune donnée méthodologiquement harmonisée sur les résultats n'a été collectée par les projets du Fonds fiduciaire, sans laquelle une analyse complète et significative des résultats est impossible. Par conséquent, il a été convenu que le MLS n'entreprendrait pas une agrégation quantitative complète des indicateurs de résultats entre les projets.

Toutefois, dans le cadre des efforts plus larges déployés par le MLS pour évaluer les changements potentiels à grande échelle apportés par le Fonds fiduciaire dans ses domaines de mise en œuvre, l'équipe a procédé en mars 2022 à un examen de tous les indicateurs de résultats rapportés par les projets achevés avant juillet 2021, afin d'évaluer si une agrégation partielle pourrait être réalisable.

dans certains cas, et si des conclusions limitées pouvaient être tirées sur les résultats potentiels du portefeuille du Fonds fiduciaire au-delà de projets et programmes spécifiques.<sup>1</sup>

Figure 2: Processus d'élaboration de catégories d'indicateurs de résultats communs<sup>2</sup>



Au total, 56 projets qui se sont terminés avant le S2 2021 dans la fenêtre SLC ont été évalués dans le cadre de cet exercice. Parmi ceux-ci, 35 projets avaient partagé un rapport d'évaluation final avec l'équipe MLS.<sup>3</sup> Les 21 projets restants n'étaient pas pertinents pour une évaluation finale, dans l'attente d'une évaluation finale parce qu'ils venaient de prendre fin, faisaient partie d'un programme qui était toujours en cours, ou n'ont pas mis les documents à la disposition de l'équipe MLS.

Collectivement, ces projets ont fait état de 514 indicateurs de résultats et d'impact, dont 370 ont été classés par le MLS comme de « vrais » indicateurs de résultats. Parmi ceux-ci, 313 indicateurs ont été évalués par l'équipe comme étant SMART.<sup>4</sup> En combinant les résultats de l'analyse initiale du SLC et de HoA, 33 catégories d'indicateurs de résultats communs ont été identifiées. Vingt d'entre eux étaient pertinents pour les résultats cartographiés dans le cadre des projets SLC. Dans les projets SLC, la catégorie d'indicateurs ayant le potentiel d'agrégation le plus élevé était « l'augmentation du score minimal de diversité alimentaire » au titre de l'Objectif Stratégique 2, que 23 projets avaient inclus dans leurs cadres logiques et/ou rapports d'évaluation.

Cependant, alors que les catégories permettent de regrouper les indicateurs en lots de résultats attendus similaires, la façon dont les indicateurs sont mesurés ou définis empêche souvent l'agrégation. Par exemple, la catégorie « augmentation du score minimum de diversité alimentaire » susmentionnée comprend l'indicateur « pourcentage de ménages ayant un score de diversité alimentaire acceptable » qui a été rapporté par un projet au Burkina Faso. Cependant, un projet similaire au Sénégal a choisi de mesurer le même résultat en termes d'« augmentation relative du score moyen de diversité alimentaire individuelle des bénéficiaires au cours du projet » (sans aucune information concernant le nombre de *personnes* ayant un score de diversité alimentaire acceptable). Il n'est donc pas possible d'agréger les deux valeurs.

Même dans les cas où les indicateurs de résultats sont exactement équivalents, les valeurs agrégées ne peuvent pas être pondérées ou calculées sans connaître la population ou la taille de l'échantillon pertinente. En outre, les limites de la qualité et de la disponibilité des descriptions et des données des indicateurs de projet ont une incidence négative sur leur potentiel d'agrégation. Par exemple, sur les 313 indicateurs de résultats admissibles, seulement 192 contenaient à la fois des données de référence et des données finales, sans lesquelles une analyse plus approfondie est impossible. Dans de nombreux cas, les indicateurs mesurés au départ n'ont pas été mesurés à nouveau à la ligne

<sup>1</sup> Selon les directives du Fonds fiduciaire, les projets sont tenus de remettre leur rapport final au plus tard six mois après la fin de leur projet, d'où le choix de cette date limite pour l'inclusion des projets dans l'étude. Il convient toutefois de noter que l'absence de rapport final après cette date limite peut être due à un certain nombre de facteurs, y compris la possibilité que les rapports n'aient pas été mis à la disposition de l'équipe de la MLS.

<sup>2</sup> « Vrai » désigne ici un indicateur de résultat représentant un effet à court ou à moyen terme de la production d'une activité et non le produit direct résultant de l'intervention au développement, selon le « Glossaire des termes clés de l'évaluation et de la gestion axée sur les résultats » de l'OCDE. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Voir note de bas de page 1.

<sup>4</sup> Voir note de bas de page 2.

<sup>5</sup> Spécifique, mesurable, atteignable, pertinent et limité dans le temps.

d'arrivée (ou vice versa), ou l'évaluation finale a recueilli des données pour un indicateur similaire mais incomparable à celui utilisé au départ.

En tant que tel, il n'est possible d'agréger qu'un nombre limité d'indicateurs dans les projets du Fonds fiduciaire et, même dans ces cas, des limites méthodologiques et des mises en garde doivent être prises en compte. Ces indicateurs agrégés sont analysés plus en détail dans chaque section des objectifs stratégiques. Les analyses des résultats propres aux projets continuent d'être incluses en tant qu'encadrés dans leurs sections de pays respectives.

## 2.2. DÉFIS ET LIMITES DU RAPPORT 2021

Au cours de la mise en œuvre des changements méthodologiques, certains projets n'ont pas été en mesure de fournir la désagrégation supplémentaire demandée. Dans ces cas, les données ont été incluses dans la catégorie « non spécifiée » dans les analyses MLS. D'autres manquaient de données pour les indicateurs nouvellement créés. Les cas significatifs de ceci comprennent :

- en raison des modifications méthodologiques apportées aux indicateurs de réalisation communs effectués dans le S1 2020, toutes les données de la GIZ précédemment recueillies n'ont pas pu être transférées dans le système modifié. Par conséquent, les données de la GIZ incluses dans ce rapport ne sont pas complètes et les chiffres peuvent différer des rapports précédents.<sup>1</sup>
- pour les projets terminés où les PMO ne pouvaient plus être contactés, l'équipe MLS n'a appliqué que les changements méthodologiques qui étaient réalisables sans consultation, en prenant comme document de référence les documents de projet tels que les évaluations finales.

Les données pour S2 2021 ont été reçues de tous les projets pour lesquels elles étaient attendues, à l'exception de deux :<sup>2</sup>

- au Niger, le projet AJUSEN Justice (NE-06-03) est en cours de modification substantielle et aucune activité n'a eu lieu au cours de la période de référence.
- au Sénégal, il y a eu un remaniement important de l'équipe après l'achèvement du projet PACERSEN (SN-05-01) qui travaille actuellement avec l'équipe MLS pour extraire des données pour les deux derniers mois de mise en œuvre (juillet – août 2021). Ces données ne sont pas encore disponibles.

---

<sup>1</sup> Toutefois, les données historiques de tous les projets ont été adaptées rétroactivement aux changements méthodologiques, dans la mesure du possible, et les données fournies dans le même rapport sont donc comparables, même entre les périodes visées par le rapport.

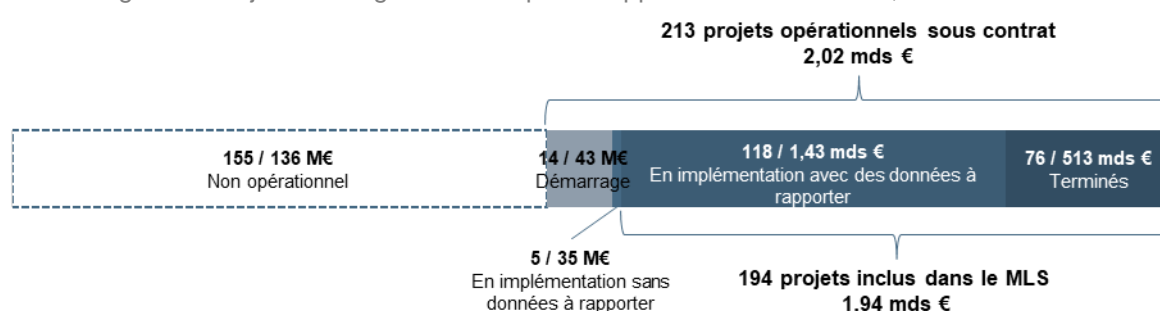
<sup>2</sup> Nous estimons que les données manquantes pour les projets qui n'ont pas été en mesure de rendre compte des activités menées auraient contribué à moins de 1 % des 7 000 points de données recueillis pour S2 2021. Les données manquantes pour ce semestre seront autant que possible recueillies dans le prochain rapport.

### 3. VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE

#### 3.1. BUDGET ET NOMBRE DE CONTRATS PAR STATUT

En décembre 2021, le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique avait engagé 4,93 milliards d'euros, dont 2,21 milliards d'euros pour 114 décisions dans le volet Sahel et Lac Tchad, dont un total de 2,02 milliards d'euros avait été contracté sur 213 projets opérationnels. Les 213 projets opérationnels sous contrat comprennent 14 projets dans leur phase de démarrage, 5 projets dans leur phase de mise en œuvre initiale, sans données à rapporter au MLS pour le moment, 118 projets dans leur phase de mise en œuvre et avec des données à déclarer et 76 projets terminés. Le présent rapport comprend des données sur 194 projets (équivalant en financement à 1,94 milliard d'euros), comprenant 76 projets achevés ainsi que 118 projets en phase de mise en œuvre et avec des données à rapporter.<sup>1</sup>

Figure 3: Projets et budget couverts par le rapport S2 2021 du MLS, décembre 2021



Depuis la publication du rapport précédent, les projets suivants ont été ajoutés à la base de données MLS et au présent rapport :

Tableau 1: Projets nouvellement ajoutés au MLS pour le rapport S2 2021, décembre 2021

Pays	Nom du programme	ID du Fonds fiduciaire	Nom du projet	PMO principal	Budget du Fonds fiduciaire
Burkina Faso	Prévention de l'extrémisme violent autochtone (PEV)	T05-EUTF-SAH-BF-08-12	Sur les chemins du dialogue – Prévention de l'extrémisme violent autochtone à travers la promotion du dialogue interreligieux et intercommunautaire, de la base aux institutions publiques (PEV MLAL 2)	PMLAL	1 000 000 €
	Appui à la Justice (Justice BF)	T05-EUTF-SAH-BF-11-01	Projet d'appui au renforcement de la justice pour lutter contre l'impunité (PARJI)	Enabel	3 800 000 €
Tchad	Résilience et emploi au Lac Tchad (RESTE)	T05-EUTF-SAH-TD-01-12	Contrat mini adductions d'eau potable et latrines – Lot 2 (RESTE AEP2)	Berthy	1 073 152 € (terminé)
Côte d'Ivoire	Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du COVID-19 en Côte d'Ivoire (PSRE)	T05-EUTF-SAH-CI-03-01	Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du COVID-19 en Côte d'Ivoire (PSRE)	Gouvernement de Côte d'Ivoire	24 000 000 €
Guinée	Projet pilote d'amélioration des performances de l'état civil guinéen par le recours à la digitalisation (Etat Civil GN)	T05-EUTF-SAH-GN-05-01	Projet pilote d'amélioration des performances de l'état civil guinéen par le recours à la digitalisation (Etat Civil GN)	Enabel	4 950 000 €

<sup>1</sup> Les 213 projets ne comprennent que des projets « opérationnels » : 155 projets d'une valeur d'environ 136 M€ et considérés comme « non opérationnels » sont exclus de l'analyse globale. Il s'agit principalement d'évaluations et d'audits, de services aériens, de cartographies et de plans, de rapports, de communications et d'événements.

Mali	Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine (Diaspora Mali)	T05-EUTF-SAH-ML-05-02	Investissement de la diaspora dans l'entrepreneuriat durable des jeunes ruraux au Mali (Diaspora Mali FIDA)	FIDA	1 000 000 €
Mauritanie	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie (Nexus SRD)	T05-EUTF-SAH-MR-08-04	Appui stratégique dans le domaine de la sécurité et notamment de la sécurité maritime (Nexus SRD Sécurité Maritime)	Le FIIAPP	2 000 000 €
Niger	Stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au Niger (Stabilisation Agadez)	T05-EUTF-SAH-NE-12-01	Pilotage du projet d'appui à la stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au Niger (PASREP)	HACP (en anglais seulement)	2 377 570 €
	Soutien à la création d'un Escadron Polyvalent de la Garde Nationale du Niger (EP-GNN)	T05-EUTF-SAH-NE-16-01	Soutien à la création d'un Escadron Polyvalent de la Garde Nationale du Niger (EP-GNN)	COGINTA	4 450 000 €
Sénégal	Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la création d'un fichier national d'identité biométrique (Etat Civil SN)	T05-EUTF-SAH-SN-07-02	Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la création d'un fichier national d'identité biométrique (Etat civil SN CIVIPOL 2)	CIVIPOL	17 500 000 €
		T05-EUTF-SAH-SN-07-03	Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la création d'un fichier national d'identité biométrique (Etat civil SN ENABEL)	Enabel	10 500 000 €
Régional	Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel (PDU)	T05-EUTF-SAH-REG-18-03	Infrastructures eau – Tchad (PDU EPEVA)	ACF	5 550 000 €
		T05-EUTF-SAH-REG-18-05	Projet de consolidation des systèmes d'adduction d'eau potable et d'assainissement des villes de Dori et Djibo au Sahel (PDU P-CSEPA)	ONEA	3 000 000 €
		T05-EUTF-SAH-REG-18-12	Coordination Interconsortiums PDU Burkina Faso (PDU Interconsortiums BF)	Terre des Hommes	1 400 000 €
		T05-EUTF-SAH-REG-18-16	Projet de renforcement de l'accès à l'eau potable et assainissement au profit des personnes déplacées internes dans la région du Sahel (PDU Eau Burkina Faso)	Croix Rouge Burkinabè	2 000 000 €
	Appui aux capacités de dialogue et d'actions concertées des Forces de sécurité intérieures dans les environnements de conflictualité et d'insécurité au Burkina Faso, Mali et Niger (Sécurité G5 Sahel)	T05-EUTF-SAH-REG-23-03	Appui aux capacités de dialogue et d'actions concertées des Forces de sécurité intérieures dans les environnements de conflictualité et d'insécurité au Burkina Faso, Mali et Niger (G5 Sécurité FSI)	Pro-médiation	2 400 000 €

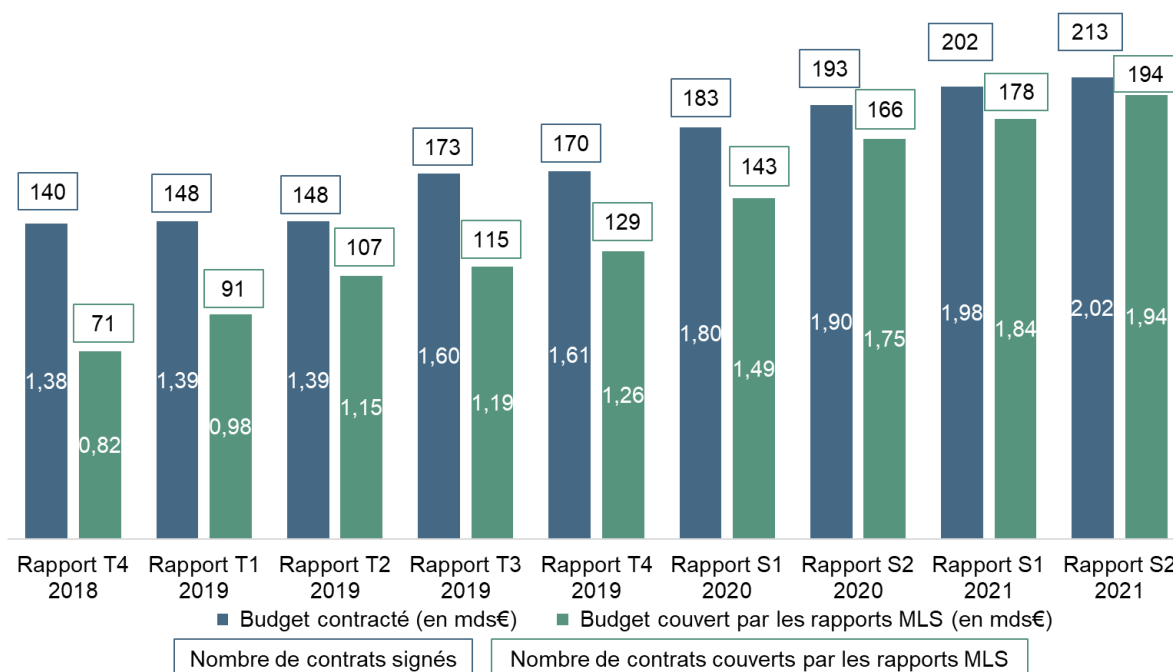
La Figure ci-dessous représente l'évolution du nombre de projets opérationnels sous contrat avec le Fonds fiduciaire de l'Union européenne ainsi que le nombre de projets inclus dans les rapports MLS, et les montants de financement correspondants. Entre septembre et décembre 2021,<sup>1</sup> onze projets opérationnels ont été contractés, ce qui équivaut à un financement de 28,9 M€. Au cours de cette

<sup>1</sup> Les données de portefeuille du rapport précédent, qui couvrait les données de sortie jusqu'au 30 juin 2021, étaient valides en septembre 2021.



période, les 16 projets énumérés ci-dessus ont été rajoutés à la base de données MLS. Cela représente une augmentation de 101 M€ du financement couvert par les rapports MLS SLC.<sup>1</sup>

Figure 4: Évolution des projets et des budgets couverts par le MLS en SLC, décembre 2021<sup>2</sup>

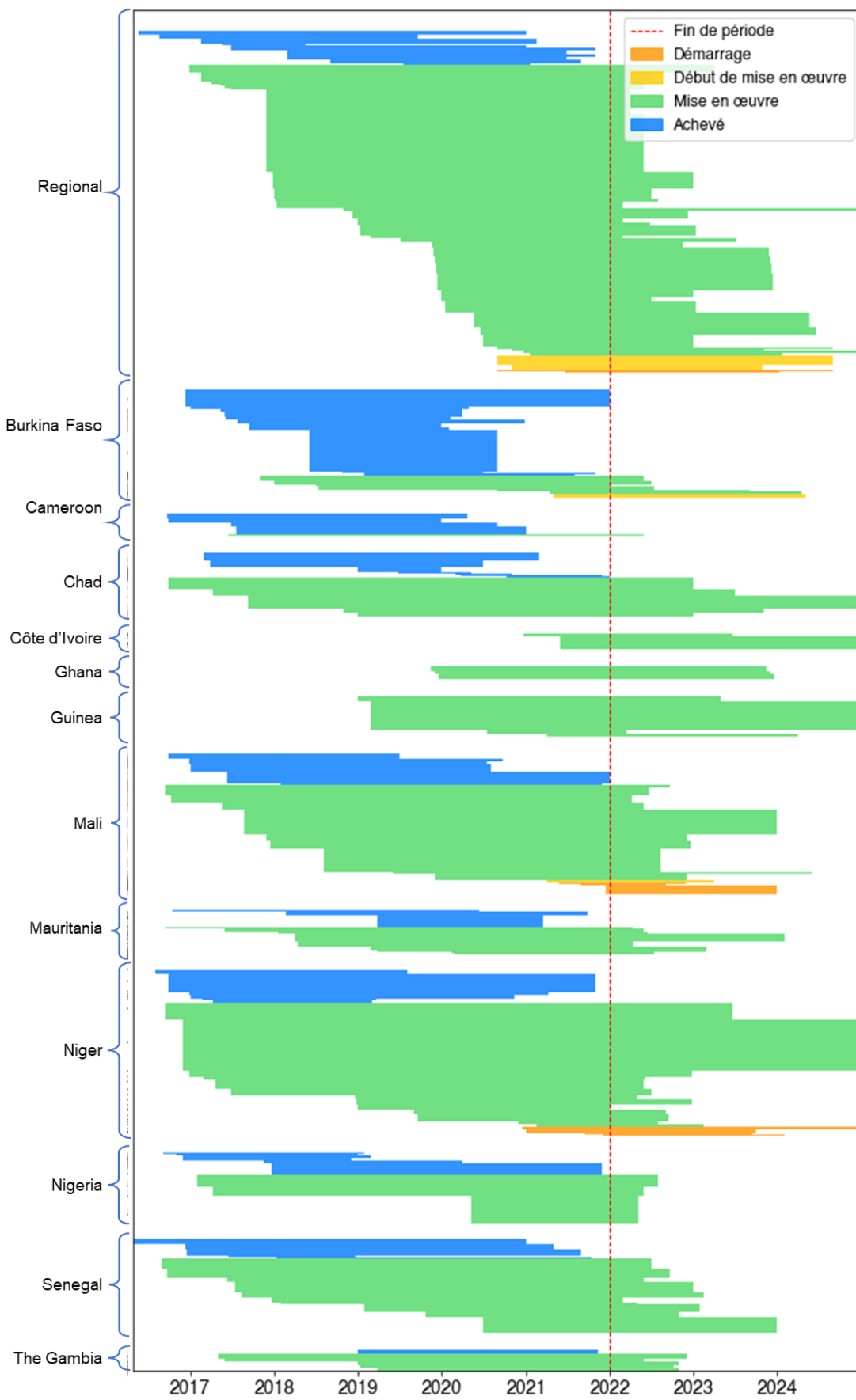


La Figure ci-dessous montre les 213 projets opérationnels sous contrat par budget, durée de mise en œuvre et état d'avancement de la mise en œuvre. La Figure utilise des noms de programmes raccourcis par souci de clarté. Les budgets se réfèrent uniquement à la contribution du Fonds fiduciaire. La longueur des barres représente la durée de mise en œuvre du projet et la hauteur/largeur du budget du Fonds fiduciaire par projet. La couleur des barres indique l'état d'avancement du projet. Les dates d'achèvement sont considérées comme étant décembre 2021.

<sup>1</sup> L'augmentation de 101 M€ du budget comprend 87 M€ pour les 16 projets nouvellement inclus ainsi que 14 M€ pour des compléments et/ou modifications budgétaires pour les projets déjà inclus.

<sup>2</sup> En 2020, le MLS est passé d'un calendrier de rapports trimestriel à un calendrier de rapports semestriels, d'abord pour s'adapter au processus de changements méthodologiques décrit à la section 2.1, puis pour faire place à d'autres axes de travail complémentaires visant à soutenir le Fonds fiduciaire et l'UE à moyen et à long terme.

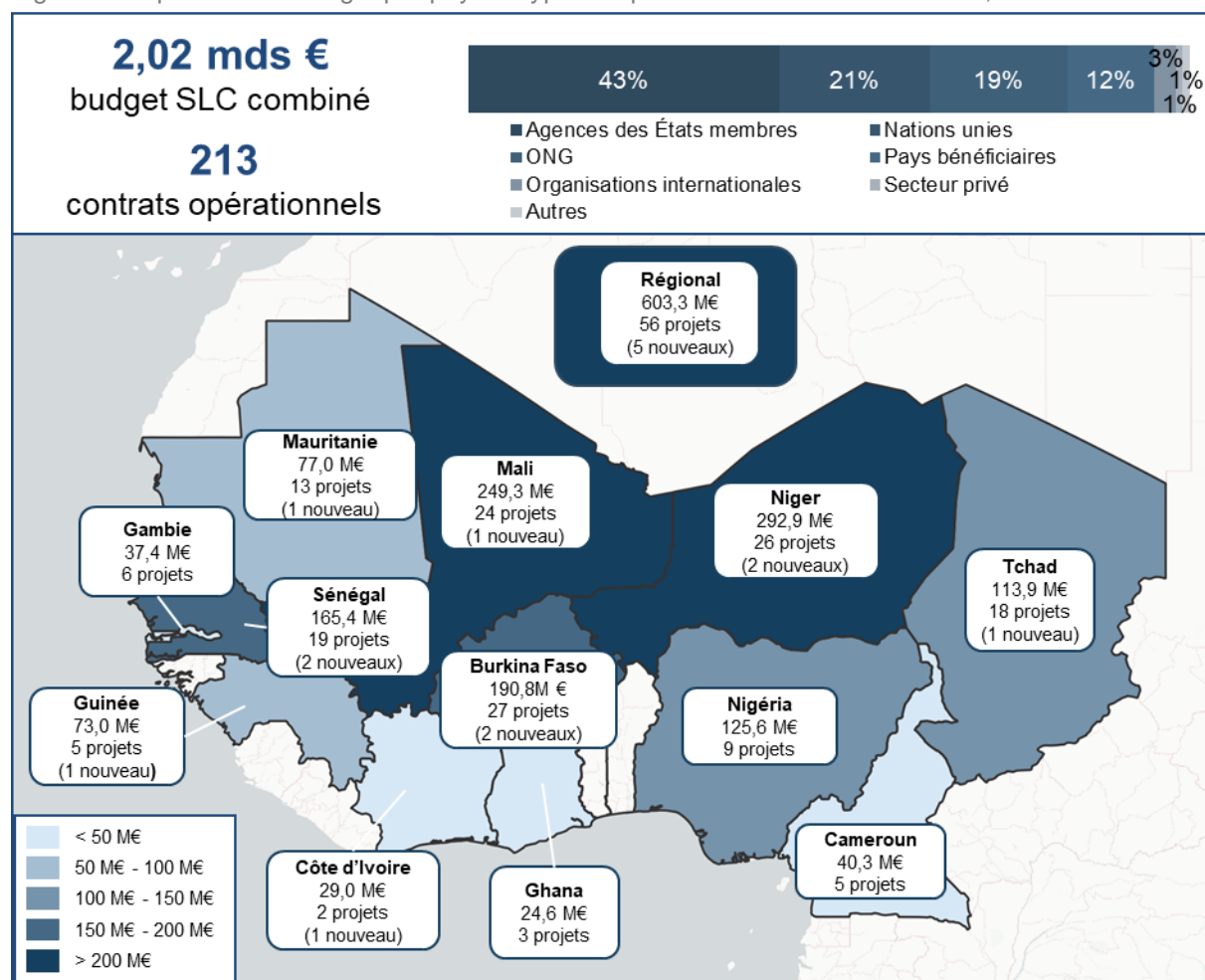
Figure 5: Projets contractuels du Fonds fiduciaire en SLC par budget et état d'exécution, déc. 2021



## 3.2. RÉPARTITION DU BUDGET PAR PAYS, PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES

En décembre 2021, les projets régionaux représentaient collectivement le montant le plus important de financement du Fonds fiduciaire sous contrat. Au total, 603,3 millions d'euros (soit 30 % du total) ont été confiés à 56 projets au niveau régional. Au niveau national, le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont les portefeuilles les plus importants, avec des budgets respectifs de 292,9 millions d'euros (15%), 249,3 millions d'euros (12%) et 190,8 millions d'euros (9%).

Figure 6: Répartition du budget par pays et types de partenaires de mise en œuvre, décembre 2021<sup>1,2</sup>



Le budget du Fonds fiduciaire pour les projets opérationnels sous contrat reste largement géré par les agences des États membres de l'UE (872,6 millions d'euros, soit 43% du budget), ainsi que par les agences, fonds et programmes des Nations Unies (414,4 millions d'euros, soit 21%). Les projets gérés par des organisations non gouvernementales (ONG) représentent 19 % du budget total, soit 391,7 millions d'euros. Les gouvernements des pays bénéficiaires reçoivent directement 12% (soit 243,3 millions d'euros) du budget, principalement sous la forme d'actions d'appui budgétaire, suivis par les organisations internationales et le secteur privé dans une moindre mesure, avec

<sup>1</sup> La carte montre la répartition du budget combiné du volet SLC (2,02 milliards d'euros) pour les 213 projets opérationnels par pays.

<sup>2</sup> « Nouveau » fait référence aux projets nouvellement inclus dans la base de données du MLS pour le rapport S2 2021.

respectivement 3% et 1% du budget. Un montant supplémentaire de 1% du budget est confié à d'autres types de partenaires, y compris des projets mis en œuvre par l'UE elle-même.<sup>1</sup>

En ce qui concerne les objectifs stratégiques (OS), les activités de sécurité et de gouvernance (OS4) reçoivent la plus grande part du budget avec 32% (648,2 M€). L'OS4 est la principale priorité au Burkina Faso, au Nigeria, au Niger, au Mali et en Mauritanie, où il représente respectivement 69%, 56%, 41%, 41% et 38% du budget. Les projets régionaux, suivis par les projets nationaux au Burkina Faso et au Niger, reçoivent le financement le plus important pour l'OS4, avec respectivement 132,1 M€, 132,4 M€ et 121,1 M€ consacrés à ces activités.

Le renforcement de la résilience (OS2) représente 27% des fonds du Fonds fiduciaire dans le volet SLC (534,3 M€) et est particulièrement important au Tchad et au Cameroun ainsi que parmi les projets régionaux (où il représente respectivement 73%, 50% et 36% du budget). Les projets régionaux dédiés à l'OS2 représentent 215,1 M€, suivis du Mali (90 M€), du Tchad (83,6 M€) et du Nigeria (39,6 M€).

Les possibilités économiques et d'emploi (OS1) sont soutenues par 23 % (soit 473,1 M€) du budget du Fonds fiduciaire en SLC. Ces types d'activités sont particulièrement importants dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest tels que la Gambie (90% du total des fonds pour ce pays), la Côte d'Ivoire (83%), la Guinée (82%), le Ghana (80%) et le Sénégal (56%). En chiffres absolus, les pays avec le plus grand montant de financement dédié à l'OS1 sont le Sénégal avec 92,2 M€ et le Niger avec 88,9 M€.

La gestion des migrations (OS3) représente 18 % (361,8M €) du financement total du Fonds fiduciaire dans le cadre de la région SLC. L'OS3 est financé principalement par des programmes régionaux, qui représentent 210,3 M€. Les programmes nationaux dédiés à l'OS3 sont répandus au Niger (53,9 M€) et au Sénégal (27,9 M€).

Les 0,3 % restants (5,0 M€) du budget du Fonds contractés en SLC financent des activités transversales.

---

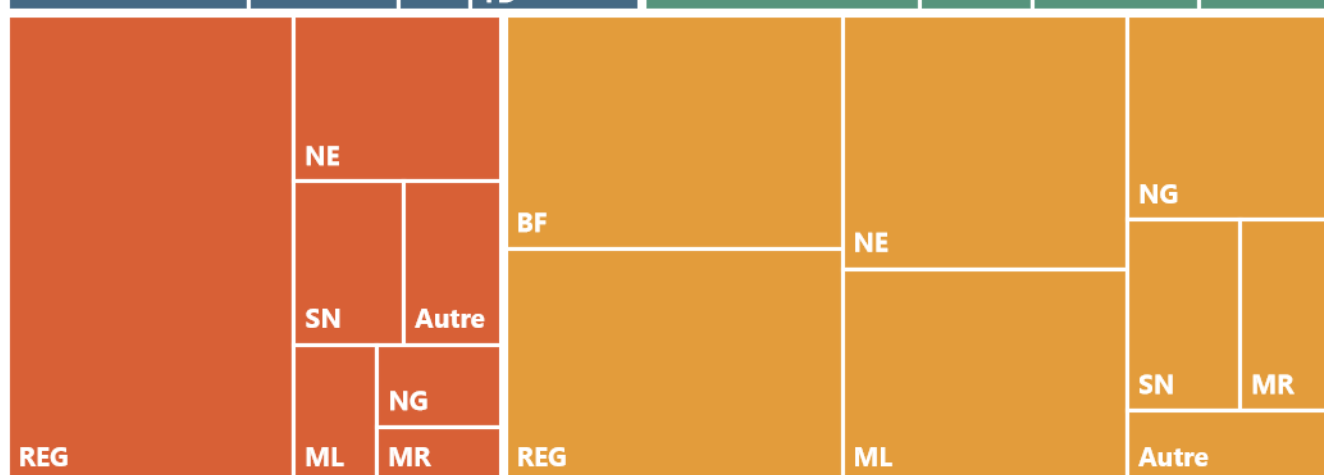
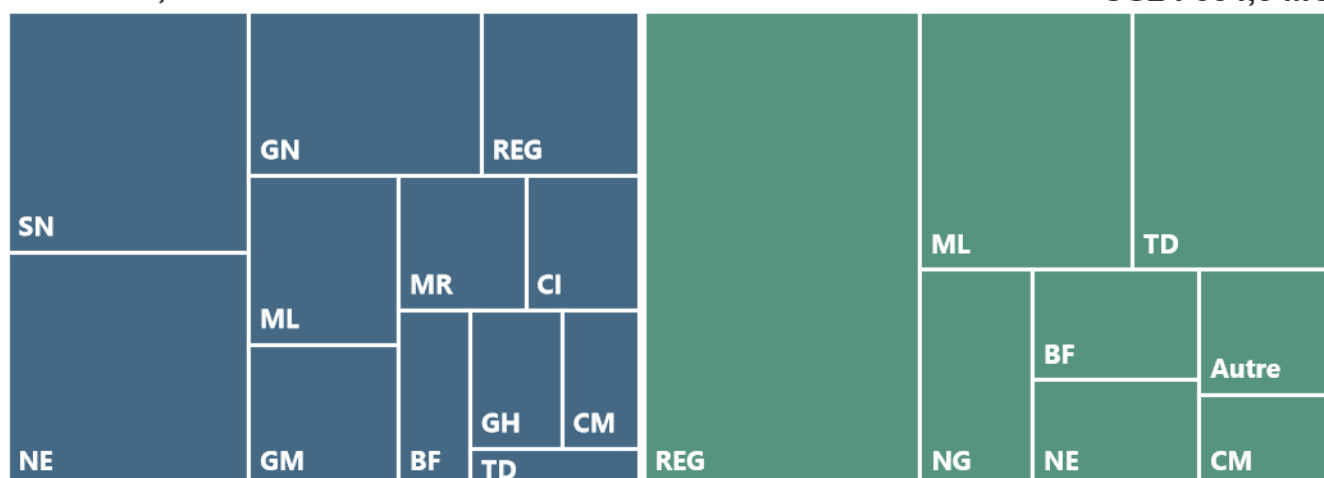
<sup>1</sup> Pour de nombreux contrats, une partie des budgets est sous-traitée par des PMO (y compris des agences des États membres et des agences, fonds et programmes des Nations Unies) au moins en partie à des ONG et à des organisations de la société civile (OSC).



Figure 7: Répartition du budget contractuel par objectif stratégique, décembre 2021<sup>1</sup>

OS1 : 473,1 M€

OS2 : 534,3 M€



OS3 : 361,8 M€

OS4 : 648,2 M€

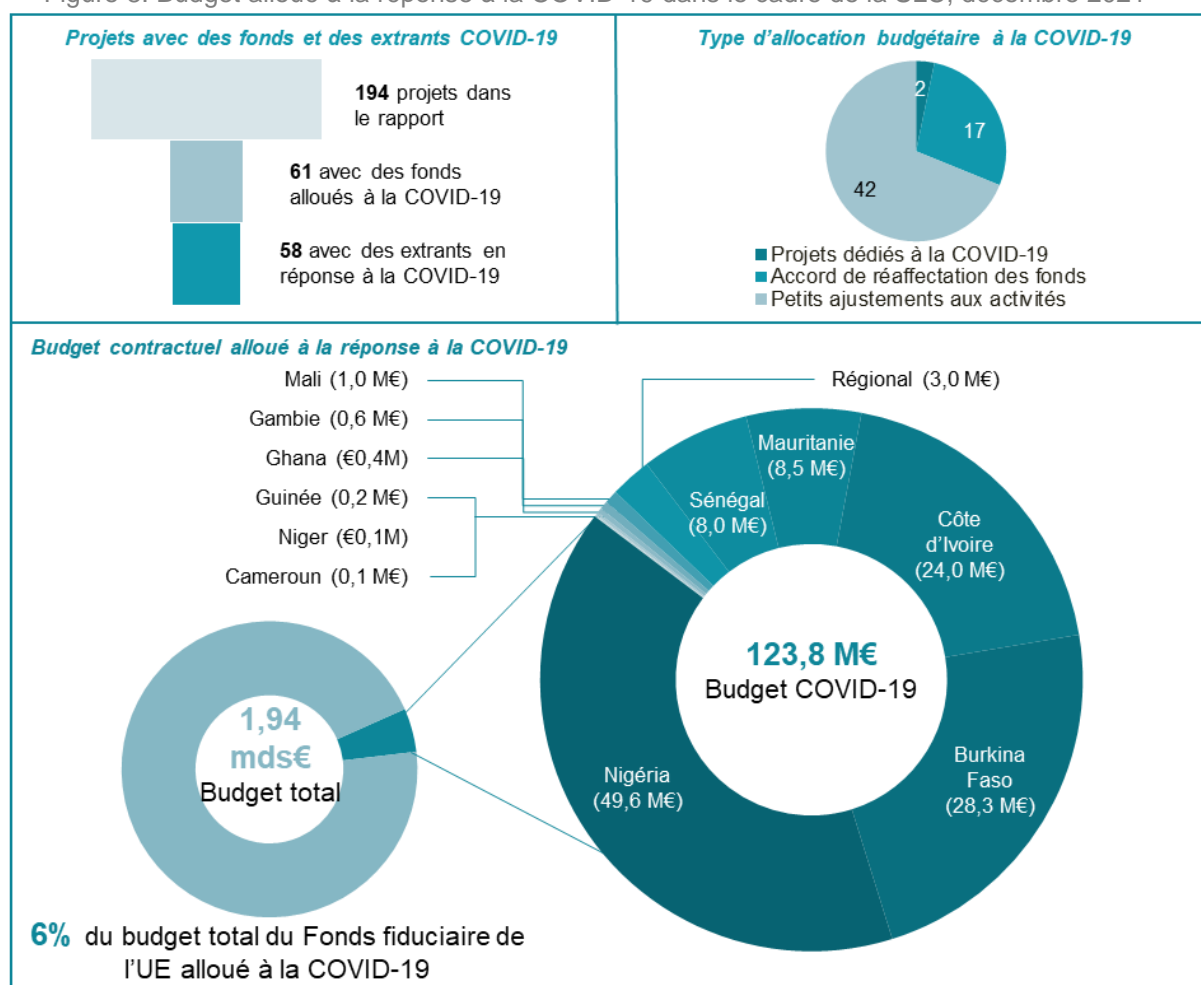
### 3.3. BUDGET ALLOUÉ À LA RÉPONSE À LA COVID-19

Pour faire face à la pandémie de COVID-19, l'UE a réorienté certains fonds du portefeuille SLC du Fonds fiduciaire, et plusieurs PMO ont apporté des ajustements à leurs activités. Dans le cadre du processus de collecte de données depuis 2020, l'équipe MLS a demandé aux PMO de fournir des informations sur toute réorientation de leurs activités envers la réponse à la COVID-19 et à l'UE de recueillir des informations sur la réaffectation des fonds. **En décembre 2021, 123,8M€ avaient été alloués à la réponse à la COVID-19 à travers 61 projets en SLC.** Cela représente 6 % du budget de 1,94 milliard d'euros du Fonds fiduciaire couvert par le MLS dans la fenêtre SLC. Dans la plupart des cas (70%), les projets ont procédé à de petits ajustements d'activité, tandis que 28% ont impliqué des accords entre l'UE et les PMO pour réaffecter des fonds. Deux projets, le *One UN Response Plan* au Nigeria (49,5 M€, NG-09) et le PSRE en Côte d'Ivoire (24,0 M€, CI-03), sont entièrement consacrés à la réponse au COVID-19. Alors que le *One UN Response Plan* a été signé au début de la pandémie de COVID-19 (mai 2020) pour soutenir le plan de réponse sanitaire du Nigeria, le PSRE,

<sup>1</sup> Part du budget pour les projets contractés et pertinents pour le MLS. Le total affiché dans le visuel ne reflète pas le budget alloué aux activités transversales, qui représentent 5,0 M€.

qui a été signé en juin 2021, se concentre sur la reprise économique post-COVID-19 par le biais d'un soutien budgétaire à la Côte d'Ivoire pour soutenir les entreprises touchées par la pandémie.<sup>1,2</sup>

Figure 8: Budget alloué à la réponse à la COVID-19 dans le cadre de la SLC, décembre 2021<sup>3,4</sup>



<sup>1</sup> Soutien de l'UE aux Nations unies « Un plan de réponse des Nations unies à la COVID-19 au Nigeria ».

<sup>2</sup> Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du COVID-19 en Côte d'Ivoire.

<sup>3</sup> Les 61 projets avec des fonds alloués à la réponse à la COVID-19 et les 58 projets avec des résultats pour la réponse à la COVID-19 ne sont pas nécessairement les mêmes projets, étant donné que certains projets ont signalé des résultats en ce qui concerne la réponse à la COVID-19 mais n'ont pas réaffecté de fonds et que certains projets dotés de fonds alloués à la réponse à la COVID-19 n'ont pas généré de résultats liés à la COVID-19 pertinents pour les indicateurs du Fonds fiduciaire.

<sup>4</sup> La contribution des projets financés par le Fonds fiduciaire à la réponse à la COVID-19 n'est calculée que pour les projets en cours de mise en œuvre et avec des données à déclarer (194 projets représentant 1,94 milliard d'euros).

## 4. APERÇU DE LA SITUATION ET DES RÉSULTATS

### 4.1. LA RÉGION DU SAHEL ET DU LAC TCHAD EN 2021

**En 2021, l'insécurité dans la région du Sahel et du lac Tchad (SLC) est restée volatile et a continué de s'étendre aux pays côtiers.** Dans la région du Liptako-Gourma et dans le bassin du lac Tchad, les deux principaux centres de conflit au Sahel, 17 307 personnes sont mortes au cours de 6 290 événements violents en 2021. La violence s'est également étendue vers le sud et, à la fin de 2021, des attaques terroristes présumées ont visé les régions du nord de la Côte d'Ivoire et du Bénin, corroborant les prédictions de longue date d'un possible débordement de l'extrémisme violent dans les États côtiers.<sup>1,2</sup>

**L'échec perçu des gouvernements et des armées internationales à réduire la violence a contribué aux troubles politiques et a créé de nouvelles dynamiques dans la lutte contre le terrorisme.** L'insécurité persistante combinée au mécontentement public a provoqué des coups d'État militaires au Mali en mai et en Guinée en septembre. Le Burkina Faso a connu des manifestations anti gouvernementales à la fin de 2021, qui ont finalement conduit à un coup d'État en janvier 2022. En juin 2021, le président Français Emmanuel Macron a annoncé le retrait progressif de l'opération Barkhane<sup>3</sup> du Sahel. Comme alternative à la présence militaire française, le gouvernement malien s'est apparemment tourné vers la Russie pour obtenir un soutien militaire et des mercenaires russes seraient arrivés au Mali fin décembre.

**Compte tenu de la décennie de conflits dans le Liptako-Gourma et dans le bassin du lac Tchad, les populations restaient extrêmement vulnérables.** Les déplacements forcés, résultant principalement de l'insécurité, ont été une cause majeure de vulnérabilité dans la région SLC, la région ayant accueilli 6,6 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et 1,5 million de réfugiés en décembre 2021.<sup>4,5</sup> La sécurité alimentaire était toujours un défi majeur en 2021, découlant des effets combinés de l'insécurité, des précipitations irrégulières et des déplacements massifs. La fourniture de services de base est restée minime dans les deux régions et l'accès humanitaire a continué de se heurter à de graves contraintes, aggravant la vulnérabilité des populations locales.<sup>6,7</sup> Fin 2021, 30,6 millions de personnes avaient un besoin urgent d'aide humanitaire dans les deux régions.<sup>8</sup>

**En 2021, la région SLC a connu une lente reprise après la crise économique induite par la COVID-19 et la croissance du PIB réel était projetée à 3,9% en 2021 après la récession de 2020.<sup>9</sup>** Les ménages ont toutefois continué à subir l'impact des pertes d'emplois et de la contraction de l'économie en 2020. L'inflation des prix des produits de base et des denrées alimentaires due à la hausse des prix du pétrole brut au début de 2021 ainsi que l'insécurité alimentaire croissante ont également eu un impact sur la résilience des ménages.<sup>10</sup>

**Après une relative accalmie dans les passages frontaliers irréguliers en 2019 et 2020, 14 954 migrants en provenance des pays de la région SLC ont atteint l'Europe en 2021, soit deux fois**

<sup>1</sup> Tableau de bord ACLED, consulté le 7 février 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Rida Lyammouri, « Violence » Jouer sur dans les États côtiers », mars 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Agence Anadolu, « Les coups d'Etat se succèdent en Afrique de l'Ouest : l'hiver africain ? », février 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Les données des PDI en Mauritanie et au Nigéria datent du 31 octobre 2021.

<sup>5</sup> Données agrégées du portail de données opérationnelles du HCR, consulté le 27 janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>6</sup> OCHA des Nations Unies, « Burkina Faso, Mali & Western Niger – Humanitarian Snapshot », janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>7</sup> OCHA des Nations Unies, « Bassin du lac Tchad – Aperçu humanitaire », janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>8</sup> Données agrégées du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies de décembre 2021, consultées en février 2022. Récupérée [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#).

<sup>9</sup> Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO, « La reprise économique au milieu des incertitudes », 2021. Récupéré [ici](#).

<sup>10</sup> Ibid.

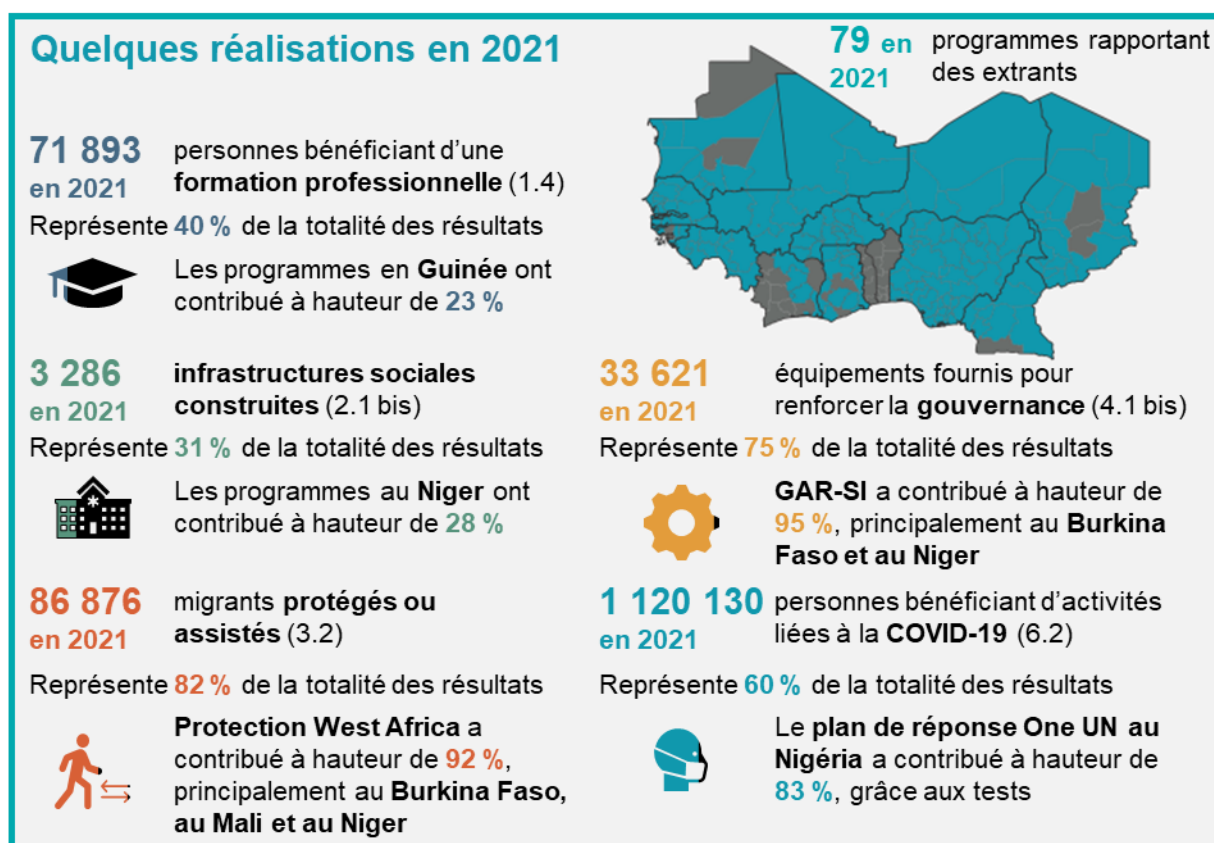
plus qu'en 2020.<sup>1,2</sup> Les migrants ont atteint l'Europe par deux routes principales : la route de l'Atlantique (AR) et la route de la Méditerranée centrale (CMR). Les migrants ont continué à tenter d'atteindre l'Europe en utilisant l'AR en 2021, après qu'elle est devenue de plus en plus utilisée en 2020. Pendant ce temps, l'utilisation de la CMR a repris après avoir diminué en 2020 en raison des restrictions liées à la COVID-19.<sup>3,4</sup>

## 4.2. LA RÉPONSE DU FONDS FIDUCIAIRE – APERÇU DES RÉSULTATS

Cette section propose une analyse des résultats de la réponse du Fonds fiduciaire à ce jour par rapport à ses quatre OS : économie et emploi ; résilience (sécurité alimentaire et accès aux services de base); gestion des migrations; et gouvernance et prévention des conflits.

### 4.2.1. VUE D'ENSEMBLE DES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

Figure 9: Principales réalisations des programmes financés par le Fonds fiduciaire en 2021, décembre 2021



Le tableau ci-dessous présente les valeurs agrégées communiquées par les projets SLC pour les 38 indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire au 31 décembre 2021.

<sup>1</sup> Données agrégées de FRONTEX, « Détections mensuelles de franchissement illégal des frontières », consultées en février 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> 7 927 arrivées irrégulières en 2019 et 7 801 en 2020.

<sup>3</sup> MMC, « A Gateway re-opens: the growing popular of the Atlantic Route », février 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> MMC, « Quarterly Mixed Migration Update: West Africa », février 2022. Récupérée [ici](#).

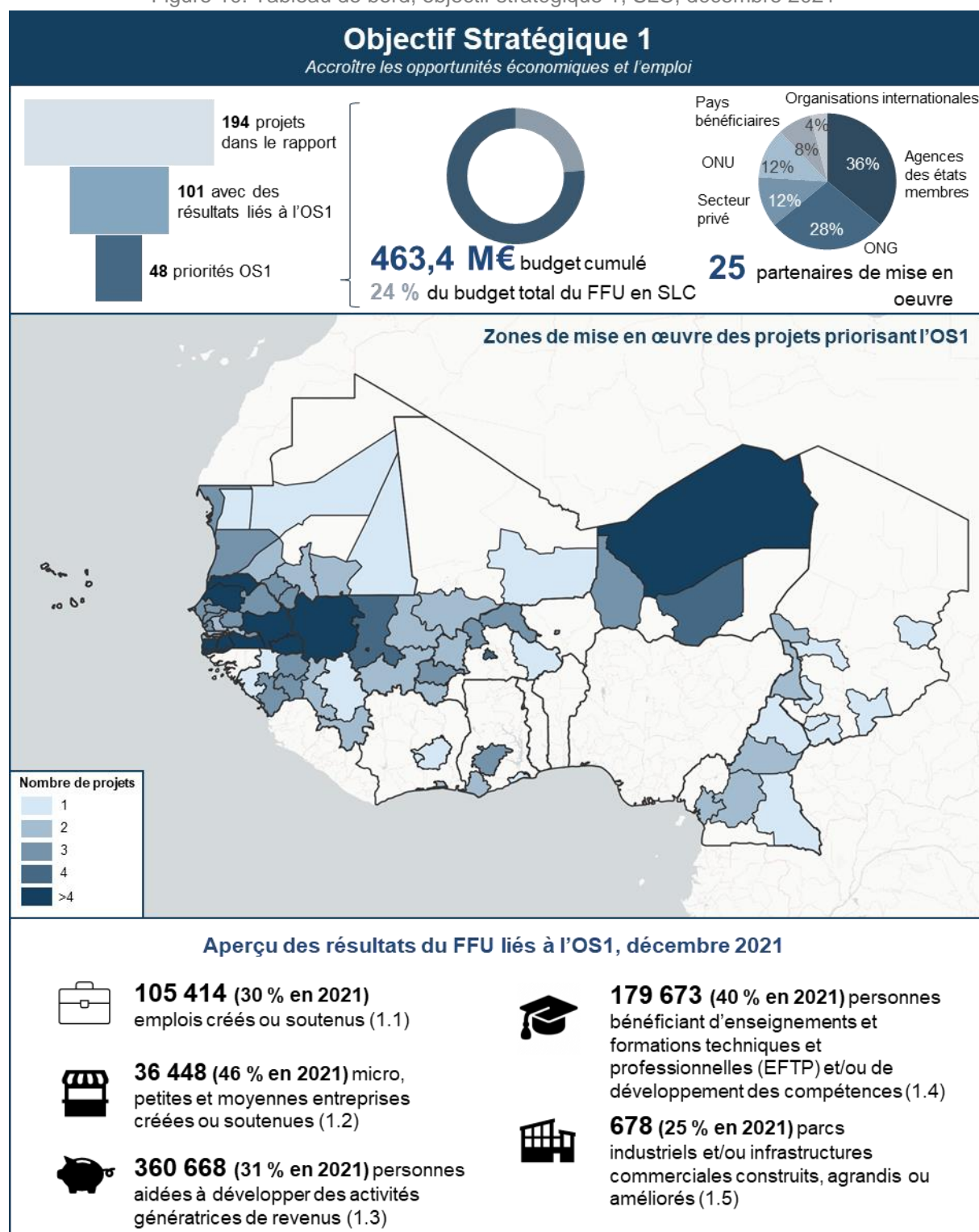
Tableau 2: Indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire pour tous les projets SLC, décembre 2021<sup>1</sup>

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	17,333	24,685	31,925	16,904	16,391	107,238	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	4,234	4,570	12,156	4,492	2,910	28,362	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	74,906	98,006	75,392	39,792	67,899	355,996	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP	32,254	44,832	30,694	23,398	47,833	179,011	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits	18	326	162	79	86	671	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	70	133	65	40	25	333	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	1,583	3,514	1,780	1,339	6,464	14,680	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	403,805	459,855	126,624	20,398	24,137	1,034,820	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	560,237	737,215	341,201	134,295	124,551	1,897,498	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	522,319	697,355	766,141	387,402	175,913	2,549,130	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	182	218	17	20	1	438	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites	11,413	93,257	22,036	4,492	6,999,631	7,130,828	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience	666,654	1,259,788	113,432,962	94,407,091	557,451	210,323,945	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services	15,082	33,237	18,287	5,714	5,142	77,462	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	2,456,491	1,364,114	760,128	499,932	373,769	5,454,435	
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	19	36	36	44	74	209	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1,867	2,246	5,030	22,860	60,293	92,296	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information	443,383	1,020,583	1,206,508	968,487	760,567	4,399,528	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	28,900	19,228	14,715	4,096	0	66,939	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	50,500	21,820	8,728	9,761	0	90,810	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	15,991	19,864	30,574	9,059	813	76,301	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	63	328	76	32	13	512	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	729	1,975	1,355	1,798	1,854	7,712	
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation	2,915	1,395	583	98	367	5,358	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	11	326	305	177	33	852	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	10,340	4,115	1,845	644	25	16,969	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	22	22	23	18	103	188	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	2,315	1,313	7,596	10,668	837	22,729	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits	13,686	12,178	11,276	8,841	9,625	55,607	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits	544,936	429,191	2,651,999	269,165	55,368	3,950,661	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	132	729	359	135	567	1,923	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés	213	793	857	587	1,077	3,528	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	188	311	2,376	1,073	1,076	5,024	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	158	200	152	89	101	700	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	47	44	24	20	14	149	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies	0	0	11,465,917	2,061,991	25,310	13,553,218	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées à la COVID-19	0	0	746,287	188,910	7,124	942,322	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées à la COVID-19	0	0	1,061	974	0	2,035	

<sup>1</sup> Les courbes de tendance représentent les extrants trimestriels non cumulés au fil du temps.

## 4.2.2. ACCROÎTRE LES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ET L'EMPLOI

Figure 10: Tableau de bord, objectif stratégique 1, SLC, décembre 2021



En 2021, les pays d'Afrique de l'Ouest ont lentement commencé à se remettre de la crise économique induite par la COVID-19. Après une régression économique de 0,7% en 2020, la croissance du PIB réel dans l'espace CEDEAO était estimée à 3,9% en 2021 et à 4,4% en 2022 –



dépassant le niveau d'avant COVID de +3,6% en 2019 –, avec des disparités entre les pays.<sup>1,2</sup> La reprise des prix des produits de base en 2021 a particulièrement aidé les économies principalement basées sur les ressources et les économies exportatrices. L'assouplissement des mesures préventives liées à la COVID-19 dans les pays d'Afrique de l'Ouest a également eu des effets positifs sur les moyens de subsistance et la consommation des ménages.

**Malgré la reprise économique naissante, les moyens de subsistance des ménages sont restés impactés par une série de facteurs macroéconomiques.**<sup>3</sup> La hausse des prix des denrées alimentaires due au climat économique mondial a eu un impact négatif sur les ménages de la région, d'autant plus que la plupart des pays SLC sont des importateurs nets de denrées alimentaires et, de ce fait, plus vulnérables aux variations des prix.<sup>4</sup> Les économies de la région ont également été minées par la reprise insuffisante du secteur touristique, les frais de transport élevés (reflétés dans les prix finaux des marchandises importées) et la flambée des coûts des produits pétroliers raffinés que la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest doivent importer.<sup>5,6</sup> Ces événements ont provoqué une hausse des prix généraux en 2021.<sup>7</sup> L'inflation a eu de lourdes conséquences pour de nombreux ménages de la région, et en particulier pour ceux qui ont subi des pertes d'emplois en 2020. En effet, en 2020, l'Afrique de l'Ouest a perdu l'équivalent de 7 millions d'emplois à temps plein,<sup>8</sup> soit une baisse de 6,4% par rapport au nombre total d'emplois existants au T4 2019.<sup>9</sup> Les taux de croissance positifs du PIB n'ont pas été suffisants pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail et compenser les pertes.<sup>10</sup>

**Au-delà des indicateurs macroéconomiques, la résilience des économies ouest-africaines est restée liée au climat sécuritaire local.** En raison de l'insécurité causée par les djihadistes et d'autres groupes armés, les ménages des zones instables ont continué de dépendre de moyens de subsistance précaires et d'activités économiques informelles à petite échelle, sans aucun signe d'amélioration probable à court et à moyen terme.<sup>11</sup>

## Soutenir les emplois et les entreprises, en particulier pour les femmes

**Le Fonds fiduciaire soutient la création d'emplois et l'emploi dans le cadre du volet SLC.** En 2021, les activités financées par le Fonds fiduciaire ont créé ou soutenu 31 738 emplois (indicateur 1.1), soit une augmentation de 43 % par rapport au total cumulé en décembre 2020. Plusieurs programmes ont contribué à la création d'emplois en 2021, notamment les programmes MIITG (GM-03)<sup>12</sup> et PASPED (SN-09)<sup>13</sup> qui représentent près d'un quart (7 568, soit 24%) de tous les emplois créés au cours de l'année. Les deux programmes sont mis en œuvre dans les pays côtiers, le premier en Gambie et le second au Sénégal. Quatre programmes ont contribué pour la première fois

---

<sup>1</sup> Banque africaine de développement, « Perspectives économiques de l'Afrique de l'Ouest 2020 – Faire face à la pandémie de COVID-19 ». Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO, « La reprise économique au milieu des incertitudes », 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> CEDEAO, PAM, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, « Rapport de suivi sur les impacts de la COVID-19 en Afrique de l'Ouest ». Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Banque africaine de développement, 2020. op. cité.

<sup>5</sup> CEDEAO, PAM, Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. op. cité.

<sup>6</sup> Banque africaine de développement, « Perspectives économiques de l'Afrique de l'Ouest 2021 Dynamique de la dette : la voie vers la reprise post-COVID ».

<sup>7</sup> Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO, 2021. op. cité.

<sup>8</sup> Les estimations incluent les emplois formels et informels.

<sup>9</sup> Bien qu'inférieurs aux contractions mondiales et continentales de -8,8% et -7,7% respectivement. Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO, « La reprise économique au milieu des incertitudes », 2021. Récupéré [ici](#).

<sup>10</sup> IHS Markit, « *Employment developments in sub-Saharan Africa during the first-half of 2021* », août 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>11</sup> Comme le Liptako-Gourma, le nord du Mali, le nord du Nigéria ou la région du lac Tchad.

<sup>12</sup> Construire un avenir - Faites-le en Gambie.

<sup>13</sup> Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal.

à la création d'emplois en 2021 : ADEL (ML-12),<sup>1</sup> GrEEn (GH-02),<sup>2</sup> ARCHIPELAGO (REG-15)<sup>3</sup> et PSRE COVID CI (CI-03),<sup>4</sup> créant respectivement 2 208, 2 067, 665 et 1 486 emplois.

**L'économie de la région SLC est dominée par le secteur informel, ce qui signifie qu'une grande partie des travailleurs fonctionnent sans filets de sécurité, ce qui augmente leur vulnérabilité.** En 2021, sur les 31 738 emplois créés ou soutenus, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont contribué à la création de 12 044 emplois permanents ou emplois à long terme rémunérés, soit une augmentation de 80 % par rapport à décembre 2020. De tous les emplois permanents créés en 2021, 42% ont été créés en Gambie grâce aux programmes YEP (GM-01)<sup>5</sup> et MIITG (GM-03).<sup>6</sup>

**Les femmes ont tendance à avoir un accès limité à des emplois décents.** En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont créé ou soutenu 9 679 emplois pour les femmes, qui représentaient 40 % des bénéficiaires.<sup>7</sup> Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont favorisé l'emploi décent pour les femmes en a) créant des opportunités économiques dans les zones rurales, où les femmes contribuent le plus à la production ; b) ciblant l'entrepreneuriat féminin, répandu dans la région mais sous-exploité ; et c) promouvant l'inclusion des femmes dans les efforts visant à stimuler l'emploi vert et respectueux de l'environnement.

**Dans les zones rurales, les femmes sont plus employées dans l'agriculture que les hommes. Pourtant, les femmes ont tendance à être principalement impliquées dans l'agriculture de subsistance et le petit commerce alimentaire.**<sup>8</sup> Malgré le rôle vital qu'elles jouent, elles vivent dans des conditions difficiles et continuent de faire face à des obstacles tels que le manque de propriété foncière, de crédit et d'intrants de production.<sup>9</sup> Au Sénégal, par exemple, bien que les femmes représentent 60 % des personnes travaillant dans l'agriculture de subsistance et produisent 50 % à 60 % de la production alimentaire annuelle du pays,<sup>10</sup> elles continuent de faire face à un niveau de vie bas et une vulnérabilité en raison de la nature informelle et à faible valeur ajoutée de leur travail. Les programmes financés par le Fonds fiduciaire visent à aider les populations rurales à passer d'une agriculture de subsistance à une production commerciale à plus forte valeur ajoutée. Le programme PARERBA (SN-08),<sup>11</sup> grâce au soutien à la production agricole, au micro-entrepreneuriat dans les zones rurales et à la construction d'infrastructures hydro-agricoles, a créé 1 899 emplois pour les femmes dans l'agriculture depuis le début de la mise en œuvre, dont 550 en 2021, soit 52% de tous les emplois créés par le programme au cours de l'année.<sup>12</sup>

**L'Afrique subsaharienne est la seule région au monde où la majorité des entrepreneurs sont des femmes.**<sup>13</sup> Les femmes entrepreneurs contribuent à hauteur de 13 % au PIB du continent et ont un poids important en matière de développement,<sup>14</sup> car elles sont deux fois plus susceptibles que leurs pairs masculins d'utiliser leurs revenus pour soutenir et fournir une éducation à leurs familles et

---

<sup>1</sup> Appui au Développement Economique Local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et Gao.

<sup>2</sup> *Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana*.

<sup>3</sup> ARCHIPELAGO : une initiative d'EFTP africaine-européenne.

<sup>4</sup> Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du COVID-19 en Côte d'Ivoire.

<sup>5</sup> *Youth Employment Project*.

<sup>6</sup> *Make it in The Gambia*.

<sup>7</sup> Ce ratio est calculé sur le total des bénéficiaires pour lesquels le genre a été spécifié et ne prend pas en compte les données pour lesquelles le genre n'a pas été spécifié. Au total, pour 2021, les chiffres rapportés indiquent 9 679 emplois pour les femmes, 15 073 pour les hommes et 6 985 sans genre spécifié.

<sup>8</sup> Forum économique mondial, "To unlock African women's potential, we must end gendered patterns of labour", avril 2021. Accessible [ici](#).

<sup>9</sup> FMI, « *Women's Opportunities and Challenges in Sub-Saharan African Job Markets* », 2016. Accessible [ici](#).

<sup>10</sup> PAM, « *Engagement féminin et agriculture vivrière familiale* », consulté en avril 2022. Accessible [ici](#).

<sup>11</sup> Projet d'Appui à la Réduction de l'Émigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués.

<sup>12</sup> Ce ratio est calculé à l'aide de données où le genre a été spécifié et ne prend pas en compte les données où le genre n'a pas été spécifié.

<sup>13</sup> FMI, 2016. op. cité.

<sup>14</sup> Harvard, "Women and the Changing Face of Entrepreneurship in Africa", octobre 2020. Accessible [ici](#)



à leurs communautés.<sup>1</sup> Elles continuent toutefois de faire face à des défis pour la croissance de leurs entreprises et opèrent dans un environnement qui leur est moins favorable : les entreprises appartenant à des femmes ont tendance à avoir moins d'employés, de revenus et d'avantages sociaux et une productivité plus faible.<sup>2</sup> Dans ce contexte, les programmes financés par le Fonds fiduciaire visent à autonomiser et à soutenir les femmes entrepreneurs. En 2021, le *One UN Response* (NG-09)<sup>3</sup> a fourni un soutien au renforcement des capacités à 4 373 MPME dirigées par des femmes à travers le Nigéria. En Mauritanie, le programme SAFIRE (MR-07)<sup>4</sup> cible et identifie les femmes pour les accompagner dans leurs micro-projets. En 2021, le programme a accompagné 478 femmes dans le développement de leurs micro-projets.

**Alors que l'accent est mis sur les emplois verts dans le monde entier, y compris en Afrique subsaharienne, les femmes devront être incluses dans la transition vers de nouveaux types d'emplois.**<sup>5</sup> En 2021, deux programmes financés par le Fonds fiduciaire et axés sur l'emploi vert ont contribué à la création d'emplois pour les femmes. *Emploi Niger* (NE-11),<sup>6</sup> qui contribue à la création d'emplois et d'opportunités économiques grâce à une gestion durable, a créé 419 emplois pour les femmes au total, dont 361 en 2021. Au Ghana, GrEEen (GH-02),<sup>7</sup> vise à stimuler l'emploi vert : en 2021, il a contribué à la création de 887 emplois pour les femmes.

### La formation professionnelle et le développement des compétences pour renforcer l'insertion économique des jeunes et des groupes vulnérables

Figure 11: Taux NEET, SLC, 2022

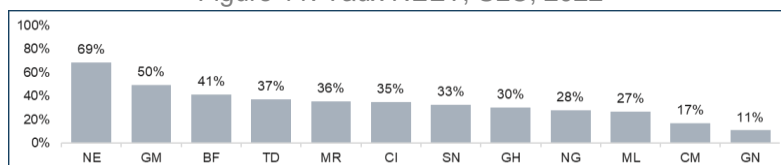


Figure 12: Taux d'activité des femmes et des hommes, SLC, 2022

tendance à rester hors de la population active, et leur insertion professionnelle est entravée par des facteurs culturels, et des qualifications et une formation insuffisantes. Ainsi, le FFU s'est engagé à soutenir la formation professionnelle et le développement des compétences afin d'améliorer l'insertion professionnelle et la création d'emplois (y compris l'auto-emploi) dans des

<sup>1</sup> IOL, "Female entrepreneurs face overwhelming challenges", mai 2021. Accessible [ici](#).

<sup>2</sup> Le Point, « PME d'Afrique : trois priorités pour une croissance plus inclusive », février 2021. Accessible [ici](#).

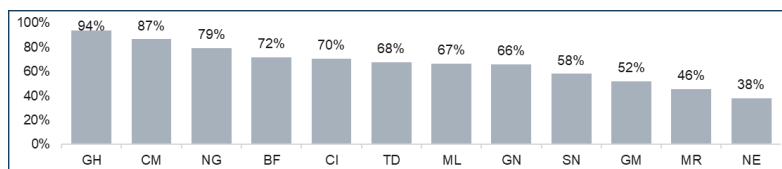
<sup>3</sup> Soutien de l'UE aux Nations unies 'One UN Response Plan to COVID-19 in Nigeria'.

<sup>4</sup> Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie.

<sup>5</sup> ONU Femmes, "Green Jobs for Women in Africa: Opportunities and Policy Interventions", février 2022. Accessible [ici](#).

<sup>6</sup> Création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de transit et départ au Niger.

<sup>7</sup> Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana.



contextes où les moyens de subsistance sont fragiles.

**L'insuffisance des compétences et le manque de compétences techniques font partie des facteurs les plus importants du sous-emploi et de la précarité économique en Afrique de l'Ouest,<sup>1</sup> en particulier pour les jeunes et les femmes.** Comme le suggèrent les taux de jeunes non scolarisés, employés ou en formation (voir figure 12),<sup>2</sup> de nombreux jeunes sont sans formation ni emploi en raison d'un manque d'opportunités ou de sensibilisation.<sup>3,4</sup> Les femmes ont également **En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont apporté une formation TVET et/ou un développement de compétences à 71 893 personnes (indicateur 1.4), pour un total de 179 673 depuis le début des activités financées par le Fonds fiduciaire.** En S2 2021 seulement, 48 495 personnes ont été formées, de loin le résultat semestriel le plus élevé depuis le début des activités du FFU.

**Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont permis d'assurer une formation TVET et/ou le développement des compétences dans divers secteurs.** L'agriculture, la pêche et l'élevage représentaient 44 % des formations dispensées en 2021. Certains programmes de formation avaient un double objectif d'amélioration des compétences techniques et de la sécurité alimentaire. Par exemple, dans le cadre du projet PDU PROGRESS (REG-18-09),<sup>5</sup> *Acción contra el hambre* a formé des bénéficiaires dans des écoles d'agriculture afin d'améliorer la résilience des systèmes de production céréalière (sorgho, mil, maïs, riz) et d'élevage. En 2021, 9 786 personnes ont été formées (dont 6 542 en S2 2021). En Guinée, le programme RESIGUI (GN-04)<sup>6</sup> a formé les agriculteurs à de meilleures techniques de production, de stockage et de transformation agricoles. En 2021, le programme a formé 8 289 bénéficiaires, dont 51 % de femmes.

**Alors que 49 % des formations dispensées en 2021 étaient des formations TVET, les formations en alternance, les stages et les apprentissages représentaient 8 % des formations.** Dans le cadre du programme ARCHIPELAGO (REG-15),<sup>7</sup> 1 895 des 4 207 personnes formées en 2021 par le programme ont reçu des formations en alternance (comprenant à la fois une formation TVET et un stage), soulignant la logique du programme de maximiser l'insertion professionnelle, avant même la fin des formations.

**Les formations financées par le Fonds fiduciaire peuvent être pratiques ou plus formelles, avec une certification à la fin.** En 2021, 32 % des bénéficiaires du Fonds fiduciaire des formations TVET et/ou de développement des compétences (1.4) ont bénéficié d'une forme de formation plus pratique sans certification, en particulier dans le secteur de l'agriculture et/ou pour soutenir des activités de subsistance. À Borno, au Nigéria, le programme RRR (NG-07)<sup>8</sup> a soutenu l'entrepreneuriat agricole des femmes et le développement des compétences organisationnelles et techniques des femmes. Il a formé 2 078 femmes en 2021, dans le but d'améliorer les moyens de subsistance et les possibilités d'emploi dans l'agriculture et les chaînes de valeur agricoles. D'autre

<sup>1</sup> C'est-à-dire l'adéquation entre les compétences disponibles sur le marché du travail et les besoins des secteurs économiques à potentiel.

<sup>2</sup> La Banque mondiale, " % of youth total population, ILO data, retrieved February 2022". Accessible [ici](#).

<sup>3</sup> Banque mondiale, "Ratio of female to male labor needs participation rates (%) (national estimates)". Accessible [ici](#).

<sup>4</sup> Le rapport entre la participation des femmes et celle des hommes à la population active est calculé en divisant le taux d'activité des femmes par le taux d'activité des hommes et en multipliant par 100. Accessible [ici](#).

<sup>5</sup> ACH-PROGRESS (Programme de résilience et de cohésion sociale au Sahel).

<sup>6</sup> RESIGUI – Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée.

<sup>7</sup> ARCHIPELAGO : Une initiative afro-européenne d'EFTP.

<sup>8</sup> Restoring and promoting sustainable agriculture-based livelihoods for food security, employment, and nutrition improvement in Borno State.

part, 26% des bénéficiaires TVET et/ou de développement des compétences ont reçu une certification d'institutions accréditées au niveau national.<sup>1</sup>

**Les formations peuvent également servir un effort plus large de renforcement des capacités.** Au Tchad, le programme *Bab-al-Amal* (TD-03)<sup>2</sup> travaille avec les Bureaux Formation Emploi dans les plus grandes villes du pays pour fournir une formation TVET et/ou un développement des compétences aux jeunes. Il a formé 859 personnes en 2021 en partenariat étroit avec les autorités nationales, dont 128 formateurs<sup>3</sup> et 731 stagiaires. Au Ghana, le programme GrEEen (GN-02)<sup>4</sup> a dispensé une formation en EFTP et/ou en développement des compétences à 12 030 bénéficiaires en 2021 (10 854 en S2 2021), soit 95% du total réalisé depuis le lancement du programme. Entre autres, le programme vise à établir ou à renforcer des centres d'affaires régionaux pour incuber et accélérer les MPME vertes et inclusives et les entreprises dirigées par des entrepreneurs.

#### Analyse des résultats 1: Possibilités d'emploi et AGR – Analyse agrégée des résultats

### **Les interventions financées par le FFU ont probablement<sup>5</sup> contribué à des résultats positifs<sup>6</sup> sur les possibilités économiques et d'emploi et les activités génératrices de revenus (AGR)**

À ce jour, 11 projets achevés dans la région du Sahel et du lac Tchad ont mesuré les *outcomes* OS1 à l'aide d'un total de 25 indicateurs de projet.<sup>7</sup> Dans l'ensemble du portefeuille SLC du FFU, la plupart des projets achevés ont fait état de résultats liés au OS1 qui pouvaient principalement être classés comme '*outputs*' (29 sur 54), ce qui explique pourquoi il y a moins de résultats au niveau des *outcomes*.

Une explication possible du faible nombre d'indicateurs d'*outcome* peut être que les résultats liés à l'OS1 sont difficiles à mesurer, surtout au fil du temps, et qu'il est moins risqué d'en rendre compte en tant que *outputs* plutôt que *outcomes*.

Les indicateurs de résultats identifiés mesurent les progrès réalisés dans une série de domaines thématiques, notamment les possibilités économiques et d'emploi, les AGR et les moyens de subsistance, ainsi que l'environnement des entreprises. Les programmes achevés financés par le Fonds fiduciaire semblent avoir contribué au renforcement des opportunités économiques et des AGR, bien que le nombre limité d'indicateurs rende difficiles les conclusions de haut niveau.

- **Possibilités économiques et d'emploi** : six indicateurs d'*outcome* pour quatre projets ont été identifiés et classés dans les catégories des possibilités économiques et d'emploi. Sur ces six indicateurs, quatre portent sur une variation du revenu et du salaire. Les quatre projets qui ont mesuré une variation du revenu des bénéficiaires ont indiqué que **les revenus des particuliers ou des ménages avaient augmenté de 57%, 67%, 125% et 328%** à la fin des projets. Deux de ces quatre projets ont dépassé leurs objectifs

<sup>1</sup> De plus, en 2021, 1% des bénéficiaires ont reçu des certifications d'institutions non accréditées. En ce qui concerne les 41% restants de bénéficiaires, le type d'établissement et de certification n'a pas été précisé.

<sup>2</sup> Projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité.

<sup>3</sup> Formé par une approche de formation des formateurs (ToT).

<sup>4</sup> *Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana*.

<sup>5</sup> Aucun des projets mentionnés dans cette boîte ne comprend de groupe témoin. En l'absence d'un tel groupe témoin, il est impossible d'évaluer la contribution directe du fonds fiduciaire à ces résultats, car les améliorations auraient pu se produire sans l'intervention.

<sup>6</sup> Dans cette section, le mot '*outcome*' fera référence à la fois aux impacts et aux *outcomes*, car les projets peuvent classer le même phénomène en tant qu'*impact* ou *outcome* en fonction de leur théorie du changement, entre autres facteurs.

<sup>7</sup> Indicateurs de '*outcome*' analysés différemment des indicateurs de '*output*' du Fonds fiduciaire. Cette analyse se concentre sur les indicateurs qui ont à la fois des valeurs de fin et de référence. Cependant, il comprend également des indicateurs qui ont une valeur finale et aucune valeur de référence, mais qui ont une valeur à moyen terme qui peut être utilisée au lieu d'une valeur de référence pour une analyse plus limitée. De plus, certains des indicateurs qui ne rapportaient qu'une valeur finale (mais pas de valeur de référence ou de valeur à moyen terme) étaient formulés de telle manière (ex. une amélioration, une augmentation ou une réduction par rapport à la valeur de référence) que les données d'indicateur disponibles pouvaient être interprétées sans valeur de référence. Ceux-ci ont également été inclus dans l'analyse.

initiaux, tandis que les deux autres n'ont pas atteint la valeur cible. L'absence d'études de base et le fait que les augmentations du revenu ont été autodéclarées plutôt que directement mesurées, et non comparées aux groupes témoins, représentent des limites à ces résultats.<sup>1</sup>

- **AGR et moyens de subsistance** : trois *outcomes* ont été rapportés par deux projets sur le développement d'AGR après la fin des projets. Les données pour l'un des deux projets montrent que plus de la moitié des bénéficiaires avaient maintenu des AGR développées/soutenues quatre mois après l'achèvement du projet, dépassant ainsi l'objectif initial. L'autre projet a rapporté que 38% des ménages soutenus ont réussi à diversifier leurs revenus, mais en deçà de l'objectif initial de 50%.

---

<sup>1</sup> Dont un projet au Sénégal et un projet régional au Burkina Faso et au Mali.

### 4.2.3. RENFORCER LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS

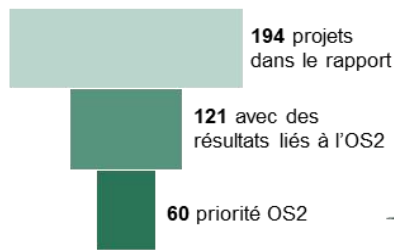
Figure 13: Tableau de bord de l'objectif stratégique 2, SLC, décembre 2021<sup>1</sup>

---

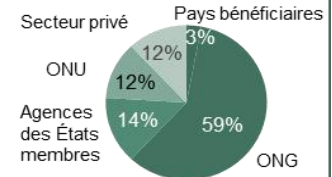
<sup>1</sup> Les chiffres budgétaires sont liés aux projets qui sont contractés, pertinents pour le MLS et fournissant des données.

## Objectif stratégique 2

Renforcer la résilience des communautés, et en particulier des plus vulnérables, dont les réfugiés et autres personnes déplacées

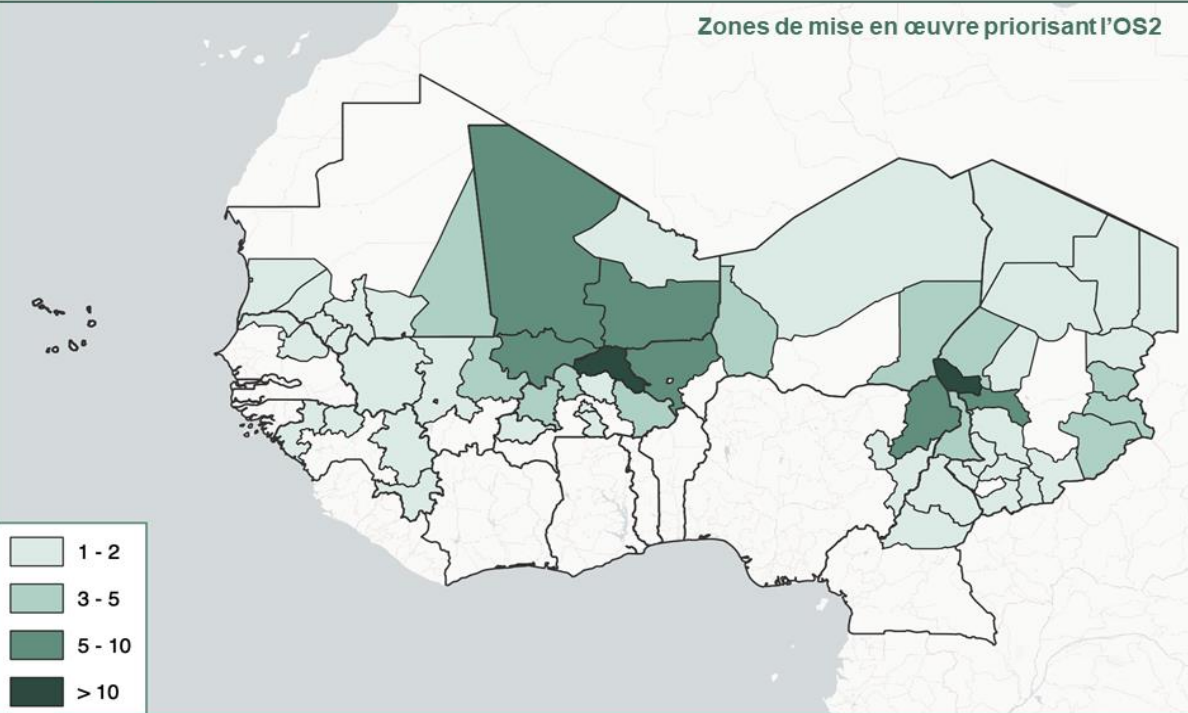


**509,6 M€** budget cumulé  
26 % du budget total du FFU en SLC



**34** partenaires de mise en œuvre

### Zones de mise en œuvre priorisant l'OS2



### Aperçu des résultats du FFU liés à l'OS2 au 31 décembre 2021



**333** (19% en 2021) plans de développement locaux directement soutenus (2.1)



**486** (14% en 2021) stratégies de réduction des risques de catastrophe soutenues (2.5)



**10 698** (31% en 2021) infrastructures sociales construites ou réhabilitées (2.1 bis)



**160 136** (21% en 2021) hectares bénéficiant de pratiques de gestion durable (2.6)



**1 044 123** (5% en 2021) services sociaux de base fournis (2.2)



**45 567 531** (21% en 2021) personnes sensibilisées par des campagnes sur la résilience (2.7)



**1 899 404** (14% en 2021) personnes recevant de l'aide nutritionnelle (2.3)



**135 275** (25% en 2021) personnes formées pour renforcer la prestation de services (2.8)



**2 599 349** (24% en 2021) personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire (2.4)



**5 627 132** (19% en 2021) personnes ayant un meilleur accès aux services de base (2.9)

L'insécurité alimentaire est restée un défi majeur pour la résilience des populations de la région SLC en 2021, en raison des effets aggravés de la violence prolongée, du changement climatique et des déplacements massifs. En décembre 2021, 25,9 millions de personnes se trouvaient à des niveaux d'insécurité alimentaire en crise ou pires dans la région SLC, dont 4,3 millions dans la région du Liptako-Gourma et 3,3 millions dans le bassin du lac Tchad (niveau le plus élevé pour la même période en quatre ans). Les précipitations irrégulières pendant la saison des



pluies 2021, à savoir de longues périodes de sécheresse dans le Liptako-Gourma et des inondations dans le bassin du lac Tchad, ont affecté les deux régions, détruisant les cultures et le bétail. Cela a contribué à la baisse de la productivité alimentaire et à la hausse des prix des denrées alimentaires dans la région. Bien que les déplacements massifs aient découlé en partie de l'insécurité alimentaire, ils l'ont également aggravée en exerçant une pression supplémentaire sur des ressources déjà rares.<sup>1,2,3</sup>

**La fourniture de services de base est demeurée fortement limitée dans le bassin du Liptako-Gourma et du lac Tchad en 2021.** Au second semestre, 5 574 écoles n'étaient pas fonctionnelles dans la région du Liptako-Gourma, soit une augmentation de 70% par rapport à la même période en 2020. Dans le bassin du lac Tchad, 1 026 écoles étaient toujours fermées fin 2021. Des perturbations prolongées de l'éducation pourraient entraîner des conséquences à long terme sur l'accumulation de capital humain dans les pays concernés. En outre, l'instabilité et la pandémie de COVID-19 ont mis à rude épreuve les systèmes de santé de la région. Au milieu de la plus grande épidémie de choléra dans la région au Nigeria à la fin de 2021, seulement 41% des établissements de santé dans les États de Borno, Adamawa et Yobe (BAY) fonctionnaient. Au Burkina Faso, 344 établissements de santé ont été fermés ou ont fonctionné à capacité minimale en décembre, affectant 1,8 million de personnes.<sup>4,5,6</sup>

**En conséquence, en décembre 2021, 30,6 millions de personnes avaient un urgent besoin d'aide humanitaire dans les régions du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad.**<sup>7</sup> Comme les deux régions restent extrêmement instables, l'aide humanitaire continue de faire face à de fortes contraintes d'accès, aggravant la vulnérabilité des populations locales.<sup>8</sup>

### Soutenir la sécurité alimentaire dans les régions vulnérables touchées par la détérioration des moyens de subsistance

**En 2021, 613 534 personnes ont bénéficié d'une aide liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4), dont 86% a été distribuée avant ou pendant la période de soudure (juin à août).** Les bénéficiaires se trouvaient principalement dans les régions du Sahel, du Nord et du Centre-Nord du Burkina Faso (39%), dans la région de Borno au Nigeria (27%) et au Niger (17%). En 2021, ces zones ont connu une saison des pluies plus courte que d'habitude et des périodes de sécheresse prolongées en septembre et octobre, ce qui a dégradé les terres agricoles et le bétail. Par exemple, au Niger, les inondations pendant la saison des pluies 2021 ont détruit près de 7 000 hectares de terres cultivables et tué plus de 10 000 têtes de bétail.<sup>9,10</sup>

**La plupart des bénéficiaires (53%) de l'aide liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) ont reçu des intrants agricoles et du bétail pour renforcer leur production alimentaire et leur résilience pendant la période de soudure.** En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont distribué des intrants et/ou des outils agricoles à 269 238 personnes. Le programme RRR (NG-07)<sup>11</sup> a fourni à 55% de ces bénéficiaires des intrants pluviaux dans la région nigérienne de

<sup>1</sup> Données agrégées de *Cadre Harmonisé*, consulté le 10 février 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> OCHA des Nations Unies, « *Burkina Faso, Mali & Western Niger – Humanitarian Snapshot* », janvier 2022. Récupérée [ici](#) ; OCHA des Nations Unies, « *Bassin du lac Tchad – Aperçu humanitaire* », janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> PAM, « *Afrique de l'Ouest : Bilan de la saison des pluies 2021* », octobre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> OCHA des Nations Unies, « *Burkina Faso, Mali & Western Niger – Humanitarian Snapshot* », janvier 2022. Ibid. OCHA des Nations Unies, « *Burkina Faso, Mali & Western Niger – Humanitarian Snapshot* », novembre 2020. Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> UNICEF, « *Épidémies de choléra en Afrique centrale et de l'Ouest : Mise à jour régionale 2021 – Semaine 1-43* », décembre 2021. Récupérée [ici](#). OCHA des Nations Unies, « *Humanitarian Needs Overview – Nigeria* », février 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>6</sup> UN OCHA, « *Burkina Faso – Aperçu de la situation humanitaire* », février 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>7</sup> Données agrégées du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies du 2 décembre 2021, consultées le 3 février 2022. Récupérée [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#).

<sup>8</sup> ACAPS, « *Humanitarian Access Overview* », décembre 2021. Récupérée [ici](#).

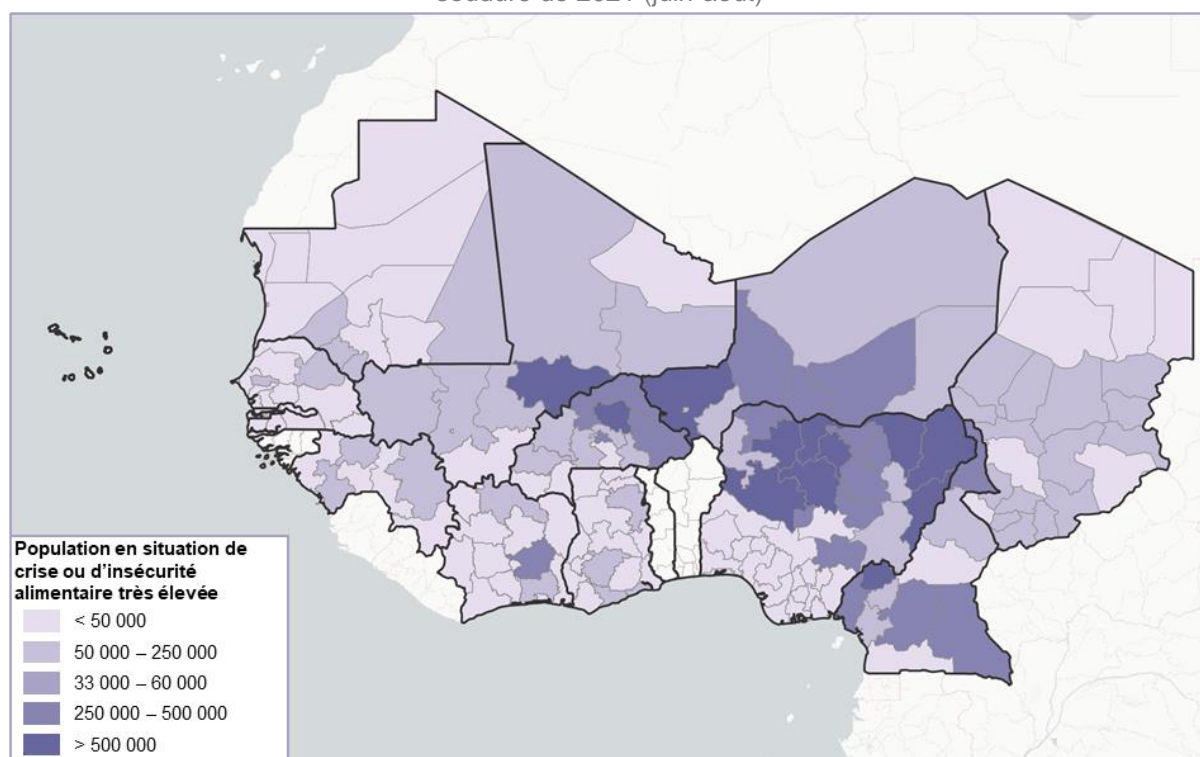
<sup>9</sup> PAM, « *Afrique de l'Ouest : Bilan de la saison des pluies 2021* », octobre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>10</sup> OCHA des Nations Unies, « *Afrique de l'Ouest et du Centre – Situation des inondations* », septembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>11</sup> Soutien de l'UE à la réaction, au relèvement et à la résilience dans l'État de Borno.

Borno en prévision de la période de soudure. Ces intrants améliorés sont destinés à aider les ménages vulnérables à atténuer les effets de la saison des pluies ou de la saison sèche sur la production et la diversité des cultures. Pendant la période de soudure, plus de deux millions de personnes devraient être en situation de crise ou d'insécurité alimentaire d'urgence dans la région de Borno.<sup>1</sup> Borno connaît des niveaux élevés de pénuries alimentaires en raison de la prévalence des conflits, des régimes de pluie irréguliers et de l'accès humanitaire limité, qui sont aggravés pendant la période de soudure à mesure que la production alimentaire diminue.<sup>2</sup> En 2021, 56 243 bénéficiaires supplémentaires dans la région de SLC ont reçu du bétail pour reconstituer les troupeaux qu'ils ont perdus, soit à cause de conditions météorologiques extrêmes, soit à cause d'attaques violentes. La majeure partie de cette aide a été fournie par le programme PDU (REG-18)<sup>3</sup>, qui a fourni principalement de petits ruminants à 31 920 ménages pauvres au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Pour compléter ces distributions et assurer la durabilité de la reconstitution du troupeau, PDU a également fourni aux bénéficiaires une assistance technique et vétérinaire.

Figure 14: Estimation de la population en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure de 2021 (juin-août)<sup>4</sup>



**Les programmes financés par le FFU visent également à renforcer la résilience des communautés locales face aux chocs extérieurs afin de favoriser des améliorations à long terme de la sécurité alimentaire.** En 2021, 247 211 agriculteurs, pasteurs et agro-pasteurs ont reçu une aide pour renforcer leurs moyens de subsistance (indicateur 2.4). La plupart des bénéficiaires (87%) se trouvaient dans la région du Liptako-Gourma, qui souffre de sécheresses et d'inondations récurrentes qui détériorent les sols, ce qui a un impact négatif sur l'agriculture. Ce processus accélère l'insécurité alimentaire car ces deux secteurs sont les principales sources de subsistance des populations locales. Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont permis à 192 644 bénéficiaires d'améliorer l'irrigation, l'accès à l'eau et la réhabilitation des terres en 2021 afin

<sup>1</sup> Données agrégées du *Cadre Harmonisé*, consulté le 10 février 2022. Récupérées [ici](#).

<sup>2</sup> Fews Net, « *Nigeria Food Security Outlook – June 2021 to January 2022* », 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel

<sup>4</sup> Les chiffres ont été projetés en fonction des tendances historiques; données agrégées de *Cadre Harmonisé*, consulté le 10 février 2022. Récupérée [ici](#).



d'atténuer les effets des sécheresses. Le PDU a fourni 54% de cette aide, toutes dans les régions du Nord et du Sahel du Burkina Faso. Le programme Shimodu (NE-10) a touché 23% des bénéficiaires, tous dans les communautés touchées par le déplacement dans la région de Diffa au Niger. Parallèlement, 54 567 personnes ont été formées aux pratiques agricoles, dont plus de la moitié (54%) dans le cadre du programme CRIALCES (REG-24) au Burkina Faso, au Mali et au Niger. CRIALCES fournit un soutien technique aux agriculteurs vulnérables pour améliorer leur productivité alimentaire, la valeur nutritionnelle des produits récoltés et la durabilité des techniques utilisées.<sup>1,2,3</sup>

**Au total, en 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont introduit des pratiques de gestion durable dans 33 607 hectares d'écosystèmes agricoles et pastoraux (indicateur 2.6), dont 74% étaient situés dans le Liptako-Gourma.** Dans la région de Kayes au Mali, le programme Diaspora Mali (ML-05) a permis d'améliorer les systèmes d'irrigation de 13 083 hectares de terres agricoles. Dans les régions de Tahoua et d'Agadez au Niger, le programme Pôles Ruraux (NE-03) a protégé et réhabilité 5 685 hectares de terres agricoles.<sup>4,5</sup>

Analyse des résultats 2: Résilience des communautés, sécurité alimentaire – Analyse agrégée des résultats

### Évolution de la sécurité alimentaire dans les domaines de mise en œuvre des programmes financés par le Fonds fiduciaire

**Vingt projets achevés dans la fenêtre SLC ont utilisé un total de 352 indicateurs de résultats et d'impact liés à l'OS2.** Cette analyse a évalué les 323 indicateurs (92% du total) qui étaient de « vrais » indicateurs de résultat ou d'impact (par opposition aux indicateurs de réalisation), et parmi ceux-ci, 303 ont été considérés comme « SMART » (86% du total). Le cas échéant, la plupart des indicateurs avaient une valeur de référence (tous sauf 16) et une valeur de fin (tous sauf 21), bien que beaucoup n'aient pas de valeur à moyen terme (108). Les résultats liés à la sécurité alimentaire et à la malnutrition représentent 51% des indicateurs, suivis de la santé (12%), de l'eau et de l'assainissement (9%), des moyens de subsistance et de la résilience économique (7%) et de la gouvernance pour la résilience (7%). La plupart des indicateurs étaient liés aux programmes mis en œuvre au Burkina Faso (60% des indicateurs de résilience), au Cameroun (14%) et au Sénégal (11%), ce qui concerne les délais pour les projets achevés faisant état de résultats plutôt que les pays qui ont le plus de programmes liés à la résilience (à titre de comparaison, le plus grand volume d'indicateurs de réalisation liés à l'OS2 a été signalé par des programmes au Niger, au Burkina Faso, au Cameroun, Mali et Nigéria).

**Les projets du Fonds fiduciaire visent à soutenir les moyens de subsistance des populations et plus particulièrement à les aider à faire face aux pénuries alimentaires pendant la période de soudure. L'analyse des résultats de 13 indicateurs de sécurité alimentaire montre des améliorations de l'indice de stratégie d'adaptation (CSI) suggérant une réduction de l'utilisation de stratégies d'adaptation négatives dans les domaines de mise en œuvre des projets pertinents.**

Tableau 3: Évolution des indicateurs par projet, exercice d'analyse des résultats, mars 2022

	Indicateurs	CSI	SCA Acceptable <sup>6</sup>	SDAM acceptables <sup>7</sup>
Les programmes				

<sup>1</sup> WFP, « Conflits persistants, pertes de terres agricoles et insécurité alimentaire récurrente dans la région du Liptako-Gourma », juillet 2020. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger

<sup>3</sup> Réponse à la crise alimentaire au centre Sahel : support nutritionnel et relèvement.

<sup>4</sup> Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine.

<sup>5</sup> Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez.

<sup>6</sup> Score de consommation alimentaire.

<sup>7</sup> Score de diversité alimentaire du ménage.

<b>Résilience TDH</b>	BF-01-01	Pas de ligne de base		
<b>Résilience Oxfam</b>	BF-01-02	-		-
<b>Résilience ACF</b>	BF-01-03	+		-
<b>Résilience LVIA</b>	BF-01-04 (Sahel)	-		+
<b>Résilience LVIA</b>	BF-01-04 (Nord)	++		-
<b>Résilience HI</b>	BF-01-05	++		++
RESILIAN	CM-01-01	+		
PRESEC	CM-01-02	+		
ARC CLÉ	ML-01-01	++	++	
LRRD IRC	01-02 NG	+	++	
<b>RESTE Emploi Résilience OXFAM</b>	TD-01-01		+	+
RSAN Matam A AGI	SN-03-01	-		

++ amélioration et atteinte de la valeur cible + amélioration mais n'a pas atteint la valeur cible - aggravation

**La moitié des indicateurs (sept sur 13) du CSI ont montré une réduction de l'utilisation de stratégies d'adaptation négatives chez les bénéficiaires interrogés, et trois d'entre eux ont atteint leur valeur cible.** Le CSI est utilisé comme mesure de l'impact des programmes d'aide alimentaire et comme indicateur d'alerte précoce d'une crise alimentaire imminente. Face à l'insécurité alimentaire, les ménages ont tendance à adopter de telles stratégies d'adaptation. Certaines comprennent généralement des stratégies de rationnement (c.-à-d. limiter la taille des portions, réduire le nombre de repas par jour, restreindre la consommation de certains pour faciliter celle d'autres comme les enfants ou les membres actifs du ménage), le changement alimentaire (en s'appuyant sur des aliments moins préférés et moins chers) ou la vente d'actifs des ménages pour pouvoir se permettre de manger. Dix projets financés par le Fonds fiduciaire disposent d'indicateurs qui considèrent la réduction des stratégies d'adaptation : cinq au Burkina Faso (BF-01), deux au Cameroun (CM-01), un au Mali (ML-01), un au Nigéria (NG-01) et un au Sénégal (SN-03). Toutefois, dans cinq cas, le CSI a augmenté et, dans un autre cas, aucune valeur de référence n'a été observée et le programme n'a pas atteint sa valeur cible.<sup>1,2</sup>

**Les trois projets qui ont mesuré le pourcentage de ménages ayant des scores de consommation alimentaire (SCA) acceptables ont signalé une augmentation, et deux d'entre eux ont dépassé la valeur cible.** Le SCA est un indice qui a été élaboré par le PAM en 1996 et qui vise à informer sur la diversité et la fréquence des groupes d'aliments consommés au cours des sept jours précédents par les membres des ménages. Il donne une idée de la prévalence des stratégies de rationnement. Sur la base de ce score, la consommation alimentaire d'un ménage peut être classée dans l'une des trois catégories suivantes : médiocre, limitée ou acceptable.<sup>3</sup>

**La moitié des projets (trois sur six) qui ont mesuré le pourcentage de ménages ayant un score de diversité alimentaire des ménages (SDAM) acceptable ont signalé une augmentation, et un sur trois a atteint sa valeur cible.** Le SDAM vise à évaluer la prévalence du changement alimentaire chez les bénéficiaires interrogés.

**De nombreux facteurs externes aux projets ayant un impact sur la sécurité alimentaire, il peut cependant être difficile d'évaluer dans quelle mesure une évolution observée est liée aux actions des projets concernés.** Par exemple, au Burkina Faso, l'évaluation par *Résilience LVIA* (BF-01-04) a révélé que 10% des ménages échantillonnés de la province de Loroum (région Nord) utilisaient des stratégies d'adaptation négatives, alors que la valeur cible a été fixée à 20%. Dans la province de Soum (région du Sahel), les données rapportées par *Résilience LVIA* à

<sup>1</sup> Ibid.

<sup>2</sup> Feinstein International Center, Tufts University et TANGO International, « *The Coping Strategies Index – A tool for rapid measurement of household food security and the impact of food aid programs in humanitarian emergencies* », janvier 2008. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> International Dietary Data Expansion Project, « *Food Consumption Score (FCS)* », consulté le 6 avril 2022. Récupérée [ici](#).

l'évaluation finale ont montré que 51% des ménages interrogés adoptaient des stratégies d'adaptation négatives, avec la même valeur cible. Les deux régions avaient des valeurs similaires à moyen terme, avec 21,4% à Loroum et 26,5% à Soum. Les provinces de Loroum et de Soum ont donc bénéficié d'activités similaires de *Résilience LVIA* et ont montré des situations similaires à moyen terme, mais elles ont enregistré des résultats finaux opposés. Cela démontre qu'il est difficile de lier l'évolution de la sécurité alimentaire dans une zone désignée à la seule action d'un projet. Cela démontre aussi que de nombreux facteurs contribuent à la sécurité alimentaire et souligne l'importance des valeurs de référence pour contextualiser ces changements.

Analyse des résultats 3: Résilience des communautés, malnutrition – Analyse agrégée des résultats

### Évolution de la malnutrition dans les domaines de mise en œuvre des programmes financés par le Fonds fiduciaire

**Les résultats relativement mitigés des projets du Fonds fiduciaire visant à réduire la prévalence de la malnutrition aiguë et chronique mettent en évidence les difficultés à atteindre des résultats de haut niveau au cours du cycle de vie d'un programme.** En outre, il est difficile d'analyser la contribution d'un programme aux résultats compte tenu des facteurs externes complexes et nombreux qui influencent la nutrition. La malnutrition aiguë (nutrition inadéquate, entraînant une perte de poids rapide) et la malnutrition chronique (nutrition inadéquate sur une longue période, entraînant un échec de la croissance chez les enfants) sont des mesures clés, objectives et standardisées de la malnutrition, utilisées par de nombreux programmes du Fonds fiduciaire. Les mesures de la malnutrition sont généralement basées sur des indicateurs anthropométriques (mesures corporelles) ou cliniques. La prévalence de la malnutrition fait référence à la proportion de personnes souffrant de malnutrition dans une population donnée.<sup>1</sup>

**Les changements dans les niveaux de nutrition chez les enfants de moins de cinq ans du point de référence à l'étude finale étaient le plus souvent relativement faibles,** avec une variation médiane de -0,8 point de pourcentage. Les enfants de moins de cinq ans sont à un stade clé de la croissance où la malnutrition aiguë peut causer l'émaciation ou la minceur, la malnutrition chronique peut causer un retard de croissance, et les deux entraîneront une insuffisance pondérale avec des conséquences à long terme sur le développement de l'enfant. Le programme KEY (ML-01) au Mali a vu la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans diminuer dans trois sur quatre régions cibles au cours du programme, et la prévalence de la malnutrition chronique diminuer dans deux régions sur quatre. Notamment, une réduction de neuf points de pourcentage de la malnutrition chronique a été enregistrée dans la région de Tombouctou.<sup>2</sup> *Résilience HI* (BF-01-05) a également constaté une réduction de la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans : de 42,9% à 36,7% de la population cible au cours du programme (en deçà de l'objectif de réduction à 27,5%).

Tableau 4: Évolution des indicateurs par projet, exercice d'analyse des résultats, mars 2022

Indicateurs		Prévalence de		Pratiques d'allaitement	
		Malnutrition aiguë	Malnutrition chronique	Allaitement précoce	Allaitement maternel exclusif
Les programmes					
<b>Résilience Oxfam</b>	BF-01-02				++
<b>Résilience ACF</b>	BF-01-03	+	+	+	++
<b>Résilience LVIA</b>	BF-01-04 (Nord)	++	+	++	+

<sup>1</sup> OMS, « *Malnutrition: quantifying the health impact at national and local levels* », 1er janvier 2005. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali.

<b>Résilience LVIA</b>	BF-01-04 (Sahel)	-	+	++	-
<b>Résilience HI</b>	BF-01-05	+	+	++	
CLÉ	ML-01 (Gao)	+	+		
CLÉ	ML-01 (Ménaka)	-	-		
CLÉ	ML-01 (Mopti)	+	-		
CLÉ	ML-01 (Tombouctou)	+	+		
ARC CLÉ	ML-01-01				++
<b>Yellitaare</b>	SN-01-01	+			++

++ amélioration et atteinte de la valeur cible + amélioration mais n'a pas atteint la valeur cible - aggravation

### Les résultats obtenus sur la malnutrition chez l'adulte étaient faibles, mais positifs.

*Résilience ACF* (BF-01-03), *Résilience HI*, *Résilience LVIA* (BF-01-04) et *Yellitaare* (SN-01-01) ont constaté de faibles réductions de la malnutrition aiguë, et la malnutrition aiguë a légèrement augmenté dans la région du Sahel pour *Résilience LVIA*. Notamment, *Yellitaare* a constaté une réduction de la malnutrition aiguë de six et huit points de pourcentage dans les régions de Matam et de Podor, portant la prévalence à 10,8% et 10,2% respectivement (très proche de l'objectif de 10%). *Résilience ACF* et *Résilience LVIA* ont également constaté une réduction de la prévalence de la malnutrition chronique, LVIA enregistrant des réductions de cinq et huit points de pourcentage dans les régions du Nord et du Sahel, respectivement. Dernièrement, RESILIAN T a constaté une augmentation considérable de 17,5 points de pourcentage du taux de guérison après une malnutrition aiguë sévère.

**La promotion de bonnes pratiques nutritionnelles semble avoir amélioré les résultats en matière d'attitudes et de pratiques.** PRESEC (ML-06-02) a constaté que 56% de leurs bénéficiaires interrogés avaient amélioré leurs attitudes et leurs pratiques en matière de nutrition, et RSAN Matam ACTED (SN-03-01) a constaté que 82% des bénéficiaires pouvaient identifier trois messages clés dans les bonnes pratiques nutritionnelles.

**Les résultats de pratiques spécifiques telles que l'allaitement maternel et l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants se sont également améliorés.** L'allaitement maternel optimal, en particulier au cours des six premiers mois de l'enfant, est si essentiel que l'OMS estime qu'il pourrait sauver la vie de plus de 820 000 enfants de moins de cinq ans chaque année. Deux des trois principales recommandations de l'OMS et de l'UNICEF comprennent l'initiation de l'allaitement maternel dans l'heure qui suit la naissance (allaitement maternel précoce) et l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de l'enfant. Les trois projets qui mesurent la prévalence de l'allaitement maternel précoce ont signalé une augmentation chez les femmes interrogées entre le niveau de référence et la ligne finale. En outre, six projets sur sept ont révélé une augmentation des pratiques exclusives d'allaitement maternel au cours du programme (KEY ARC,<sup>1,2</sup> *Résilience LVIA*, *Résilience Oxfam*, *Yellitaare*, *Résilience HI* et *Résilience ACF*). Notamment, KEY ARC a connu la plus forte augmentation du taux d'allaitement maternel exclusif, avec une augmentation de 46 points de pourcentage (71% à l'évaluation finale par rapport à une base de référence de 25%).

## Amélioration de l'accès aux services de base

**En 2021, 1 046 392 personnes ont obtenu un meilleur accès aux services sociaux de base (indicateur 2.9) grâce aux programmes du Fonds fiduciaire dans le cadre de la SLC, ce qui représente une augmentation de 38% par rapport aux personnes touchées en 2020.<sup>3</sup>**

<sup>1</sup> OMS, « Alimentation des nourrissons et des jeunes enfants », consulté le 13 avril 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Parmi eux, 556 380 personnes ont bénéficié de transferts monétaires et 444 549 personnes ont bénéficié de l'amélioration des infrastructures sociales, liées à l'eau, à l'assainissement et aux soins de santé. Les 45 463 bénéficiaires restants qui ne sont pas mentionnés plus en détail dans les paragraphes suivants ont bénéficié d'autres types de soutien, notamment d'un meilleur accès à l'énergie et à l'éducation.

## Améliorer l'accès aux services de base dans les régions reculées grâce aux transferts monétaires

**Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont soutenu les besoins immédiats de protection sociale de 307 395 personnes vulnérables par des moyens de transferts monétaires inconditionnels en 2021,**<sup>1</sup> principalement au Nigéria par le biais du *One UN Response Plan* des Nations unies (NG-09) et des programmes RRR. Pour les bénéficiaires, les transferts monétaires sont fongibles et offrent l'avantage du choix, ce qui en fait un outil puissant pour soutenir la résilience. En 2021, le *One UN Response Plan* a envoyé des transferts monétaires inconditionnels de 5 000 NGN (environ 11 €) qui ont bénéficié à 154 557 membres de ménages pauvres pour faire face aux effets socio-économiques de la COVID-19, tandis que 82 859 personnes vulnérables de la région de Borno ont bénéficié de transferts de filets de sécurité de 85 à 140 € envoyés par RRR pour soutenir l'accès à l'agriculture et aux intrants agricoles.<sup>2</sup>

**En outre, 248 985 bénéficiaires ont reçu des transferts monétaires pour faciliter leur accès à l'approvisionnement en nourriture et en eau.** Plus de la moitié (56%) de ces transferts ont été dirigés vers des bénéficiaires de la région du Liptako-Gourma pour soutenir la nutrition et la sécurité alimentaire pendant la période de soudure, principalement par des programmes PDU et CRIALCES. S'adaptant aux contraintes de mobilité dues aux restrictions liées à la COVID-19, CRIALCES a envoyé des bons électroniques aux femmes enceintes et allaitantes et aux mères d'enfants âgés de 6 à 23 mois pour faciliter leur accès aux ingrédients nutritifs nécessaires sur les marchés pendant la période de soudure. Alignant son action sur les cadres nationaux de protection sociale, PDU a envoyé des transferts monétaires inconditionnels aux ménages pauvres au Burkina Faso et au Mali et a subordonné le transfert à la participation au travail communautaire au Niger. Les distributions ont été complétées par des sensibilisations en personne sur les pratiques d'épargne des ménages et la diversité alimentaire.

Les 44% restants des bénéficiaires se trouvaient tous en Guinée et ont bénéficié de transferts monétaires du programme RESIGUI (GN-04) dans les régions de Boke, Kankan, Labe et Nzerekore afin d'éviter que les ménages vulnérables ne retombent dans l'insécurité alimentaire. En 2021, 242 681 personnes devraient se trouver au niveau de crise d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure dans ces régions. Un autre type d'assistance en 2021 a été la distribution directe d'eau. Le PDU a fourni de l'eau potable à 1 959 personnes déplacées pendant sept jours dans la région du Sahel au Burkina Faso entre avril et septembre 2021.<sup>3,4</sup>

## Améliorer l'accès aux services de base dans les zones vulnérables par la construction et la réhabilitation d'infrastructures sociales

**Afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont également facilité la construction et la réhabilitation de 3 286 infrastructures sociales (indicateur 2.1 bis) en 2021, portant le total à 10 698 depuis le lancement des activités financées par le Fonds fiduciaire.** En 2021, 444 549 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services grâce à des infrastructures sociales nouvelles ou réhabilitées (indicateur 2.9).

**Parmi ces bénéficiaires, 265 882 personnes avaient un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement.** La plupart se trouvaient dans les pays sahéliens, avec 28% au Mali, 21% au Niger et 13% au Tchad. Au Niger, 895 infrastructures pour améliorer l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) ont été construites ou réhabilitées en 2021 (indicateur 2.1bis), ce qui est remarquable étant donné qu'environ 1,2 million de personnes avaient besoin d'une aide WASH dans le pays au cours de la même période. En outre, 34% des bénéficiaires se trouvaient au Ghana et bénéficiaient du

<sup>1</sup> Les bénéficiaires des transferts monétaires comprenaient les communautés d'accueil, les migrants potentiels, les réfugiés et les personnes déplacées.

<sup>2</sup> Soutien de l'UE aux Nations unies « Un plan de réponse des Nations unies à la COVID-19 au Nigeria ».

<sup>3</sup> Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée.

<sup>4</sup> Données agrégées de *Cadre Harmonisé*.

programme GrEEEn GH (GH-02). Dans les régions de l'Ouest et d'Ashanti du Ghana, le programme a financé la réalisation d'infrastructures sociales résilientes au changement climatique améliorant l'accès à l'eau et la prévention des inondations pour environ 90 156 personnes dans les localités ciblées.<sup>1,2</sup>

**L'accès aux soins de santé a été amélioré pour 131 490 personnes vulnérables et réfugiés (indicateur 2.9) dans les régions de Tahoua, Zinder, Agadez et Tillabéri au Niger (74%) et au Mali (26%).** Les services de santé de base au Niger font défaut, tant en quantité qu'en qualité, avec une couverture sanitaire de 48%. Cela signifie que seulement 1,9 million de personnes dans le pays ont un accès minimum aux établissements de santé dans leur district. La région de Zinder a la couverture la plus faible, avec un taux aussi bas que 39%.<sup>3,4</sup>

**Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont également permis à 24 727 personnes d'améliorer leur accès à l'éducation (indicateur 2.9) en 2021, toutes au Niger (52%), au Mali (47%) et au Burkina Faso (1%).** La violence prolongée au Sahel a eu un impact significatif sur l'offre d'éducation et au second semestre 2021, 5 574 écoles n'étaient pas fonctionnelles au Burkina Faso (3 280), au Mali (1 664) et au Niger (630). Le programme PROJES (ML-10) a construit ou réhabilité 190 infrastructures liées à l'éducation au Mali. Au Burkina Faso, le programme Protection BF (BF-07) a équipé 608 écoles franco-arabes et 78 écoles coraniques de matériel pédagogique (indicateur 2.1 bis). En soutenant ces écoles, le programme vise à renforcer la qualité de leur enseignement et à généraliser leur accréditation dans le système national pour les niveaux primaire et secondaire. Le soutien aux écoles coraniques vise à faciliter l'intégration des enfants talibés dans la société et leur inclusion progressive dans le système éducatif national.<sup>5,6,7</sup>

---

<sup>1</sup> OCHA, « Aperçu des besoins humanitaires – Niger », février 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana.

<sup>3</sup> OCHA, « Aperçu des besoins humanitaires – Niger », février 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> OCHA, « Burkina Faso, Mali et Niger occidental – Aperçu humanitaire », janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>6</sup> Programme Jeunesse et Stabilisation – régions du centre du Mali.

<sup>7</sup> Protection des jeunes dans les zones à risque au Burkina Faso à travers l'éducation et le dialogue.

#### 4.2.4. AMÉLIORATION DE LA GESTION DES MIGRATIONS

Figure 15: Tableau de bord de l'objectif stratégique 3, SLC, décembre 2021<sup>1</sup>

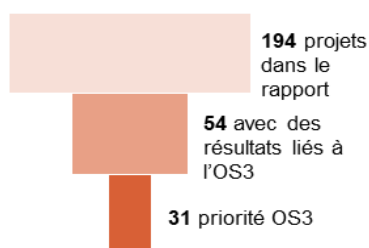
---

<sup>1</sup> Les chiffres budgétaires sont liés aux projets qui sont contractés, pertinents pour le MLS et fournissant des données.

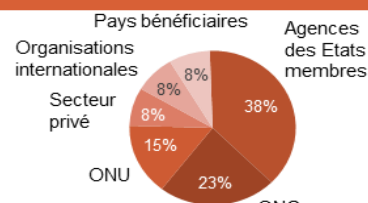


## Objectif Stratégique 3

Amélioration de la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination

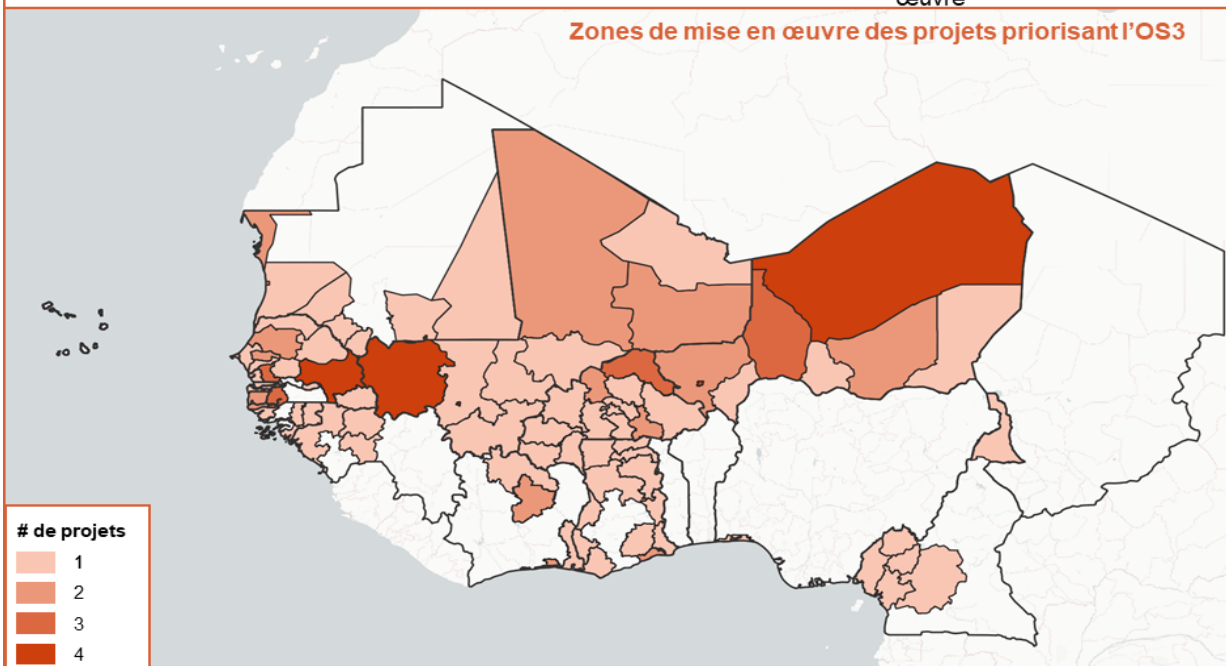


**359,0 M€** budget cumulé  
18 % du budget total du FFU en SLC



**13** partenaires de mise en œuvre

### Zones de mise en œuvre des projets priorisant l'OS3



### Aperçu des résultats du FFU liés à l'OS3, décembre 2021



**209** (56 % en 2021) projets soutenus par des membres de la diaspora (3.1)



**106 575** (82 % en 2021) migrants en transit protégés et/ou assistés (3.2)



**4 505 307** (40 % en 2021) migrants potentiels touchés par des campagnes d'information sur la migration (3.3)



**75 802** (17 % en 2021) retours volontaires soutenus (3.4)



**104 224** (22 % en 2021) migrants bénéficiant d'une aide à l'arrivée (3.5)



**91 657** (28 % en 2021) migrants bénéficiant d'une aide à la réintégration (3.5bis)



**515** (9 % en 2021) institutions et acteurs non étatiques soutenus par le renforcement des capacités ou le soutien opérationnel en matière de protection et de gestion des migrations (3.6)



**14 157** (40 % en 2021) personnes formées à la gestion des migrations (3.7)



**5 358** (9 % en 2021) personnes bénéficiant d'aide à l'évacuation et à la réinstallation ou d'autres solutions (3.8)



**852** (25 % en 2021) personnes bénéficiant de programmes de migration et mobilité légales (3.10)



**16 851** (3 % en 2021) événements de sensibilisation sur les migrations (3.11)

En 2021, le nombre de personnes déplacées par le climat et les conflits a continué d'augmenter dans la région de SLC. Au cours des trois dernières années, le conflit au Sahel est devenu l'une des pires crises humanitaires et de déplacement au monde. En décembre 2021, 6,6 millions de personnes avaient été déplacées à l'intérieur des régions du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad. Le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile a atteint 1,5 million, dont 41%



provenaient des régions du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad et principalement présents au Tchad, au Cameroun et au Niger. Ces chiffres représentent une augmentation significative par rapport à décembre 2020, où le nombre de réfugiés dans le SLC a atteint 1,3 million, avec 2,9 millions de personnes déplacées supplémentaires enregistrées dans le bassin du lac Tchad principalement (2,1 millions) et dans les États BAY au Nigeria.<sup>1,2,3,4,5</sup>

**Les routes migratoires dangereuses vers l'Europe étaient de plus en plus utilisées.** En 2021, les migrants ont continué à utiliser la route de l'Atlantique avec environ 22 316 arrivées aux îles Canaries, ce qui est très similaire au total de 2020 (23 023). L'utilisation de la route de la Méditerranée centrale a repris après avoir diminué en 2020 en raison des restrictions liées à la COVID-19. Fin 2021, 66 140 migrants étaient arrivés par la mer en Italie, soit une augmentation de 94% par rapport à 2020 et six fois plus qu'en 2019, où 11 471 migrants étaient arrivés en Italie. Deux pays d'Afrique de l'Ouest – la Côte d'Ivoire (6%) et la Guinée (4%) – figuraient parmi les dix premières nationalités d'arrivées.<sup>6,7</sup>

**Le Fonds fiduciaire a contracté 359,0 millions d'euros (18% du budget du Fonds fiduciaire en SLC) pour améliorer la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination (OS3).** L'Initiative conjointe UE-OIM (IC UE-OIM) représente l'essentiel de ce budget avec un total de 195,1 millions d'euros (54%) en SLC, facilitant en partie le retour et la réintégration durable et digne des migrants. Le Fonds fiduciaire fournit également un renforcement des capacités et un soutien opérationnel aux organisations et aux institutions afin de mieux gérer les flux migratoires mixtes par le biais de programmes tels que ProGEM (NE-02, 32,0 millions d'euros) au Niger et AFIA (MR-02, 3,0 millions d'euros) en Mauritanie. Enfin, les programmes financés par le Fonds fiduciaire visent à renforcer les capacités en matière de lutte contre la traite des personnes, notamment par le biais de programmes tels que TEH (REG-12, 17,4 millions d'euros). Étant donné que seulement 6 projets sur 30 ont été achevés jusqu'à présent, une analyse globale des résultats pour l'OS3 n'est pas pertinente à ce stade.<sup>8,9,10</sup>

**Au second semestre 2021, des études nationales sur l'état de la gouvernance des migrations ont été menées par le MLS dans 21 pays, dont 12 dans la région SLC.** Ces rapports, qui ont été commandés par le Fonds fiduciaire, visent à soutenir la conception de la programmation future en identifiant les besoins prioritaires de chaque pays, les cadres de gouvernance existants et leur niveau de mise en œuvre, ainsi que le soutien actuellement disponible par les différents bailleurs et PMO.

## Renforcer la protection des migrants

**La région SLC continue d'être une zone de transit importante pour les migrants qui ont l'intention de rejoindre l'Europe par la Méditerranée et l'Atlantique.** La migration irrégulière le long de ces routes est de plus en plus dangereuse : fin 2021, 4 400 décès avaient été enregistrés, ce qui fait de 2021 l'année la plus meurtrière dans la région depuis 2018. Les migrants sont vulnérables à la traite des êtres humains, à la violence basée sur le genre et à d'autres pratiques d'exploitation, et nécessitent des interventions de protection et une assistance en vertu du droit international. En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont protégé et/ou aidé 86 876 migrants en transit

---

<sup>1</sup> ICMPD, « *Migration Outlook 2022* », janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Le centre du conflit au Sahel s'articule autour de la zone entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, appelée Liptako-Gourma.

<sup>3</sup> Portail de données opérationnelles du HCR, consulté en janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> HCR, « Portail opérationnel – Situations de réfugiés », consulté en janvier 2021. Récupéré [ici](#)

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> Renforcement de la gestion durable des conséquences des flux migratoires.

<sup>9</sup> Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger l'enfance migrante contre l'exploitation et la traite.

<sup>10</sup> Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes dans les pays du Golfe de Guinée.

(indicateur 3.2), soit dix fois plus qu'en 2020. Cette augmentation est essentiellement tirée par un programme, Protection Afrique de l'Ouest (REG-13), qui a intensifié ses efforts de protection et d'assistance aux migrants en transit au cours de l'année.<sup>1</sup>

**Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont atteint les migrants en transit dans les zones touchées par le conflit et dont l'accès était limité.** En 2021, Protection Afrique de l'Ouest (REG-13) a protégé et/ou aidé 79 842 migrants en transit principalement au Burkina Faso (29%), au Mali (25%) et au Niger (25%). Les trois pays ont parmi les scores les plus bas de l'indice de développement humain (IDH) et des capacités budgétaires limitées pour fournir des services de base à la population, en plus de l'insécurité généralisée et des troubles politiques. Au Niger, des activités ont été menées dans la région de Tahoua, touchée par le conflit, où 16 740 migrants en transit ont été atteints. Au Mali, les activités du programme ont ciblé la région de Tombouctou (15 837 habitants), qui se trouve sur l'une des principales routes migratoires vers l'Algérie. Au Burkina Faso, Protection Afrique de l'Ouest était active dans les zones de transit de Côme (région des Cascades), Houet (région des Hauts-Bassins), Kadiogo (région centrale) et Seno (région du Sahel).<sup>2</sup>

Comme les migrants en transit se trouvent souvent dans des situations précaires avec un accès limité aux services de base, le programme offrait différents types d'assistance : la plupart des bénéficiaires recevaient des articles non alimentaires (45%) ainsi qu'un traitement médical et un soutien psychosocial (34%). L'assistance juridique (8%), le logement temporaire et l'aide à la subsistance (7%) ont également été fournis dans une moindre mesure. Répondre aux besoins des groupes vulnérables était également une priorité : en 2021, Protection Afrique de l'Ouest a touché 4 305 enfants grâce à la création ou au renforcement de 20 guichets uniques offrant de multiples services. Des efforts ont également été déployés pour améliorer les lieux sûrs et adaptés aux enfants, déployer des équipes mobiles et soutenir les familles d'accueil qui s'occupent d'enfants non accompagnés en déplacement.<sup>3</sup>

En 2021, l'initiative conjointe UE-OIM a continué à fournir une assistance directe aux migrants en situation vulnérable le long de la route de la Méditerranée centrale (au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Tchad, au Niger et au Mali), ainsi que le long de la route de l'Atlantique (notamment en Mauritanie, au Sénégal et en Gambie).

**Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont également soutenu les migrants en transit le long de la route de l'Atlantique.** En 2021, 22 316 personnes sont arrivées irrégulièrement dans les îles Canaries. L'augmentation de l'utilisation de la Route de l'Atlantique s'est accompagnée d'une augmentation des décès et des disparitions : 82 accidents de bateaux ont été enregistrés entraînant la mort de 1 176 migrants, dont certains étaient partis des côtes du Sénégal (Saint-Louis ou Mbour) et de la Mauritanie (Nouadhibou, Nouakchott) ou des côtes du Sahara occidental. Dans ce contexte, le programme Nexus SRD (MR-08) a protégé et aidé 2 377 migrants en transit en Mauritanie en 2021. La majorité d'entre eux ont reçu un soutien global (72%), qui comprend la fourniture d'abris, de nourriture, d'articles non alimentaires, ainsi qu'une assistance psychosociale et médicale. Par ailleurs une assistance médicale a été prodiguée aux migrants à Nouadhibou ayant été interceptés ou secourus en mer. Notamment, le programme a mis en place un mécanisme de triage médical d'urgence et d'aiguillage précoce.<sup>4</sup>

**Une autre façon de renforcer la protection des migrants consiste à renforcer les capacités des parties prenantes nationales impliquées dans la gestion des migrations.** En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont formé 5 611 personnes à la gestion et à la protection des migrations (indicateur 3.7), ce qui représente une augmentation de 69% par

<sup>1</sup> OIM, « L'OIM enregistre plus de 45 000 décès depuis décembre 2021 ». Récupérée ici.

<sup>2</sup> PNUD, Rapports sur le développement humain, 2020. Récupérée ici

<sup>3</sup> Description de l'action T05-EUTF-SAH-REG-13-02.

<sup>4</sup> OIM, « Une région en mouvement : Tendances de la mobilité en Afrique de l'Ouest et du Centre (janvier-décembre 2021) », avril 2022. Récupéré ici.

**rapport à 2020.** Le renforcement des capacités a été réalisé principalement par le biais de formations (91%) et, dans une moindre mesure, d'ateliers (8%) qui couvraient deux sujets principaux : la protection (26%) et la traite des êtres humains et le trafic de migrants (16%). Une approche pansociétale est essentielle pour gérer les migrations et les défis connexes de manière collective et durable. À cette fin, les formations financées par le Fonds fiduciaire ont touché divers acteurs en 2021 – principalement des institutions civiles nationales et locales (47%) – mais aussi des forces de sécurité nationales (9%) et des volontaires communautaires (6 %).<sup>1,2,3</sup>

**Protection Afrique de l'Ouest (REG-13) a offert une formation sur les questions de protection, y compris la violence basée sur le genre (VBG) à 1 457 personnes en 2021.** La plupart des participants ont été formés en Guinée (35%), en Gambie (13%) et au Mali (11%). Le volet formation du programme vise à améliorer les connaissances sur les principes de protection et les cadres juridiques. En 2021, deux grands thèmes étaient au cœur des formations : 1 117 intervenants clés du bien-être de l'enfance ont été formés pour répondre aux besoins de protection des enfants en déplacement et 340 bénévoles communautaires ont participé à des formations liées aux protocoles de santé, au soutien psychosocial et à l'assistance juridique.<sup>4</sup>

**En 2021, le programme TEH (REG-12) a formé 825 personnes aux risques liés à la traite des personnes (TP).** Le programme régional vise à lutter contre la TP dans le golfe de Guinée, la plupart des formations étant menées au Ghana (47%), au Nigeria (18%) et en Côte d'Ivoire (16%).<sup>5</sup> En 2021, le programme TEH a continué de renforcer les systèmes judiciaires en formant 343 acteurs des juridictions locales pour faciliter la poursuite des trafiquants. 61 nouveaux membres des institutions civiles nationales ont participé à des cycles de formation continue pour renforcer les capacités des comités interministériels de lutte contre la traite. D'autres sessions de formation (39%) ont porté sur l'utilisation efficace des procédures adoptées pour l'orientation des victimes de la traite vers des services d'assistance adaptés à leurs besoins spécifiques.

## Renforcer l'aide à la réintégration des migrants de retour

**Bien que la région SLC connaisse une émigration prononcée, un nombre croissant de migrants retournent dans leur pays d'origine.**<sup>6</sup> En 2021, l'initiative conjointe UE-OIM (REG-08) a continué de fournir une aide post-arrivée et de réintégration aux migrants de retour qui sont principalement arrivés de Libye et du Niger. En étroite coopération avec les acteurs étatiques et non étatiques, les migrants de retour ont été soutenus par une approche intégrée répondant à leurs besoins économiques, sociaux et psychosociaux, tout en incluant autant que possible les communautés dans le processus de réintégration.<sup>7</sup>

**104 224 retournés ont reçu une aide après leur arrivée (indicateur 3.5) pour répondre à leurs besoins à court terme en date de décembre 2021.** La plupart des migrants de retour ont été aidés au Mali (22%), en Guinée (20%) et au Nigeria (18%), qui sont les nationalités les plus citées d'Afrique de l'Ouest et du Centre arrivées irrégulièrement en Europe entre 2017 et 2021. Tous les retournés ont reçu un versement en espèces pour couvrir leurs besoins immédiats, y compris le transport. L'assistance post-arrivée dans le cadre de l'application conjointe UE-OIM a également impliqué des

---

<sup>1</sup> 48% des sujets n'étaient pas spécifiés et les 10% restants concernaient la migration légale.

<sup>2</sup> Appleby, J. Kevin, « Mise en œuvre du Pacte mondial sur la migration sûre, ordonnée et régulière: une approche pansociétale », avril 2020. Récupérée ici.

<sup>3</sup> 35% des acteurs ayant bénéficié d'une formation n'étaient pas spécifiés, 3% étaient des ONG/OSC et moins de 1% des prestataires de services.

<sup>4</sup> Document d'action SAH-REG-13-01 Protection Afrique de l'Ouest.

<sup>5</sup> Document d'action SAH-REG-12 TEH.

<sup>6</sup> OIM, « Une région en mouvement : tendances de la mobilité en Afrique de l'Ouest et du Centre (janvier-décembre 2021) », avril 2022. Récupérée ici.

<sup>7</sup> OIM, « Vers une réintégration durable : Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants – Cinq ans après – Principales réalisations », mars 2022. Récupérée ici.

activités « argent contre travail » dans certains pays (Burkina Faso, Guinée, Guinée-Bissau, Nigéria) où les migrants de retour nettoient les espaces publics ou participent à des travaux similaires liés à l'assainissement et à l'environnement. Ces activités visent à améliorer les conditions de vie dans les communautés locales tout en donnant un rôle social aux retournés. En Guinée, par exemple, les migrants de retour recevaient en moyenne 4,5 € par jour travaillé, et 2,5 € étaient transférés sur un compte bancaire individuel pour l'épargne.<sup>1,2,3</sup>

**Les activités financées par le Fonds fiduciaire se sont également concentrées sur l'aide à la réintégration à plus long terme ; 91 657 migrants de retour ont reçu ce type d'aide depuis le début des activités (indicateur 3.5bis).** La plupart ont reçu un soutien mixte (75%) et ont participé à des formations, à des salons de l'emploi et à des groupes de discussion. Dans la mesure du possible, les migrants de retour sont orientés vers des services adaptés à leurs besoins spécifiques de réintégration, pour lesquels l'initiative conjointe UE-OIM s'appuie sur des partenariats avec les parties prenantes locales et nationales. La formation professionnelle et le développement des compétences (indicateur 1.4) sont également utilisés pour favoriser la réinsertion économique et ont bénéficié à 774 retournés en 2021 par le biais des programmes ARCHIPELAGO (REG-15), DIZA (TD-07),<sup>4</sup> GrEEn (GH-02) et Kallo Tchidaniwo (NE-09).

---

<sup>1</sup> Sur les 694 259 migrants arrivés irrégulièrement en Europe entre 2017 et 2021, 28 015 étaient guinéens, 26 692 ivoiriens et 21 963 nigériens. OIM, « Routes migratoires irrégulières vers l'Europe – Afrique de l'Ouest et du Centre », mars 2022. Récupéré ici.

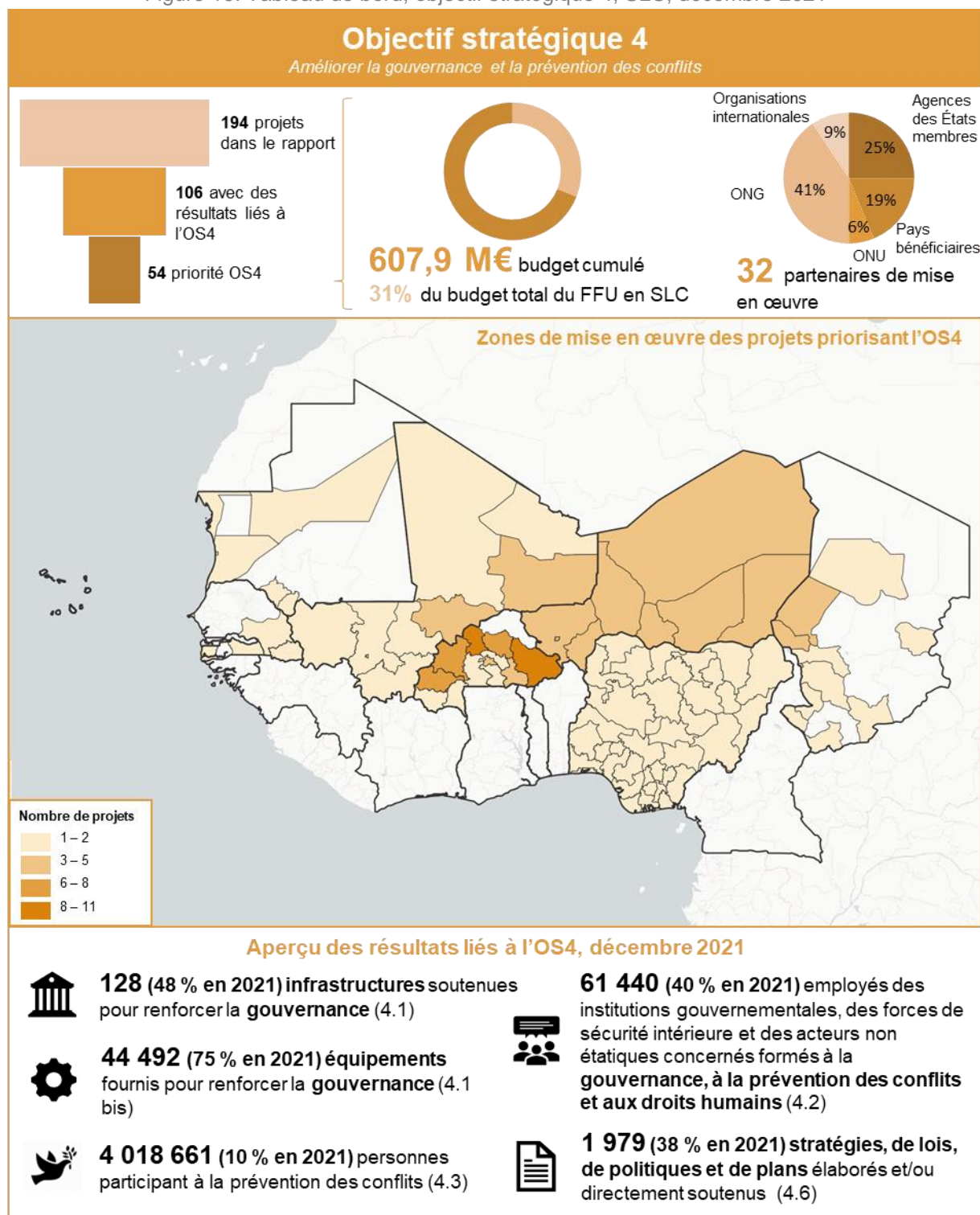
<sup>2</sup> Ces renseignements ne sont pas déclarés par l'entremise du MLS et ne sont pas reflétés dans les données recueillies pour 2021.

<sup>3</sup> Altai Consulting, « Rapport de synthèse régionale – Mécanisme TPML pour le Sahel et le lac Tchad », juin 2021.

<sup>4</sup> Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil.

## 4.2.5. AMÉLIORER LA GOUVERNANCE ET LA PRÉVENTION DES CONFLITS

Figure 16: Tableau de bord, objectif stratégique 4, SLC, décembre 2021<sup>1</sup>



**La situation sécuritaire dans les régions du Sahel et du bassin du lac Tchad s'est aggravée en 2021.** Alors que le nombre de décès et d'événements violents est resté relativement stable (17 307

<sup>1</sup> Les chiffres budgétaires sont liés aux projets qui ont été contractés, sont pertinents pour le MLS et ont reporté des données.

personnes sont mortes en 2021, soit une légère augmentation par rapport aux 16 373 en 2020),<sup>1</sup> la violence s'est étendue à de nouvelles régions et à de nouveaux pays alors que les armées nationales et internationales luttent pour réprimer les insurrections.

**Dans le bassin du lac Tchad, la mort des dirigeants des deux principaux groupes armés non étatiques a eu un impact limité sur la violence jusqu'à présent.** En mai 2021, Abubakar Shekau,<sup>2</sup> est mort lors d'une attaque de leur rival Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP).<sup>3</sup> La mort de Shekau a entraîné un nombre record de défections et de restitutions d'anciens combattants aux autorités nigérianes : environ 20 000 hommes, femmes et enfants s'étaient rendus en décembre 2021,<sup>4</sup> un nombre élevé qui représente un défi en termes de démilitarisation, de déradicalisation et de programmes de réintégration dans les pays du bassin du lac Tchad.<sup>5,6</sup> Au cours du second semestre 2021, **l'ISWAP a consolidé sa présence dans le bassin du lac Tchad, poursuivant sa stratégie de remplacement des autorités et des structures de gouvernance** dans les territoires sous son contrôle. Le chef de l'ISWAP, Abu Musab al-Barnawi, aurait été tué lors d'une attaque militaire nigérienne en août 2021.<sup>7</sup> En décembre 2021, sa mort présumée ne semble pas avoir eu un fort impact sur le groupe, qui a résisté aux changements de direction dans le passé et est moins centralisé que *Jama'at Ahl as-Sunnah lid-Da'wah wa'l-Jihad* (JAS).<sup>8</sup>

**Au Sahel, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et la Jama'at Nusrat Al Islam Wal Muslimin (JNIM), affiliée à Al-Qaïda, ont continué d'étendre leurs zones d'influence au-delà de la région du Liptako-Gourma.**<sup>9</sup> Les attentats au Bénin et en Côte d'Ivoire ont alimenté les craintes d'une extension du conflit du Sahel aux États côtiers.<sup>10</sup> En 2021, alors que les gouvernements du Sahel exprimaient leur intérêt pour les négociations avec les groupes armés non étatiques et que les populations devenaient de plus en plus critiques à l'égard de la réponse sécuritaire des armées nationales et internationales au conflit, **la communauté internationale a dû revoir sa stratégie.**<sup>11</sup> Dans un contexte de détérioration des relations entre le gouvernement militaire du Mali et le gouvernement français, Emmanuel Macron a annoncé en juin la fin de l'opération Barkhane au Mali d'ici le début de 2022.<sup>12</sup> En novembre, des manifestations autour d'un convoi Barkhane au Burkina Faso et au Niger ont encore remis en question l'avenir de l'engagement militaire européen dans la région.<sup>13</sup>

**Les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont continué de montrer des signes d'érosion démocratique en 2021.** Au cours de l'année, deux présidents ont été renversés par des coups d'État militaires. L'armée a pris le pouvoir au Mali (depuis 2020 et plus directement depuis mai 2021),<sup>14</sup> et en Guinée (septembre 2021).<sup>15</sup> Au Tchad, l'opposition a dénoncé un « coup d'État institutionnel » après la prise du pouvoir de Mahamat Idriss Déby à la suite de la mort de son père en avril 2021.<sup>16</sup> Les sanctions imposées par la CEDEAO au Mali après la période de transition prolongée et, dans

---

<sup>1</sup> ACLED, "Armed Conflict Location and Event Data project dashboard", consulté en février 2021. Accessible [ici](#).

<sup>2</sup> Aussi connu sous le nom de *Jama'at Ahl as-Sunnah lid-Da'wah wa'l-Jihad* (JAS).

<sup>3</sup> The Guardian, "Boko Haram leader killed on direct orders of Islamic State", juin 2021. Accessible [ici](#).

<sup>4</sup> ISS, "No easy answers to Lake Chad Basin's security dilemma", janvier 2022. Accessible [ici](#).

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> The New Humanitarian, "What Nigerians displaced by Boko Haram say about living with ex-fighters", septembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>7</sup> BBC, "Nigeria says ISWAP leader Abu Musab al-Barnawi is dead", octobre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>8</sup> Reuters, "Nigerian general says leader of Islamic State West Africa is dead", octobre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>9</sup> Le centre du conflit au Sahel s'articule autour de la zone entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, appelée Liptako-Gourma.

<sup>10</sup> France24, « Côte d'Ivoire : de nouvelles attaques contre les forces de défense et de sécurité », mars 2021. Accessible [ici](#) ; DW, « Premières attaques djihadistes contre l'armée au Bénin », décembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>11</sup> ACLED, "Sahel 2021: communal wars, broken ceasefires and shifting frontlines", juin 2021. Accessible [ici](#).

<sup>12</sup> France24, « Macron annonce que la force militaire française au Sahel prendra fin début 2022 », juin 2021. Accessible [ici](#).

<sup>13</sup> France24, « Un convoi militaire français bloqué par des manifestants au Niger », novembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>14</sup> Le Monde, « Comment le Mali a vécu un deuxième coup d'État en moins d'un an », mai 2021. Accessible [ici](#).

<sup>15</sup> Jeune Afrique, « Guinée : condamnations internationales après le coup de force contre Alpha Condé », septembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>16</sup> TV5Monde, « Tchad : un coup d'état institutionnel dénoncé par les principaux partis d'opposition », avril 2021. Accessible [ici](#).



une moindre mesure, à la Guinée après le coup d'État, pourraient avoir un fort impact négatif sur les populations car les économies sont isolées et le commerce est menacé.<sup>1</sup> Un coup d'État au Burkina Faso début 2022 et une tentative en Guinée-Bissau ont confirmé les craintes d'un « effet domino » dans la région.<sup>2</sup>

**Sur les 1,94 milliard d'euros de projets inclus dans la fenêtre SLC du MLS, 607,9 millions d'euros (soit 31%) ont été contractés pour soutenir les activités de prévention des conflits, de sécurité et de gouvernance (OS4) dans la région.** La plupart des projets nouvellement contractés dans le cadre de l'OS 4 se concentrent sur la gouvernance, y compris un projet de renforcement de l'état civil en Guinée (GN-05-01, nouvellement inclus dans ce rapport)<sup>3</sup> et un projet au Burkina Faso pour soutenir la justice militaire (PARJI, BF-11-01).<sup>4</sup> Les projets nouvellement contractés visent également à soutenir les forces de sécurité, notamment à travers la deuxième phase du PARSEC au Mali (PARSEC II, ML-14-13).<sup>5</sup>

## Renforcer la prévention des conflits et la gouvernance locale au niveau communautaire

**En 2021, les programmes financés par le FFU ont formé 9 046 représentants communautaires sur la gouvernance, la prévention des conflits et les droits de l'homme (indicateur 4.2), ce qui représente 37% de tous les acteurs formés dans la région au titre de cet indicateur.** Parmi ceux-ci, 47% ont été formés dans la région du Liptako-Gourma au Sahel, où la violence transnationale et interne a augmenté au cours de l'année écoulée.<sup>6</sup> En outre, 44% ont été formés dans le bassin du lac Tchad (Tchad, région de l'Extrême-Nord du Cameroun, région de Borno au Nigeria) où les communautés sont confrontées au conflit et à la violence, et environ 8% ont été formés dans les régions frontalières de la Mauritanie avec le Mali, qui sont aux prises avec une insécurité croissante.<sup>7</sup> En 2021, les représentants des communautés ont été principalement formés à l'amélioration de la gouvernance (54% des représentants des communautés), à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix (39 %) et à la CVE/PVE (7%).

**Les communautés locales jouent un rôle clé dans le renforcement de la cohésion sociale et la consolidation de la paix par le biais d'activités de résolution de conflits, de médiation et de prévention des conflits.** Les conflits au niveau local peuvent créer une méfiance intercommunautaire et entraîner des déstabilisations, des conflits et des décès.<sup>8</sup> En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire se sont concentrés sur la prévention des conflits locaux en formant des représentants des communautés à renforcer leur rôle d'agents de paix et de cohésion sociale. Le nombre de membres de la communauté formés à la prévention des conflits a triplé, passant de 1 017 en 2020 à 3 503 en 2021 (indicateur 4.2). Le programme régional PDU (REG-18),<sup>9</sup> mis en œuvre au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie et au Niger, a formé la plupart de ces bénéficiaires (86% de tous les membres de la communauté formés en 2021) en formant des médiateurs communautaires à la prévention et à la résolution des conflits ainsi qu'aux systèmes d'alerte précoce. Au Tchad, 100 ambassadeurs de la paix ont été formés dans le cadre du programme PRCPT (TD-02)<sup>10</sup> sur la prévention proactive des conflits. Au Nigéria, les autorités locales

---

<sup>1</sup> France24, « Inflation et risque de pénuries... le Mali durement touché par les sanctions de la Cédéao », janvier 2022. Accessible [ici](#).

<sup>2</sup> Le Monde, « L'Afrique de l'Ouest dans la spirale des putschs militaires », janvier 2022. Accessible [ici](#).

<sup>3</sup> Projet pilote d'amélioration des performances de l'état civil guinéen par le recours à la digitalisation (Etat Civil GN).

<sup>4</sup> Projet d'appui au renforcement de la justice pour lutter contre l'impunité (PARJI).

<sup>5</sup> Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité (PARSEC Mali Phase 2)

<sup>6</sup> 18% au Niger, 18% au Burkina Faso et 11% au Mali.

<sup>7</sup> SIPRI, "The high cost of insecurity: The case of Hodh el Gharbi in Mauritania", 2020. Accessible [ici](#).

<sup>8</sup> ZIF Center for Peace Operations, "Operationalizing Conflict Prevention: The Role of Civil Affairs Officers in Local Conflict Management", novembre 2017. Accessible [ici](#).

<sup>9</sup> Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

<sup>10</sup> Projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation Pacifique au Tchad.

ont participé à des programmes financés par le Fonds fiduciaire afin d'assurer la viabilité à long terme des activités. Le programme MCN (NG-03)<sup>1</sup> a formé 122 représentants communautaires (3%) à la gestion des conflits dans le cadre des partenariats communautaires pour la paix (PCP) et des forums de responsabilité communautaire au sein des conseils locaux. Ces mécanismes servent de plateformes de coordination et de responsabilisation pour les administrateurs et les responsables régionaux, les institutions de sécurité, les groupes de la société civile, les dirigeants communautaires et les chefs religieux. Au Burkina Faso, où la violence intercommunautaire a considérablement augmenté ces dernières années, le programme PEV (BF-08) a impliqué les chefs traditionnels dans des formations en raison de leur rôle clé dans la communauté.<sup>2</sup> En 2021, le programme PEV a formé 279 dirigeants communautaires au dialogue interreligieux et intercommunautaire et à la cohésion sociale, ce qui représente 8% des représentants communautaires formés à la prévention des conflits dans la région en 2021.

**Les dirigeants et les structures communautaires jouent également un rôle déterminant dans le renforcement de la gouvernance locale en assurant l'inclusion et l'appropriation par les communautés.** Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont contribué à former 4 910 représentants communautaires à l'amélioration de la gouvernance, soit une augmentation de 30% par rapport à 2020 (3 774 personnes). Les structures communautaires et la gouvernance locale ont tendance à s'affaiblir pendant les conflits. En 2021, le programme régional RESILAC (REG-05) a formé 3 801 personnes, soit 77% des représentants des communautés formés à la gouvernance démocratique. Parmi les personnes formées figuraient 1 421 dirigeants communautaires et 2 380 membres d'organisations communautaires dans les zones touchées par la violence extrémiste dans le bassin du lac Tchad. Les 23% restants de représentants communautaires formés à la gouvernance en 2021 (1 109 personnes) ont été touchés par le programme DIZA (TD-07), qui a formé 943 personnes dans la région de Ouaddaï, dans l'est du Tchad, où 146 911 réfugiés et demandeurs d'asile étaient enregistrés en octobre 2021.<sup>3</sup>

**La gouvernance locale a également été renforcée par des stratégies, des lois, des politiques et des plans locaux élaborés ou directement soutenus par des programmes financés par le Fonds fiduciaire (indicateur 4.6).** En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont soutenu l'élaboration de 127 protocoles et/ou plans visant à renforcer la prévention des conflits et la consolidation de la paix. PDU a contribué à 80 d'entre eux : 34 comités nationaux du système d'alerte précoce ont été mis en place, 19 plans de prévention et de gestion des conflits ont été élaborés, 11 bulletins sur les systèmes d'alerte précoce (SAP) ont été publiés et 16 mécanismes de gestion pacifique des conflits ont été mis en place et fonctionnels.

## Accroître les capacités et la coordination des forces de sécurité pour assurer la stabilité dans la région

**En 2021, 9 164 membres des forces de sécurité (9 064 nationaux et 100 locaux) ont bénéficié d'une formation sur la prévention des conflits, l'amélioration de la gouvernance, la sécurité et les droits de l'homme (indicateur 4.2), ce qui représente 37% de tous les acteurs formés dans la région au titre de cet indicateur.** C'est près de quatre fois plus qu'en 2020 (2 375 personnes) et représente 52% du total réalisé depuis le début des activités financées par le Fonds fiduciaire.

**La plupart des responsables de sécurité (68% ou 6 252 personnes) ont été formés à la gestion des frontières afin d'assurer une gestion plus proactive et préventive des menaces transnationales et de soutenir la sécurité globale dans la région.** C'est huit fois plus que les résultats cumulés obtenus fin décembre 2020. Le programme ProGEF (BF-03)<sup>4</sup> au Burkina Faso,

<sup>1</sup> *Enhancing state and community level conflict management capability in North Eastern Nigeria.*

<sup>2</sup> DCAF, « *Critical security issues in Burkina Faso* », 2021. Accessible [ici](#).

<sup>3</sup> HCR Tchad, « *Statistiques sur la population réfugiée et demandeuse d'asile* », octobre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>4</sup> Programme Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers au Burkina Faso.



pays en proie à une insécurité croissante en 2021, a obtenu la majeure partie de ce résultat (88%) grâce à des sessions de formation conjointes pour les forces de police locales et nationales ainsi que pour les douaniers opérationnels. Le programme a également soutenu une augmentation de la coopération transfrontalière en matière de sécurité (indicateur 5.4) grâce à la mise en place de mécanismes participatifs pour échanger des informations sur la sécurité aux frontières et coordonner les patrouilles avec leurs homologues dans les pays voisins (45% de toutes les initiatives de coopération en 2021). Au Ghana, le programme *Border security GH* (GH-01)<sup>1</sup> a contribué à former 11% des forces nationales à la gestion des frontières dans la région par le biais de séances de sensibilisation sur les interventions d'urgence et les plans d'urgence destinés aux agents des services locaux de l'immigration.

**Les forces de sécurité nationales et locales ont également été formées à la sécurité (1 415 personnes, soit 15% de tous les responsables de la sécurité formés au titre de l'indicateur 4.2) pour soutenir leurs activités opérationnelles quotidiennes.** La plupart (49% ou 689 personnes) étaient des officiers du GAR-SI, formés au Burkina Faso et en Mauritanie. Les unités GAR-SI sont déployées dans des zones reculées où elles soutiennent les activités policières et peuvent intervenir en cas d'attaques. Alors que le programme touche à sa fin, des équipements ont été transférés aux unités pour soutenir leurs opérations (kits individuels, véhicules, appareils de télécommunication, etc.). En 2021, les unités ont reçu 31 757 éléments pour renforcer la gouvernance (indicateur 4.1 bis), soit quatre fois plus que les résultats obtenus en décembre 2020 (7 197 éléments). Les forces de sécurité ont également reçu des formations techniques pour les aider à s'acquitter de leur mandat de protection des civils. Au Tchad, le programme PRODECO (TD-06)<sup>2</sup> a formé 217 employés (15% des forces de sécurité formées à la sécurité) du Centre national de déminage à la collecte, au traitement, à la diffusion et à l'utilisation des données collectées par le Système de gestion de l'information pour l'action antimines. En Mauritanie, où un nombre croissant de personnes empruntent la route Atlantique, le programme Nexus SRD (MR-08)<sup>3</sup> a formé 165 entraîneurs de natation (12% des forces de sécurité formées à la sécurité) afin de renforcer la capacité opérationnelle des garde-côtes du pays.<sup>4</sup>

**634 autres forces de sécurité ont été formées à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix (8%).**<sup>5</sup> En 2021, le programme Sécurité G5 Sahel (REG-23)<sup>6</sup> a formé 474 membres des forces de sécurité au Mali, au Burkina Faso et au Niger et le programme MCN (NG-03)<sup>7</sup> a formé 160 membres de forces de sécurité sur la gestion des conflits, la résolution de conflit et les techniques de réconciliation dans le nord-est du Nigeria.

#### Analyse des résultats 4: Sécurité et gouvernance – Analyse agrégée des résultats

**Les interventions financées par le Fonds fiduciaire ont probablement contribué à des résultats positifs en matière de sécurité et de gouvernance<sup>8</sup>**

**Le Fonds fiduciaire a probablement contribué au renforcement de la sécurité et de la gouvernance dans la région dans les domaines d'intervention des projets achevés. Les**

<sup>1</sup> *Strengthening Border Security in Ghana.*

<sup>2</sup> Appui au déminage, à la protection sociale et au développement des personnes vulnérables.

<sup>3</sup> L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie.

<sup>4</sup> MCC, "A gateway re-opens: the growing popular of the Atlantic route, as told by those who risk it", 2021. Accessible ici.

<sup>5</sup> Les 9% restants ont reçu une formation sur les droits de l'homme, l'état civil, le genre, la CVE/PVE, la protection, la justice et d'autres sujets.

<sup>6</sup> Appui aux forces de sécurité des pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations.

<sup>7</sup> *Enhancing state and community level conflict management capability in North Eastern Nigeria.*

<sup>8</sup> Aucun des projets mentionnés dans cette boîte de discussion ne comprenait de groupe témoin. En l'absence d'un tel groupe témoin, il est impossible d'évaluer la contribution directe du Fonds fiduciaire à ces résultats, car les améliorations auraient pu se produire sans l'intervention.

cadres logiques de 16 projets achevés financés par le Fonds fiduciaire et mis en œuvre dans la région du Sahel et du lac Tchad comprennent 73 indicateurs pertinents pour la gouvernance, la prévention des conflits et les droits de l'homme (OS4).<sup>1</sup> Dix projets peuvent être considérés comme ayant contribué à l'objectif global d'amélioration de la sécurité et de la gouvernance, à travers deux interventions principales : la participation de la population à la gouvernance et à la cohésion sociale, et la coordination des acteurs nationaux.

- **Renforcement de la représentation populaire dans la gouvernance et la cohésion sociale**

**Deux projets ont présenté des indicateurs mesurant une meilleure participation de la population à la gouvernance et à la cohésion sociale.** Au Tchad, le projet RESTE *Emploi Résilience* OXFAM (TD-01-01)<sup>2</sup> qui, entre autres objectifs, visait à renforcer la gouvernance des structures de développement local et la cohésion sociale des communautés de la région du lac Tchad, a fait état de deux résultats liés à une meilleure participation à la gouvernance. À la fin du projet de quatre ans, 7 structures publiques ont été créées et responsables du suivi des plans de développement local (PMA) et disposaient de procédures participatives et inclusives pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des plans de développement communal (PDC). Au total, 65% des femmes et des jeunes ciblés par le projet ont déclaré que les PMA avaient pris en compte leurs besoins et priorités spécifiques. Au Cameroun, le projet PARSE (CM-02-01)<sup>3</sup> a signalé que 43 nouvelles mesures demandées par les organisations de jeunesse ont été mises en œuvre par les municipalités et les régions (contre 21 initialement prévues).

**Deux projets ont fait état de capacités accrues au sein des communautés pour faire face aux menaces à la sécurité et à l'extrémisme violent, grâce à des systèmes d'alerte précoce (SAP) basés sur la communauté.** Dans le domaine du CVE/PVE, le projet PEV DGLPAP (BF-08-02),<sup>4</sup> qui visait à établir un système de suivi de la dynamique religieuse pour maintenir la cohésion sociale et prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent, a signalé qu'un tel système était en place et que les membres de la communauté avaient été formés pour le faire fonctionner. De même, le projet PEV-KEOOGO (BF-08-10)<sup>5</sup> visait à contribuer à la CVE/PVE en renforçant le suivi de la radicalisation et la promotion du dialogue dans le pays. Quatre SAP communautaires ont été signalés comme fonctionnels à la fin du projet, comparé à trois initialement prévus. L'activité a consisté à concevoir un plan de mise en œuvre ainsi qu'à identifier et à former les personnes responsables de détecter les cas potentiels d'extrémisme violent au sein de la communauté.

- **Renforcement de la coordination entre les parties prenantes**

**Deux projets ont fait état d'indicateurs mesurant différents degrés d'amélioration de la coordination dans les domaines de la gouvernance et de la sécurité.** Dans le domaine de la sécurité, SECUTCHAD (TD-05-01)<sup>6</sup> et WAPIS (REG-03-01)<sup>7</sup> ont fait état de trois indicateurs qualitatifs mesurant les capacités accrues pour résoudre les problèmes de sécurité et l'amélioration des relations au sein des forces. Au Tchad, la SECUTCHAD a indiqué que la

<sup>1</sup> Ces indicateurs mesurent les progrès réalisés dans une série de domaines thématiques, y compris la sécurité, la lutte et la prévention de l'extrémisme violent (CVE/PVE), la protection, la gouvernance et les questions transfrontalières. Le MLS n'a eu accès à un rapport final ou intermédiaire que pour 10 des 16 projets, dans cinq pays (Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Mali et Mauritanie) et au niveau régional. Après exclusion des indicateurs au niveau des réalisations (déclarés comme « outcomes » par les équipes de projet, mais reclassés comme « outputs » par le projet MLS à la suite d'un examen méthodologique) et les indicateurs pour lesquels aucune valeur finale n'a été déclarée, un total de 18 indicateurs de résultats ont été sélectionnés pour alimenter cette analyse des résultats (15 indicateurs ont été classés comme des indicateurs de « outcomes » et trois ont été classés comme des indicateurs d'impact).

<sup>2</sup> Emploi, résilience et cohésion sociale dans la bande sahélienne et la zone du Lac-Tchad.

<sup>3</sup> Projet d'appui à la résilience socio-économique des jeunes vulnérables (Extrême-Nord, Nord et Adamaoua).

<sup>4</sup> Monitoring et le suivi de l'évolution à la fois des zones à risque et des zones de promotion des discours radicaux.

<sup>5</sup> Projet intégré de Monitoring, de Suivi et de Prévention de la radicalisation et de l'Extrémisme violent au Burkina Faso.

<sup>6</sup> Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad.

<sup>7</sup> Appui au renforcement des systèmes d'information de la police dans l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest.

complémentarité et l'interopérabilité entre les forces de sécurité (gendarmerie nationale, Garde nationale et nomade, police nationale) ont été renforcées, notamment par des formations conjointes.

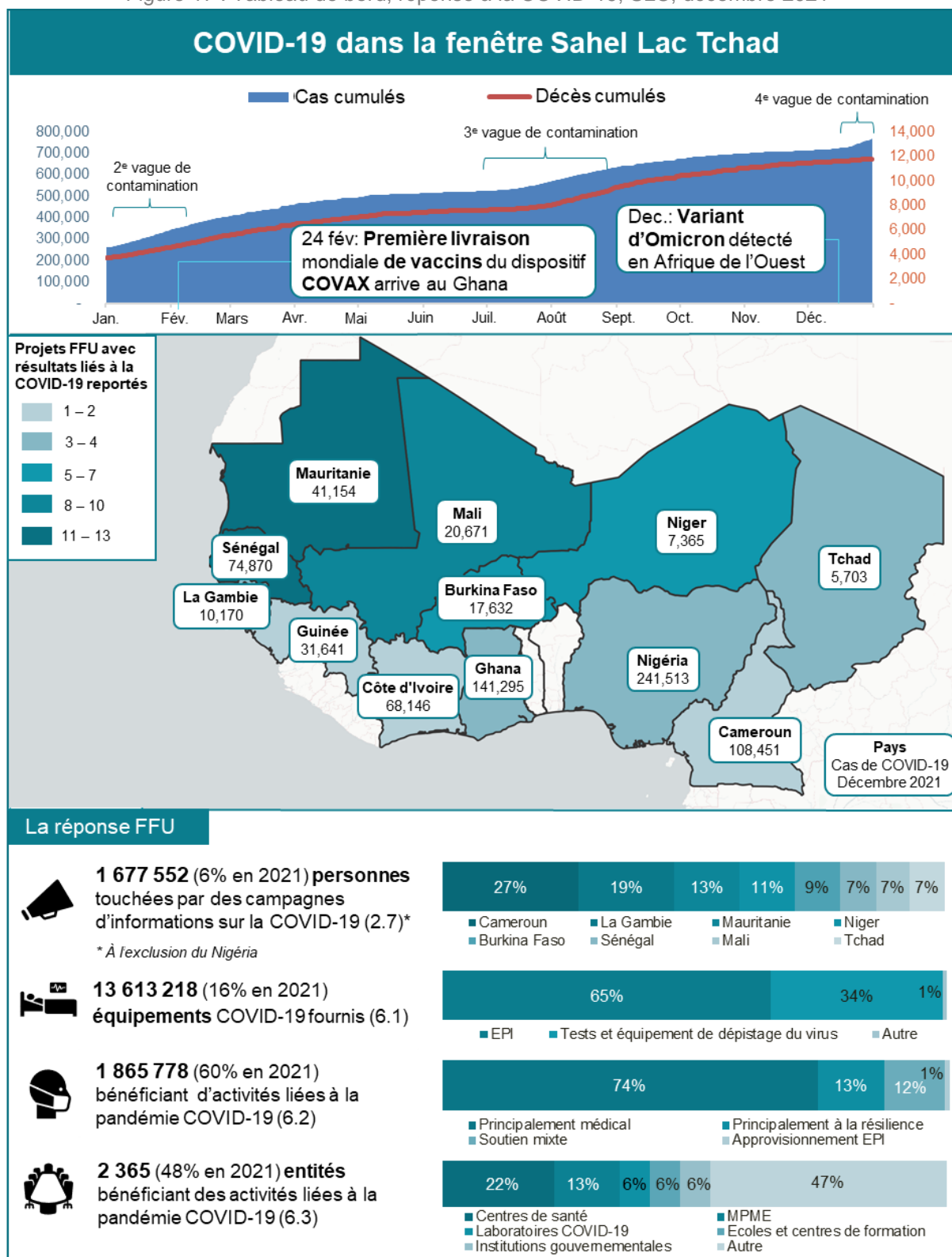
**Au niveau régional, le projet WAPIS a indiqué que les systèmes nationaux WAPIS étaient mieux intégrés dans les capacités nationales d'application de la loi et que les flux d'informations avaient par conséquent augmenté.** Le projet visait à contribuer aux capacités nationales d'application de la loi dans les pays ciblés en fournissant aux acteurs répressifs des outils appropriés pour mieux gérer les informations policières et, dès lors, accroître leur efficacité dans le traitement de la criminalité transnationale et des affaires liées au terrorisme. Le projet a duré de 2016 à 2020 et a indiqué que les nouveaux pays bénéficiaires se sont engagés dans la mise en œuvre du système WAPIS ou des systèmes de type WAPIS, à la fois grâce à l'engagement des autorités publiques et à des mesures concrètes prises au sein des services répressifs.

- **Amélioration globale de la sécurité**

**Enfin, deux projets ont fait état d'indicateurs d'impact liés à la sécurité et aux questions transfrontalières.** Au Burkina Faso, la DGLPAP du PEV a observé une « diminution significative des conflits communautaires en 2020 ». Au Tchad, SECUTCHAD, qui visait à améliorer la sécurité quotidienne de la population et de l'État par des actions axées sur le renforcement des compétences individuelles et collectives des membres des forces de sécurité intérieure, a estimé que les couloirs de transit avec le Niger et en particulier avec le Nigéria étaient sécurisés à la fin du projet. Le rapport final du projet indique également que l'enquête auprès des ménages menée sur les perceptions de la population en matière de sécurité dans les localités couvertes par le projet a montré que plus de 90% des personnes interrogées étaient satisfaites du travail des forces de sécurité, principalement dans la lutte contre le terrorisme.

## 4.2.6. COVID-19 DANS LA RÉPONSE DU SLC ET DU FONDS FIDUCIAIRE

Figure 17 : Tableau de bord, réponse à la COVID-19, SLC, décembre 2021<sup>1</sup>



<sup>1</sup> Les chiffres budgétaires liés aux projets qui ont été contractés, sont pertinents pour le MLS et ont reporté des données.

**En décembre 2021, les pays SLC avaient enregistré 768 611 cas cumulés et 11 789 décès dus à la COVID-19.** Les cas ont considérablement augmenté en juillet et août, ont diminué de septembre à novembre, puis ont augmenté rapidement à nouveau en décembre, probablement en raison de la présence de la variante Omicron. Seulement 4% des personnes dans les pays du SLC avaient été complètement vaccinées à la fin de 2021, en comparaison avec près de 70% dans les pays du G7. Malgré la circulation de variantes, les gouvernements ouest-africains n'ont pas repris les confinements ou autres restrictions majeures, et les troisième et quatrième vagues du virus ont été plus courtes et moins mortelles que les vagues précédentes.<sup>1,2</sup>

**La pandémie a aggravé la pauvreté, les inégalités économiques et l'insécurité alimentaire dans la région.** En 2020, les pays d'Afrique de l'Ouest ont perdu 48,7 milliards de dollars (45 milliards d'euros) de PIB et la réduction du temps de travail équivaut à la perte d'environ sept millions d'emplois. En 2021, la région a connu une augmentation de 3% de l'extrême pauvreté. Les effets de la COVID-19 ont été plus graves pour les groupes vulnérables qui sont plus susceptibles de travailler à forte intensité de contact, y compris les travailleurs peu qualifiés, les travailleurs informels, les femmes, les jeunes et les personnes extrêmement pauvres. En plus de ce creusement immédiat des inégalités, la pandémie contribuera probablement à des inégalités à long terme par le biais de fermetures d'écoles, d'une baisse de la fréquentation de l'école parmi les enfants des familles plus pauvres et d'une diminution de l'investissement dans la santé, la nutrition et l'éducation des enfants. En outre, la pandémie a perturbé la production et les chaînes d'approvisionnement et stimulé l'inflation, et les prix des denrées alimentaires sont supérieurs de plus de 10% à la moyenne quinquennale de la moitié des pays d'Afrique de l'Ouest. La pandémie a ainsi gravement aggravé l'insécurité alimentaire au Sahel par la combinaison de la hausse des prix et de l'impact négatif sur le revenu et le pouvoir d'achat des ménages. Environ 25 millions de personnes en Afrique de l'Ouest sont incapables de répondre aux besoins alimentaires de base, ce qui représente une augmentation de 34% par rapport à 2020.<sup>3,4,5,6,7</sup>

**En 2020, les gouvernements ouest-africains se concentraient sur le renforcement des systèmes de santé et l'offre d'un soutien socio-économique pour faire face à la pandémie, alors qu'en 2021 ils sont passés à l'austérité.** La réduction combinée du budget du gouvernement de 2020 à 2021 pour 11 pays d'Afrique de l'Ouest a été estimée à 4,4 milliards de dollars. Par exemple, les coupes budgétaires prévues au Ghana et en Gambie dépassent l'équivalent d'une année complète de dépenses publiques consacrées à l'éducation. En 2020, le Fonds monétaire international (FMI) a mis 7,2 milliards de dollars à la disposition des 12 pays de la région SLC sous la forme de prêts supplémentaires et d'allègements du service de la dette pour atténuer les impacts économiques de la COVID-19. Le financement du FMI a imposé des mesures d'austérité pour tous les pays, à l'exception du Mali et du Sénégal, principalement sous la forme d'une réduction des dépenses publiques et/ou de réductions de salaires. En outre, l'Union économique et monétaire ouest-africaine exige des États membres que les déficits budgétaires soient inférieurs à 3% du PIB et que la dette soit inférieure à 70% du PIB, ce qui a également motivé un resserrement des budgets (bien que les exigences soient suspendues jusqu'en 2023).<sup>8,1,2</sup>

---

<sup>1</sup> OMS, Tableau de bord COVID-19, consulté en avril 2022. Récupéré [ici](#).

Reuters, « *Extreme vaccine discrimination risks leaving Africa behind – Report* », 6 décembre 2021. Récupéré [ici](#).

<sup>2</sup> OMS, « L'Afrique sur la bonne voie pour contrôler la pandémie de COVID-19 en 2022 », 10 février 2022. Récupéré [ici](#).

<sup>3</sup> Oxfam, « *The West Africa Inequality Crisis: fighting austerity and the pandemic* », octobre 2021. Récupéré [ici](#).

<sup>4</sup> PAM, « L'extrême pauvreté augmente en Afrique de l'Ouest en raison de la pandémie de COVID-19 », 20 janvier 2022. Récupéré [ici](#).

<sup>5</sup> BAD, « Perspectives économiques africaines 2021 », 12 mars 2021. Récupéré [ici](#).

<sup>6</sup> Cadre Harmonisé, « *Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle* », avril 2021. Récupéré [ici](#).

<sup>7</sup> PAM, op. cit.

<sup>8</sup> Estimation des budgets établis à partir des projections du FMI; Oxfam, « *The West Africa Inequality Crisis: fighting austerity and the pandemic* », octobre 2021. Récupéré [ici](#).



**Lorsqu'il s'agit de « reconstruire en mieux » après la pandémie, les gouvernements sahéliens sont confrontés à de sévères contraintes.** Les budgets publics limités de la région limitent la marge de manœuvre budgétaire des pays d'Afrique de l'Ouest pour continuer à fournir de l'aide COVID-19, et les recettes publiques ont été gravement touchées par la pandémie. En outre, la dette est une préoccupation pour les gouvernements ouest-africains, qui ont déjà dépensé en moyenne 61,7% des recettes publiques pour le service de la dette en 2020-2021. En parallèle, certaines organisations, comme OXFAM, affirment que l'austérité peut faire plus de mal, car elle empêche les gouvernements d'adopter des politiques de protection sociale qui inverseraient l'impact de la pandémie sur la pauvreté et les inégalités. Une étude récente du FMI a montré que les grandes épidémies des deux dernières décennies et les mesures d'austérité qui ont suivi étaient associées à des hausses des inégalités (jusqu'à trois fois plus que le coefficient de Gini des pays). Avec ces contraintes budgétaires, il est probable que les pays de la SLC auront du mal à faire face aux impacts négatifs de la pandémie.<sup>3,4,5</sup>

**Les budgets COVID-19 du Fonds fiduciaire pour le volet SLC s'élèvent désormais à 123,8 M€.** L'augmentation de 24,0 M€ est due à un nouveau programme COVID-19 qui a débuté au second semestre 2021 : le PSRE COVID CI (CI-03) est conçu pour apporter un soutien économique et une reprise après les chocs COVID-19 en Côte d'Ivoire. Le *One UN Response Plan* (NG-09) est également entièrement consacré à la COVID-19 au Nigéria, avec le budget le plus important lié à la COVID-19 avec 49,5 M€, suivi du PUS BF (BF-09) au Burkina Faso avec 28,3 M€. Parmi les autres programmes signalant des résultats considérables liés à la COVID-19 au second semestre de 2021, citons MCN au Nigéria (NG-03), Kallo Tchidaniwo au Niger (NE-09), le programme régional de PDU (REG-18), YEP en Gambie (GM-01) et Promopêche AECID en Mauritanie (MR-05).<sup>6,7,8,9,10,11,12,13</sup>

### **Intégrer la réponse à la COVID-19 dans la résilience communautaire**

**L'aide COVID-19 des programmes financés par le Fonds fiduciaire a diminué, à la fois par rapport à 2020 et au cours de 2021, le besoin de réponse urgente s'étant atténué.** À la fin de 2021, la plupart des programmes liés à la COVID-19 se terminaient progressivement. Au cours du S2 2021, les programmes financés par le FFU ont distribué 45 527 unités de fournitures (indicateur 6.1), ce qui représente une baisse de 98% par rapport au S1 2021. De même, le nombre d'entités bénéficiant d'un soutien COVID-19 (indicateur 6.3) a diminué de 85% entre S1 et S2 2021, avec 150 entités soutenues au cours du second semestre de 2021. Les campagnes de sensibilisation à la COVID-19 (indicateur 2.7) ont également touché moins de personnes en 2021 (diminution de 74% de 2020 à 2021 et de 78% de S1 à S2 2021), probablement parce que les populations sont devenues très conscientes de la maladie et des mesures de protection personnelle après deux ans de pandémie.

Le nombre de personnes touchées par la réponse à la COVID-19 en 2021 (1 120 130 personnes, indicateur 6.2) a été largement déterminé par le dépistage COVID-19 effectués par le *One UN*

---

<sup>1</sup> FMI, « COVID-19 Financial Assistance and Debt Service Relief », 9 mars 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Oxfam, « *The West Africa Inequality Crisis: fighting austerity and the pandemic* », octobre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Oxfam, « *The West Africa Inequality Crisis: fighting austerity and the pandemic* », octobre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> FMI, « *The Rise in Inequality after Pandemics: Can Fiscal Support Play a Mitigating Role?* », 30 avril 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>6</sup> Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du COVID-19 en Côte d'Ivoire

<sup>7</sup> Soutien de l'UE aux Nations unies « Un plan de réponse des Nations unies à la COVID-19 au Nigéria ».

<sup>8</sup> Appui budgétaire pour la mise en œuvre du Programme d'Urgence Sahel du Burkina Faso.

<sup>9</sup> Renforcement des capacités de gestion des conflits au niveau des États et des communautés dans le nord-est du Nigéria.

<sup>10</sup> Renforcement de la résilience institutionnelle et communautaire dans la région Diffa, Bassin du Lac Tchad, Niger.

<sup>11</sup> Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

<sup>12</sup> Projet d'autonomisation des jeunes.

<sup>13</sup> Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie.



*Response Plan* au Nigéria, qui a testé 924 095 personnes en 2021. Le dépistage continue d'être essentiel, en particulier compte tenu de la persistance des cas avec la présence de la variante Omicron et du fait que le Nigéria représentait 30% des cas de COVID-19 enregistrés dans la région en 2021. Cependant, en excluant le *One UN Response Plan*, le soutien COVID aux individus (indicateur 6.2) a diminué de 96% de S1 à S2 2021.<sup>1</sup>

**La programmation pour la COVID-19 en 2021, en particulier par le *One UN Response Plan*, représente une approche qui vise à intégrer la COVID-19 dans la résilience globale des communautés.** Le *One UN Response Plan* a touché 1 437 845 personnes au second semestre de 2021 grâce à des campagnes médiatiques qui ont mobilisé les communautés sur les risques pour la santé publique et les pratiques familiales essentielles, y compris les comportements sains liés à la COVID-19 (indicateur 2.7). Les campagnes de sensibilisation menées par MCN et PDU, qui ont touché respectivement 14 893 et 2 139 personnes, comprenaient également des messages au-delà de la COVID-19, traitant des droits fondamentaux et des pratiques nutritionnelles (indicateur 2.7). En outre, le *One UN Response Plan* a formé 1 485 travailleurs de la santé et bénévoles communautaires à la gestion des cas, à la prévention et au contrôle des infections et à la fourniture de services de RSS/VBG (indicateur 2.8). Le programme a également continué à fournir des transferts monétaires qui ont touché 9 789 personnes au cours du second semestre de 2021 (indicateur 2.9), servant de filet de sécurité pour les ménages qui ont subi une perte de revenu en raison des effets économiques de la pandémie.<sup>2</sup>

### Aider les MPME à surmonter les effets financiers de la pandémie

**Des enquêtes menées dans cinq pays sahéliens ont montré qu'environ 65% de personnes ont déclaré une perte de revenu pendant la pandémie.** Les entreprises informelles ont été plus durement touchées par la pandémie en raison d'activités dépendantes des contacts, d'un accès moindre à la protection sociale et, d'une manière générale, d'une plus grande vulnérabilité aux chocs économiques. La stratégie des programmes financés par le Fonds fiduciaire pour soutenir la reprise économique en stimulant les MPME est un moyen de soutenir la résilience économique des personnes les plus vulnérables. Ce soutien aux MPME a eu lieu dans les pays côtiers relativement plus riches, probablement parce que leurs économies plus mondialisées ont été fortement touchées par les chocs pandémiques, qu'elles ont connu un nombre plus élevé de cas de COVID-19 et parce que leurs MPME sont plus développées et en meilleure position pour recevoir un soutien économique.<sup>3</sup>

**En 2021, 9 351 MPME ont reçu un soutien financier dans le contexte de la pandémie (indicateur 1.2).** Au cours du second semestre de 2021, le *One UN Response Plan* a fourni un soutien financier à 9 111 MPME qui ont reçu chacune une série de transferts en espèces sans conditions de 38 800 NGN (90 €) dans sept états du Nigéria. PAsPED (SN-09) a également apporté un soutien financier à 196 MPME à travers le Sénégal depuis le début de la pandémie pour les aider à se remettre de l'impact économique de la pandémie. L'appui budgétaire du PSRE en Côte d'Ivoire, qui finance les fonds nationaux de soutien aux PME et aux grandes entreprises de Côte d'Ivoire, cherche à soutenir les efforts ivoiriens visant à aider l'économie à se remettre de la pandémie. Ce semestre, par le biais des fonds de soutien, le programme a soutenu l'accès au financement de 113 MPME, principalement dans les secteurs des services (42%), du commerce (28%) et de la construction (16%).<sup>4,5</sup>

<sup>1</sup> OMS, « Tableau de bord OMS du coronavirus (COVID-19) », consulté en mars 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Santé sexuelle et génésique/Violence sexiste.

<sup>3</sup> Les données de l'enquête proviennent du Nigéria (68%), du Sénégal (65%), du Ghana (65%), du Burkina Faso (61%) et de la Guinée (61%). Gallup, « COVID-19 a mis plus de 1 milliard de personnes au chômage », 3 mai 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal.

<sup>5</sup> Le Fonds fiduciaire a fourni 24 millions d'euros aux fonds FSPME et FSGE en Côte d'Ivoire. Cependant, les fonds reçoivent également des financements d'autres sources. Étant donné que le financement disponible pour la FSPME et la FSGE évolue

**Les programmes financés par le Fonds fiduciaire en 2021 ont également fourni un soutien technique et un renforcement des capacités à 49 MPME dans le cadre de la pandémie.** En réponse à la demande de masques pendant la pandémie, le *One UN Response Plan* a aidé les MPME des secteurs du textile et de la fabrication de produits chimiques à réorienter leur production vers la création d'équipements de protection individuelle (EPI) de qualité. Ce renforcement des capacités a aidé les MPME à développer la fabrication d'EPI et de soins de santé. 50% des entités aidées appartenaient à des femmes. En 2021, le programme EJOM (MR-09) a poursuivi l'initiative *Kabakoo Academies: Challenge to Beat COVID-19* et a accompagné des entrepreneurs innovants avec une assistance technique, ce qui a conduit à la création de quatre MPME.<sup>1</sup>

**Le soutien aux MPME en 2021 a facilité la création ou la protection de 1 532 emplois (indicateur 1.1).** Ce soutien a aidé les entreprises à retenir leurs employés et a ainsi protégé les revenus des personnes employées par les petites entreprises. Au cours du S2 2021, le PSRE a aidé les grandes entreprises à protéger 696 employés et a aidé les petites entreprises à conserver 790 emplois. Les emplois soutenus étaient des emplois formels, à long terme et à salaire régulier, principalement dans les secteurs de la construction (33%) et des services (33%), ainsi que dans le commerce (17%) et le transport et la logistique (11%). Le soutien d'EJOM pour la création de MPME a également conduit à de la création d'emplois, avec 46 emplois formels créés dans le secteur des services en 2021 au Mali.<sup>2</sup>

---

avec le temps, nous avons choisi de ne pas utiliser de multiplicateurs ou de prorata pour isoler la contribution du Fonds fiduciaire aux résultats, car ceux-ci changeraient avec le temps. Au lieu de cela, nous avons choisi de compter tous les résultats de la FSPME et de la FSGE à partir de septembre (lorsque l'argent du Fonds fiduciaire a été transféré) jusqu'à ce que les 24 millions d'euros aient été dépensés.

<sup>1</sup> L'emploi des jeunes crée des opportunités chez eux au Mali.

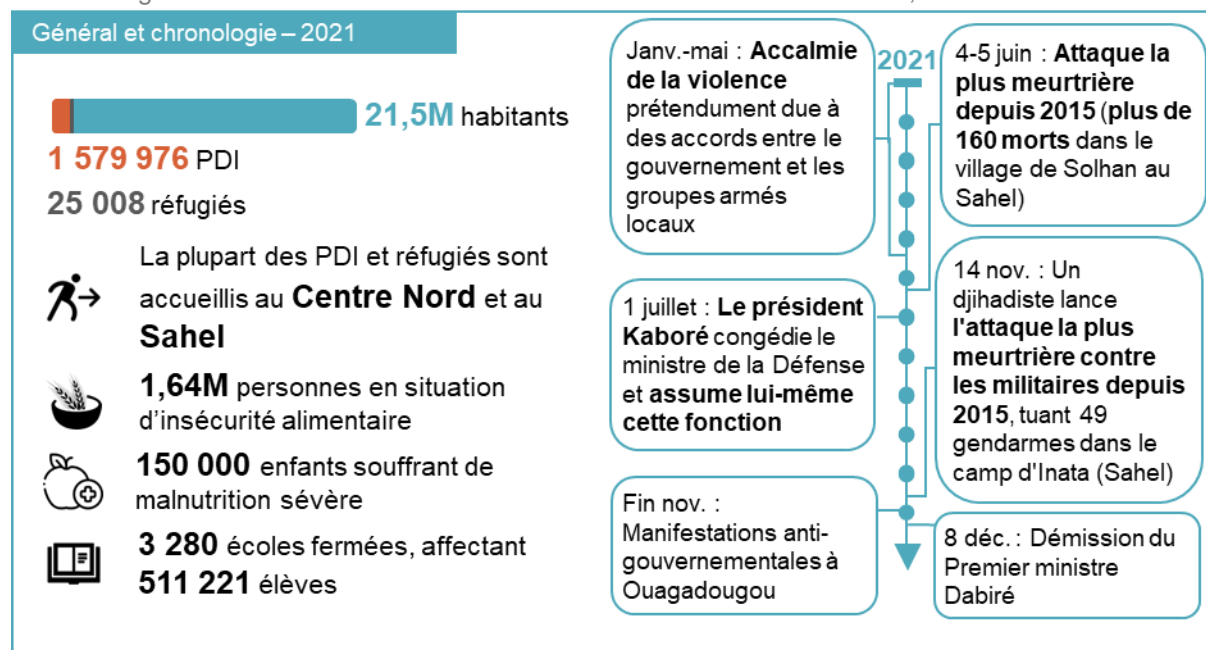
<sup>2</sup> Le soutien aux grandes entreprises n'est pas enregistré par les indicateurs du Fonds fiduciaire. Toutefois, les emplois sauvés par le soutien ont été inclus dans l'indicateur 1.1.

## 5. ANALYSE PAR PAYS

### 5.1. BURKINA FASO

#### 5.1.1. BURKINA FASO EN 2021

Figure 18: Burkina Faso – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021



**Au cours des cinq premiers mois de 2021, le Burkina Faso a connu une relative accalmie de la violence.** Cela peut s'expliquer par des accords locaux présumés de non-agression conclus entre le gouvernement et des membres de *Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin* (JNIM) à la fin de 2020. Cependant, la diversité des acteurs violents opérant actuellement au Burkina Faso et la grande autonomie des unités locales ont limité l'effet de ces accords, comme l'a montré l'attaque de juin dans le village de Solhan dans la région du Sahel – la plus meurtrière de l'histoire du pays – qui a tué plus de 160 civils. En 2021, le nombre d'événements violents a doublé par rapport à 2020, avec 1 315 événements violents enregistrés. Pourtant, les délais d'attaques étaient en moyenne plus faibles, entraînant un bilan comparable à celui de 2020 (2 354 victimes en 2021).<sup>1,2</sup>

**La période de juin à décembre a vu une recrudescence des attaques (72% des chiffres de 2021) dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est, du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun, notamment contre les forces de sécurité.** Les violences ont culminé à la mi-novembre avec l'attaque djihadiste présumée contre la base militaire d'Inata dans la région du Sahel qui a tué 49 gendarmes, l'attaque la plus meurtrière contre les forces armées au Burkina Faso depuis 2015. Après le massacre de Solhan, le président Kaboré a pris les pleins pouvoirs en matière de défense et de sécurité début juillet et a intensifié la réponse militaire nationale, bien que les forces de sécurité restent mal équipées.<sup>3</sup>

<sup>1</sup> ACLED, « Sahel 2021 : guerres communautaires, cessez-le-feu rompu et déplacement des lignes de front », juin 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Tableau de bord ACLED, consulté le 7 février 2022. Récupérée [ici](#).

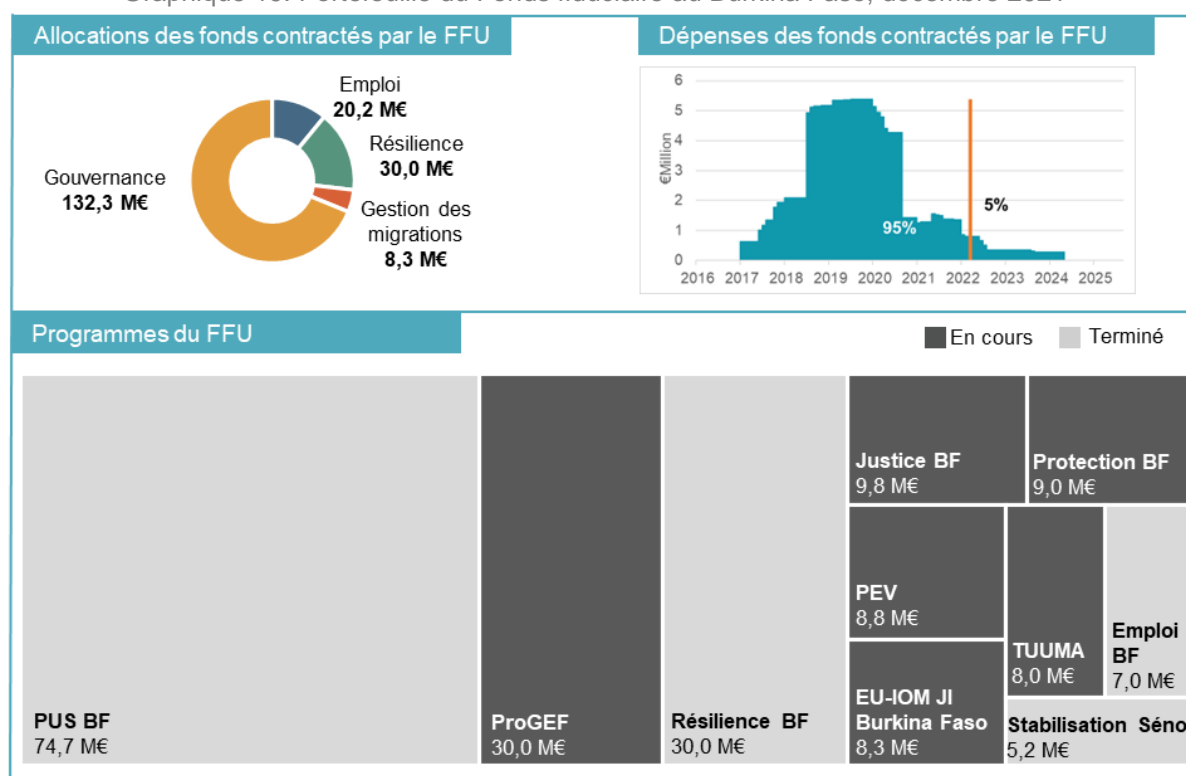
<sup>3</sup> ICG, Crisis Watch, consulté le 27 janvier 2022. Récupérée [ici](#).; Centre international de lutte contre le terrorisme, « *Political Upheaval and Counter-Terrorism in Burkina Faso: Between a Rock and a Hard Place* », février 2022. Récupérée [ici](#).

La violence persistante a créé la méfiance à l'égard du gouvernement parmi la population militaire et civile.<sup>1</sup> Déclenchées par l'attaque du camp d'Inata, des centaines de personnes à Ouagadougou ont manifesté à la mi-novembre, appelant le président Kaboré à démissionner. Finalement, l'armée a pris le pouvoir le 24 janvier 2022.<sup>2</sup>

En 2021, la recrudescence des attaques au Burkina Faso a entraîné des déplacements massifs supplémentaires et des besoins humanitaires croissants dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, du Nord et de l'Est. À la fin de 2021, un demi-million de personnes étaient nouvellement déplacées dans le pays par rapport à la fin de 2020, le total atteignant près de 1,6 million. Une mauvaise saison des pluies en 2021 a réduit la production agricole, aggravant les effets des attaques récurrentes et des déplacements massifs et mettant 1,64 million de personnes à des niveaux d'insécurité alimentaire de crise ou d'urgence. Au total, 3,5 millions de personnes ont un besoin urgent d'aide humanitaire au Burkina Faso, contre 2,9 millions fin décembre 2020.<sup>3,4,5,6</sup>

### 5.1.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU BURKINA FASO

Graphique 19: Portefeuille du Fonds fiduciaire au Burkina Faso, décembre 2021<sup>7,8</sup>



<sup>1</sup> ICG, Crisis Watch, consulté le 27 janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Reuters, « L'armée burkinabè dépose le président lors du dernier coup d'État en Afrique de l'Ouest », janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Portail de données opérationnelles du HCR, consulté le 27 janvier 2022. Récupérée [ici](#). UN OCHA, « Burkina Faso – Situation des personnes déplacées internes (PDI) », décembre 2020. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> PAM, « Afrique de l'Ouest : Bilan de la saison des pluies 2021 », octobre 2021. Récupérée [ici](#); OCHA des Nations Unies, « Burkina Faso, Mali & Western Niger – Humanitarian Snapshot », janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> OCHA des Nations Unies, données du 2 décembre 2021, consultées le 3 février 2022. Récupérée [ici](#).

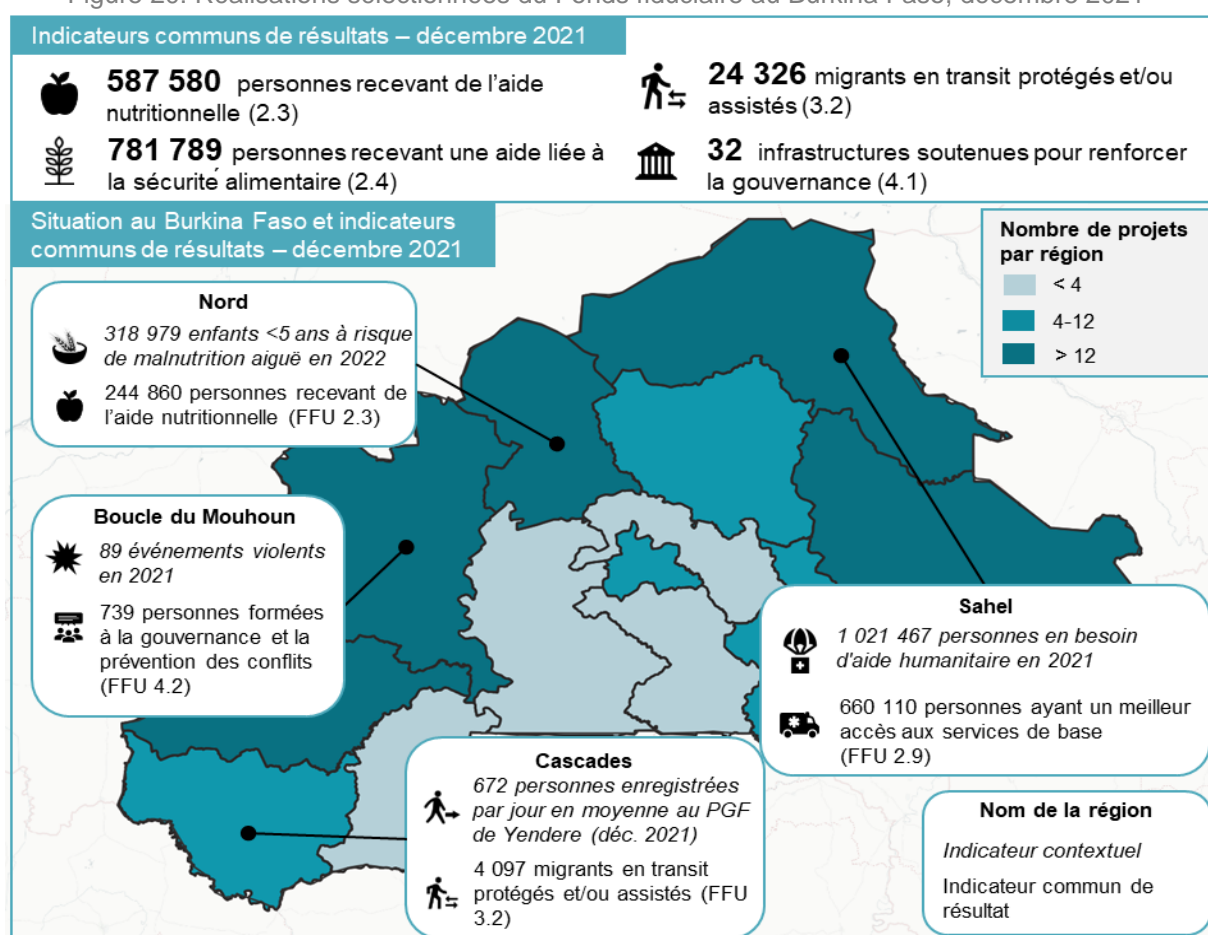
<sup>6</sup> UN OCHA, « Burkina Faso – Aperçu de la situation humanitaire », décembre 2020. Récupérée [ici](#).

<sup>7</sup> Les calculs du tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément leurs dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

<sup>8</sup> Ces données ne concernent que les programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

**Le Fonds fiduciaire a contracté 190,8M d'euros au Burkina Faso, en se concentrant principalement sur les programmes liés à la gouvernance et à la sécurité (OS4), qui représentent 69% du financement (132,3 millions d'euros).** Les forces de sécurité à la faible capacité ont été soutenues pour renforcer la gestion des frontières (ProGEF, BF-03). Les déplacements massifs ont accru la vulnérabilité des communautés locales, car les PDI exercent une pression supplémentaire sur les ressources et les services locaux déjà rares. Au vu de cela, 16% du budget du FFU dans le pays ont été consacrés à des activités de renforcement de la résilience (OS2), dans le cadre du projet *Résilience Burkina Faso* (BF-01),<sup>1</sup> qui est maintenant achevé et qui visait à traiter les causes profondes de l'instabilité, à améliorer les moyens de subsistance des communautés locales et à favoriser la cohésion sociale. 11% du budget du FFU ont été alloués à la création d'opportunités d'emploi (OS1), principalement dans les zones touchées par les conflits afin de renforcer la résilience des communautés grâce à une approche LRRD. Enfin, 4% ont été consacrés à l'amélioration de la gestion des migrations (OS3 – EU-OIM JI Burkina Faso, BF-04).<sup>2,3,4</sup>

Figure 20: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire au Burkina Faso, décembre 2021



## Soutenir les personnes vulnérables avec une assistance nutritionnelle

**En 2021, 179 005 personnes ont bénéficié d'une aide nutritionnelle (indicateur 2.3) au Burkina Faso, soit sept fois plus que le total des résultats enregistrés fin 2020.** Toute l'aide en 2021

<sup>1</sup> Programme d'appui à la gestion intégrée des frontières au Burkina Faso.

<sup>2</sup> Programme « LRRD » de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières septentrionales au Burkina Faso.

<sup>3</sup> Lier les secours, la réhabilitation et le développement.

<sup>4</sup> Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Burkina Faso.

provenait du programme PDU (REG-18), et la plupart des bénéficiaires étaient situés dans la région nord (79%). Entre août 2021 et janvier 2022, trois provinces de cette région étaient dans une situation grave de malnutrition aiguë et une dans une situation critique. Les facteurs associés aux phases 3 ou 4 de la malnutrition aiguë sont un apport alimentaire insuffisant, une prévalence élevée des morbidités infantiles (fièvre et diarrhée), de mauvaises conditions d'hygiène et un faible accès à l'eau potable. Au Burkina Faso, PDU a dépisté un total de 86 351 enfants de moins de cinq ans et 1 180 enfants de plus de cinq ans pour la malnutrition en 2021.<sup>1,2</sup>

**PDU vise également à sensibiliser les mères aux meilleures pratiques nutritionnelles pour favoriser les effets à moyen et long terme.** À cette fin, PDU a formé 54 796 femmes enceintes et allaitantes à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, et 35 867 autres femmes à la détection de la malnutrition en utilisant la mesure de la circonférence du bras moyen-supérieur. Comme de meilleures pratiques d'hygiène sont également essentielles pour lutter contre la malnutrition, le projet a distribué des kits de lavage pour bébés à 801 ménages avec des enfants souffrant de malnutrition aiguë.

### **Soutenir les personnes en situation d'insécurité alimentaire avant et pendant la période de soudure**

**En 2021, 240 215 personnes ont bénéficié d'une aide liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4), dont 94% a été fournie avant et pendant la période de soudure (d'avril à septembre).** La plupart des bénéficiaires se trouvaient dans la région Nord (74%), tandis que la région Sahel en accueillait 21% et le Centre-Nord les 5% restants. En 2021, les trois régions ont été confrontées à des pénuries alimentaires et à une hausse des prix des denrées alimentaires. Ces phénomènes découlent d'une saison des pluies anormalement courte et de longues périodes de sécheresse en septembre et octobre, qui ont eu un impact négatif sur le rendement des cultures et la production de pâturages.<sup>3,4</sup>

---

<sup>1</sup> Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

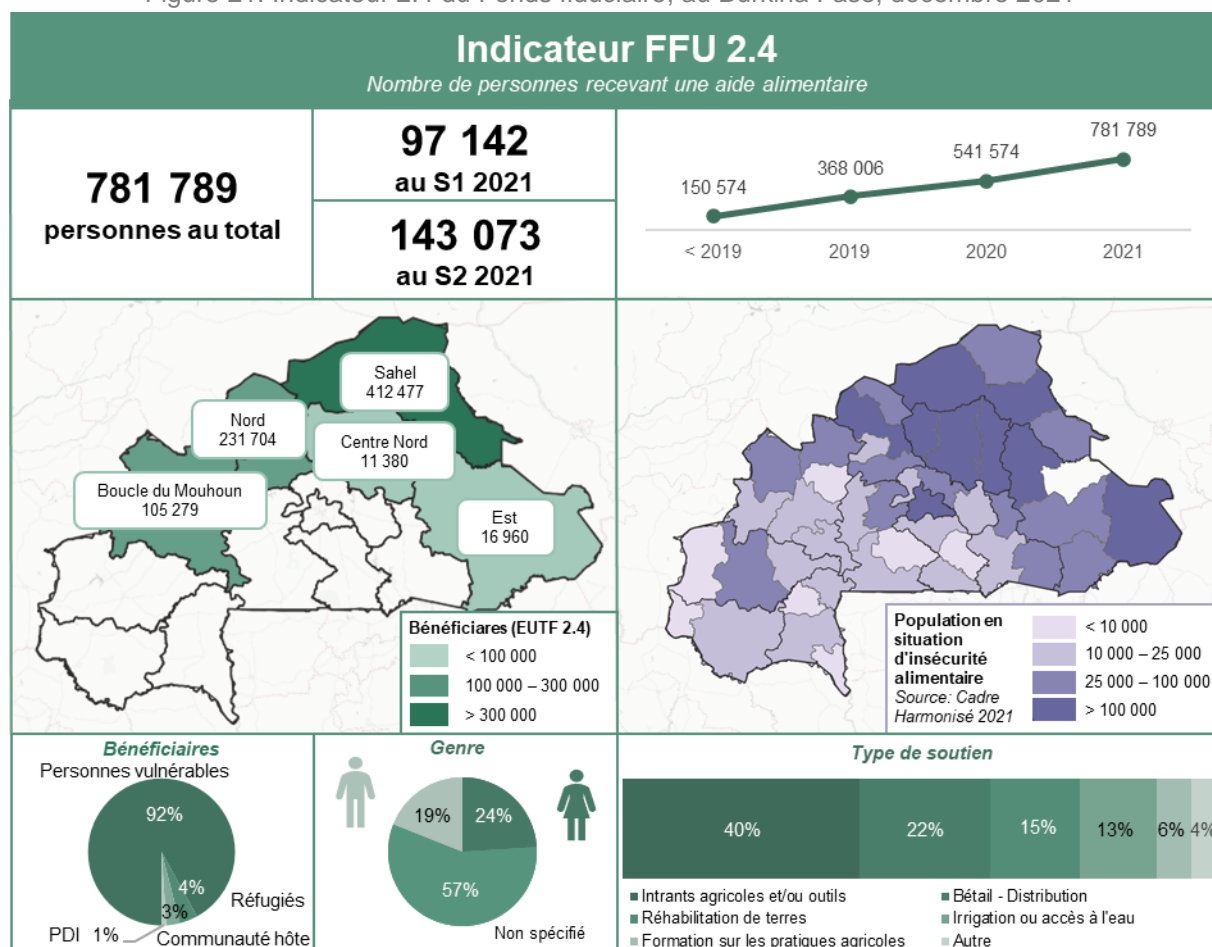
<sup>2</sup> IPC, « Burkina Faso – IPC *Acute Malnutrition Analysis* (août 2021-juillet 2022) », janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Fews Net, « Des augmentations atypiques de prix de denrées de base sur plusieurs marchés du pays », décembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> PAM, « Afrique de l'Ouest : Bilan de la saison des pluies 2021 », octobre 2021. Récupérée [ici](#).



Figure 21: Indicateur 2.4 du Fonds fiduciaire, au Burkina Faso, décembre 2021



**D'avril à septembre 2021, 106 112 personnes ont reçu une aide alimentaire directe ou une fourniture directe d'intrants agricoles pour les aider à répondre à leurs besoins immédiats.** PDU a soutenu 56 590 personnes avec dix unités de stockage de conservation des aliments ou des intrants agricoles dans les régions du Sahel et du Nord pour les aider à faire face à la pénurie d'approvisionnement alimentaire. Les greniers de conservation des aliments visent à améliorer la sécurité alimentaire et à réguler les déséquilibres dans la production alimentaire en favorisant le transfert de produits alimentaires soit d'une zone à une autre, soit d'une saison d'abondance à une saison de pénurie. PDU a également distribué des bons alimentaires à 30 668 femmes pendant la période de soudure afin d'atténuer l'impact négatif de l'inflation sur la sécurité alimentaire des ménages. Le ciblage des femmes devrait avoir un impact positif direct sur la nutrition des ménages. Enfin, les programmes PDU et PEV (BF-08) ont fourni à 18 854 personnes des produits pour leur bétail, notamment en distribuant des aliments pour le bétail et en aidant à la reconstitution du troupeau.<sup>1,2</sup>

**Les programmes du Fonds fiduciaire ont également mis l'accent sur la stabilisation à long terme des moyens de subsistance des populations locales et le renforcement de leur résilience aux chocs extérieurs.** Programmes engagés dans des activités de conservation de l'eau et des sols pour améliorer la gestion de l'eau et augmenter la productivité des zones agricoles, forestières et pastorales en utilisant des techniques durables. Les programmes PDU, PEV et TUUMA

<sup>1</sup> SOS Faim, « Les greniers de sécurité alimentaire au Burkina Faso – un impact confirmé », 2016. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastoraliste.

(BF-06) ont réhabilité 660,84 hectares de terres (indicateur 2.6) au Burkina Faso en 2021 afin d'améliorer la sécurité alimentaire en sécurisant, augmentant et diversifiant la production. En 2021, PDU a fourni à 78 050 agriculteurs vulnérables une irrigation et un accès à l'eau améliorés et a réhabilité les terres de 25 858 bénéficiaires. 23 343 personnes supplémentaires ont été formées aux techniques de production durable par les programmes PDU et CRIALCES (REG-24).<sup>1,2</sup>

Analyse des résultats 5: Résilience des communautés, Burkina Faso – Analyse agrégée des résultats

### **Amélioration des pratiques de santé génésique dans les domaines de mise en œuvre du programme Résilience BF (BF-01)<sup>3</sup>**

**Le programme Résilience BF a pris fin début 2020. Il était composé de cinq projets, qui comportaient tous un volet « santé génésique » visant à améliorer les pratiques de santé génésique, en particulier les soins maternels, dans leurs domaines de mise en œuvre.** Dans le cadre de cette composante, les activités du programme comprenaient principalement la construction et la réhabilitation de centres de santé et le renforcement des capacités des agents de santé communautaires. Ces derniers ont ensuite mené des activités de sensibilisation sur les pratiques de santé reproductive dans leurs communautés.

**Les cinq projets ont présenté quatre indicateurs qui peuvent être divisés en deux catégories : trois étaient liés à la prévalence des pratiques de soins de grossesse (accouchement assisté, pratiques prénatales et postnatales) et un à l'utilisation de contraceptifs.** L'amélioration des pratiques prénatales vise à réduire les risques pour la mère et l'enfant pendant la grossesse et l'accouchement, à assurer leur santé pendant la période postnatale et à réduire le taux de mortalité maternelle. Mesurer les pratiques prénatales implique la comptabilisation des femmes qui ont bénéficié d'au moins quatre consultations prénatales pour surveiller la grossesse, tandis que mesurer les pratiques postnatales se rapporte au nombre de femmes ayant bénéficié d'au moins une consultation postnatale. L'intégration de l'utilisation des contraceptifs était une activité visant à donner aux femmes en âge de procréer un contrôle de leur fertilité et à réduire leur exposition aux maladies sexuellement transmissibles.<sup>4</sup>

**Les projets montrent des tendances variables selon ces indicateurs.** Les quatre indicateurs se sont améliorés et ont atteint leur valeur cible pour le projet Résilience LVIA (BF-01-04) à Loroum, tandis que tous les indicateurs ont diminué pour Résilience TDH (BF-01-01). Le rapport final de Résilience TDH note les défis de collaboration liés à l'insuffisance des ressources pour former suffisamment d'agents de santé communautaires aux pratiques de santé reproductive. Tous les indicateurs liés aux soins de grossesse se sont améliorés pour Résilience Oxfam (BF-01-02), même si le projet n'a pas atteint ses valeurs cibles. Pour la résilience ACF (BF-01-03), les indicateurs sur l'accouchement assisté et l'utilisation de contraceptifs ont diminué, tandis que les indicateurs sur les pratiques prénatales et postnatales sont restés les mêmes. Au cours de la période de mise en œuvre, le nombre de centres de santé pleinement opérationnels dans la région de l'Est a diminué en raison de l'insécurité croissante. Résilience HI (BF-01-05) est le seul projet dont les résultats sont moins cohérents : un plus grand nombre de femmes enceintes et allaitantes ont déclaré avoir assisté à au moins quatre consultations prénatales et une consultation postnatale, alors que l'utilisation de contraceptifs et le recours à l'accouchement assisté étaient moins fréquents à l'étude finale qu'au départ.

<sup>1</sup> Appui à la compétence professionnelle, l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes et des femmes dans les régions rurales du Burkina Faso.

<sup>2</sup> Réponse à la crise alimentaire au centre Sahel : support nutritionnel et relèvement.

<sup>3</sup> Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières septentrionales au Burkina Faso.

<sup>4</sup> L'OMS, « Santé maternelle », consultée le 11 avril 2022. Récupérée [ici](#).

Tableau 5: Évolution des indicateurs par projet, programme Résilience BF (BF-01)

Programme et région		Résilience TDH (01)	Résilience Oxfam (02)	Résilience ACF (03)	Résilience LVIA (04) <sup>1</sup>		Résilience HI (05)
		Boucle du Mouhoun	Sahel Nord	Est	Nord (Loroum)	Sahel (Soum)	Nord
Soins de grossesse	Accouchement assisté	-	+	-	++	-	-
	Pratiques prénatales	-	+	0	++	-	+
	Pratiques postnatales	-	+	0	++	++	+
Utilisation de contraceptifs		-	-	-	++	-	-

++ indicateur augmenté et atteint la valeur cible + indicateur augmenté mais n'a pas atteint la valeur cible  
 0 l'indicateur est resté le même - l'indicateur a diminué

**Comme les projets ont été mis en œuvre dans différentes régions, il est difficile de comparer leur performance.** Résilience TDH a été mis en œuvre dans la Boucle du Mouhoun et Résilience ACF dans la région Est. Résilience Oxfam, LVIA et HI ont toutes été mises en œuvre dans les régions du Nord et du Sahel, mais dans des provinces et des communes différentes. Résilience LVIA n'a pas été en mesure de comparer ses résultats dans les provinces de Soum et de Loroum, car aucun résultat final n'a été recueilli à Soum en raison de la situation sécuritaire et de l'indisponibilité de certains fournisseurs de services (comme mentionné dans le rapport final du projet).

**Cependant, les projets fournissent un aperçu général de la façon dont les pratiques de santé génésique ont évolué dans les domaines de mise en œuvre.** Les bénéficiaires interrogés dans les régions du Nord et du Sahel ont montré une augmentation globale des pratiques de santé reproductive, en particulier dans les soins maternels. Dans les régions de l'Est et de la Boucle du Mouhoun, la prévalence des pratiques de santé reproductive a diminué parmi les bénéficiaires interrogés. Lors de la classification de l'évolution d'un projet comme positive ou négative, il est primordial de tenir compte des facteurs externes qui ont un impact sur les résultats enregistrés, tels que la détérioration de la sécurité (comme mentionné dans le rapport final de Résilience HI).

## Renforcement des infrastructures et des capacités nationales

**La situation sécuritaire au Burkina Faso est restée instable en 2021.** Des groupes armés non étatiques, dont le JNIM, l'État islamique au Sahara élargi (EIGS) et les affiliés d'Al-Qaïda, ont continué d'attaquer les forces de sécurité nationales, les civils et les responsables gouvernementaux. Les frontières poreuses et largement non réglementées autour du Burkina Faso ont permis à ces groupes terroristes transnationaux d'étendre leurs activités dans le pays. Les programmes financés par le FFU sont déterminés à renforcer les infrastructures nationales et les capacités des forces de sécurité nationales et des communautés.<sup>2</sup>

**En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont formé 9 430 personnes à la gouvernance et à la prévention des conflits (indicateur 4.2), soit six fois plus qu'à la fin de 2020.** La plupart des formations (64%) ont porté sur la gestion des frontières et ont été menées par le programme ProGEF (BF-03), qui vise à renforcer le réseau et l'interopérabilité des acteurs du

<sup>1</sup> Aucune donnée n'a été fournie à la ligne d'arrivée pour la province de Soum pour Résilience LVIA. L'évolution des résultats est basée sur une comparaison entre les données de référence et les données à moyen terme.

<sup>2</sup> ACLED, « ACLED Regional Overview – Africa (8-14 janvier 2022), janvier 2022. Récupéré ici.

contrôle des frontières et de la sécurité en coordination avec les pays voisins. Les leçons tirées du premier cycle de programme (2016-2020) ont révélé que les formations sur la gestion des frontières ont contribué à un déploiement plus efficace et efficient des forces de sécurité.

**En plus de la formation, les forces de sécurité ont besoin d'équipement pour faire face aux groupes armés non étatiques. En 2021, 10 944 équipements ont été fournis, soit neuf fois plus qu'au total à fin 2020 (indicateur 4.1 bis).** La quasi-totalité des équipements techniques (98%) ont été fournis par le programme régional GAR-SI (REG-04) pour améliorer les actions préventives et réactives des forces de sécurité burkinabè. Le contrôle effectif du territoire et des frontières du Burkina Faso permettra une meilleure coopération transfrontalière pour la lutte contre la criminalité transnationale et le terrorisme.<sup>1</sup>

**1 725 personnes ont été formées à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix en 2021 (indicateur 4.2) pour aider à faire face aux tensions sous-jacentes complexes dans la société burkinabè.** Les programmes PDU (REG-18) et PEV (BF-08) ont mené 88% de ces formations, ciblant les représentants des communautés et les institutions civiles locales en 2021. PDU a formé 781 médiateurs pour renforcer les mécanismes traditionnels de gestion des conflits au niveau local, tandis que PEV a formé 279 femmes de la région des Hauts-Bassins pour renforcer leur rôle de lutte contre la radicalisation. Parallèlement, 122 745 personnes ont participé à des activités de prévention des conflits (indicateur 4.3), principalement par le biais de la sensibilisation (82%) et de dialogues communautaires (17%).<sup>2,3</sup>

### Renforcer la protection et l'assistance aux migrants et aux migrants de retour

**Le Burkina Faso étant au carrefour de plusieurs pays côtiers et enclavés, il continue d'être un important pays de transit pour les migrants.** Tout au long du voyage, les migrants peuvent se retrouver dans des environnements hostiles où ils sont confrontés à d'importants problèmes de protection, notamment la violence, les abus et l'exploitation aux mains des passeurs et des trafiquants.

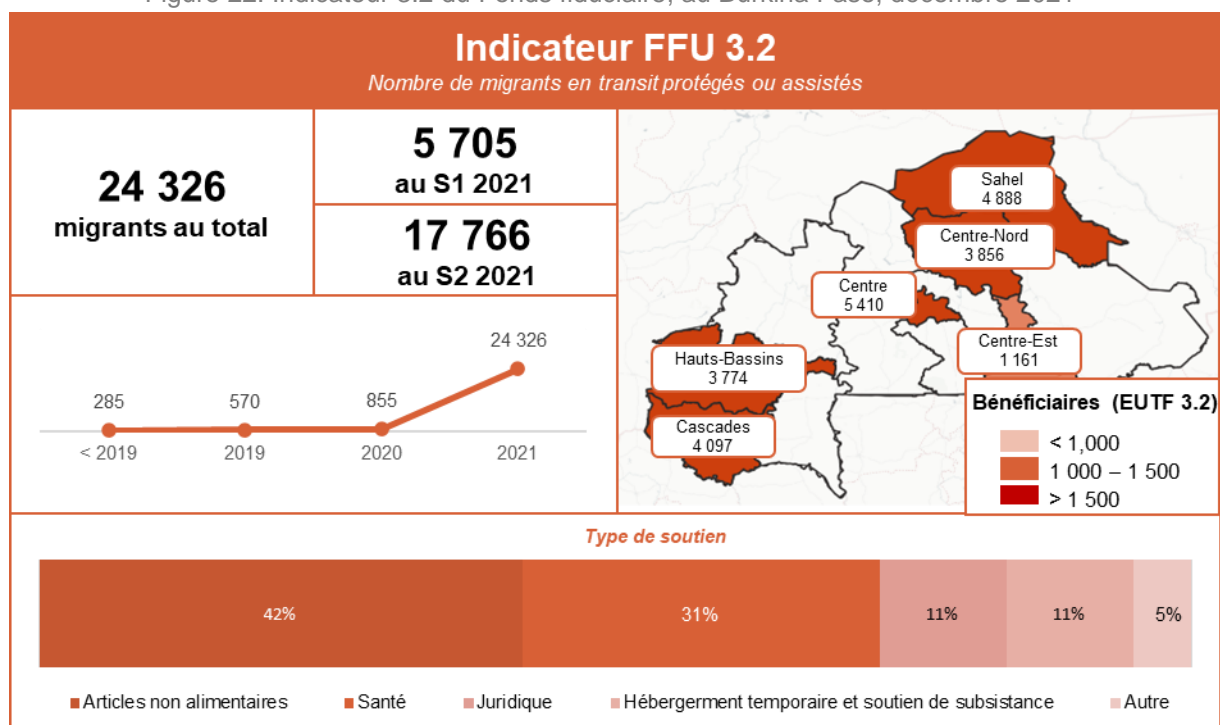
---

<sup>1</sup> Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel.

<sup>2</sup> Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

<sup>3</sup> Prévention de l'extrémisme violent – Rebâtir une cohésion sociale au Burkina Faso et dans les pays de l'initiative d'Accra à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastorale.

Figure 22: Indicateur 3.2 du Fonds fiduciaire, au Burkina Faso, décembre 2021



Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont protégé et/ou aidé 24 326 migrants en transit (indicateur 3.2), dont la quasi-totalité (95%) ont été atteints en 2021 par Protection Afrique de l’Ouest (REG-13). Le programme était actif dans les provinces de la Comoé (Région des Cascades), du Houet (Région des Hauts-Bassins), du Kadiogo (Région Centrale) et du Séno (Région du Sahel), qui disposent d’importants points de transit vers le Niger, la Côte d’Ivoire et le Mali.<sup>1</sup> Ces activités ont assuré une assistance immédiate et directe aux migrants, y compris une protection spéciale pour les femmes et les enfants. En 2021, les migrants en déplacement ont reçu différents types de soutien, principalement des articles non alimentaires (43%) et une assistance sanitaire couvrant les traitements médicaux et le soutien psychosocial (32%). Dans une moindre mesure, ils ont bénéficié d’une assistance juridique axée sur la recherche des familles (12%) ainsi que d’un logement temporaire et d’une aide à la subsistance (11%).

En outre, l’IC EU-OIM (REG-08) avait soutenu 3 696 migrants de retour en décembre 2021 avec une assistance immédiate après leur arrivée (indicateur 3.5). L’assistance après l’arrivée se composait d’une tranche en espèces de 50 000 FCFA (environ 76 €) pour répondre aux besoins immédiats des migrants de retour, y compris le transport. **En complément de l’aide post-arrivée, 2 269 migrants de retour ont bénéficié d’une aide à la réintégration (indicateur 3.5 bis).** Un exemple de réintégration est l’implication des migrants de retour burkinabés dans des projets entrepreneuriaux qui comprennent des séances de conseil en emploi, des formations à l’entrepreneuriat et l’élaboration de plans d’affaires. Les autorités locales, les experts techniques et les membres de la société civile sont impliqués dans le processus visant à guider les migrants de retour dans leurs choix et à les soutenir dans la réalisation de leurs projets entrepreneuriaux.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> OIM Matrice de suivi des déplacements : Suivi des flux de populations – Burkina Faso, janvier 2021. Récupérée ici.

<sup>2</sup> OIM, « Bonnes pratiques de réintégration #3 – Soutien à l’entrepreneuriat au Burkina Faso », 2020. Récupérée ici.

### 5.1.3. LE BURKINA FASO ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Tableau 6: Indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire pour le Burkina Faso, décembre 2021

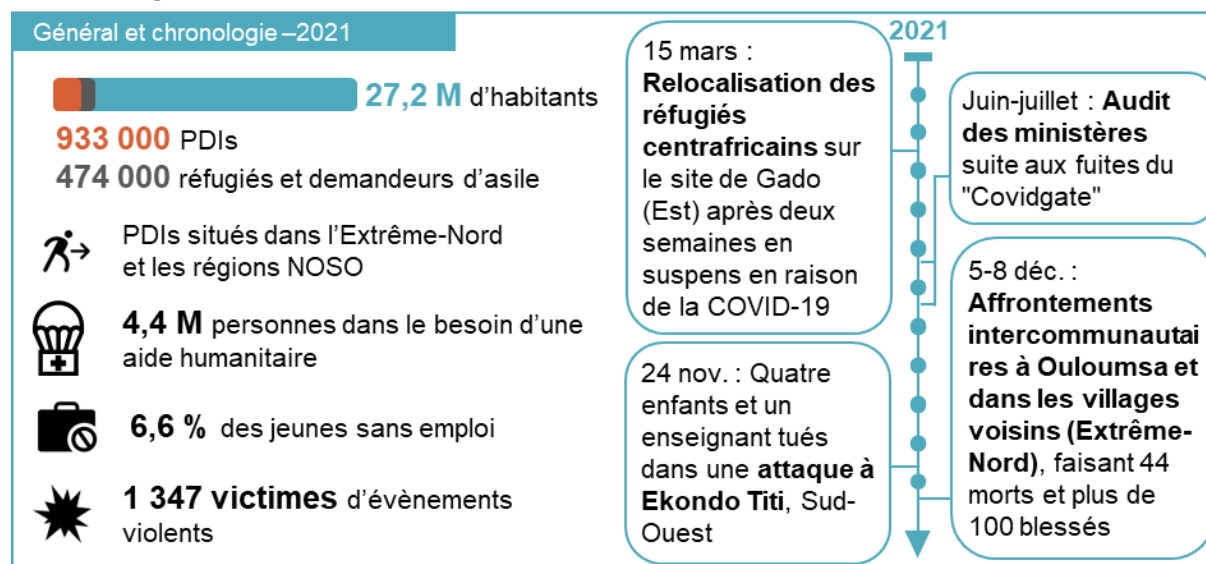
Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2,277	2,414	6,151	1,358	2,750	14,950	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	55	200	1,855	20	611	2,741	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	4,475	12,644	4,640	1,485	1,961	25,205	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	956	5,747	4,195	4,166	7,681	22,745	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	3	14	22	16	24	79	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	33	18	0	0	51	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	522	1,445	386	251	572	3,176	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	98,553	58,101	4,405	1,259	6,642	168,960	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	282,181	100,124	26,270	89,142	89,863	587,580	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	150,574	217,432	173,568	97,142	129,765	768,481	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	23	71	4	17	0	115	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	1,402	1,003	682	516	145	3,747	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	341,434	524,022	170,550	294,514	54,764	1,385,283	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	7,354	11,919	10,957	1,153	2,016	33,399	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	333,002	383,674	73,485	21,076	27,581	838,818	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	99	0	5,564	17,622	23,285	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	9,018	27,040	13,292	4,675	13,275	67,300	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	1,635	1,260	5,682	72	0	8,649	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	1,595	822	467	362	0	3,246	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	444	612	212	133	0	1,401	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	1	0	0	0	1	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	25	30	125	0	180	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	2	23	16	6	0	47	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	20	68	1	4	0	93	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	3	0	1	4	0	8	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	924	9	1,210	0	163	2,306	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	994	1,667	1,436	2,146	1,513	7,756	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	3,283	83,035	2,070,485	109,558	13,188	2,279,548	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	7	138	123	62	179	509	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	91	430	380	117	302	1,320	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	70	184	615	1,005	229	2,103	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	13	45	4	19	4	85	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	10	1	4	10	0	25	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	302,840	0	0	302,840	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	8,509	0	0	8,509	



## 5.2. CAMEROUN

### 5.2.1. LE CAMEROUN EN 2021

Figure 23 : Cameroun – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021



En 2021, le Cameroun a commencé à se remettre de la crise économique induite par la COVID-19, bien qu'il ait continué à faire face à de multiples défis. La croissance économique du pays a été estimée à 3,5% en 2021,<sup>1</sup> tandis que l'inflation est restée modérée à 2,3%, en dessous de la référence de 3% établie par la Communauté économique et monétaire centrafricaine.<sup>2</sup> Dans le même temps, la marge de manœuvre du pays pour procéder à des ajustements budgétaires et faire face aux défis restait étroite. Une grande partie des dépenses publiques a été affectée à la préparation de la coupe d'Afrique des Nations tant attendue. Événement clé d'une grande importance politique et symbolique pour le président Paul Biya, la Coupe d'Afrique des Nations devait débiter le 9 janvier 2022 après deux reports successifs en 2019 et 2021, et malgré les inquiétudes concernant l'achèvement des infrastructures clés et la propagation de la variante COVID-19 Omicron.<sup>3</sup>

Le climat social est resté tendu et l'insécurité généralisée, avec 924 événements violents dans le pays en 2021 causant 1 347 morts,<sup>4</sup> principalement dans les régions Grand Nord et NOSO.<sup>5</sup> La mort de deux étudiants qui auraient été abattus par les forces de police, à Buea le 14 octobre et à Bamenda le 11 novembre, a déclenché des manifestations contre le gouvernement central dans les zones anglophones.<sup>6</sup> Au cours de l'automne 2021, les deux tiers des écoles sont restées fermées dans les régions NOSO en raison de violences récurrentes et d'un confinement imposé par un groupe armé non étatique du 15 septembre au 2 octobre.<sup>7</sup>

Bien que la situation reste fondamentalement instable, le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR a légèrement diminué (de 2%) entre décembre 2020 et décembre 2021, passant de 1 960 194 à 1 926 285.<sup>8</sup> Cela est principalement dû à la diminution du nombre de

<sup>1</sup> Banque africaine de développement, « Cameroon Economic Outlook 2021 ». Accessible [ici](#).

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Le Point, « CAN 2022 : les défis du Cameroun », 7 janvier 2022. Accessible [ici](#).

<sup>4</sup> Le nombre de décès en 2021 était en légère baisse par rapport à 2020 (1 723). ACLED, « Cameroun – données ».

<sup>5</sup> Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

<sup>6</sup> African News, « Cameroon: Another child killing by police sends locals to the streets », 13 novembre 2021. Accessible [ici](#).

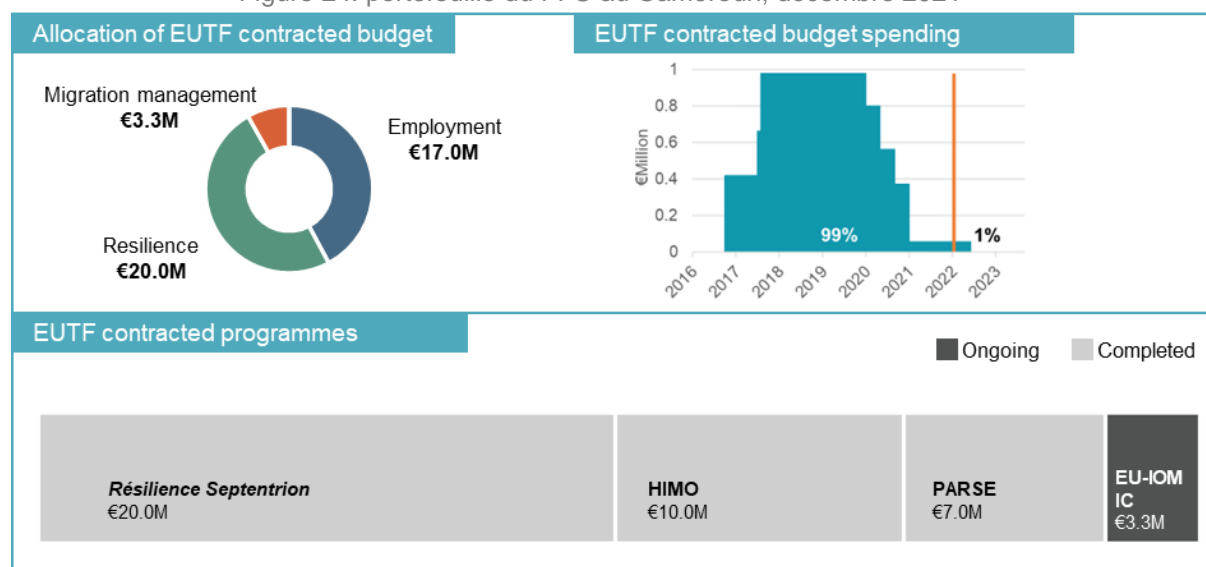
<sup>7</sup> OCHA, « Violence in Cameroon, impacting over 700 000 children shut out of school », 2 décembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>8</sup> HCR, Portail de données opérationnelles, consulté en janvier 2021.

personnes déplacées dans le pays (en baisse de 10% sur l'année), tandis que le nombre de réfugiés (principalement de la République centrafricaine – RCA – et du Nigéria) a augmenté de 7% pour atteindre 466 263.<sup>1</sup> Dans l'ensemble, les facteurs de crise sous-jacents sont restés présents: l'insécurité et les attaques terroristes dans le Grand Nord,<sup>2</sup> et les troubles politiques dans les régions séparatistes et en RCA. En août et décembre 2021, des affrontements répétés entre communautés du Grand Nord ont entraîné de nombreux décès et des déplacements forcés. Entre le 5 et le 8 décembre, 112 villages autour de Kousséri, chef-lieu de la région, ont été incendiés, plus de 100 personnes ont été blessées et 44 sont mortes.<sup>3</sup> À la suite des affrontements, 82 637 personnes seraient arrivées au Tchad entre le 5 et le 13 décembre 2021, et 15 215 personnes auraient été déplacées à l'intérieur du pays dans la région de l'Extrême-Nord.<sup>4</sup>

## 5.2.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU CAMEROUN

Figure 24: portefeuille du FFU au Cameroun, décembre 2021<sup>5,6</sup>



**Le Fonds fiduciaire a contracté 40,3 millions d'euros au Cameroun pour des projets nationaux,<sup>7</sup> un montant inchangé depuis 2019.** Parmi les projets nationaux du Cameroun, tous ont pris fin, à l'exception de l'IC UE-OIM (CM-04)<sup>8</sup> de 3,3 M€ qui bénéficie du complément régional de l'OIM (REG-04-03). L'initiative conjointe UE-OIM vise à renforcer les capacités de gestion des migrations des autorités compétentes du Cameroun, à fournir un soutien aux migrants de retour et à sensibiliser à la migration et aux dangers associés à la migration irrégulière (OS3). Au-delà des projets nationaux, quatre programmes régionaux sont actifs au Cameroun : RESILAC (REG-05),<sup>9</sup> Erasmus+ Afrique de l'Ouest (REG-10),<sup>10</sup> IPDEV2 (REG-11)<sup>1</sup> et ARCHIPELAGO (REG-15).<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Ibid.

<sup>2</sup> Les tensions et la violence étaient principalement dues à la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles. Pour plus d'informations, UN News, « Cameroon: Intercommunal clashes continue to displace thousands », 17 décembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>3</sup> HCR, « Far North Cameroon – Chad Emergency », 16 décembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> Les calculs du tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

<sup>6</sup> Ces données ne concernent que les programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

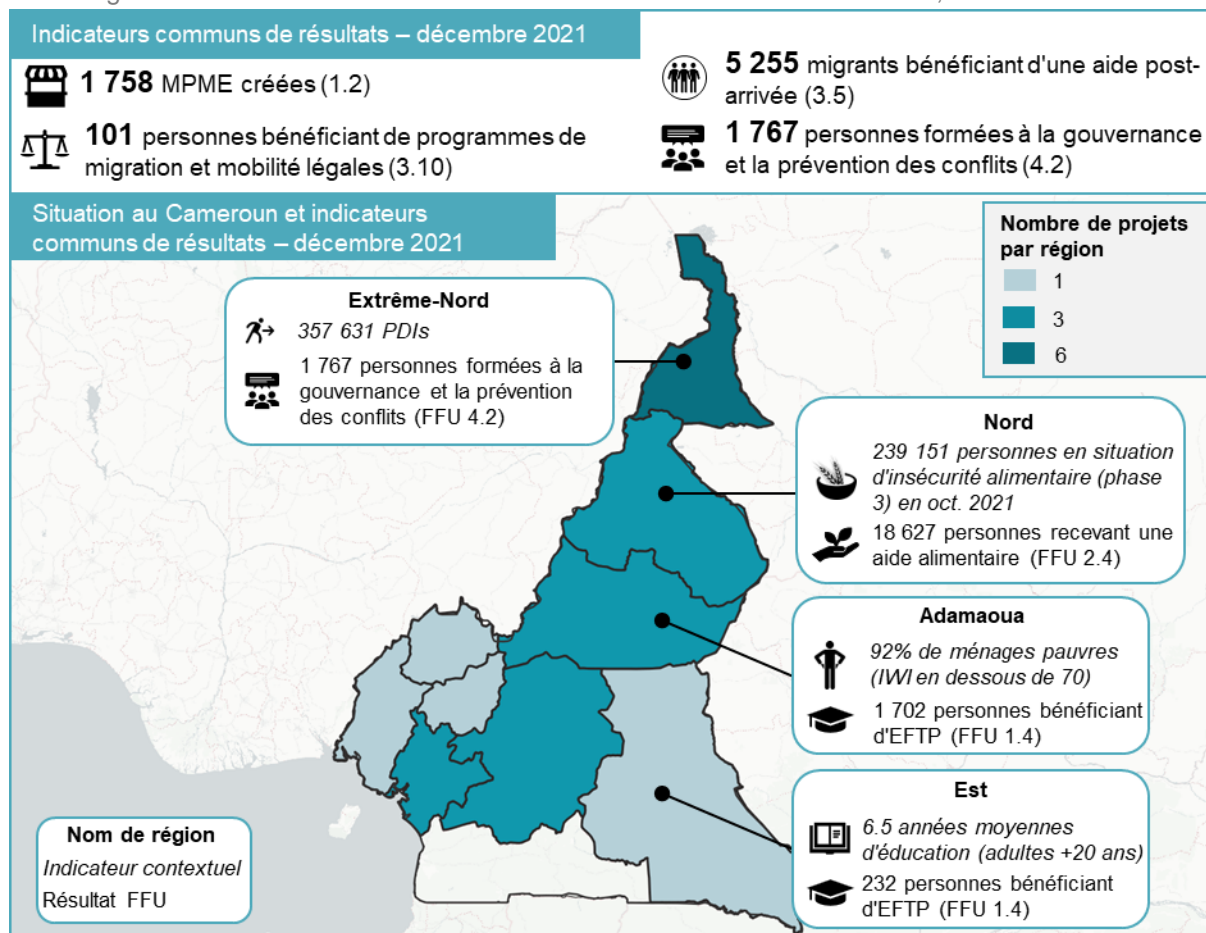
<sup>7</sup> L'Initiative Conjointe UE-OIM au Cameroun (Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Cameroun) fait partie de l'Initiative Conjointe régionale, mais est contractée en tant que projet national dans le pays.

<sup>8</sup> Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Cameroun.

<sup>9</sup> Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad.

<sup>10</sup> Erasmus+ en Afrique de l'Ouest.

Figure 25 : Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire au Cameroun, décembre 2021



## Soutenir les MPME des secteurs semi-formel et informel

L'économie camerounaise a été durement touchée par la pandémie de COVID-19 en 2020 ; toutefois, les perspectives économiques prévoient une reprise dès 2021 avec un taux de croissance de 3,5%. Le PIB par habitant du pays, à 3 868 USD par habitant et par an, en termes de parité de pouvoir d'achat,<sup>3</sup> cache d'importants écarts entre le nord et le sud du pays.

Les programmes financés par le FFU répondent à la pluralité des réalités économiques locales en soutenant les MPME et les petits entrepreneurs. Ils se concentrent principalement sur l'accès au financement, à la formation et au renforcement des capacités pour répondre aux besoins spécifiques des entrepreneurs. En 2021, 135 MPME ont bénéficié d'un soutien (indicateur 1.2), ce qui représente 8% du total réalisé depuis le lancement du Fonds fiduciaire dans le pays (1 758 PME). Tous les résultats ont été obtenus par trois programmes régionaux actifs dans le pays : RESILAC (REG-05),<sup>4</sup> ARCHIPELAGO (REG-15)<sup>5</sup> et IPDEV (REG-11).<sup>6</sup>

<sup>1</sup> I&P accélération au Sahel (en appui à l'initiative IPDEV-2).

<sup>2</sup> ARCHIPELAGO : une initiative d'EFTP afro-européenne.

<sup>3</sup> Banque mondiale, Données de la Banque mondiale, 2020. Accessible [ici](#).

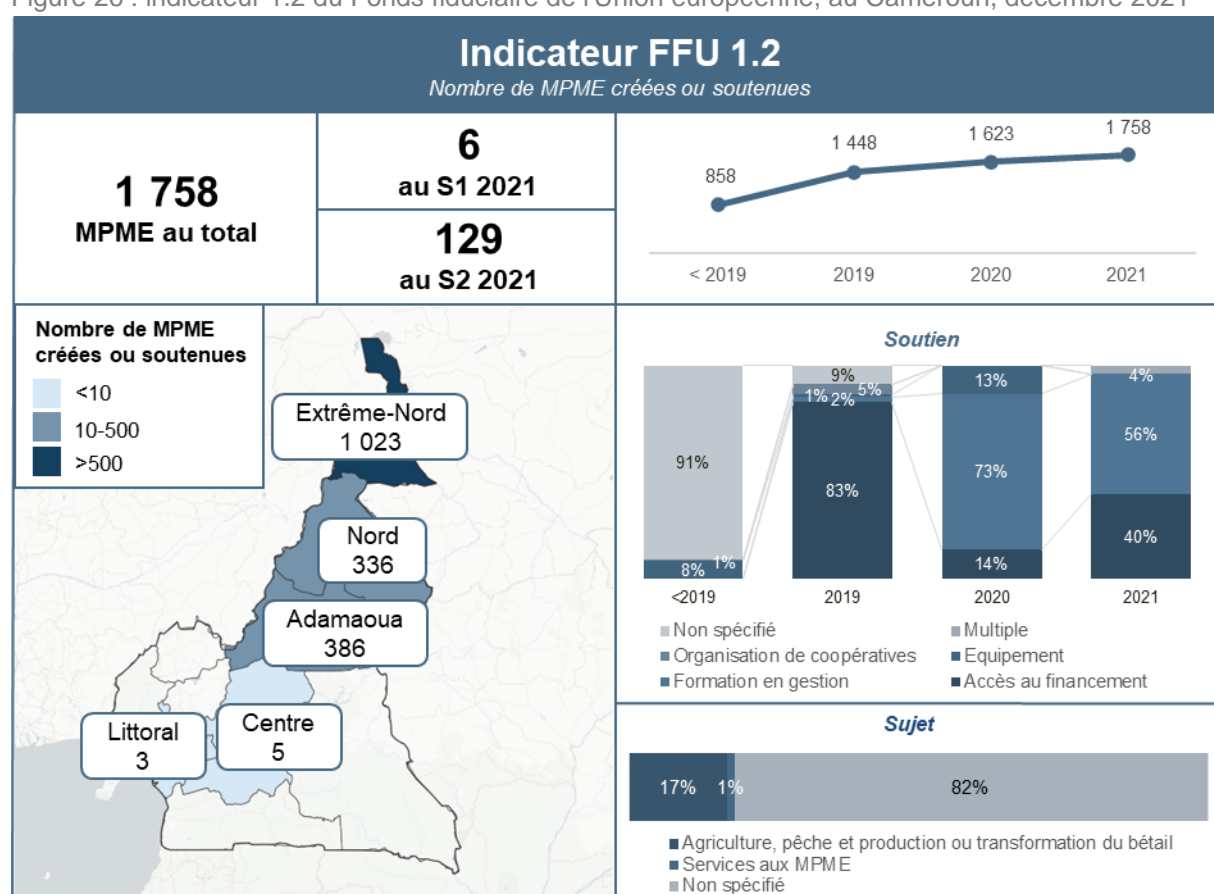
<sup>4</sup> Redressement économique et social inclusif du Lac Tchad (RESILAC).

<sup>5</sup> ARCHIPELAGO : une initiative afro-européenne d'EFTP.

<sup>6</sup> I&P accélération au Sahel (en appui à l'initiative IPDEV-2).

Alors que les projets nationaux achevés (HIMO CM, Résilience Septentrion) visaient à soutenir la création de petites entreprises, toutes les MPME qui ont été soutenues en 2021 étaient déjà établies.<sup>1</sup> Le programme RESILAC se concentre sur la région de l'Extrême-Nord – où l'économie est principalement basée sur les moyens de subsistance et minée par la médiocrité des infrastructures et l'insécurité chronique. Il vise à renforcer la résilience des systèmes économiques locaux. En 2021, il a dispensé des formations aux petits entrepreneurs gérant une entreprise (69 MPME soutenues), un soutien financier et opérationnel aux unités de transformation (43 au S2 2021) et l'accès au financement des AVEC (11 au S2 2021) (indicateur 1.2). L'agriculture était le secteur dominant, avec 44% de toutes les MPME soutenues par RESILAC en 2021.<sup>2</sup> Le programme ARCHIPELAGO, mis en œuvre dans trois régions, a soutenu sept organisations d'entreprises pour renforcer les écosystèmes économiques et soutenir indirectement les formations professionnelles et la création de petites entreprises.<sup>3</sup> Le programme IPDEV, qui se concentre sur les zones rurales, a soutenu cinq MPME avec un financement d'amorçage et une assistance technique.

Figure 26 : indicateur 1.2 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Cameroun, décembre 2021



<sup>1</sup> Balise d'action marquée comme non spécifiée pour les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) et les groupements de producteurs qui ont été formalisés, revitalisés et réorganisés via le programme RESILAC.

<sup>2</sup> Les secteurs pour les MPME restantes soutenues en 2021 étaient les suivants : services financiers (2%) et non spécifiés (54%).

<sup>3</sup> ARCHIPELAGO, « Description de l'action ».

## Assurer des conditions sûres pour le retour et la réintégration des migrants camerounais

En 2021, l'émigration du Cameroun vers d'autres pays africains, européens ou du Moyen-Orient est restée importante, par des voies légales<sup>1</sup> et illégales. En 2021, 1 965 Camerounais ont illégalement tenté de franchir une frontière européenne.<sup>2</sup> Depuis 2018, les Camerounais constituent le quatrième contingent le plus représenté de la fenêtre SLC en termes de franchissements illégaux des frontières européennes, derrière les Ivoiriens, les Guinéens et les Maliens.<sup>3</sup>

Depuis la création de l'Initiative Conjointe UE-OIM au Cameroun (CM-04),<sup>4</sup> 5 255 migrants ont bénéficié d'une assistance immédiate après leur arrivée (indicateur 3.5), dont 841 en 2021. L'aide comprenait un hébergement et de l'argent pour des besoins immédiats tels que la nourriture et la santé. De plus, depuis le début du projet, 4 185 migrants ont bénéficié d'une aide à la réintégration (indicateur 3,5 bis), dont 776 en 2021. Le logement, la nourriture, l'aide à la scolarisation des enfants, le soutien psychosocial et les formations professionnelles de courte durée faisaient partie du programme de soutien à la réinsertion.<sup>5</sup> L'aide a été fournie en fonction des besoins identifiés lors des évaluations de la vulnérabilité des migrants.<sup>6</sup>

Enfin, depuis la création de l'IC dans le pays, 274 responsables gouvernementaux ont bénéficié de formations sur la gestion et la protection des migrations (indicateur 3.7), dont 91 en 2021. Les bénéficiaires ont été pour la plupart formés à la gestion de l'arrivée et à l'amélioration de la réinsertion socio-économique des migrants de retour camerounais, y compris les problématiques de la formation professionnelle, le lancement d'une entreprise et le suivi post-formation.

Figure 27 : Indicateur 3.5 bis du FFU de l'Union européenne, au Cameroun, décembre 2021



<sup>1</sup> En raison de la circulation libre ou partiellement libre des personnes entre le Cameroun et d'autres pays d'Afrique centrale ou occidentale, de nombreux Camerounais travaillent ou vivent à l'étranger. Les données migratoires sur les Camerounais qui émigrent vers d'autres pays africains peuvent être plus difficiles à obtenir pour cette raison, et à cause du manque de registres à l'étranger.

<sup>2</sup> Frontex, « *Migratory map* », consulté en février 2022. Accessible [ici](#).

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Cameroun.

<sup>5</sup> Altai Consulting, « Rapport final Cameroun, Mécanisme de Suivi & Apprentissage Tierce Partie du Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique », 2021.

<sup>6</sup> Ibid.

## 5.2.3. LE CAMEROUN ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RESULTATS FFU

Tableau 7: Indicateurs de réalisation communs du FFU pour le Cameroun, décembre 2021

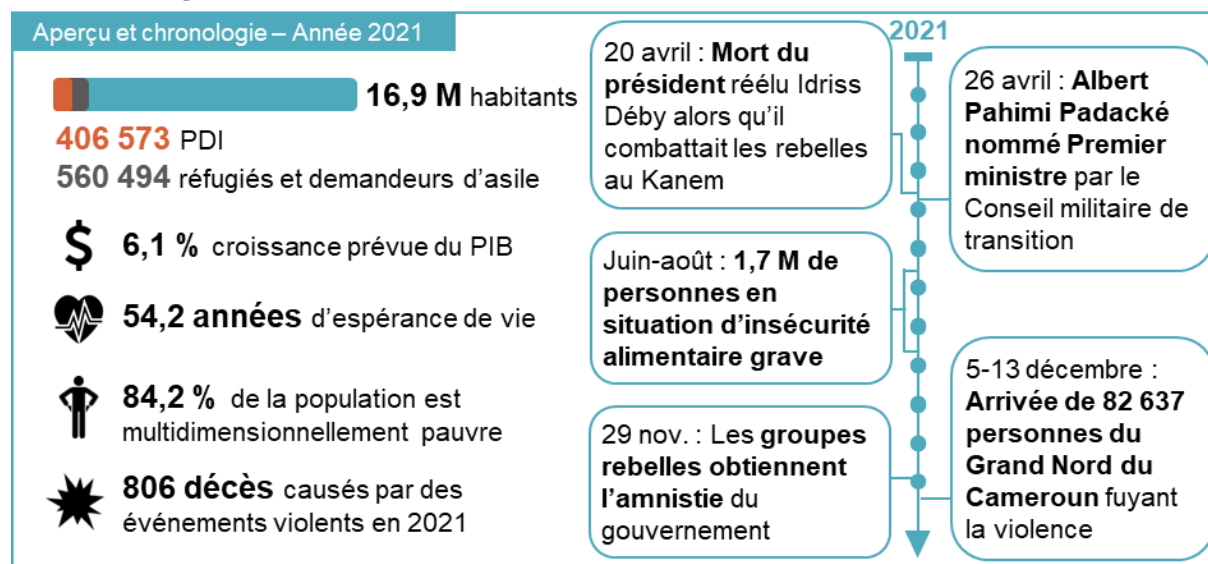
Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2,600	8,196	1	290	356	11,442	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	858	590	175	6	129	1,758	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	10,485	7,529	15,537	640	598	34,789	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	9,438	8,120	1,714	451	729	20,452	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	5	10	26	0	4	45	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	2	0	0	0	2	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	163	538	159	4	6	870	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	107,892	71,691	31,174	355	181	211,293	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	83,120	105,149	21,141	0	0	209,410	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	33,366	42,164	12,139	630	0	88,299	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	141	65	4	0	0	210	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	98	3,056	767	41	244	4,205	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	115,042	324,059	251,822	0	0	690,923	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	616	9,145	4,381	40	16	14,198	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	22,800	155,419	81,705	0	0	259,924	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	6,489	6,423	47,650	0	0	60,562	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	85	0	0	0	85	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	2,621	1,218	575	359	0	4,773	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	2,014	965	430	105	0	3,514	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	36	0	0	0	36	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	52	0	0	0	52	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	1	40	34	19	7	101	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	33	125	340	0	0	498	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	0	322	499	426	520	1,767	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	45,359	14,778	1,354	3,886	720	66,097	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	19	126	42	0	5	192	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	11	7	28	4	51	101	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	10	4	56	0	0	70	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	25	25	31	2	1	84	



## 5.3. TCHAD

### 5.3.1. LE TCHAD EN 2021

Figure 28: Tchad – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021



Le 20 avril 2021, le président tchadien de longue date Idriss Déby Itno est mort alors qu'il combattait des groupes rebelles armés, inaugurant une nouvelle ère d'incertitudes pour le pays.<sup>1</sup> Après la mort de Déby, le pouvoir tchadien a été pris par une junte militaire dirigée par l'un de ses fils, Mahamat Idriss Déby. Le pays s'est officiellement engagé dans une transition politique, avec la rédaction d'une Charte de transition le 21 avril, qui prévoyait la création de trois organes chargés de piloter la période de transition de 18 mois. La plupart des personnalités politiques tchadiennes ont exprimé leur soutien aux institutions de transition, y compris Saleh Kebzabo, l'opposant de longue date de Déby. Albert Pahimi Padacké a été nommé Premier ministre le 26 avril et le nouveau gouvernement a été annoncé le 2 mai. Dans le même temps, les tensions avec les groupes rebelles armés persistaient. Le 29 novembre, les groupes politiques et militaires opposés ont obtenu l'amnistie tant attendue qu'ils avaient exigée comme condition préalable à la participation à tout débat officiel avec les autorités de Ndjamena.<sup>2,3,4,5,6</sup>

**La situation économique et humanitaire est restée fragile en 2021.** En novembre 2021, plus de 3,6 millions de personnes au Tchad étaient en situation d'insécurité alimentaire, dont 963 244 en situation d'insécurité grave (phases 3 à 5 de la sécurité alimentaire intégrée), en hausse de 60% par rapport au nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave en 2020. Cette

<sup>1</sup> Idriss Déby Itno régnait depuis 1990, date à laquelle il a évincé le président Hissène Habré.

<sup>2</sup> Présidence de la République du Tchad, « Charte de transition de la République du Tchad », 21 avril 2021. Récupérée [ici](#) ; RFI, 'Tchad : la charte qui dessine la transition consacre les pleins pouvoirs pour le fils d'Idriss Déby', 22 avril 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Les deux premiers organes, le Conseil militaire de transition fournissant le pouvoir exécutif et formé de 14 généraux, et le Gouvernement de transition, ont été rapidement constitués dans les premiers jours de la transition. Le Conseil national de transition – l'organe assurant le pouvoir législatif et formé de 93 membres de toute la société –, lui, n'a pas été mis en place avant la fin du mois de septembre, reflétant les nombreuses divergences entre les partis politiques tchadiens, les organisations de la société civile et d'autres groupes. Pour plus d'informations : Tchadinfos, « Tchad : le Conseil national de transition est formé », 24 septembre 2021. Récupérée [ici](#). Pour plus d'informations: RFI, « Tchad : la charte qui dessine la transition consacre les pleins pouvoirs pour le fils d'Idriss Déby », 22 avril 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> France 24, « Au Tchad, la junte nomme un gouvernement de transition », 2 mai 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> Jeune Afrique, « Tchad : le Conseil militaire de transition nomme un gouvernement », 2 mai 2021. Récupérée [ici](#).

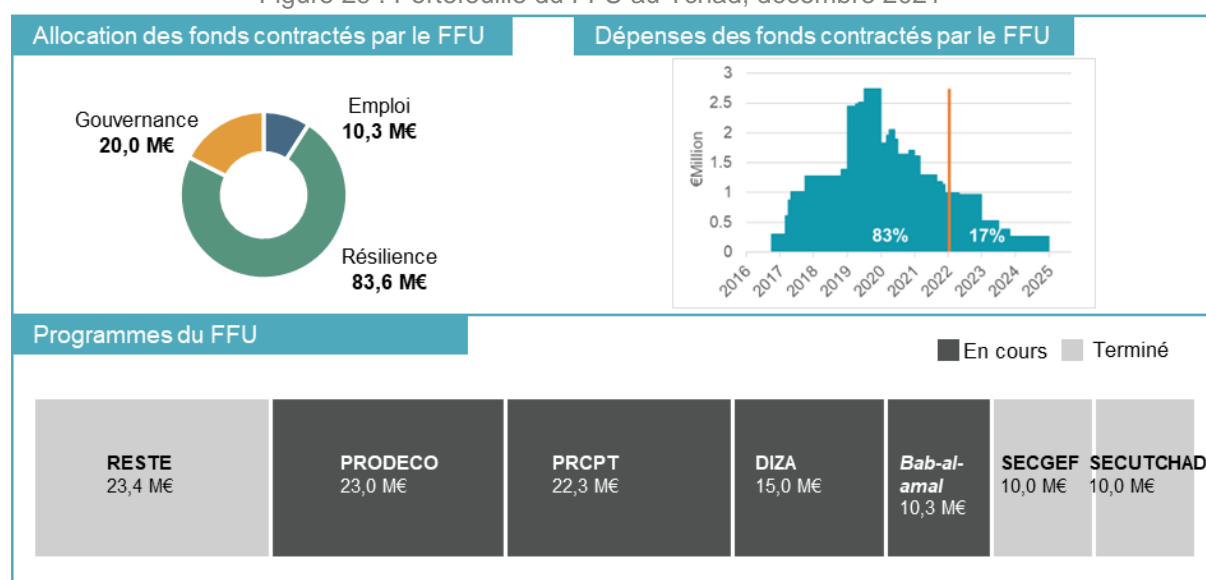
<sup>6</sup> Jeune Afrique, « Tchad : ce que Mahamat Idriss Déby Itno est prêt à concéder aux rebelles », 1er décembre 2021. Récupérée [ici](#).

augmentation a été principalement causée par des précipitations irrégulières et des inondations qui ont détruit plus de 80 000 hectares de cultures et tué plus de 6 000 têtes de bétail. Dans l'ensemble, 5,6 millions de personnes avaient encore besoin d'une aide humanitaire en décembre 2021, une diminution par rapport aux 6,4 millions de personnes dans le besoin en décembre 2020.<sup>1,2,3,4</sup>

**Les déplacements forcés au Tchad ont augmenté en 2021, en raison de trois facteurs principaux : la violence chronique, en particulier dans la région du lac Tchad, les événements climatiques extrêmes dans la bande sahélienne et l'insécurité dans les pays voisins (Cameroun, République centrafricaine, Soudan).** Au 31 décembre 2021, il y avait 555 787 réfugiés dans le pays (une augmentation de 16% par rapport à l'année 2020)<sup>5,6</sup> et 406 573 personnes déplacées (une augmentation de 21% par rapport à décembre 2020). Malgré les flux en provenance des pays voisins et l'augmentation du nombre de réfugiés, le nombre de demandeurs d'asile est resté globalement stable : de 4 572 en décembre 2020 à 4 707 en décembre 2021 (+3%). Enfin, le nombre de migrants de retour tchadiens de RCA et exposés au risque d'apatridie est passé à 77 650 (soit une augmentation de 12% sur l'année).<sup>7</sup>

### 5.3.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU TCHAD

Figure 29 : Portefeuille du FFU au Tchad, décembre 2021<sup>8,9</sup>



**Le budget contractuel total du Fonds fiduciaire pour le MLS au Tchad s'élève à 113,9 millions d'euros, dont 17% n'ont pas encore été dépensés.** Avec l'achèvement du dernier projet de RESTE (TD-01) en décembre 2021, trois programmes ont maintenant pris fin au Tchad, représentant 38% du budget total du pays. Les programmes axés sur la résilience (OS2) représentent 83,6 millions d'euros, soit 73% du financement du Fonds fiduciaire dans le pays. Ces programmes visent principalement à renforcer le développement local et la résilience des communautés fragiles, mais aussi à élargir l'accès aux services de base tels que l'eau potable, les soins médicaux, l'éducation ou

<sup>1</sup> OCHA, « Chad situation report », 16 décembre 2021, consulté en janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> OCHA, « Chad situation report », 16 décembre 2021, consulté en janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> OCHA, « Chad situation report », 16 décembre 2021, consulté en janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> OCHA, « Rapport de situation, Tchad », décembre 2020. Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> HCR, Portail de données opérationnelles, consulté en janvier 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>6</sup> UNCHR, « Personnes relevant de la compétence du HCR au Tchad », décembre 2020. Récupérée [ici](#).

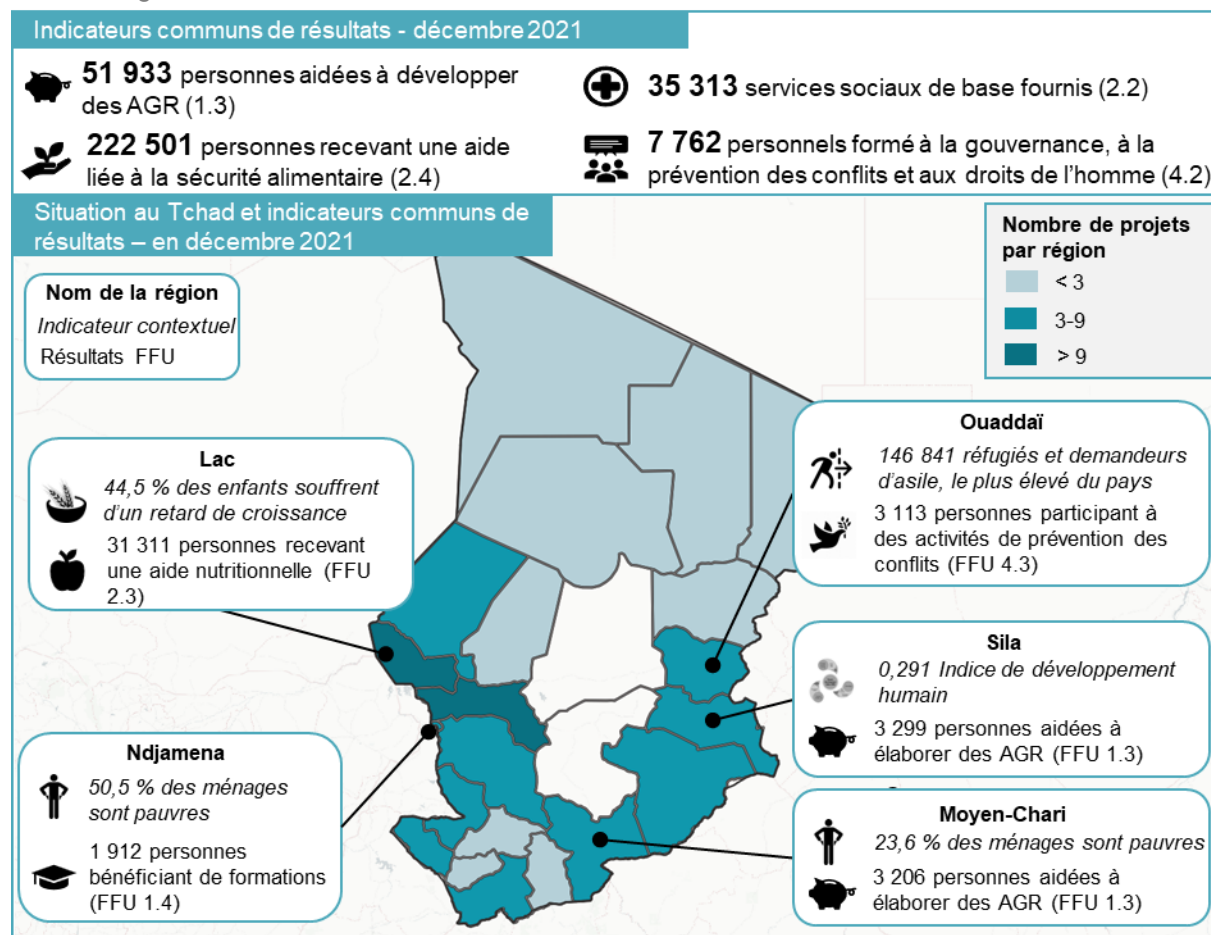
<sup>7</sup> Les migrants de retour menacés d'apatridie sont pour la plupart d'anciennes familles tchadiennes qui se sont rendues en RCA puis sont revenues. HCR, Portail de données opérationnelles, consulté en janvier 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>8</sup> Les calculs du tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires sur les années de mise en œuvre.

<sup>9</sup> Ces données ne concernent que les programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

l'assistance juridique. Ils travaillent également au renforcement de la sécurité alimentaire et à la sensibilisation des groupes fragiles à la nutrition et à la sécurité alimentaire. Deux autres programmes achevés représentant 20,0 millions d'euros tournaient principalement autour de la gouvernance et du renforcement des capacités des parties prenantes nationales (OS4): SECGEF (TD-08) et SECUTCHAD (TD-05). Enfin, avec un budget de 10,3 millions d'euros, le programme<sup>1,2,3</sup> *Bab-al-amal* (TD-03) se concentre sur l'EFTP, les qualifications des jeunes et l'insertion professionnelle dans les plus grandes villes du Tchad (OS1).<sup>4</sup>

Figure 30: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire au Tchad, décembre 2021



## Aider les gens à développer des activités génératrices de revenus (AGR)

**La crise économique provoquée par la COVID-19 a continué d'éroder les moyens de subsistance du peuple tchadien.** Malgré une certaine reprise économique et l'augmentation de la demande de matières premières tchadiennes en 2021, la majeure partie de la population n'a pas ressenti les effets positifs de la stabilisation économique. La mobilité et les restrictions sociales telles que le confinement de N'djaména en janvier 2021 et la fermeture de ses marchés ont gravement nui aux moyens de subsistance des populations, tandis que les compensations gouvernementales telles que la distribution de nourriture sont restées largement insuffisantes. On estime que 38% des Tchadiens vivent en dessous du seuil de 1,9 USD par jour (21% dans les villes, 53% dans les zones

<sup>1</sup> Résilience et emploi au Lac Tchad (RESTE).

<sup>2</sup> Sécurité et gestion des frontières.

<sup>3</sup> Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad.

<sup>4</sup> Projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité.

rurales) et que les possibilités de générer des revenus sont limitées. Dans les zones rurales, les activités agricoles à petite échelle restent prédominantes.<sup>1,2,3,4,5</sup>

**Les programmes financés par le FFU s'efforcent d'améliorer les moyens de subsistance en soutenant les AGR.** Ils se concentrent sur l'agriculture et les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), et adoptent une approche nationale pour atteindre les personnes vulnérables de toutes les régions, y compris les zones frontalières où vivent de nombreuses personnes déplacées.

**En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont aidé 20 574 personnes à développer des AGR (indicateur 1.3), soit une augmentation de 66% par rapport au total cumulé en décembre 2020.** Sept programmes ont contribué à ces résultats, dont DIZA (TD-07, 11 134 personnes aidées), PRCPT (TD-02, 4 419) et PDU (REG-18, 2 389). Les AGR ont été soutenues de diverses manières: par la création et le renforcement des AVEC (45% des personnes ont aidé à développer des AGR en 2021), par la formation et l'assistance matérielle pour les activités agricoles et d'élevage (17%), et par le soutien aux activités de commerce de gros et de détail (5%). DIZA a aidé les communautés d'accueil, les retournés et les réfugiés situés en dehors des camps à créer des groupes AVEC (2 577 personnes) et à développer des AGR dans la culture maraîchère (630), la production de karité (dix), d'autres productions agricoles (1 255), les chaînes de vente au détail (608) et d'autres secteurs (6 054). Le programme PRODECO (TD-06) a organisé des formations pour soutenir les AGR de divers secteurs, tels que la couture, la chaîne du froid et la climatisation, l'élevage, l'agriculture, la coiffure et la vente au détail. En 2021, il a aidé 959 personnes, soit 38% du total depuis sa création.<sup>6,7,8,9,10</sup>

---

<sup>1</sup> La croissance du PIB devait atteindre 6,1% en 2021 et 5% en 2022, soutenue par une impulsion des activités industrielles (égrenage du coton, production de pétrole, textile). Banque africaine de développement, « Perspectives économiques du Tchad », 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> The Guardian, « Le confinement était politique : le Tchad sous pression avant les élections ».

<sup>3</sup> Banque mondiale, données de la Banque mondiale. Récupérée [ici](#). Knoema, « Tchad - Proportion du nombre de pauvres au seuil de pauvreté nationale ». Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> PAM, « Tchad ». Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> PAM, « Tchad ». Récupérée [ici](#).

<sup>6</sup> Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil (DIZA).

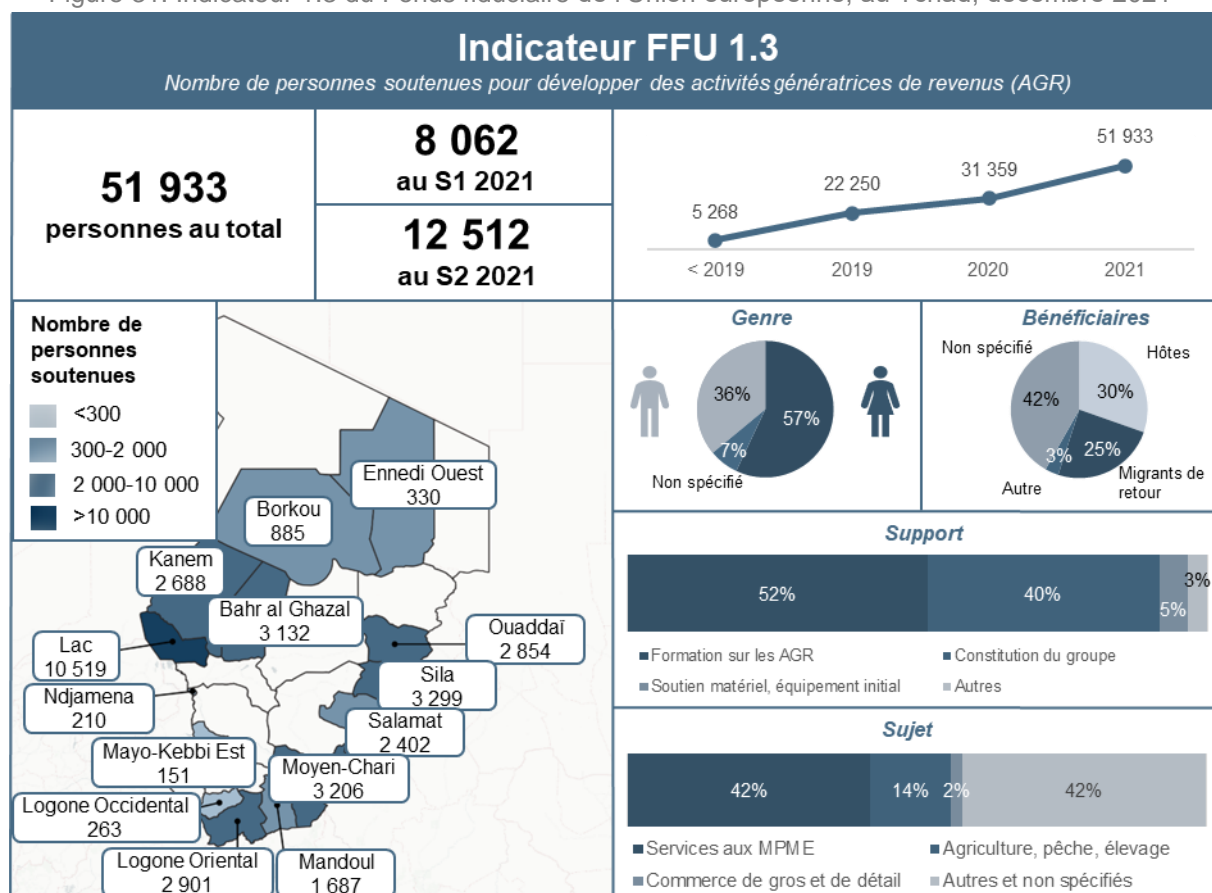
<sup>7</sup> Projet de renforcement de la résilience et de la cohabitation pacifique au Tchad.

<sup>8</sup> Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

<sup>9</sup> Le secteur n'a pas pu être précisé pour 33% des AGR soutenues en 2021.

<sup>10</sup> Appui au déminage, à la protection sociale et au développement des personnes vulnérables.

Figure 31: Indicateur 1.3 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Tchad, décembre 2021



**Les femmes représentaient 51% des bénéficiaires en 2021 et les hommes 41%,<sup>1</sup>** en partie en raison de l'accent du projet PDU RECOSOC (REG-18-08) mis sur l'inclusion des femmes dans les AVEC et les AGR. Leur travail dans le lien entre la paix et le développement a mené le PDU RECOSOC à se concentrer sur l'inclusion socio-économique des femmes et des jeunes, à travers plusieurs activités, notamment un appui à la mise en place de AVEC, des formations et des subventions pour lancer ou renforcer des activités de commerce de gros et de détail. En 2021, le projet a aidé 2 389 personnes à développer des AGR (dont 1 989 par la mise en place d'AVEC, 334 dans les AGR de gros et de détail et 66 dans les AGR agricoles).<sup>2</sup>

**La plupart des programmes d'appui aux accords intergouvernementaux ont été mis en œuvre dans les zones rurales.** Cependant, le programme *Bab-al-amal* (TD-03) s'est concentré sur l'aide aux jeunes pour développer des AGR dans les zones urbaines par le biais d'une formation professionnelle pratique et de la livraison d'équipements et de kits de démarrage. En 2021, il a soutenu un total de 484 personnes (indicateur 1.3).<sup>3</sup>

### Renforcer la gouvernance locale et les efforts d'atténuation des conflits

**La gouvernance est restée fragile au Tchad à tous les niveaux.** Selon le processus de décentralisation tchadien qui a débuté en 1993, il existe quatre niveaux de gouvernance infranationale : plus de 800 communautés rurales, 348 municipalités, 61 départements et 23 régions. Cependant, seule une minorité de municipalités est équipée de système de gouvernance locale car

<sup>1</sup> La ventilation par sexe n'a pas pu être obtenue pour les 8 % restants bénéficiaires.

<sup>2</sup> Renforcement de la résilience et de la cohésion sociale dans les zones frontalières du Niger et du Tchad (RECOSOC).

<sup>3</sup> Projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité.



les élections n'ont pas eu lieu partout. Les dépenses des administrations locales sont négligeables par rapport aux dépenses publiques nationales, et il n'y a pas d'entité de coordination ou de fonds pour l'investissement public entre les différents niveaux de gouvernance. Les chefferies et les structures de gouvernance traditionnelles compensent l'absence de gouvernance formelle, mais leurs opérations sont souvent victimes d'un manque de gestion participative et de ressources insuffisantes.<sup>1,2</sup>

**Après la mort d'Idriss Déby et les événements politiques connexes qui ont eu lieu en avril 2021, et après la fin des programmes de renforcement des capacités des parties prenantes nationales, la majorité des programmes financés par le Fonds fiduciaire s'efforce désormais d'améliorer la gouvernance locale grâce à une approche ascendante et centrée sur la communauté.** Afin de rendre la gouvernance plus représentative et durable, les programmes financés par le FFU s'efforcent d'inclure diverses parties prenantes telles que les dirigeants communautaires, les autorités municipales, les OSC ou les médiateurs.

**Tout au long de l'année 2021, les programmes financés par le FFU ont formé 2 772 membres du personnel (1 646 au S2 2021) issus de communautés locales et d'institutions nationales sur la gouvernance, la prévention des conflits et les droits de l'homme (indicateur 4.2), soit une augmentation de 56% par rapport aux résultats cumulés en décembre 2020.** Cinq programmes ont contribué à ces résultats, dont DIZA (TD-07) et RESILAC (REG-05). L'écrasante majorité des membres du personnel formé étaient des représentants de la collectivité (92%), tandis que les intervenants en matière de sécurité nationale constituaient le reste (8%). Les représentants de la communauté ont été principalement formés à la gouvernance démocratique et à la participation inclusive (92% des bénéficiaires en 2021), tandis qu'une minorité (7%) a été formée à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix en raison du contexte sécuritaire fragile au Tchad.<sup>3,4,5,6</sup>

Dans l'est du pays, le programme DIZA a sensibilisé 1 079 dirigeants communautaires et municipaux à la bonne gouvernance et a dispensé une formation plus technique à 30 dirigeants communautaires de la région de Sila en matière de planification, de budgétisation et de gestion participative. Cet effort visait à remédier au manque de représentation et de participation de certains groupes (tels que les personnes déplacées, les femmes, les jeunes ou les minorités ethniques) dans les structures de gouvernance traditionnelles. Entre autres, le programme DIZA a soutenu la gouvernance participative pour réglementer l'accès à la terre et aux ressources naturelles et favoriser les plans de développement local.<sup>7</sup>

Dans la région du Lac, le programme RESILAC a formé 1 096 membres de la société civile et d'organisations communautaires travaillant en coopération avec les municipalités sur les plans de développement local et l'accès aux ressources. Toujours dans la région du Lac, le programme PDU (REG-18) a formé 203 médiateurs (dont 51 femmes) sur la résolution des conflits liés au partage des terres entre les communautés. Les médiateurs ont été formés par le biais de réseaux sur les questions liées au pastoralisme et à la transhumance, y compris les politiques et la législation nationales et internationales régissant le pastoralisme. Le contenu a été traduit dans les langues locales et enregistré en format audio pour les présentations.<sup>8,9,1</sup>

---

<sup>1</sup> En 2016, seulement 42 municipalités étaient en vigueur. OCDE, « Tchad – Pays unitaire », 2016. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> En effet, les dépenses locales représentaient moins de 1% des dépenses des administrations publiques en 2013. On ne pense pas que ce nombre ait changé de manière significative au cours de la dernière décennie.

<sup>3</sup> Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil (DIZA).

<sup>4</sup> Redressement économique et social inclusif du Lac Tchad (RESILAC).

<sup>5</sup> 14 journalistes sont exclus de cette analyse, car ils sont cartographiés sous 4.2 mais ne sont pas vraiment des acteurs de la gouvernance. Ils représentaient moins de 1% des résultats de l'indicateur 4.2 au Tchad en 2021.

<sup>6</sup> Le 1% restant a reçu une formation sur l'assistance juridique et judiciaire pour lutter contre la violence sexiste et aider les victimes.

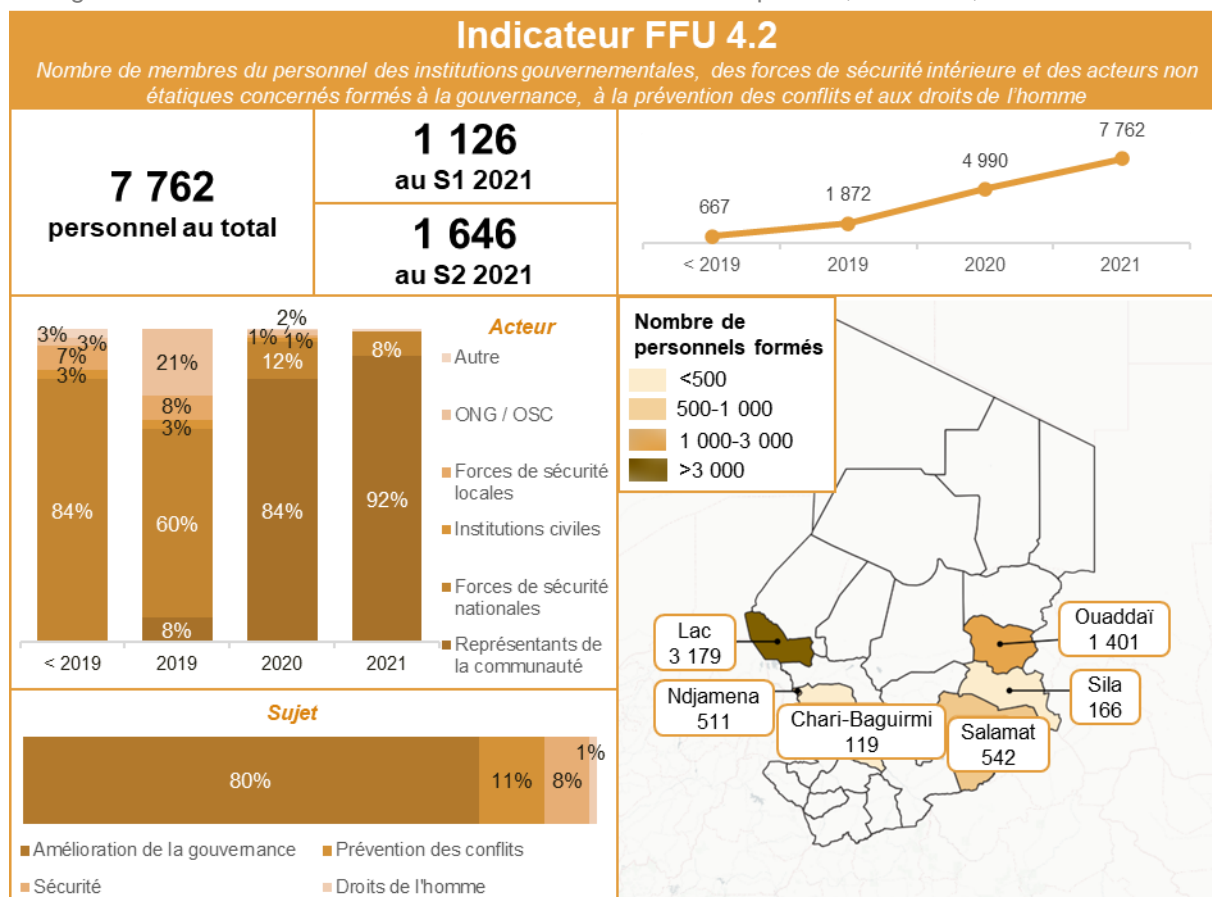
<sup>7</sup> En 2021, DIZA Est a soutenu 15 plans de développement local et DIZA Sud 17 (indicateur 2.1).

<sup>8</sup> Organisations à base communautaire ou OBC en Français.

<sup>9</sup> Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.



Figure 32: Indicateur 4.2 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Tchad, décembre 2021



En outre, en 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire visaient à améliorer l'égalité d'accès à la terre et aux ressources naturelles. À ce titre, ils ont soutenu l'émergence de cadres, d'accords et de mécanismes de coopération pour régler l'accès aux ressources. Dans la région du Lac, RESILAC a facilité la signature de quatre accords visant à renforcer le dialogue entre les différents groupes et à encourager l'élaboration de règles négociées localement sur la gestion de l'espace et l'accès aux ressources naturelles (indicateur 4.6). Dans le cadre du programme PDU, 100 guides méthodologiques ont été créés et distribués aux médiateurs pour clarifier les étapes à suivre et les acteurs à impliquer à chaque étape d'une médiation (indicateur 5.2).

### Renforcer la prestation des services de base

L'accès aux services de base est resté largement insuffisant et inégal dans l'ensemble du Tchad. Alors que les taux d'accès à l'eau, à l'électricité ou à l'état civil sont plus élevés dans les zones urbaines telles que Ndjamena, Moundou, Abéché ou Sarh, ils restent extrêmement bas dans le reste du pays. Par exemple, seulement 8,4% de la population tchadienne avait accès à l'électricité en 2019, avec un écart important entre les zones urbaines et rurales (respectivement 36,7% et 2,3%). Le taux de mortalité attribué à l'eau insalubre, à l'assainissement dangereux et au manque d'hygiène était plus de deux fois plus élevé que celui de l'Afrique subsaharienne, en raison du manque de latrines et d'autres infrastructures d'eau potable. Enfin, il n'y avait pas ou très peu d'allocations ou de

<sup>1</sup> PDU HD, « Médiation agro-pastorale au Sahel – demande de subvention ».

mécanismes de solidarité pour les plus pauvres, laissant beaucoup dans l'extrême pauvreté et incapables de subvenir à leurs besoins fondamentaux.<sup>1,2</sup>

**Les programmes financés par le FFU au Tchad ont adopté une approche globale pour renforcer la prestation des services de base et aider les plus pauvres.** Cette approche comprenait des actions à court terme telles que la construction d'infrastructures, la fourniture de documents juridiques ou la distribution d'allocations, mais aussi des mesures à plus long terme impliquant les parties prenantes nationales et locales pour créer et renforcer les mécanismes de gouvernance associés à la fourniture de ces services de base.

**En 2021, les programmes financés par le FFU ont fourni des services sociaux de base à 14 262 personnes (indicateur 2.2), ce qui représente 40% du total depuis le début des actions financées par le FFU dans le pays.** Cinq programmes ont contribué à ces résultats: DIZA (TD-07, 7 496 services de base fournis), PDU (TD-18, 5 579), PRODECO (TD-06, 684), RESTE (TD-01, 313) et RESILAC (REG-05, 190).<sup>3,4,5,6,7</sup> Les services de base fournis étaient principalement l'accès à la documentation et à l'assistance juridiques (53 % des services de base fournis en 2021) et l'accès aux latrines (39%).<sup>8</sup> Le projet DIZA Appui Transversal (TD-07-03) s'est penché sur la question de l'enregistrement des naissances, dans un pays où environ 12% des naissances sont enregistrées – encore moins pour les enfants nés dans des communautés touchées par le déplacement. En 2021, le projet a fourni des certificats de naissance à 7 496 enfants déplacés, dont 5 719 déplacés internes et 1 777 réfugiés et demandeurs d'asile. Le projet PDU EPEVA (REG-18-03) a assuré l'accès aux latrines familiales pour 5 579 ménages de la région du Kanem après avoir diagnostiqué les lacunes dans l'accès à l'assainissement et à l'eau potable. Le programme PRODECO a créé un fonds social à N'Djaména pour fournir des équipements et des services de réhabilitation aux victimes des mines terrestres. En 2021, 284 personnes ont bénéficié d'un soutien médical – des soins et des équipements de physiothérapie et d'orthopédie gratuits – de ce fonds. PRODECO a délivré des filets de sécurité sociale temporaires ciblant les ménages identifiés comme « très pauvres » et recevant donc une allocation mensuelle leur permettant de répondre à leurs besoins primaires. En 2021, 400 bénéficiaires ont reçu ces allocations mensuelles (indicateur 2.2). Les montants de ces allocations commençaient à être dégressifs en 2021, car les AGR et les plans de développement local sont censés prendre le relais.<sup>9,10,11,12</sup>

---

<sup>1</sup> Banque mondiale, Données de la Banque mondiale, 2019. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> À 101 au Tchad contre 47 dans la sous région pour 100 000 personnes. Banque mondiale, Données de la Banque mondiale, 2016. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil (DIZA).

<sup>4</sup> Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

<sup>5</sup> Appui au déminage, à la protection sociale et au développement des personnes vulnérables.

<sup>6</sup> Résilience et emploi au Lac Tchad (RESTE).

<sup>7</sup> Redressement économique et social inclusif du Lac Tchad (RESILAC).

<sup>8</sup> Le reste des services de base fournis concernait les services communautaires pour les personnes vulnérables et gravement blessées (3% des services fournis en 2021), l'éducation et l'argent contre l'apprentissage (2%), les traitements médicaux (2%) et le soutien psychologique (1%).

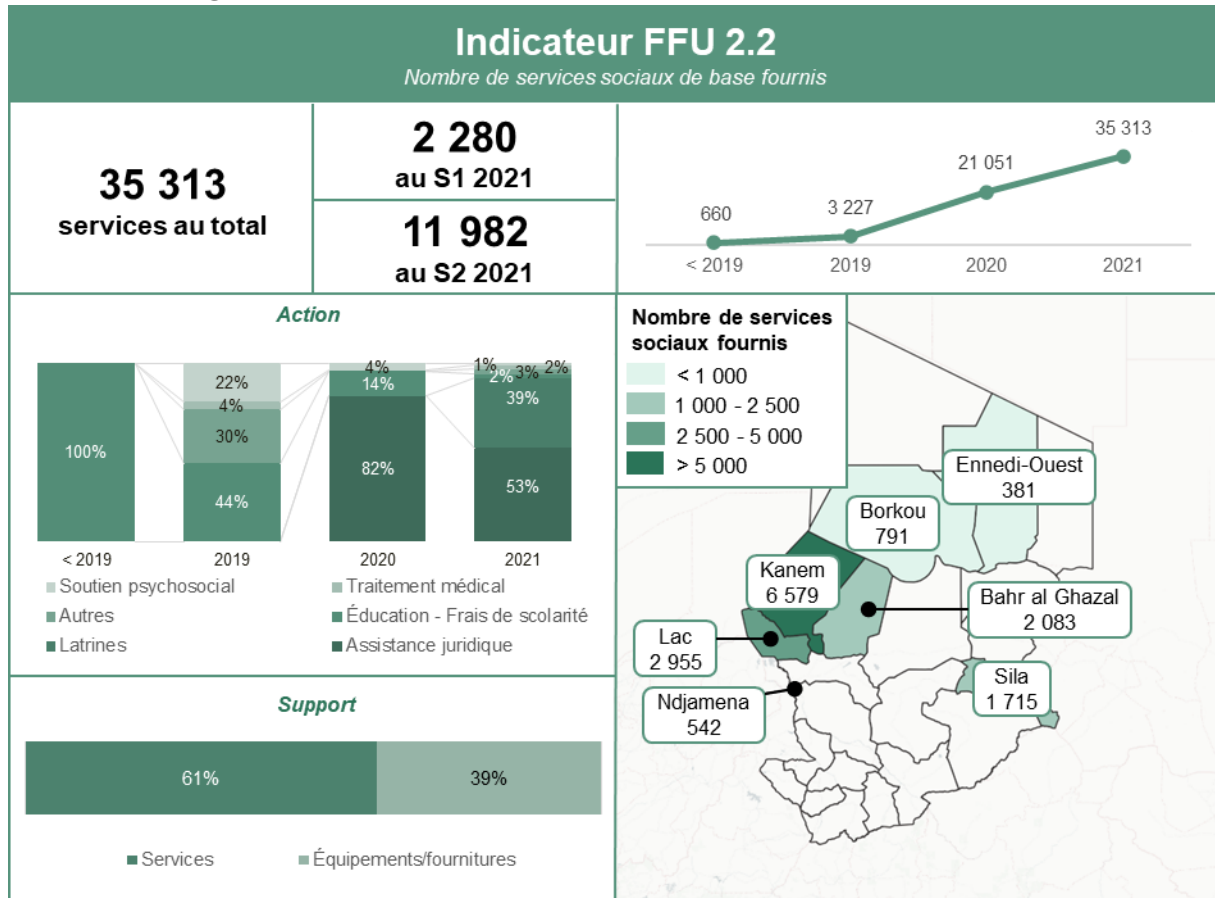
<sup>9</sup> Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil (DIZA) – Appui transversal.

<sup>10</sup> Banque mondiale, Données de la Banque mondiale, 2015. Récupérée [ici](#).

<sup>11</sup> Infrastructures EAU Tchad.

<sup>12</sup> C'est-à-dire l'installation de prothèses et d'orthèses, ainsi que la réception d'équipements orthopédiques tels que des prothèses, orthèses, cannes, tricycles, etc.

Figure 33: Indicateur 2.2 du Fonds fiduciaire, au Tchad, décembre 2021



**Au-delà de la fourniture de services sociaux, les programmes financés par le Fonds fiduciaire se sont également efforcés de renforcer les mécanismes de gouvernance, les comités de coordination et de renforcer les capacités des agents chargés de la fourniture des services de base.** Les programmes financés par le FFU se sont concentrés sur deux actions : la création de comités locaux et la sensibilisation et la formation des agents gouvernementaux aux nouvelles lois et à la problématique de l'enregistrement des naissances. Dans la région du Kanem, le projet PDU EPEVA a mis en place 124 comités (indicateur 5.1) pour assurer l'égalité d'accès aux 5 579 latrines qu'il avait construites (indicateur 2.2).<sup>1</sup> Dans trois régions de l'est du Tchad (Ouaddaï, Salamat, Sila), le projet DIZA Est (TD-07-01)<sup>2</sup> a mis en place 28 comités de gestion et d'entretien des infrastructures communautaires (indicateur 5.1). Le programme RESTE a créé 55 comités chargés de l'eau courante et d'assurer l'égalité d'accès aux services d'eau pour la population (indicateur 5.1). En 2021, parallèlement à ses efforts d'enregistrement des naissances d'enfants déplacés, le projet DIZA Appui Transversal a formé et sensibilisé 23 membres des autorités nationales sur des questions liées au droit d'asile et à l'inclusion socio-économique des réfugiés et des migrants de retour au Tchad (indicateur 3.7).

<sup>1</sup> Un comité au niveau départemental et 123 au niveau cantonal.

<sup>2</sup> Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil (DIZA) – Zone Est

### 5.3.3. LE TCHAD ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RÉSULTAT FFU

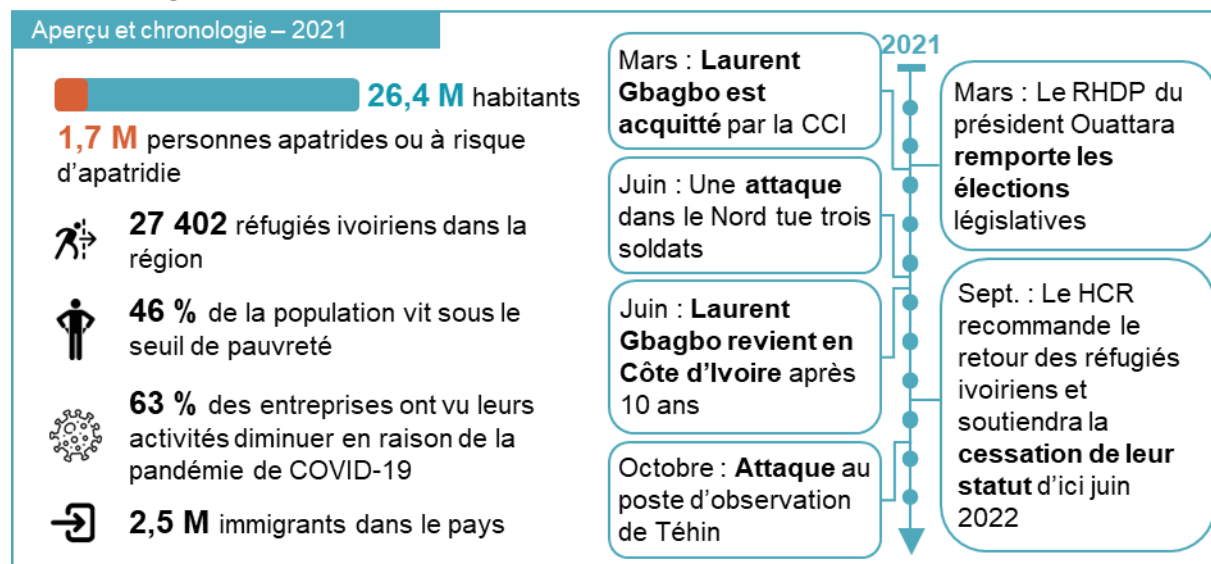
Tableau 8: Indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire pour le Tchad, décembre 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2,081	2,268	2,140	970	243	7,702	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	47	74	62	10	193	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5,268	16,982	9,109	8,062	12,512	51,933	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	230	2,493	2,481	1,680	1,898	8,782	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	3	24	11	11	5	54	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	26	56	19	20	25	146	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	139	264	298	259	5,632	6,592	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	660	2,567	17,824	2,280	6,403	29,734	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	18,546	10,477	8,684	3,496	6,587	47,790	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	34,999	18,610	114,634	37,269	16,989	222,501	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	8	40	9	3	0	60	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	70	317	1,581	21	6,977,492	6,979,480	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	21,672	30,707	183,797	5,250	6,092	247,518	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	57	1,622	430	142	146	2,396	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	35,160	221,000	14,206	5,830	44,365	320,561	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	0	605	1,468	289	0	2,362	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	119	360	70	0	549	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	86	65	14	0	0	165	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	0	1,196	3,011	1,194	797	6,198	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	86	100	23	0	210	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	1	1	0	0	0	2	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	0	16	23	4	0	43	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	0	0	16	0	0	16	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	216	709	26	0	951	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	667	1,205	3,118	1,126	1,646	7,762	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	60,527	233,942	69,314	8,306	9,246	381,335	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	1	1	5	0	4	11	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	17	206	131	83	144	582	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	5	12	157	11	130	315	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	10	20	9	3	0	42	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	0	4	0	1	13	

## 5.4. CÔTE D'IVOIRE

### 5.4.1. CÔTE D'IVOIRE EN 2021

Figure 34: Côte d'Ivoire – Tableau de bord faits et chiffres clés, décembre 2021



Alors que la pandémie de COVID-19 a gravement affecté les revenus des Ivoiriens, l'économie a commencé à se redresser en 2021. En mai 2020, des études ont rapporté que 63% des entreprises en Côte d'Ivoire ont vu leurs activités diminuer en raison de la pandémie. En outre, 131 000 emplois ont été perdus en raison de la crise économique<sup>1</sup> et 71 % des ménages ont vu leurs revenus diminuer en 2020.<sup>2</sup> En 2021, alors que les activités économiques redémarraient, la croissance du PIB s'est accélérée et était projetée autour de 6,2% à la fin de l'année.<sup>3</sup> Cependant, 46% de la population vivait sous le seuil de pauvreté à la fin de 2021 (contre 39,5% en 2018) et 6% (près d'un million de personnes) étaient classés en phase de crise alimentaire d'urgence et avaient besoin d'une intervention urgente.<sup>4</sup>

La situation politique en Côte d'Ivoire est restée divisée depuis la crise de 2010-2011, mais a montré des signes d'atténuation en 2021. L'ancien président Laurent Gbagbo a été acquitté par la Cour Pénale Internationale en mars et est revenu d'exil en juin.<sup>5</sup> Il a rencontré le président Alassane Ouattara en juillet, dans ce qui est apparu comme une tentative de réconcilier les deux factions belligérantes de 2010-2011.<sup>6</sup> En décembre 2021, le gouvernement a annoncé un dialogue entre le parti présidentiel et l'opposition pour parvenir à un consensus pour les élections présidentielles de 2025, après les violences qui ont suivi les précédentes élections en 2020.<sup>7</sup>

La situation dans le pays a été jugée suffisamment stable pour que le HCR et le gouvernement adoptent en septembre 2021 une feuille de route actualisée pour des solutions durables pour les réfugiés ivoiriens qui ont fui la crise de 2010-2011. **Le HCR s'est engagé à soutenir le rapatriement**

<sup>1</sup> INS et PNUD, « Evaluation de l'impact du COVID-19 sur l'activité des entreprises du secteur formel en Côte d'Ivoire », mai 2020. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Banque mondiale, « L'état de l'économie ivoirienne : comment la Côte d'Ivoire pourrait rebondir après la pandémie de COVID-19 et stimuler la croissance », août 2020. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> PAM, « Côte d'Ivoire – Country Brief », décembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Données de la Banque mondiale, « Poverty headcount ratio at national poverty lines (% of population) – Côte d'Ivoire, 2018 », consulté en février 2022. Récupérée [ici](#); PAM, op. Cit.

<sup>5</sup> Le Monde, « Laurent Gbagbo de retour en Côte d'Ivoire, sa popularité intacte », juin 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>6</sup> Jeune Afrique, « Côte d'Ivoire : Ouattara et Gbagbo « préfèrent l'injustice au désordre », juillet 2021. Récupérée [ici](#).

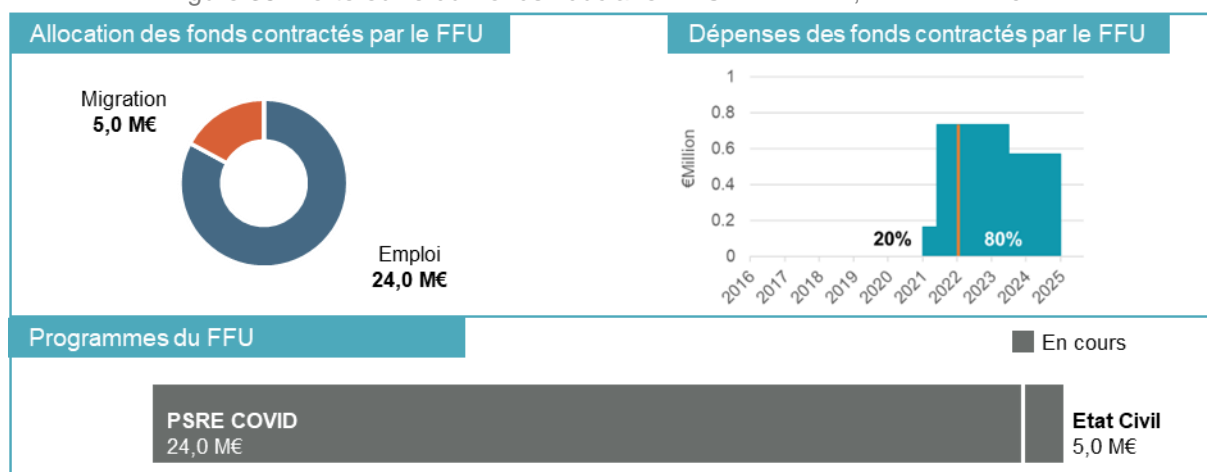
<sup>7</sup> Actualités Afrique, « Côte d'Ivoire : reprise du dialogue avec l'opposition », décembre 2021. Récupérée [ici](#).

librement consenti et la réintégration des réfugiés et la cessation du statut des réfugiés ivoiriens d'ici le 30 juin 2022.<sup>1</sup> En décembre 2021, 27 402 réfugiés ivoiriens vivaient encore dans les pays voisins.<sup>2</sup> Depuis la crise, 198 840 réfugiés sont rentrés spontanément et 99 439 ont été aidés à rentrer chez eux par le HCR.<sup>3</sup> En 2021, la plupart des réfugiés revenaient du Libéria.<sup>4</sup>

La situation sécuritaire dans le nord du pays s'est détériorée au cours de l'année, avec des attaques en mars, juin et octobre contre des postes militaires.<sup>5</sup> En réponse, le président Ouattara a ordonné en août la création d'une nouvelle institution pour centraliser les activités antiterroristes<sup>6</sup> et a annoncé en novembre le recrutement de 3 000 nouveaux soldats pour 2022.<sup>7</sup>

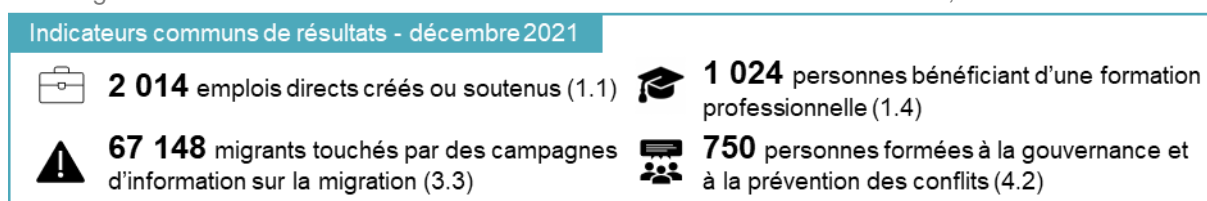
#### 5.4.2. LE FONDS FIDUCIAIRE EN CÔTE D'IVOIRE

Figure 35: Portefeuille du Fonds fiduciaire en Côte d'Ivoire, décembre 2021



Le Fonds fiduciaire a engagé un contrat de 29,0 millions d'euros pour deux projets nationaux en Côte d'Ivoire. Les deux projets ont commencé leur phase de mise en œuvre en 2021, se rajoutant à plusieurs projets régionaux qui avaient mis en œuvre des activités dans le pays depuis 2018. Un projet d'appui budgétaire de 24,0 millions d'euros a été signé en juin pour financer les efforts de l'État visant à fournir un soutien financier aux entreprises touchées par la pandémie de COVID-19 (PSRE COVID, CI-03, OS1).<sup>8</sup> Les résultats de ce projet sont inclus dans le MLS pour la première fois dans ce rapport. Un autre montant de 5,0 M€ a été contracté à CIVIPOL pour soutenir la stratégie nationale 2019 sur l'enregistrement à l'état civil dans le pays (Etat Civil, CI-02, OS3).<sup>9</sup>

Figure 36 : Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire en Côte d'Ivoire, décembre 2021



<sup>1</sup> HCR, "Abidjan joint declaration on the updated roadmap for comprehensive solutions for Ivorian refugees", septembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>2</sup> HCR, « Portail opérationnel – Côte d'Ivoire », consulté en février 2021. Accessible [ici](#).

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> HCR, « Côte d'Ivoire : Situation du rapatriement volontaire », décembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>5</sup> France24, « Côte d'Ivoire : de nouvelles attaques contre les forces de défense et de sécurité », mars 2021. Accessible [ici](#) ; France24, « Côte d'Ivoire : une nouvelle attaque à la frontière avec le Burkina Faso », juin 2021. Accessible [ici](#) ; Jeune Afrique, « Côte d'Ivoire : ce que l'on sait de l'attaque terroriste de Téhini », octobre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>6</sup> Jeune Afrique, « Côte d'Ivoire : Ouattara muscle la lutte contre le terrorisme », novembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>7</sup> IvoireSoir, « Lutte contre le terrorisme : Ouattara annonce le recrutement de 3 000 soldats », novembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>8</sup> Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du COVID-19 en Côte d'Ivoire.

<sup>9</sup> Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'état civil et de l'identification en Côte d'Ivoire.



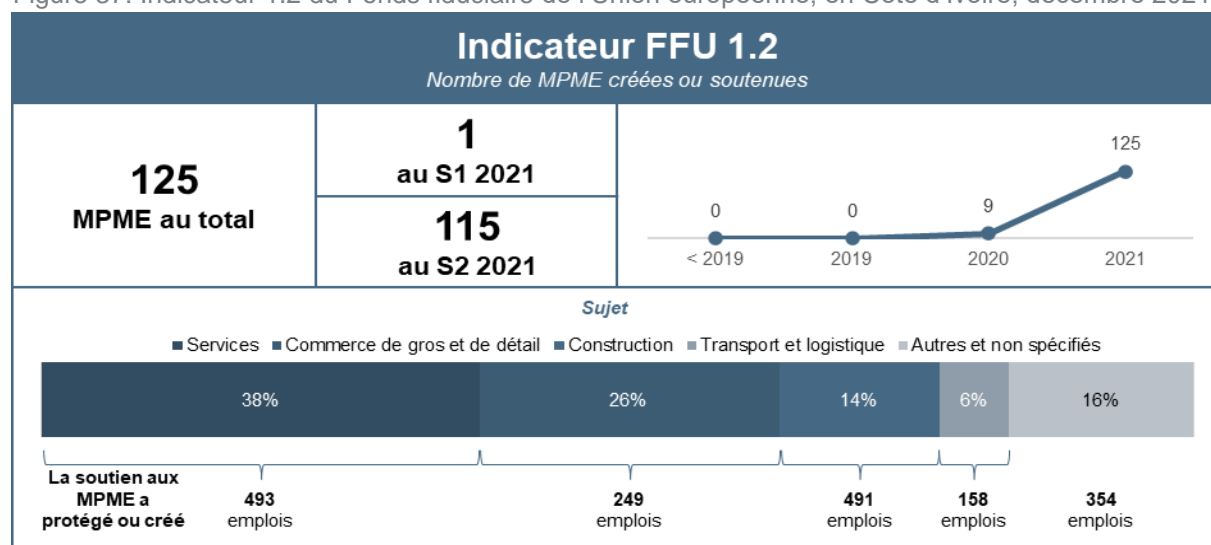
## Soutenir la reprise économique après la pandémie de COVID-19

Les MPME représentent 70% des entreprises formelles en Côte d'Ivoire et emploient une grande partie de la population.<sup>1</sup> Les MPME sont les principaux moteurs de création d'emploi, de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté, et contribuent à hauteur de 18% du PIB.<sup>2</sup>

En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont soutenu 116 MPME en Côte d'Ivoire, ce qui représente 93% de toutes les MPME soutenues dans le pays depuis le début des activités financées par le Fonds fiduciaire (indicateur 1.2). Le soutien s'est principalement produit au second semestre, atteignant 115 MPME. La majorité des MPME soutenues en 2021 ont reçu un soutien financier pour faire face aux effets de la crise économique liée à la COVID-19 par le biais du programme PSRE (CI-03).

En 2020, 97% des MPME en Côte d'Ivoire ont déclaré avoir été gravement touchées par la crise provoquée par la pandémie.<sup>3</sup> En guise de mesure d'allègement, le gouvernement ivoirien a annoncé en avril 2020 la création de deux fonds pour aider les petites et grandes entreprises à se remettre de la crise : la FSPME, pour les petites entreprises, et la FSGE, pour les plus grandes.<sup>4</sup> Le programme PSRE financé par le FFU est une action d'appui budgétaire qui a contribué aux deux fonds. **Entre septembre 2021** (date à laquelle le FFU a décaissé ses fonds) **et décembre 2021, 113 MPME ont reçu un soutien financier par l'intermédiaire de la FSPME** (indicateur 1.2).<sup>5</sup> Les MPME ont reçu en moyenne 31 millions de FCFA (environ 47 000 €) et le soutien financier a permis de sauver 790 emplois (indicateur 1.1). 696 emplois supplémentaires ont été sauvés grâce au soutien aux grandes entreprises, dans le cadre du fonds FSGE (indicateur 1.1).<sup>6</sup>

Figure 37: Indicateur 1.2 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, en Côte d'Ivoire, décembre 2021



<sup>1</sup> Institut National de la Statistique de Côte d'Ivoire, « Répartition des entreprises selon leur taille », 2012. Accessible [ici](#).

<sup>2</sup> IJECM, « *Small medium enterprise growth and performance: evidence from Côte d'Ivoire* », 2019. Accessible [ici](#).

<sup>3</sup> Fratmat, « Impact de la COVID-19 sur les TPE et PME : '97% des PME déclarent être touchées fortement' révèle une étude de l'Agence Côte d'Ivoire PME » juin 2020. Accessible [ici](#).

<sup>4</sup> FSPME, Fonds pour le soutien des petites et moyennes entreprises, et FSGE, Fonds pour le soutien des grandes entreprises ; Afrik financier, « COVID-19 : la Côte d'Ivoire annonce deux fonds pour les grandes entreprises et les PME », avril 2020. Accessible [ici](#).

<sup>5</sup> Le Fonds fiduciaire a fourni 24 millions d'euros aux fonds FSPME et FSGE en Côte d'Ivoire. Cependant, les fonds reçoivent également des financements d'autres sources. Étant donné que le financement disponible pour la FSPME et la FSGE évolue avec le temps, nous avons choisi de ne pas utiliser de multiplicateurs ou de prorata pour isoler la contribution du Fonds fiduciaire aux résultats, car ceux-ci changeraient avec le temps. Au lieu de cela, nous avons choisi de compter tous les résultats du FSPME et du FSGE de septembre (lorsque l'argent du FFU a été transféré) jusqu'à ce que 24 millions d'euros aient été dépensés.

<sup>6</sup> Le soutien aux grandes entreprises n'est pas enregistré par les indicateurs du Fonds fiduciaire. Toutefois, les emplois sauvés par le soutien ont été inclus dans l'indicateur 1.1 du FFU.

La plupart des MPME soutenues en 2021 opèrent dans le secteur des services (48 MPME – 42%) et dans le commerce de gros et de détail (32 MPME – 28%). Les entreprises de ces secteurs employaient respectivement 492 et 249 personnes. Cela représente la quasi-totalité des MPME soutenues dans ces secteurs depuis le début des activités financées par le FFU. 18 autres entreprises du secteur de la construction à forte intensité de main-d'œuvre ont également bénéficié d'un soutien, protégeant 491 emplois.

**En 2021, deux MPME supplémentaires ont bénéficié d'un soutien dans le cadre du programme IPDEV2 (REG-11),<sup>1</sup> qui fournit un financement et une assistance technique aux petites entreprises** (indicateur 1.2). L'aide IPDEV2 aux MPME, y compris les services d'incubation et le soutien à un fonds de capital-investissement local, a permis la création de 188 emplois en 2021 (indicateur 1.1).

### 5.4.3. LA CÔTE D'IVOIRE ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

Tableau 9: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour la Côte d'Ivoire, décembre 2021

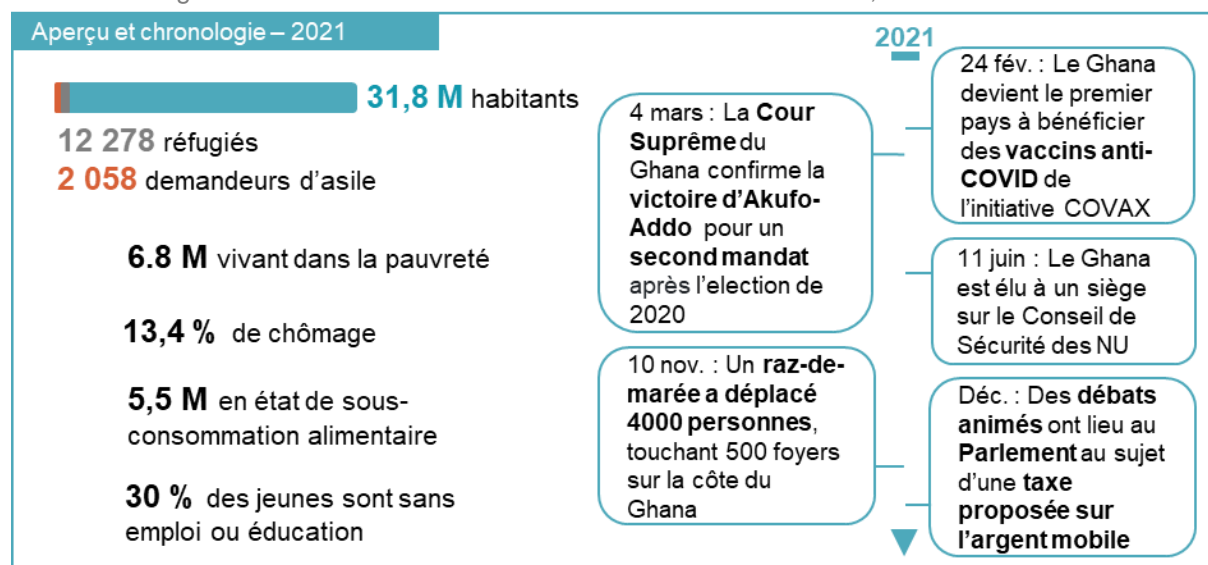
Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	0	71	155	302	528	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	0	9	1	2	12	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	0	0	0	432	592	1,024	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	0	0	0	1	2	3	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	0	0	0	38	0	38	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	0	0	0	36	36	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	0	1,727	825	542	3,094	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	12,400	41,852	10,814	1,035	1,980	68,081	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	5	9	307	2	0	323	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	3,631	1,865	859	1,089	0	7,444	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1,241	875	1,239	942	0	4,296	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	0	0	1	0	1	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	0	132	224	58	414	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	64	55	35	1	155	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	10	343	125	0	0	478	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	0	0	0	0	32	32	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	0	0	10	686	54	750	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	0	1	3	0	1	5	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	0	0	1	5	6	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	0	1	2	1	4	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	0	1	0	2	3	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	0	0	0	1	0	1	

<sup>1</sup> I&P accélération au Sahel (en appui à l'initiative IPDEV-2).

## 5.5. GHANA

### 5.5.1. GHANA EN 2021

Figure 38: Ghana – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021



**L'économie ghanéenne commence à se remettre des chocs de la COVID-19, la stratégie de relance du gouvernement mettant l'accent sur la résilience économique locale et le soutien aux MPME.** La pandémie et les confinements ont entraîné une augmentation de 1,4 point de pourcentage de l'effectif de pauvreté en 2020. Plus de 770 000 travailleurs ghanéens ont vu diminuer leur salaire et 42 000 travailleurs ont été licenciés pendant les confinements en 2020. En réponse, le programme CARES du gouvernement ghanéen a donné la priorité aux moyens de subsistance et à la résilience locale, soutenant les entreprises dans le cadre de sa deuxième phase de « revitalisation et transformation ». En 2021, la nouvelle banque de développement du Ghana a attiré des capitaux,<sup>1,2,3,4</sup> dont 170 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement, 46,5 millions d'euros du gouvernement allemand et une subvention de 40 millions de dollars de la Banque africaine de développement. La Banque de développement du Ghana vise à stimuler la création d'emplois dans des secteurs stratégiques et à améliorer l'accès au financement pour les MPME, qui représentent 98% des entreprises ghanéennes. Le pays a également reçu une facilité de crédit rapide de 1 milliard de dollars du FMI. La croissance du Ghana devrait maintenant atteindre en moyenne 5,1% de 2021 à 2023, comparativement à sa croissance ralentie de 1,7% en 2020.<sup>5,6,7</sup>

<sup>1</sup> Commission nationale de planification du développement du Ghana, « Cinq MMDA lancent un plan de relance COVID 19 », consulté en avril 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> UNU-WIDER, « Effets distributifs du Covid-19 au Ghana », octobre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Le projet Borgen, « L'impact du Covid-19 sur la pauvreté au Ghana », juillet 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Le programme CARES (*Ghana COVID-19 Alleviation and Revitalisation of Enterprises Support*) est un programme complet de 100 milliards de GHS, sur trois ans et demi, visant à atténuer l'impact de la COVID-19. Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture du Ghana,

<sup>5</sup> KfW Development Bank, « Un nouveau moteur pour la transformation économique du Ghana », 15 décembre 2021. Récupérée [ici](#). Banque européenne d'investissement, « Le président Nana Akufo-Addo dévoile le soutien de 82,5 millions d'EUR de l'équipe Europe au plan national de riposte à la COVID-19 du Ghana lors de sa visite à la BEI », 13 décembre 2021. Récupérée [ici](#). BAD, « Ghana : le Fonds africain de développement prolonge une subvention de 40 millions de dollars pour créer la Banque de développement du Ghana », 13 novembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>6</sup> Banque mondiale, « La clé pour créer plus d'emplois au Ghana », 24 novembre 2021. Récupérée [ici](#).

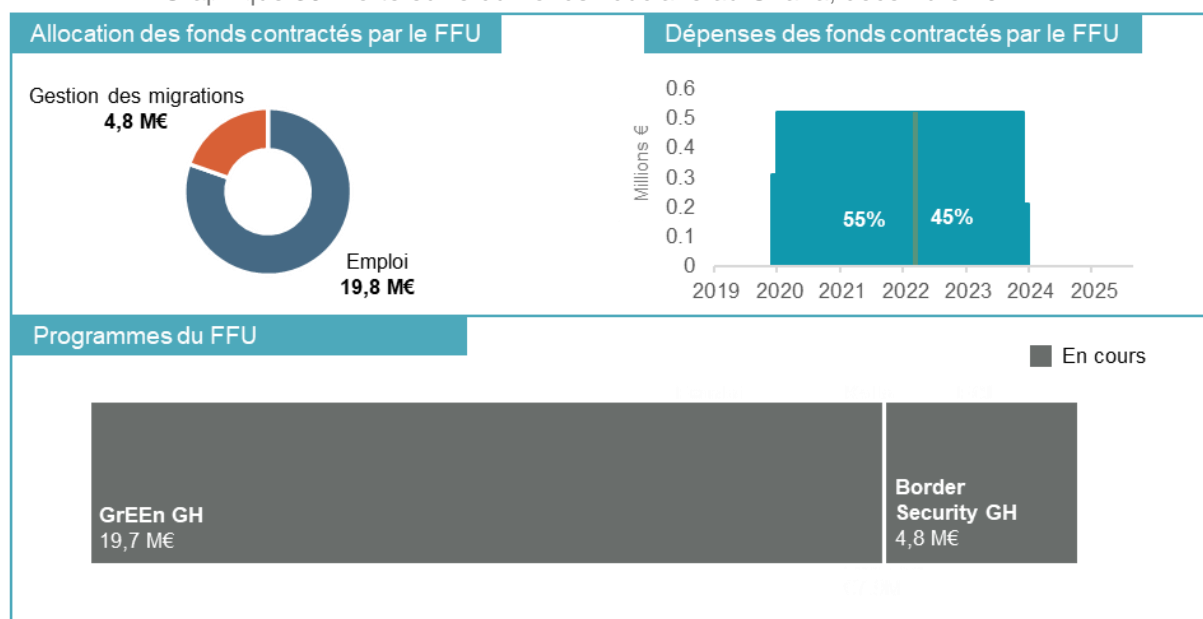
<sup>7</sup> BAD, « Perspectives économiques du Ghana », consulté en avril 2022. Récupérée [ici](#). Banque mondiale, « Ghana Country Overview », consulté en avril 2022. Récupérée [ici](#).

**Le changement climatique et météorologique affectait de plus en plus la population du Ghana au cours de 2021.** Au second semestre 2021, de fortes inondations ont tué neuf personnes et causé d'importants dégâts dans le nord, et une inondation dans la région du Haut-Ouest a déplacé 336 personnes. En novembre, près de 4 000 personnes dans la région de la Volta au Ghana ont été déplacées par un raz-de-marée qui a touché plus de 500 maisons. Les secteurs de l'agriculture et de l'élevage emploient 55% de la population économiquement active du Ghana et sont les secteurs les plus touchés par les aléas météorologiques. Les mesures actuelles d'atténuation et d'adaptation ne sont pas suffisantes, et l'exposition aux inondations devrait coûter au pays 160 millions USD de dommages par an. Lors de la COP26, les dirigeants des pays à revenu faible et intermédiaire, dont le président ghanéen Akufo-Addo, ont critiqué l'incapacité des pays riches à respecter leur engagement de 100 milliards de dollars pour aider les pays les plus pauvres à lutter contre le changement climatique.<sup>1,2,3,4,5,6</sup>

**Au-delà des chocs de la pandémie et des phénomènes météorologiques extrêmes, le Ghana commence également à voir les effets de la situation sécuritaire au Sahel,** avec des tendances potentielles dans les mouvements de population en provenance du Burkina Faso vers le sud. Mixed Migration Centre a constaté que les personnes déplacées du Burkina Faso et du Mali ont de plus en plus effectué des mouvements transfrontaliers secondaires vers le Ghana et la Côte d'Ivoire qui sont susceptibles de devenir plus fréquents et permanents dans un contexte d'instabilité persistante.<sup>7</sup>

## 5.5.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU GHANA

Graphique 39: Portefeuille du Fonds fiduciaire au Ghana, décembre 2021<sup>8,9</sup>



<sup>1</sup> Floodlist, « Ghana – Décès signalés après des inondations dans le Nord », 31 août 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> BBC, « Ghana floodings », 3 septembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> France 24, « Près de 4 000 personnes déplacées par le raz-de-marée au Ghana », 10 novembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Banque mondiale, « Climate risk country profile – Ghana », consulté en avril 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> CDD Ghana, « Are Least Resourced Countries Judging the Health Implications of Climate Change Accurate? », 8 novembre 2021. Récupérée [ici](#).

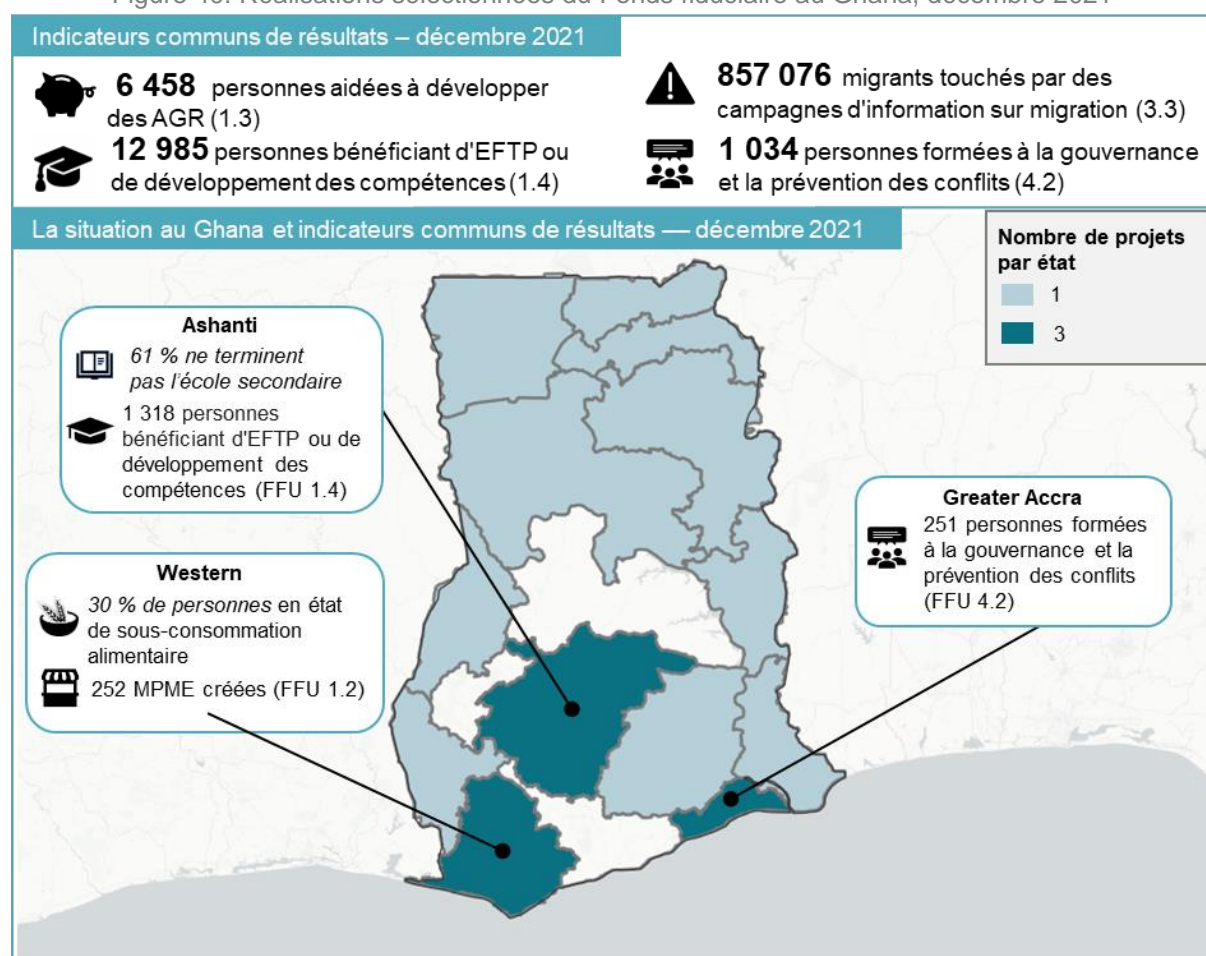
<sup>7</sup> Mixed Migration Center, « L'impact du conflit du Sahel sur les mouvements transfrontaliers », 5 octobre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>8</sup> Les calculs du tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires sur les années de mise en œuvre.

<sup>9</sup> Ces données ne concernent que les programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

**Le Fonds fiduciaire a engagé 24,6 millions d'euros dans des projets au Ghana.** Les projets liés à l'emploi (OS1) représentent 80% de ce financement, et les 20% restants concernent la gestion des migrations (OS3). Tous les projets nationaux ont été contractés fin 2019 dans le cadre de deux programmes : Le programme GrEEEn (GH-02) se concentre sur le soutien à la création d'emplois verts et d'opportunités d'entreprise, et le programme *Border Security GH* (GH-01) vise à renforcer les capacités locales et nationales en matière de migration et de gestion des frontières. Le deuxième semestre de 2021 marque le troisième semestre où ces projets rapportent des résultats, car leurs phases de démarrage ont été interrompues par la pandémie de COVID-19 au S1 2020. En décembre 2021, les programmes au Ghana étaient à peu près à mi-chemin de leur période contractuelle de mise en œuvre.<sup>1</sup>

Figure 40: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire au Ghana, décembre 2021



### Investir dans un avenir vert et inclusif grâce à la formation professionnelle

Le Ghana a connu une croissance économique massive au cours des trois dernières décennies et les taux de pauvreté ont diminué de plus de moitié entre 1998 et 2016. Le gouvernement ghanéen vise maintenant à gérer une transition économique inclusive qui investit dans des secteurs stratégiques pour améliorer la productivité des entreprises et donc la croissance et les revenus des ménages. Un

<sup>1</sup> *Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana; Strengthening Border Security in Ghana.*

élément clé de cette stratégie consiste à investir dans les compétences techniques et numériques de la main-d'œuvre par le biais de l'éducation et de la formation technique et professionnelle.<sup>1,2</sup>

**En 2021, 12 301 personnes au Ghana ont reçu une formation professionnelle dans le cadre de programmes financés par le Fonds fiduciaire (indicateur 1.4), soit 18 fois le nombre de personnes formées l'année précédente.** La majeure partie de ce soutien provenait du programme GrEEn, en particulier d'une initiative de l'UNCDF visant à renforcer les capacités financières de la diaspora, des jeunes, des femmes et des migrants de retour, en particulier ceux qui travaillent dans des secteurs verts ou sur des infrastructures compatibles avec le climat. Cette formation a porté sur les compétences financières et la façon de présenter une entreprise, atteignant 9 283 personnes en 2021, dont 17 migrants de retour (indicateur 1.4). Pendant ce temps, l'initiative d'EFTP d'ARCHIPELAGO (REG-15)<sup>3</sup> au Ghana a ciblé les communautés d'accueil, formant 81 femmes et 188 hommes dans l'agro-industrie. Le cours couvrait la formation en horticulture et en entrepreneuriat ainsi que le placement professionnel, visant à répondre aux besoins du secteur horticole et à relier les jeunes au marché du travail.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Banque mondiale, « *Ghana Rising: Accelerating Economic Transformation and Creating Jobs* », 10 novembre 2021. Récupérée [ici](#).

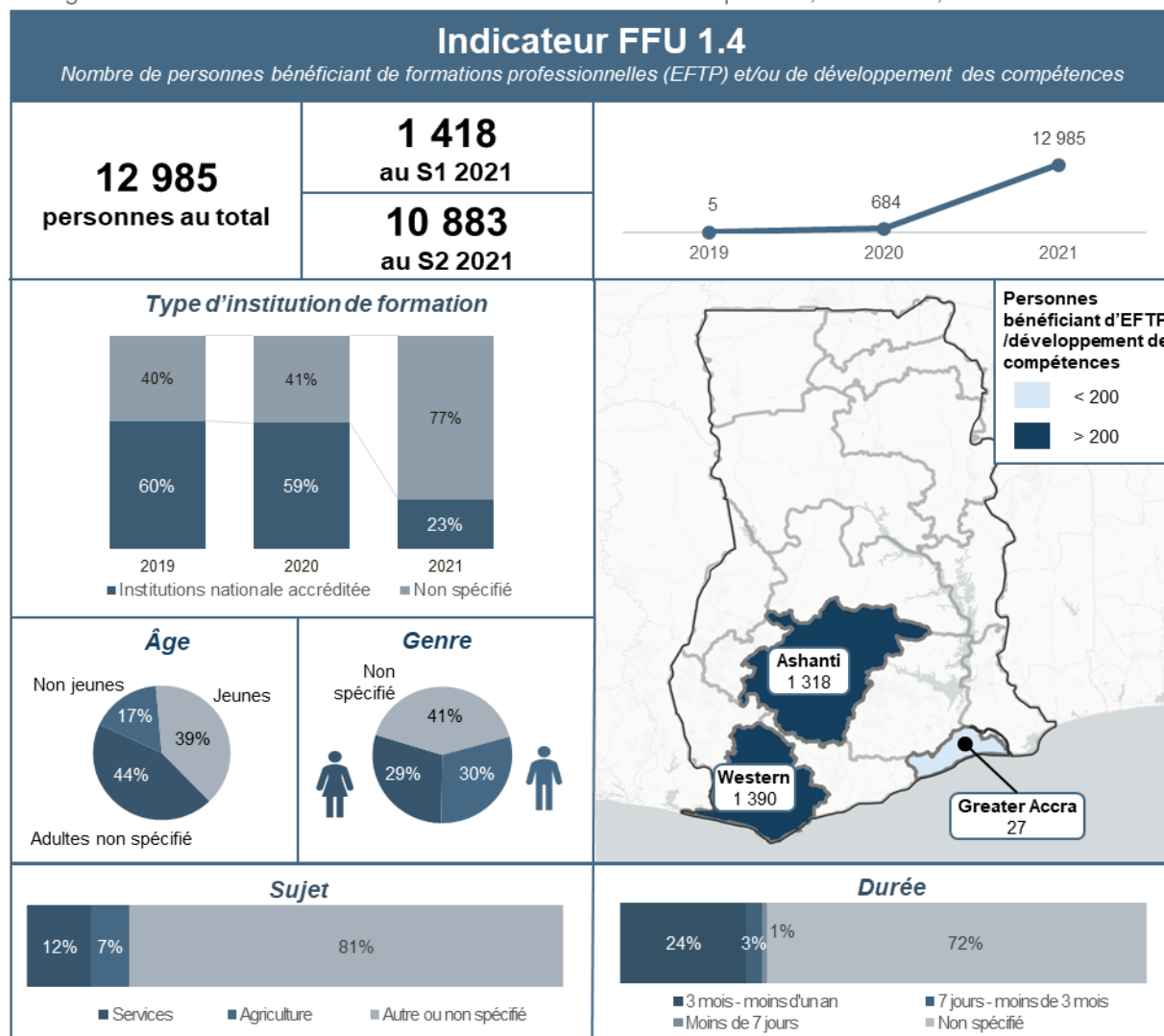
<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> ARCHIPELAGO: *an African-European TVET initiative*

<sup>4</sup> Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana.



Figure 41. Indicateur 1.4 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Ghana, décembre 2021



En 2021, le programme GrEEn a également poursuivi son initiative « Opportunités pour l'emploi des jeunes », qui a fourni une formation, un encadrement et un soutien au mentorat à 2 593 personnes, dont 69% étaient des femmes, principalement dans les régions Ashanti et occidentale (indicateur 1.4). Mis en œuvre par SNV, OYE est un programme de certification de trois mois, avec un parcours d'employabilité axé sur les compétences professionnelles et non techniques pour trouver un emploi, et un parcours d'entrepreneuriat axé sur le démarrage d'une entreprise. Le parcours entrepreneuriat était le plus populaire (environ 9 participants sur 10), potentiellement parce que les stagiaires avaient tendance à avoir une éducation de niveau secondaire ou primaire, ce qui leur offrait peu de possibilités sur le marché du travail. Malgré son attrait, l'évaluation à mi-parcours de GrEEn a révélé que moins de la moitié des étudiants du parcours entrepreneuriat ont obtenu leur diplôme, contre 87% des étudiants inscrits au parcours d'employabilité. L'évaluation a également révélé que seuls 28% des participants avaient été en mesure d'obtenir un emploi après avoir terminé l'OYE, probablement en raison de la faible demande de travailleurs et de stagiaires, car les entreprises font toujours face aux effets de la COVID-19. La plupart des participants au parcours d'entrepreneuriat ont déclaré qu'ils n'avaient pas encore été en mesure de démarrer une entreprise en raison de difficultés financières. Le programme OYE comportait également des stages, avec 138 jeunes placés en 2021 (dont 58% de femmes).

## Promouvoir l'économie circulaire verte

**La Stratégie nationale pour l'emploi vert du gouvernement ghanéen pour 2021-2025 donne explicitement la priorité à une transition vers une économie verte et circulaire.** L'économie circulaire verte consiste à minimiser les déchets afin que les intrants de matériaux soient conservés dans le système, réduisant ainsi la pollution et l'épuisement des ressources naturelles. Avec la main-d'œuvre jeune et dynamique du Ghana et les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté au cours des dernières décennies, il existe un fort potentiel d'investissement technique dans les secteurs verts.<sup>1,2</sup>

**Le programme GrEEEn vise à soutenir les entreprises et la création d'emplois dans l'économie circulaire verte.** Outre la formation professionnelle, le programme a fourni des services d'incubation et d'accélération à 33 MPME en 2021 (indicateur 1.2). L'évaluation des besoins du projet pour les MPME cette année (indicateur 5.3) a mis en évidence un manque a) de connaissance et d'accès aux technologies vertes, b) d'accès au financement, c) d'accès à des compétences techniques et professionnelles spécifiques et d) de demande du marché pour les produits et services verts. L'évaluation à mi-parcours de GrEEEn SNV a recommandé que la formation du programme (indicateur 1.4) et le soutien aux MPME (indicateur 1.2) s'alignent plus étroitement sur ce manque de compétences techniques et professionnelles dans le secteur vert. En effet, ces activités impliquent des éléments axés sur l'écologie, par exemple l'accent mis sur l'agriculture durable, l'agriculture biologique, les énergies renouvelables et WASH. Cependant, les activités du programme mettent davantage l'accent sur les compétences générales que sur les compétences techniques, telles que la rédaction de CV, le comportement professionnel, les techniques d'entrevue, la budgétisation, la conception d'un plan d'affaires et la présentation aux investisseurs.

**En 2021, le programme GrEEEn a sensibilisé les acteurs publics et privés à l'économie circulaire verte:** par exemple, GrEEEn a organisé cette année trois forums internationaux d'investissement vert qui ont diffusé des connaissances sur le climat d'investissement vert et ont permis aux MPME vertes de réseauter avec des banques, des investisseurs verts, des membres de la diaspora et d'autres acteurs du secteur privé (indicateur 5.1). Le programme a également développé une plate-forme Web qui fournit des mises à jour et des nouvelles relatives à l'économie circulaire verte, et met en relation les entrepreneurs avec des investisseurs potentiels, des employeurs ou des mentors (indicateur 5.2).

---

<sup>1</sup> Ministère ghanéen de l'Emploi et des Relations de travail, « Stratégie nationale pour les emplois verts 2021-2025 », 22 mars 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Baba Ali, Ernest, Anufriev, Valery Pavlovich, Amfo, Bismark, « *Green economy implementation in Ghana as a road map for a sustainable development drive: A review* », juillet 2021. Récupérée [ici](#).

### 5.5.3. GHANA ET INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FFU

Tableau 10: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Ghana, décembre 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	0	2	545	1,063	1,610	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	0	5	351	345	701	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	0	0	79	2,368	4,011	6,458	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	0	5	679	1,418	10,883	12,985	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	0	0	10	0	10	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	0	0	0	0	10	10	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	0	0	0	90,156	90,156	
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	0	0	0	0	3	3	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	3,110	24,855	826,738	2,031	342	857,076	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	0	5	0	0	5	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	875	266	518	309	0	1,968	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	212	449	303	186	0	1,151	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	0	200	20	369	589	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	5	88	64	54	10	221	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	29	57	204	6	0	296	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	31	0	0	31	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	140	40	49	374	431	1,034	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	0	19	6	196	221	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	0	3	2	33	38	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	0	13	2	2	17	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	1	0	0	1	2	4	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	32,000	0	0	32,000	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	7,000	182,763	0	189,763	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	10	10	0	20	

## 5.6. GUINÉE

### 5.6.1. LA GUINÉE EN 2021

Figure 42: Guinée – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021



**Le 5 septembre 2021, des mois de tensions sociopolitiques importantes et de manifestations contre le troisième mandat controversé du président Alpha Condé se sont matérialisés par un coup d'État.** Le Président Condé a été renversé par les forces spéciales et remplacé par le président par intérim Mamady Doumbouya. La Charte de transition a été publiée le 27 septembre et un Premier ministre civil a été nommé début octobre – l'ancien fonctionnaire de l'ONU et spécialiste des finances agricoles Mohamed Beavogui. Pourtant, les institutions de la transition, comme le Conseil national de transition, chargé d'élaborer la future Constitution, n'étaient toujours pas formées à la fin de l'année. En décembre 2021, de nombreuses incertitudes subsistaient quant au calendrier exact de la transition et à l'organisation des élections.<sup>1,2,3</sup>

**Malgré le coup d'État et les sanctions de la CEDEAO contre le régime qui en ont résulté, l'économie guinéenne a continué de s'avérer plus forte que ses homologues ouest-africains.**<sup>4</sup> L'économie guinéenne a connu une croissance projetée de 5,6 % en 2021, au-dessus des moyennes régionales et continentales (3,4 % pour le continent africain),<sup>5,6</sup> stimulée par l'approvisionnement énergétique supplémentaire du barrage de Souapiti de 450 mégawatts nouvellement construit, ainsi que par des projets miniers et d'infrastructure. Les sanctions légères de la CEDEAO par rapport à celles du Mali, les intérêts des investisseurs étrangers, le commerce ininterrompu avec le Mali et certains partenaires non africains ont en partie permis la croissance économique. Pourtant, ces performances économiques robustes ne se sont pas traduites par une réduction des inégalités ou une augmentation des moyens de subsistance des populations en 2021.<sup>7</sup>

<sup>1</sup> Al Jazeera, « Le gouvernement militaire guinéen nomme Mohamed Beavogui comme Premier ministre », 7 octobre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Jeune Afrique, « Guinée : pourquoi le Conseil national de transition n'est toujours pas formé », 8 décembre 2021. Récupéré [ici](#).

<sup>3</sup> Le Monde, « Guinée : des organisations de la société civile proposent une transition de vingt-quatre mois », 30 décembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Al Jazeera, « La CEDEAO a recours à des sanctions sur les coups d'État en Guinée et au Mali », 16 septembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> BAD, « Perspectives économiques de la Guinée », 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>6</sup> BAD, « Perspectives économiques pour l'Afrique », 2021. Récupérée [ici](#).

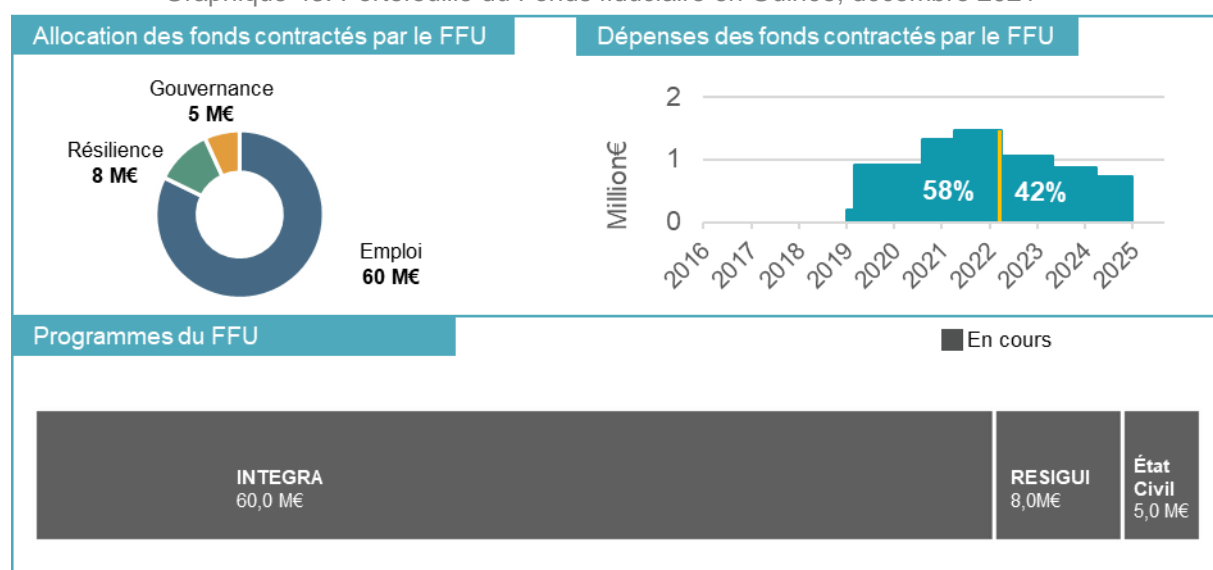
<sup>7</sup> Alors que la plupart des pays de la CEDEAO ont sanctionné les autorités du coup d'État du Mali, la Guinée a refusé de fermer sa frontière avec le Mali en signe de solidarité.

**Au cours du second semestre 2021, la Guinée a été touchée par plusieurs événements climatiques et catastrophes naturelles.** Fin août 2021, de fortes pluies sont tombées sur la majeure partie du pays, provoquant des inondations dans les préfectures de Conakry, Guéckédou et Siguiri. Les inondations ont touché 69 671 personnes, en ont blessé 21 et en ont tué 5.<sup>1</sup>

**La Guinée est restée principalement un pays de départ et de transit des migrants, tout en accueillant très peu de personnes préoccupantes pour le HCR.** En décembre 2021, seuls 5 483 réfugiés (principalement de Côte d'Ivoire et de Sierra Leone) et 3 551 demandeurs d'asile étaient présents dans le pays, un nombre stable par rapport à décembre 2020. Une augmentation du nombre de migrants guinéens détectés alors qu'ils tentaient de franchir illégalement une frontière européenne a été observée en 2021, avec 3 012 franchissements illégaux de la frontière, plus que 2019 et 2020 cumulés – bien que significativement en baisse par rapport au pic de 15 985 en 2016.<sup>2,3</sup>

## 5.6.2. LE FONDS FIDUCIAIRE EN GUINÉE

Graphique 43: Portefeuille du Fonds fiduciaire en Guinée, décembre 2021<sup>4,5</sup>



**Le Fonds fiduciaire a engagé €73 millions en Guinée, un chiffre stable par rapport à juin 2021.** Le programme INTEGRA (GN-01) représente la majeure partie du financement dans le pays avec €60 millions d'euros. Le programme vise à créer des emplois, à fournir de l'EFTP en particulier aux jeunes et à soutenir l'esprit d'entreprise et les petites entreprises (OS1). Par le biais du programme RESIGUI (GN-04) de 8,0 millions d'euros, le FFU s'efforce également de renforcer la résilience de la population face à l'insécurité alimentaire (OS2). Enfin, le programme Etat Civil (GN-05), d'un montant de 5,0 millions d'euros,<sup>6,7</sup> vise à renforcer et à numériser les processus d'état civil, tout en renforçant les capacités des acteurs nationaux (OS4).<sup>8</sup>

<sup>1</sup> FICR, « Guinée : Inondations à Siguiri - Plan d'action d'urgence (EPoA), Mise à jour de l'opération DREF n° 1 », 25 janvier 2022. Récupérée ici.

<sup>2</sup> HCR, « Portail de données du HCR – Guinée ». Consulté en janvier 2022.

<sup>3</sup> FRONTEX, « *Detection of illegal border crossings statistics* », consulté en février 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Les calculs du tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires sur les années de mise en œuvre.

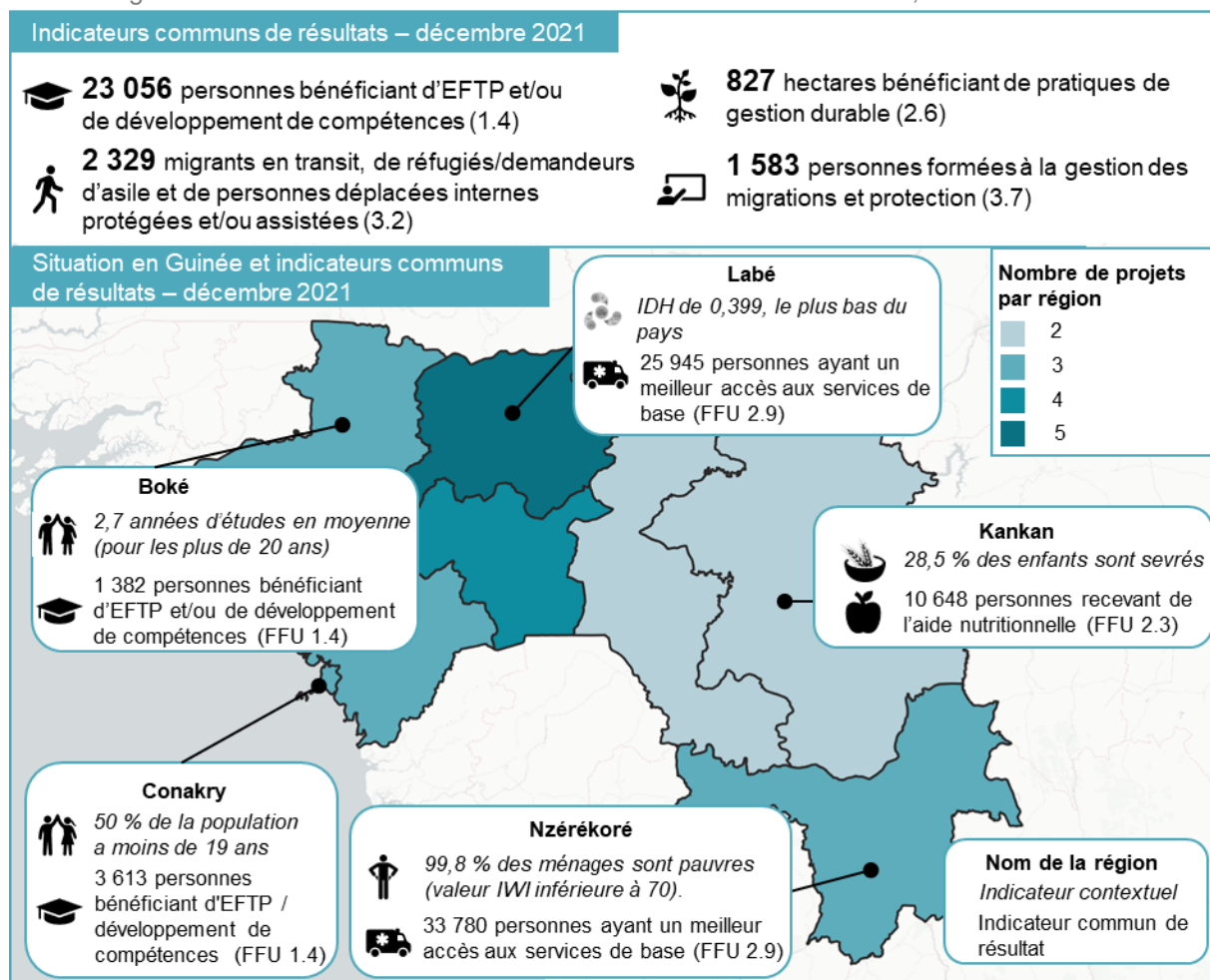
<sup>5</sup> Ces données ne concernent que les programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

<sup>6</sup> Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée.

<sup>7</sup> RESIGUI – Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée.

<sup>8</sup> Projet pilote d'amélioration des performances de l'état civil guinéen par le recours à la digitalisation.

Figure 44: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire en Guinée, décembre 2021



## Accroître la sécurité alimentaire grâce à la réhabilitation des terres et à la construction de biens productifs communautaires

**La sécurité alimentaire reste une préoccupation pour une grande partie de la population guinéenne.** Entre octobre et décembre 2021, 564 458 personnes ont été considérées comme en situation d'insécurité alimentaire, soit une baisse de 4% par rapport à l'année précédente (589 567). Les restrictions de mobilité induites par la COVID-19 ont perturbé de nombreux marchés informels de semences et d'agriculture en 2020 et 2021 et ont entraîné une hausse des prix. De plus, en 2021, la présence de ravageurs dans certaines zones a endommagé les cultures hors saison. Enfin, des facteurs structurels et la réduction des ressources pour les activités agricoles et pastorales dans certaines préfectures, la médiocrité des infrastructures, les techniques de transformation limitées et l'accès fragile aux marchés ont entravé la consolidation des chaînes de valeur agricoles intégrées. 1,2,3,4,5

**Pour accroître la résilience face à l'insécurité alimentaire, le programme RESIGUI (GN-04) mis en œuvre par le PAM a mené plusieurs activités dans le cadre d'une approche de lien entre**

<sup>1</sup> RCPA, « Situation alimentaire et nutritionnelle / Guinée ». Récupérée ici.

<sup>2</sup> PAM, « La sécurité alimentaire met en lumière l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale », décembre 2020. Récupérée ici.

<sup>3</sup> Banque africaine de développement, « Perspectives économiques de la Guinée ». Récupérée ici.

<sup>4</sup> CILS, WAEMU, ECOWAS, « Rapport régional sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle », 2021. Récupérée ici.

<sup>5</sup> Dinguiraye, Boké, Siguiri, Coyah, Dubréka, Labé, Mali, Gueckédou et Nzérékoré.; CILS, UMAOMU, CEDEAO, « Rapport régional sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle », 2021. Sur. Cit.



**l'aide humanitaire et le développement.**<sup>1</sup> S'étendant de juillet 2020 à mars 2022, le programme s'articule en trois phases: 1) une phase d'urgence (y compris la livraison de produits alimentaires et de transferts monétaires inconditionnels, 2) une phase de récupération (y compris les transferts monétaires conditionnels, la création d'actifs productifs communautaires et la formation des agriculteurs), et 3) une phase finale de renforcement de la résilience promouvant des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et durables ainsi que l'accès aux marchés. Le projet est entré dans sa troisième et dernière phase au cours du deuxième semestre de 2021.<sup>2</sup>

**En 2021, RESIGUI a construit 126 infrastructures productives liées à l'agriculture, et au stockage et transport des produits alimentaires (indicateur 2.1 bis).**<sup>3</sup> Sur ce total, 52 infrastructures étaient des voies rurales, 45 des puits, 24 des entrepôts de stockage et cinq des zones de séchage utilisées pour la transformation de certains produits agricoles. Cette infrastructure visait à renforcer tous les niveaux des chaînes de valeur agricoles, y compris non seulement les facteurs de production, mais aussi la transformation, l'accès aux marchés et les ventes de denrées alimentaires. Toutes les infrastructures ont été construites après que des processus de consultation avec les communautés ont été engagés pour identifier et planifier la construction des actifs productifs prioritaires. La participation inclusive des communautés, y compris des femmes et des groupes marginalisés, est censée contribuer à l'utilisation durable des infrastructures productives.

**RESIGUI a également contribué à l'introduction de pratiques agricoles plus adaptées aux conditions locales des sols et au changement climatique.** En 2021, le programme a réhabilité 827 hectares (indicateur 2.6), soit l'ensemble des terres réhabilitées par des programmes financés par le Fonds fiduciaire en Guinée jusqu'à présent.

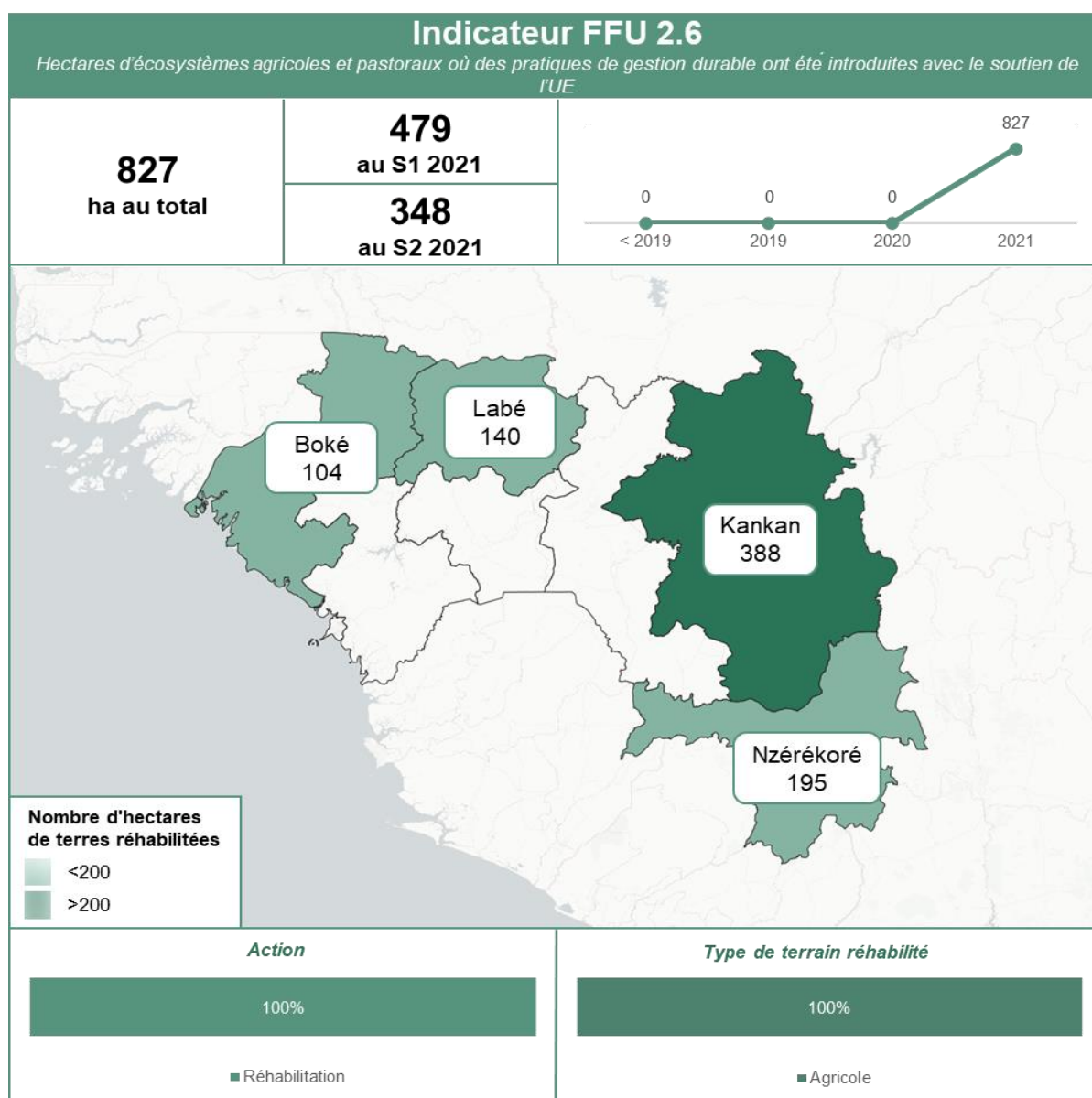
---

<sup>1</sup> Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée.

<sup>2</sup> PAM, RESIGUI, « Description de l'action ».

<sup>3</sup> Ce nombre exclut deux infrastructures productives et sociales (indicateur 2.1) construites par l'OIM en 2021.

Figure 45: Indicateur 2.6 du Fonds fiduciaire, en Guinée, décembre 2021



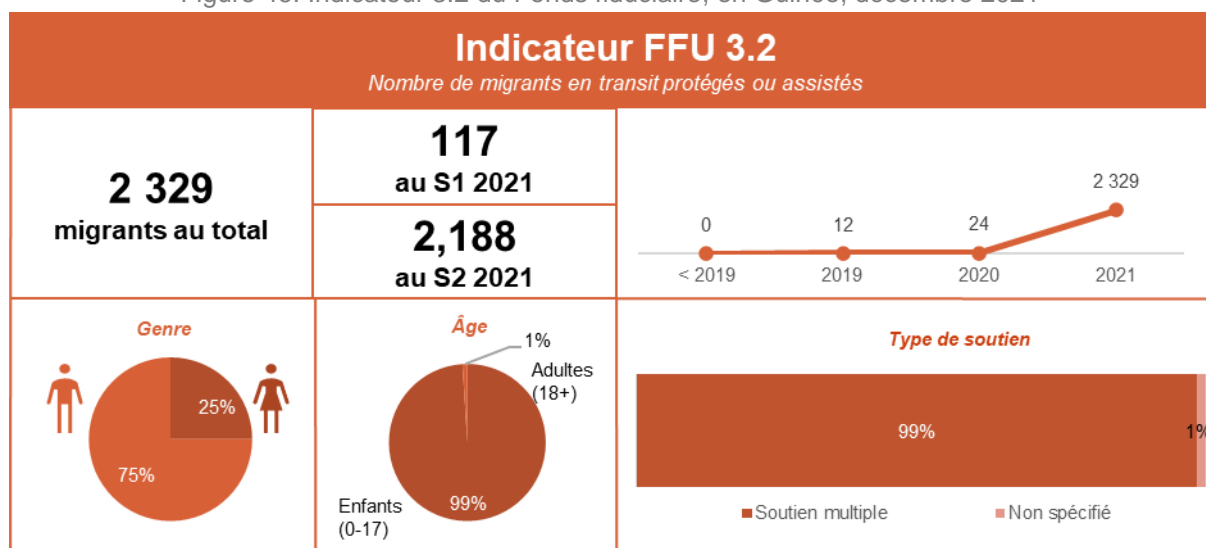
### Renforcer la protection et l'assistance aux migrants et aux migrants de retour

**La Guinée voit des flux migratoires mixtes, à la fois comme point d'origine et de transit avec des taux de retour croissants du Niger.**<sup>1,2</sup> La nature complexe de la migration mixte soulève la question de savoir comment fournir au mieux une protection et une assistance aux migrants, aux migrants de retour et aux personnes en déplacement. En particulier, les enfants sont confrontés à des risques accrus de violence, d'abus, de traite et de diverses formes d'exploitation tout au long du voyage et lorsqu'ils sont séparés de leur famille.

<sup>1</sup> OIM, « La dette des migrants a contribué au retour volontaire et son impact sur la durabilité de la réintégration », janvier 2021. Récupérée ici.

<sup>2</sup> OIM, « Assistance au retour volontaire et humanitaire 2017 – juin 2021 », juillet 2021. Récupérée ici

Figure 46: Indicateur 3.2 du Fonds fiduciaire, en Guinée, décembre 2021



**En 2021, 2 305 migrants en transit ont été protégés et/ou assistés (indicateur 3.2).** Sur ce total, 98% étaient des enfants soutenus par Protection Afrique de l'Ouest (REG-13). Les enfants en déplacement sont particulièrement vulnérables à la traite et, en Afrique de l'Ouest, ils représentent 75% de toutes les victimes de la traite. Pour tenir compte de leurs besoins particuliers, Save the Children a établi ou renforcé 20 guichets uniques qui offrent de multiples services. Le programme visait également à améliorer les espaces sûrs et adaptés aux enfants, à déployer des équipes mobiles et à soutenir les familles d'accueil.<sup>1,2</sup>

**En décembre 2021, l'IC UE-OIM (REG-08) a soutenu 20 511 migrants de retour avec une assistance immédiate après leur arrivée (indicateur 3.5).** La plupart des migrants de retour étaient des hommes (97%) et recevaient une mensualité en espèces de 500 000 GNF (environ 51 €) pour leurs besoins immédiats, y compris le transport.

**L'IC UE-OIM (REG-08) offre également une aide à la réintégration à plus long terme dont 13 122 migrants de retour ont bénéficié en décembre 2021 (indicateur 3.5bis).** Les activités de réinsertion commencent généralement par une séance de counseling, au cours de laquelle les migrants de retour reçoivent un téléphone avec une carte SIM et élaborent un plan de réintégration tenant compte de leurs besoins sociaux, psychosociaux et économiques.<sup>3</sup> Après une orientation réussie, les migrants de retour peuvent participer à une formation professionnelle offerte par des agences de développement international (principalement la GIZ et ENABEL) et des entreprises privées couvrant différents secteurs tels que l'agriculture et la mécanique.<sup>4</sup>

### Offrir des formations professionnelles et de perfectionnement des compétences aux jeunes

**Malgré la solide croissance du PIB de la Guinée en 2020 et 2021, les perspectives d'intégration socio-économique sont restées sombres pour les catégories les plus vulnérables de la population.** Les jeunes, en particulier, ont continué d'être touchés par le chômage ou la précarité dans le secteur informel.

<sup>1</sup> Altai Consulting, « Initiatives de lutte contre la traite dans le golfe de Guinée », juin 2021. Récupérée ici.

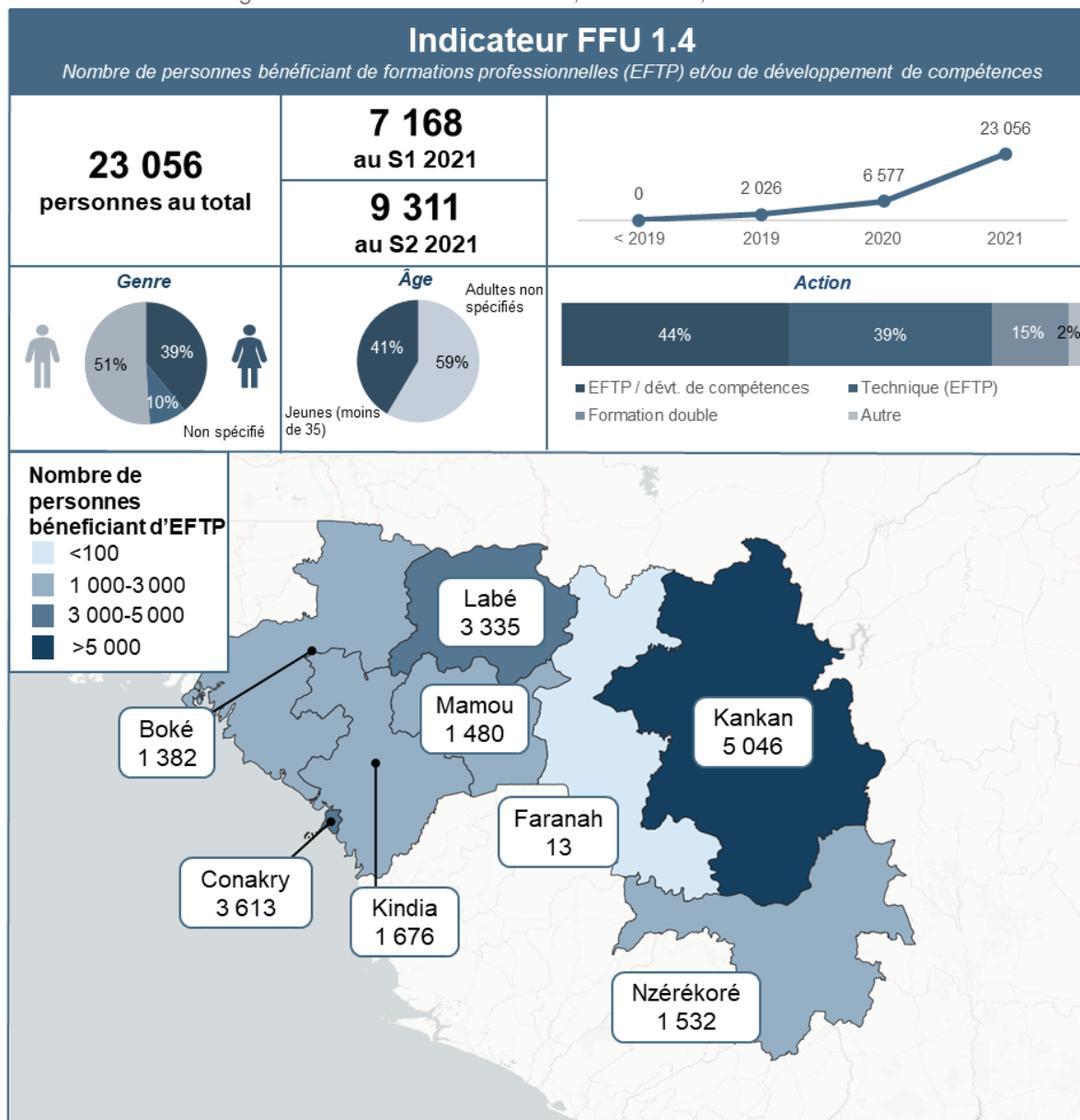
<sup>2</sup> Save the Children, Document Action T05-SAH-REG-13-02.

<sup>3</sup> IOM, « Rapport Narratif Intérimaire à l'Union européenne », 2020.

<sup>4</sup> Hub de gestion des connaissances UE-OIM, « Étude qualitative sur les références vers l'étranger », décembre 2021. Récupérée ici.

Pour remédier au manque de perspectives économiques de la jeunesse guinéenne en améliorant les compétences, le travail indépendant et l'esprit d'entreprise, les programmes financés par le FFU se sont concentrés sur la formation professionnelle et le développement des compétences. En 2021, deux programmes ont dispensé des formations professionnelles à 16 479 personnes (indicateur 1.4), portant le total à 23 056 depuis la création du FFU dans le pays.

Figure 47: Indicateur 2.6 du FFU, en Guinée, décembre 2021



Le programme INTEGRA (GN-01) s'est concentré sur les jeunes, les chômeurs ou les personnes sous-employées de toutes les régions de Guinée.<sup>1</sup> Le programme a formé 8 190 personnes en 2021, dont au moins 57% étaient des jeunes de moins de 35 ans. INTEGRA a travaillé avec plusieurs parties prenantes gouvernementales, y compris l'agence Action Civic Service for Development : 70% des formations ont été dispensées par une institution accréditée au niveau national. Des formations en 2021 ont été dispensées dans de nombreux secteurs tels que l'agro-industrie, la qualité et l'hygiène des aliments, les technologies de l'information et de la

<sup>1</sup> Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée – INTEGRA.

communication, la logistique urbaine, la sécurité ou le carrelage. Le programme a également mis en relation les diplômés de l'EFTP avec des entreprises privées afin de maximiser l'insertion professionnelle. Par exemple, INTEGRA a référé les bénéficiaires à des entreprises telles que Afridej (entreprise de livraison de repas), IP Sécurité (sécurité et escortes) ou FAPEL (pompes à eau). Les efforts d'insertion ont permis la création de 510 emplois en 2021 (indicateur 1.1).<sup>1,2,3,4</sup>

**RESIGUI s'est concentré sur la fourniture de pratiques innovantes de production et de transformation agricoles aux petits exploitants agricoles.** En 2021, il a formé 8 289 agriculteurs sur plusieurs sujets, notamment la gouvernance des organisations d'agriculteurs, la comptabilité, la gestion des matériaux, la gestion des stocks, les techniques de commercialisation, une technique améliorée d'étuvage du riz et les bonnes pratiques agricoles acquises dans les écoles de terrain. RESIGUI s'est efforcé de maintenir un équilibre entre les sexes et de renforcer l'emploi productif des femmes dans l'agriculture : 49% des bénéficiaires des formations en 2021 étaient des femmes.

### 5.6.3. LA GUINÉE ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RÉSULTAT DU FFU

Tableau 11: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour la Guinée, décembre 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	55	1,363	426	654	2,498	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	444	1,058	333	110	1,945	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	0	1,246	1,278	0	10	2,534	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	0	2,026	4,551	7,168	9,311	23,056	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	3	2	1	0	6	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	1	0	0	85	43	129	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	0	0	0	0	1,323	1,323	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	0	0	17,996	0	17,996	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	0	0	479	348	827	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	0	8,787	14,643	221	23,651	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	74	0	382	1,397	1,853	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	0	6,975	65,920	42,615	115,510	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	0	0	111	2,182	2,293	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	21,155	21,161	6,432	17,497	7,805	74,050	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	76	11	6	0	93	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	8,280	3,637	2,269	3,311	0	17,498	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1,832	2,206	1,836	2,455	0	8,328	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	174	0	1	0	175	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	220	150	375	161	906	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	672	107	92	254	18	1,143	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	0	0	0	2	0	2	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	8	1	2	1	12	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	8	1	4	2	15	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	15	1	0	12	28	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	0	36	0	1	0	37	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	23,015	2,106	0	25,121	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	4,035	1,053	0	5,088	

<sup>1</sup> Les 43% de bénéficiaires restants en 2021 étaient des adultes âgés de plus de 18 ans et pourraient inclure un plus grand nombre de jeunes âgés de moins de 35 ans.

<sup>2</sup> L'Agence du Service Civique d'Action pour le Développement (ASCAD) est une institution administrative publique créée en 2011 pour mettre en œuvre l'Action Service Civique pour le Développement (SCAD en français). Sa mission principale est de promouvoir l'éducation civique et citoyenne des jeunes Guinéens et de les aider à acquérir ou à renforcer une qualification professionnelle afin de faciliter leur intégration socio-économique. Pour plus d'informations, voir ici.

<sup>3</sup> Grâce à INTEGRA, FAPEL a également reçu une assistance technique et un financement pouvant atteindre 100 000 USD pour acquérir de l'équipement.

<sup>4</sup> Le nombre total d'emplois créés en 2021 par INTEGRA était de 1 080 (indicateur 1.1), y compris les emplois CfW à court terme, les emplois à temps plein dans les MPME soutenues ou d'autres emplois à temps plein créés pour / par des personnes qui n'ont pas suivi les formations d'INTEGRA.

## 5.7. MALI

### 5.7.1. LE MALI EN 2021

Figure 48: Mali – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021



**En mai 2021, Assimi Goïta a pris le pouvoir par un coup d'État militaire. En décembre 2021, il a présenté son calendrier pour un retour à un régime civil, qui est plus long que prévu par les organisations régionales.** La CEDEAO a adopté le 7 novembre des sanctions contre les dirigeants de la transition et leurs familles en réponse au retard du retour à un processus démocratique. Ces sanctions leur ont imposé une interdiction de voyager et gelé leurs avoirs financiers. Les autorités maliennes ont toutefois poursuivi en prolongeant la transition actuelle de la junta militaire de « six mois à cinq ans » en décembre 2021. En conséquence, la CEDEAO a annoncé que des sanctions supplémentaires pourraient être imposées au pays début janvier. En effet, le 9 janvier 2022, la CEDEAO et l'UEMOA ont fermé les frontières du Mali avec les États de la CEDEAO (à l'exception de la Guinée) et suspendu les échanges commerciaux et financiers (à l'exception des produits de première nécessité).<sup>1,2,3,4,5,6</sup>

**Les tensions entre les nouvelles autorités au pouvoir au Mali et les États membres européens, en particulier la France, ont eu un impact sur le déploiement des forces armées internationales au Mali.** En juillet, la France a officiellement entamé le retrait des troupes de Barkhane du nord du pays comme annoncé en juin. En septembre, des rumeurs de déploiement de mercenaires de Wagner ont émergé et ont incité la France à mettre en garde le Mali contre un tel partenariat. Malgré cela, le Premier ministre malien a officiellement déclaré son intention d'explorer les moyens de mieux assurer la sécurité de manière autonome avec de nouveaux partenaires. À la fin de l'année, une

<sup>1</sup> France 24, « Le bloc régional ouest-africain DE LA CEDEAO impose de nouvelles sanctions au Mali et à la Guinée », 8 novembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Al Jazeera, « Le bloc de l'Afrique de l'Ouest de la CEDEAO impose des sanctions aux dirigeants maliens », 7 novembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> TV5 Monde, « Au Mali, les Assises nationales demandent de reporter les élections "de six mois à cinq ans", le 30 décembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> RFI, « Le bloc ouest-africain de la CEDEAO met en garde contre des sanctions si le Mali ne respecte pas la date limite des élections », 13 décembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> Union économique et monétaire ouest-africaine

<sup>6</sup> Le point, « Après un mois de sanctions, où en est le Mali ? », 10 février 2022. Récupérée [ici](#).

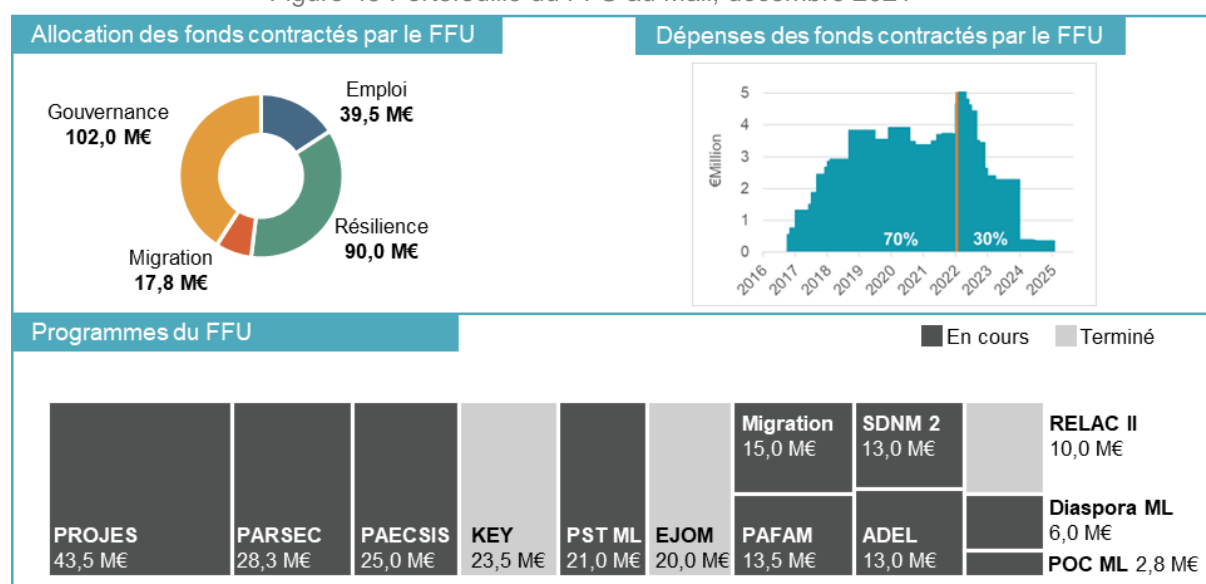


déclaration commune de 15 pays a condamné les contacts présumés de la junta malienne avec la société paramilitaire russe Wagner.<sup>1,2,3,4</sup>

**Fin 2021, la situation sécuritaire et humanitaire au Mali restait critique.** Au cours du S2 2021, 521 attaques ont été enregistrées (937 décès signalés). Alors que le centre du Mali (Mopti) reste la région la plus touchée par les violences (40% des attaques signalées en 2021 et 47% des décès), les régions du sud du Mali continuent de voir une augmentation des incidents d'extrémisme violent. Les incidents de sécurité entravent l'accès des populations aux services et aux moyens de subsistance. En décembre 2021, on estimait que 7,5 millions de personnes (contre 5,9 millions en 2020) avaient besoin d'aide humanitaire au Mali. En outre, on estime que 1,2 million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë, soit trois fois plus que depuis décembre 2020. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a atteint 401 736 à la fin de décembre 2021, soit une augmentation de 24 % par rapport à décembre 2020.<sup>5,6,7,8,9,10</sup>

### 5.7.2. LE FFU AU MALI

Figure 49 Portefeuille du FFU au Mali, décembre 2021<sup>11,12</sup>



**Le Fonds fiduciaire a contracté 249,3 millions d'euros au Mali, principalement pour des programmes travaillant sur la sécurité, la gouvernance et la prévention des conflits (OS4, 41 %) ou la résilience (OS2, 36 %).** PARSEC (ML-06) représente plus d'un tiers du budget OS4 (42%), et PROJES (ML-10) est le principal contributeur au budget OS2, à hauteur de 43,5 M€. Ces deux

<sup>1</sup> Euronews, « Mali : Français :l'armée cède le contrôle du camp de Tombouctou à l'armée malienne », 15 décembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> France 24, « Reports of Russian mercenary deal in Mali trigger Français alarm », 14 septembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> VOA, « Le Mali à la recherche de meilleurs moyens » de contenir le terrorisme », 28 septembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Français, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Communiqué conjoint sur le déploiement du groupe Wagner au Mali », le 23 décembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> ACLED, « Armed Conflict Location and Event data project dashboard », consulté en janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>6</sup> ACLED, « Armed Conflict Location and Event data project dashboard », consulté en janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>7</sup> OCHA, « Aperçu des besoins humanitaires (version synthèse) – Mali », janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> CILSS, « Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle », décembre 2021. Récupérée [ici](#).

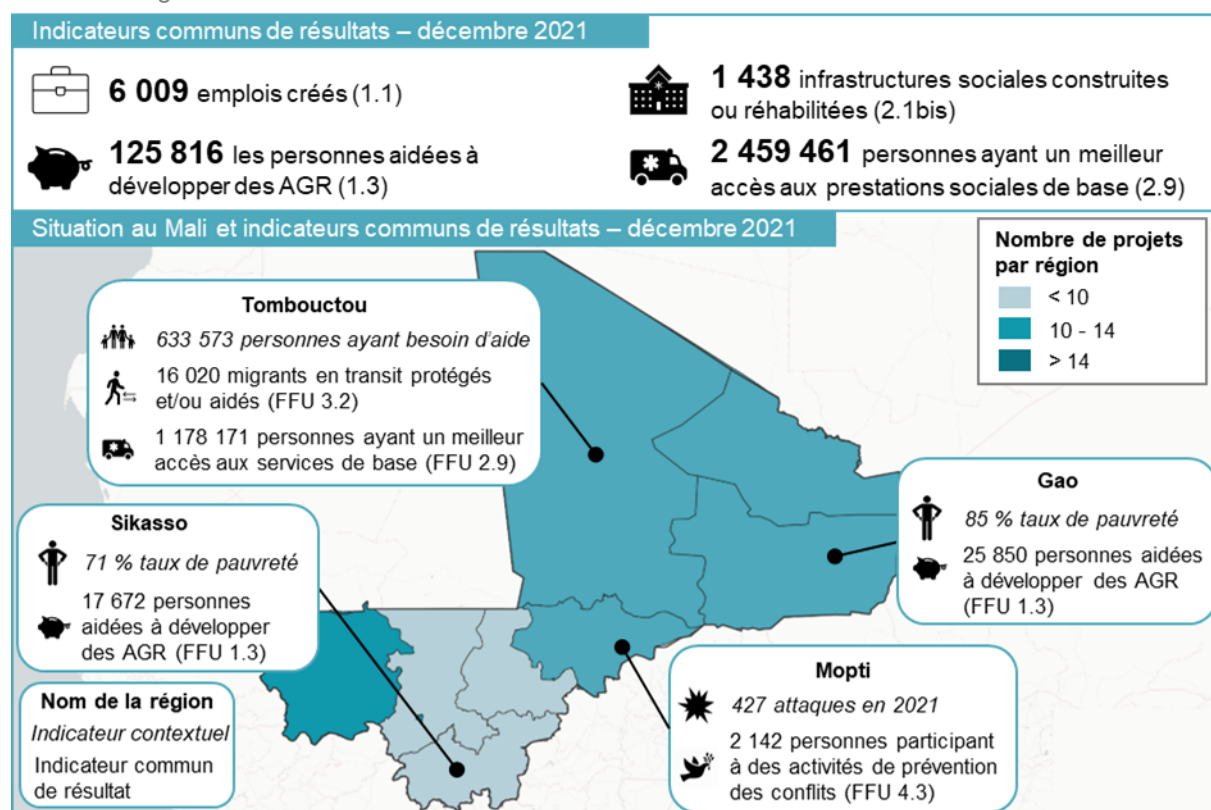
<sup>10</sup> HCR, « Mali : Rapport par pays », consulté en janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>11</sup> Les calculs du tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires sur les années de mise en œuvre.

<sup>12</sup> Ces données ne concernent que les programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

projets devraient être renouvelés pour une deuxième phase dans le cadre du Programme d'appui à la transition en République du Mali (PST, ML-14), dont l'objectif est de soutenir les initiatives en faveur d'un retour de l'État dans les zones fragiles (centre et nord du Mali). En décembre 2021, les projets contractés dans le cadre du PST représentaient 21,0 M€, soit 21% du budget de l'OS4. Au Mali, de nombreux programmes arrivent à la fin de leur période de mise en œuvre.<sup>1,2</sup>

Figure 50 : Situation au Mali et résultats du Fonds fiduciaire – en décembre 2021



### Soutenir la reprise économique des populations vulnérables

Les programmes financés par le Fonds fiduciaire visent à améliorer la résilience socio-économique des communautés grâce à la création d'emplois et au soutien aux AGR. Les Maliens continuent de faire face à des défis profonds et systémiques en termes d'emploi en raison d'une inadéquation entre les compétences et les besoins du marché et d'un faible ratio entre la création d'emplois et la croissance démographique.

En décembre 2021, 125 816 personnes avaient été soutenues pour développer des AGR (indicateur 1.3), dont 55 977 en 2021 seulement (44% du total atteint). Ce soutien devrait accroître les revenus immédiats des populations, rendant les ménages plus résilients et capables de résister à l'insécurité et aux chocs climatiques futurs. Cela peut à son tour permettre aux communautés de promouvoir la création de plus d'emplois, améliorant ainsi la stabilité économique. À cet égard, les programmes du FFU ont adopté des approches complémentaires dans lesquelles le soutien aux AGR est souvent combiné à un soutien préalable aux infrastructures, aux chaînes de valeur ou à la formation. En 2021, les programmes nationaux PAFAM (ML-02), ADEL (ML-12) et

<sup>1</sup> Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières.

<sup>2</sup> Programme Jeunesse et Stabilisation – régions du centre du Mali.

Diaspora Mali (ML-05) ont le plus contribué à cet indicateur (85%), adoptant des approches distinctes et complémentaires.<sup>1,2,3</sup>

PAFAM soutient la chaîne de valeur de la noix de cajou en créant et en assistant des AGR dans le secteur et en les regroupant en coopératives. La Politique de développement agricole du Mali considère la noix de cajou comme l'une des chaînes de valeur commerciales les plus capables d'ajouter de la valeur pour le pays, y compris par la création d'emplois. En 2021, le programme a formé 18 212 membres de ces coopératives à mieux participer à la transformation et à la production, et 143 à travailler sur la gestion et la commercialisation au sein de la coopérative. Cela représente 72% du soutien apporté aux AGR par PAFAM depuis sa création. Deux cinquièmes (40%) des bénéficiaires du programme ont été des femmes, bien que la transformation des noix de cajou soit historiquement assurée par des hommes.<sup>4,5</sup>

En 2021, Diaspora Mali a investi dans la construction d'un centre multifonctionnel pour soutenir les AGR, qui a touché 12 425 personnes. Parallèlement, ADEL adopte une approche plus traditionnelle du soutien aux AGR en fournissant une formation technique et entrepreneuriale et un kit de démarrage. En 2021, il a aidé 16 864 personnes à développer leur AGR. Enfin, l'OIM met également en œuvre une aide à la mise en place d'AGR dans le cadre de son soutien à la réintégration des migrants de retour. L'Initiative Conjointe UE-OIM au Mali (ML-07-02) a soutenu un total de 14 717 migrants de retour grâce à une aide à la réintégration (indicateur 3.5bis) depuis sa création, qui comprend le plus souvent un soutien à la mise en place d'AGR.<sup>6</sup>

---

<sup>1</sup> Création d'emplois par l'amélioration de la filière de l'anacarde, afin d'atténuer les causes de l'émigration, dans les régions de Sikasso, Kayes et Koulikoro.

<sup>2</sup> Appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et Gao.

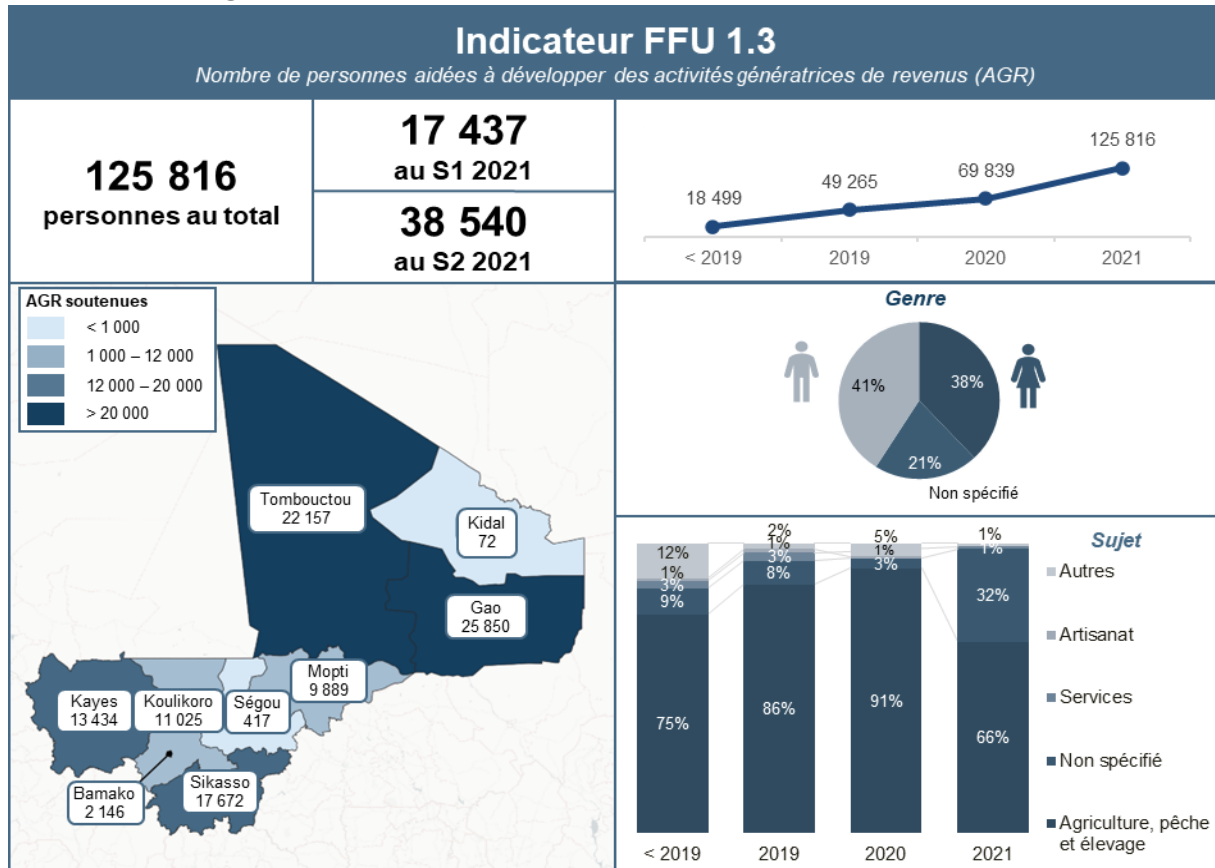
<sup>3</sup> Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine.

<sup>4</sup> VCA4D, Analyse de la chaîne de valeur de la noix de cajou au Mali, septembre 2020. Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Mali.

Figure 51: Indicateur 1.3 du Fonds fiduciaire au Mali, décembre 2021



**En plus d'aider les populations locales et vulnérables à développer des AGR et des opportunités économiques, les programmes financés par le Fonds fiduciaire au Mali ont également soutenu et créé des emplois directs.** En décembre 2021, 6 009 emplois directs (indicateur 1.1) avaient été créés ou soutenus dans le cadre de projets financés par le Fonds fiduciaire, dont 3 064 pour la seule année 2021 (51% de la production totale). Le programme ADEL a mis en œuvre un volet visant à renforcer les mécanismes d'insertion professionnelle et de formation dans la région de Tombouctou et à intégrer ainsi les jeunes professionnellement, notamment par le biais de l'emploi formel. Le programme adopte une approche holistique de la promotion de l'emploi : les unités d'orientation professionnelle et de développement de l'emploi renforcées par le programme identifient les jeunes bénéficiaires et développent des parcours de formation et d'emploi personnalisés basés sur les structures et les ressources humaines existantes. En décembre 2021, ADEL avait aidé 2 208 jeunes à trouver un emploi après avoir terminé leur formation en EFTP au début de 2021.

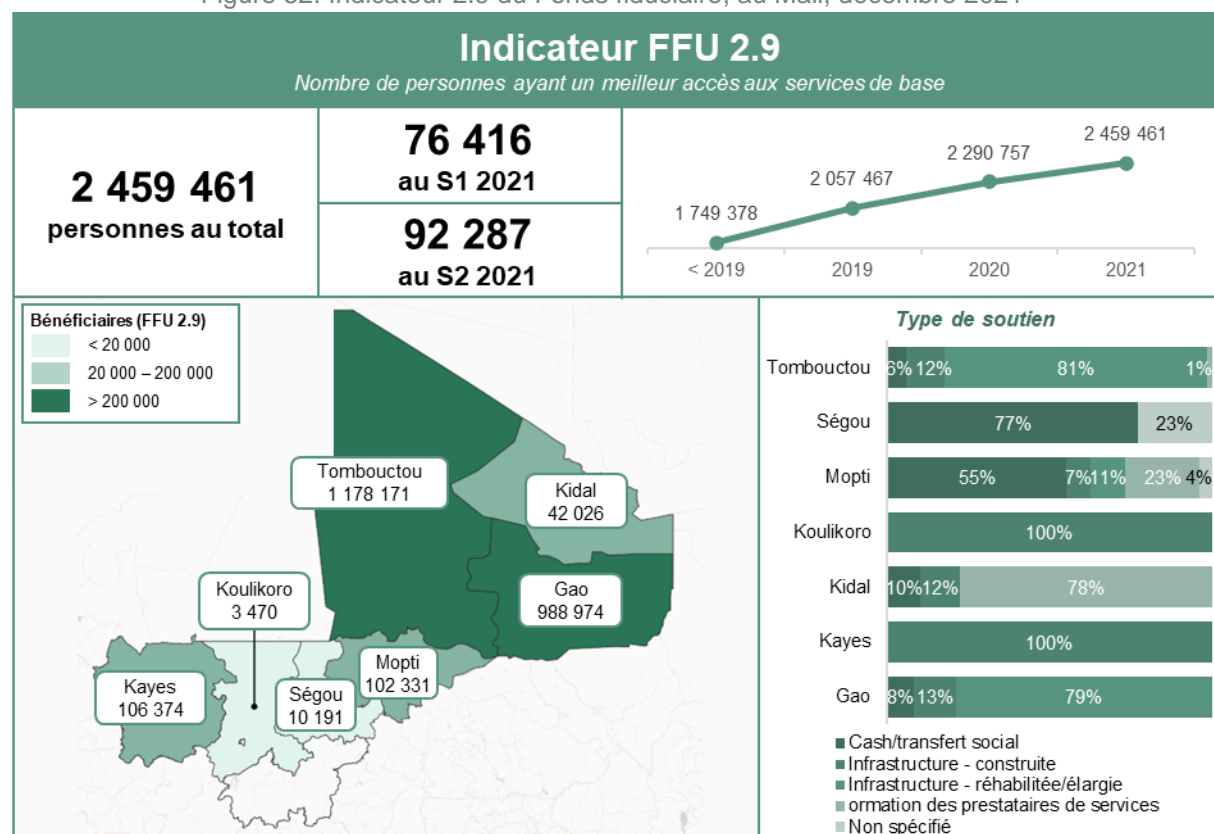
### Soutien par la construction d'infrastructures essentielles

**Le renforcement de la résilience des communautés maliennes continue d'impliquer de soutenir l'accès aux services de base, notamment par la construction d'infrastructures.** Près de dix ans après la crise de 2012, la faible présence de l'État malien dans certaines parties des régions du centre et du nord a entraîné un accès limité de la population aux services sociaux de base, qui a continué de s'aggraver en 2021 en raison de contraintes sécuritaires et physiques récurrentes. En décembre 2021, on estimait que 3,7 millions de personnes avaient besoin de services

d'eau et d'assainissement, tandis que 4,4 millions de personnes manquaient de services de santé, en partie à cause de la dégradation ou du manque d'infrastructures.<sup>12</sup>

**En décembre 2021, 2 459 461 personnes bénéficiaient d'un meilleur accès aux services sociaux de base, dont 168 704 pour la seule année 2021 (indicateur 2.9).** En 2021, 44% de ces services étaient liés à l'eau et à l'assainissement, 22% à la nutrition et à la sécurité alimentaire et 22% aux soins de santé. En 2021, on estimait que 31% de la population rurale malienne avait accès à une source d'eau potable fonctionnelle, tandis que 30% des infrastructures hydrauliques desservant les zones rurales et les petites villes n'étaient pas opérationnelles. En outre, en raison de l'insécurité et de la COVID-19, la fourniture de services de santé a diminué de 22% en 2021, avec une diminution de 31% des consultations curatives seules et une diminution de 24% de la couverture vaccinale. On estime qu'en 2021, huit attaques ont été menées contre des centres de santé, dont quatre à Gao.<sup>3,4</sup>

Figure 52: Indicateur 2.9 du Fonds fiduciaire, au Mali, décembre 2021



**La grande majorité des activités du Fonds fiduciaire ayant permis d'améliorer l'accès aux services de base en 2021 impliquaient la création ou la réhabilitation d'infrastructures sociales.** En 2021, 84% des bénéficiaires des services de base ont été atteints par la construction d'infrastructures, et le reste a été soutenu par des transferts monétaires et, dans une moindre mesure, par la formation des prestataires de services. Les projets financés par le Fonds fiduciaire ont permis de construire ou de réhabiliter un total de 1 438 infrastructures sociales. Cela inclut 735 en 2021, soit le double du chiffre atteint à la fin de 2020 (indicateur 2.1 bis). Cette année, 506 infrastructures (69% du total 2021) ont été construites ou réhabilitées par le programme PROJES (ML-10), qui adopte une mise en œuvre séquentielle, permettant la mise en œuvre rapide d'actions

<sup>1</sup> OCHA, « Aperçu des besoins humanitaires (version synthèse) – Mali », Janvier 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> USAID, « Plan de pays L'eau pour le monde », juillet 2020. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Health cluster Mali, « Bulletin n°4 du cluster santé », décembre 2021. Récupéré [ici](#).

prioritaires initiales pour les bénéficiaires vulnérables, impliquant progressivement et habitant les acteurs publics à poursuivre la résolution des conflits et le développement local durable. Au cours de la phase de création, des bâtiments tels que des écoles et des marchés ont été réhabilités et l'accès à l'eau potable a été amélioré.<sup>1</sup>

**Soutenir la construction d'infrastructures permet également aux projets d'apporter une aide à court terme aux populations vulnérables grâce à des activités de travail contre rémunération.**

En 2021, les programmes Diaspora Mali ont employé 1 862 personnes sur des chantiers de construction grâce à ces activités, générant l'équivalent de 509 emplois à temps plein (indicateur 1.1), et apportant une aide à court terme aux personnes vulnérables à Kayes, Sikasso et Mopti.

### Soutien à l'état civil

**Les programmes financés par le Fonds fiduciaire visaient également à renforcer la présence de l'État dans les zones touchées par le conflit, notamment par la fourniture de documents d'enregistrement à l'état civil.** Une étude du programme KEY a établi que seuls 65% de ses adultes avaient des documents d'identification nationaux et seuls 25% des enfants. L'une des principales causes de ce manque d'enregistrement au Mali est que les populations ne sont pas sensibilisées à son importance. En 2021, 172 380 personnes ont été touchées par des campagnes de sensibilisation sur la documentation juridique par le programme PAECSIS (ML-08 – indicateur 2.7)<sup>2</sup>. Une autre cause de ce manque d'enregistrement est l'absence de couverture des services publics dans les zones reculées ou rurales. Par conséquent, PAECSIS a mis en place un système de « campagnes de rattrapage » afin que les gens puissent avoir des documents nouveaux ou mis à jour. En 2021, un total de 11 210 documents civils a été délivrés à la suite des activités du programme, ce qui s'ajoute aux 6 959 documents civils précédemment délivrés dans le cadre du programme KEY et porte le total à 18 169 (indicateur 2.2).

---

<sup>1</sup> Programme Jeunesse et Stabilisation dans les régions centre du Mali.

<sup>2</sup> Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au Mali: appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé.



### 5.7.3. LE MALI ET LES INDICATEURS DE RÉSULTATS COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

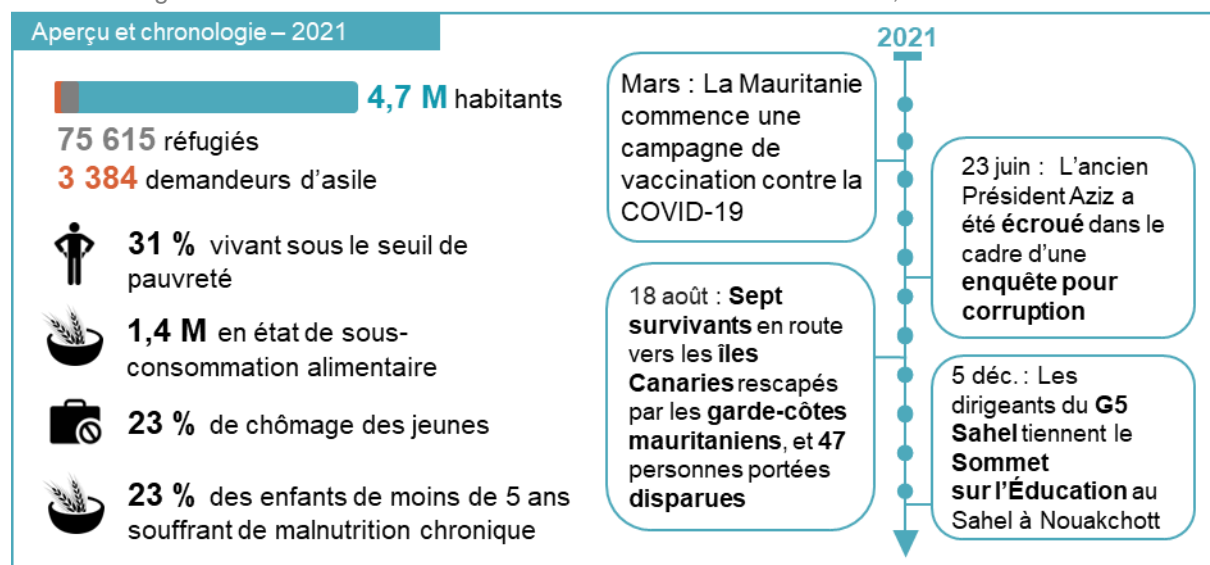
Tableau 12: Indicateurs communs de réalisation du Fonds fiduciaire pour le Mali, décembre 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	1,778	1,167	1,002	2,622	6,569	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	950	1,664	718	424	287	4,043	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	18,499	30,766	20,574	17,191	34,866	121,896	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	3,689	5,511	5,998	2,272	6,890	24,360	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	7	58	19	36	10	130	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	258	323	122	174	107	984	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	3,813	2,344	1,290	6,600	4,610	18,657	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	108,815	190,481	62,961	8,386	9,080	379,723	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	38,880	69,426	56,314	7,240	4,965	176,825	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	10	2	0	0	0	12	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	5,133	4,736	4,152	1,155	16,370	31,547	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	31,343	176,408	314,206	320,596	217,161	1,059,714	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	586	5,069	364	116	577	6,712	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	1,749,378	308,089	233,291	76,416	81,333	2,448,507	
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	0	0	21	0	0	21	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	224	156	530	2,606	17,959	21,475	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	0	91,476	42,729	19,043	199,821	353,069	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	1,882	977	349	176	0	3,384	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	9,863	6,132	1,581	2,219	0	19,795	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1,532	5,688	2,577	733	0	10,530	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	3	19	18	23	0	63	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	25	0	54	414	794	1,287	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	2	14	6	3	6	31	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	0	0	31	17	0	48	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	3	2	3	0	4	13	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	837	6	1,318	410	44	2,615	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	610	2,168	1,074	1,066	2,527	7,445	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	265	1,753	1,987	3,256	2,220	9,481	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	37	381	134	5	287	844	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	12	26	53	121	188	400	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	17	16	808	19	404	1,264	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	34	26	15	13	8	96	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	0	8	2	1	19	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	102,641	0	0	102,641	

## 5.8. MAURITANIE

### 5.8.1. MAURITANIE EN 2021

Figure 53: Mauritanie – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021



**En 2021, 1,4 million de personnes en Mauritanie étaient confrontées à l'insécurité alimentaire.**

La sécurité alimentaire s'est détériorée à la suite d'un déficit important des précipitations et de la hausse des prix des intrants agricoles en raison des chocs pandémiques. En conséquence, les rendements agricoles ont chuté de 14% par rapport à la moyenne des 5 dernières années, et les prix des denrées alimentaires ont ensuite augmenté. Les données du *Cadre harmonisé* de novembre montrent que les ménages étaient soumis à un stress nutritionnel dans 37 districts, et 5 districts ont montré des niveaux de crise en termes de déficience dans la consommation alimentaire et d'utilisation de stratégies d'adaptation négatives.<sup>1,2,3</sup> Environ 348 000 personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire entre octobre et décembre 2021 pour répondre à leurs besoins de base en raison des pénuries agricoles et de la réduction des revenus dus aux chocs économiques. On prévoit que 660 000 personnes seront confrontées à une grave insécurité alimentaire pendant la période de soudure de juin à août 2022 en Mauritanie, et le ministère de la Santé estime que 136 254 enfants souffrant de malnutrition aiguë auront besoin de soins d'urgence en 2022.<sup>4,5,6</sup>

**En parallèle, les ménages ont continué de souffrir de la perte de moyens de subsistance due à la pandémie de COVID-19**, qui a plongé environ 48 000 personnes dans l'extrême pauvreté, portant la part des personnes vivant dans l'extrême pauvreté à 6,4% en 2021. Le taux de chômage modélisé était déjà élevé avant la pandémie à 10,7%, et 21% pour les jeunes, et la réduction des possibilités d'emploi et l'inflation ont miné le pouvoir d'achat des ménages. Les dépenses d'assistance sociale en Mauritanie sont relativement élevées (à 7,5% du PIB) et le programme national de transfert social Tekavoul atteint 47% du quintile le plus pauvre, avec l'une des couvertures les plus élevées de la région. Cette année, avec le soutien du HCR et du PAM, la Mauritanie a inscrit des réfugiés au registre social de Tekavoul, qui étendra l'aide à la sécurité alimentaire et environ 12,5 € en espèces à

<sup>1</sup> UNICEF, « *Humanitarian Action for Children – Mauritania* », consulté en avril 2022, consulté [ici](#).

<sup>2</sup> Alerte aux systèmes d'alerte précoce contre la famine, « *A drop in income for the most vulnerable household during the early stages of the coming lean season* », consulté en avril 2022, consulté le consulté en avril 2022, consulté [ici](#).

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> FAO, « *Perspectives des cultures et situation alimentaire : Rapport mondial trimestriel, décembre 2021*, consulté [ici](#).

<sup>5</sup> FAO, « *Perspectives des cultures et situation alimentaire : Rapport mondial trimestriel, décembre 2021*, consulté [ici](#).

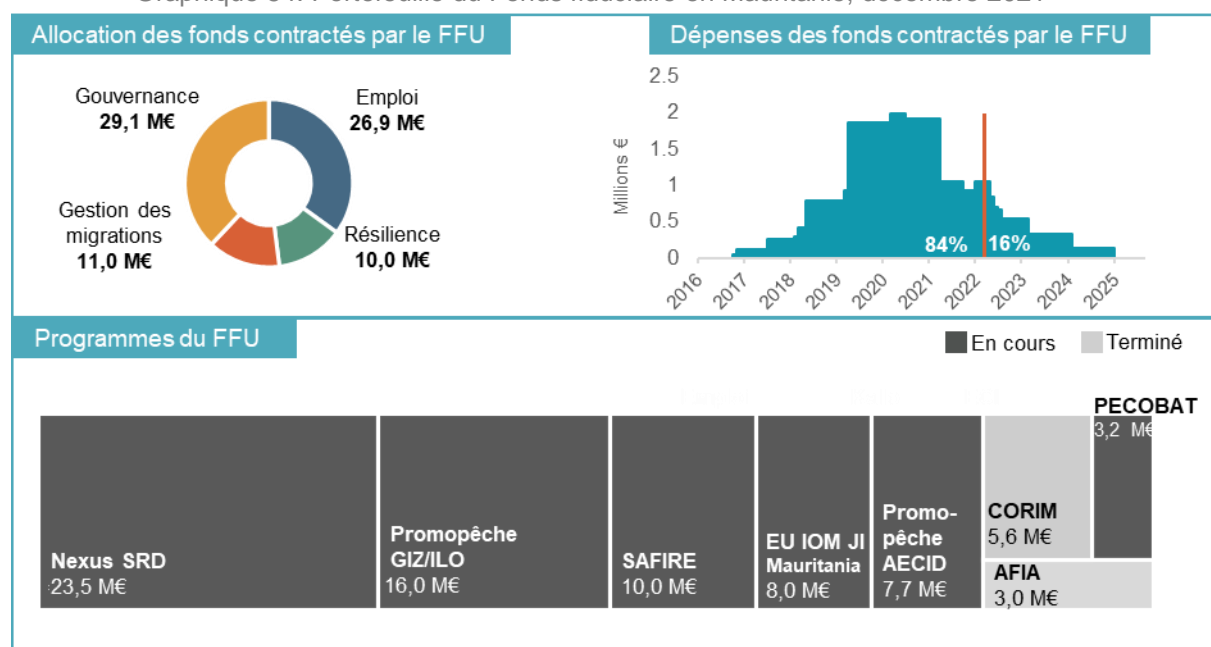
<sup>6</sup> Ibid.

7 409 des ménages de réfugiés maliens les plus vulnérables.<sup>1,2,3,4,5</sup> Pour les migrants, en revanche, l'aide a été plus difficile à obtenir. Dans une étude de l'OIM, presque tous les migrants de Nouadhibou et de Nouakchott ont déclaré ne pas avoir eu accès à l'aide humanitaire, et bien que la plupart des migrants interrogés aient eu une activité économique quelconque, environ les deux tiers ont déclaré que la COVID-19 avait réduit leurs revenus.<sup>6,7</sup>

**Cette année, les migrants au départ de Mauritanie sur la route de l'Atlantique ont continué d'être confrontés à des voyages dangereux et à des services insuffisants en cours de route.** En 2021, 22 316 personnes ont atteint les îles Canaries de manière irrégulière par bateau (une légère diminution de 707 personnes par rapport à 2020), et environ 1 173 personnes sont mortes au cours de ce voyage.<sup>8</sup> Nouadhibou est un point de départ majeur, et plus de 1 200 personnes ont été secourues au large des côtes mauritaniennes entre octobre 2020 et août 2021. Notamment, les garde-côtes mauritaniens ont intercepté sept survivants en août (47 disparus).<sup>9,10,11</sup>

## 5.8.2. LE FONDS FIDUCIAIRE EN MAURITANIE

Graphique 54: Portefeuille du Fonds fiduciaire en Mauritanie, décembre 2021<sup>12,13</sup>



<sup>1</sup> Banque mondiale, « *Poverty and equity brief – Mauritania* », avril 2021, consulté [ici](#).

<sup>2</sup> Blog de la Banque mondiale, « *Roadmap for a more inclusive and fiscally sustainable post-COVID economy in Mauritania* », 22 octobre 2021, consulté [ici](#).

<sup>3</sup> Base de données STAT de l'OIT, « *Unemployment Youth Total* », consulté en avril 2022, consulté [ici](#).

<sup>4</sup> Alerte aux systèmes d'alerte précoce contre la famine, « *A drop in income for the most vulnerable household during the early stages of the coming lean season* », consulté en avril 2022, consulté le consulté en avril 2022, consulté [ici](#).

<sup>5</sup> Banque mondiale, « *Mauritania Country Overview* », consulté en avril 2022, consulté [ici](#).

<sup>6</sup> HCR, PAM, Banque mondiale, Gouvernement de la Mauritanie, « *Inclusions des réfugiés dans le registre social national* », décembre 2021, consulté [ici](#).

<sup>7</sup> OIM DTM, « *Enquête sur la migration à Nouadhibou* », 29 décembre 2021, consulté [ici](#). OIM DTM, « *Enquête sur la migration à Nouakchott* », 22 décembre 2021, consulté [ici](#).

<sup>8</sup> Le nombre de personnes disparues ou mortes est difficile à estimer au vu du manque de suivi systématique des départs.

<sup>9</sup> OIM, « *Migration irrégulière vers l'Europe : Afrique de l'Ouest – Route de l'Atlantique* », janvier 2022, consulté [ici](#).

<sup>10</sup> HCR, « *Another boat tragedy off North Africa's Atlantic coast stark reminder of perilous sea journeys* », 18 août 2021, consulté [ici](#).

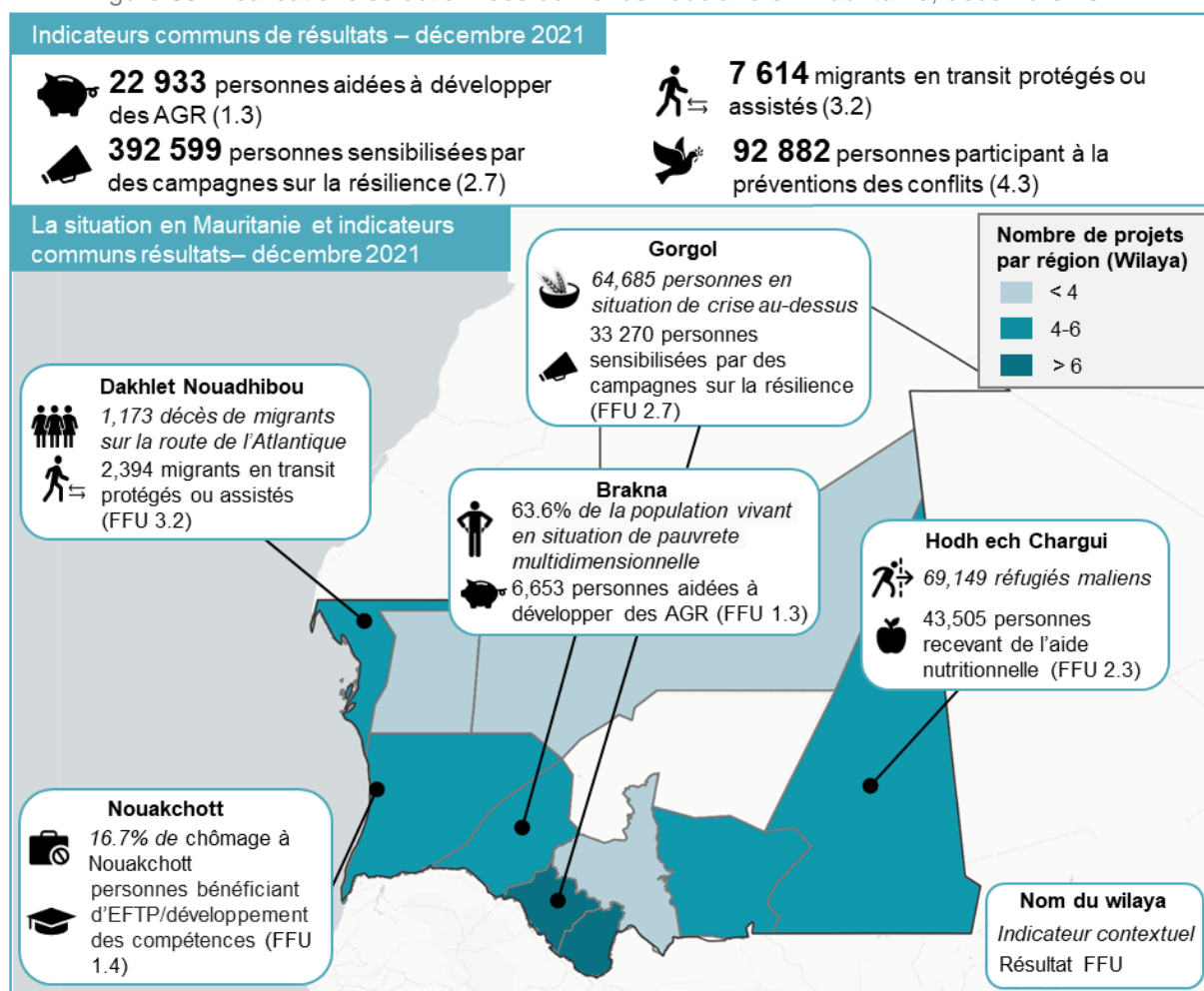
<sup>11</sup> Ibid.

<sup>12</sup> Les calculs du tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires sur les années de mise en œuvre.

<sup>13</sup> Ces données ne concernent que les programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

**Le FFU a engagé 77 millions d'euros pour des projets en Mauritanie.** La plus grande partie de ce financement (38%) est destinée à la sécurité et à la gouvernance, soutenant les efforts de déradicalisation du gouvernement par le biais du programme CORIM (MR-06), et soutenant les institutions mauritaniennes en matière de gouvernance pour le lien sécurité-résilience-développement par le biais du programme Nexus SRD (MR-08). 35% du budget est consacré à des programmes axés sur les opportunités économiques et d'emploi (OS1) ; ces programmes, notamment SAFIRE, Promopêche GIZ/OIT et Promopêche AECID (MR-07, MR-04, MR-05), visent à soutenir l'accès et la création d'emplois ainsi que la formation technique axée sur les secteurs à fort potentiel tels que la pêche et la construction. Enfin, les programmes de gestion des migrations (OS3) et de renforcement de la résilience des communautés (OS2) représentent respectivement 14% et 13% du financement du Fonds fiduciaire. La plupart des programmes en Mauritanie approchent de la fin de leur mise en œuvre en 2022 ou 2023.<sup>1,2,3</sup>

Figure 55: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire en Mauritanie, décembre 2021



<sup>1</sup> Résilience pour la cohésion sociale et culturelle en République Islamique de Mauritanie.

<sup>2</sup> L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie.

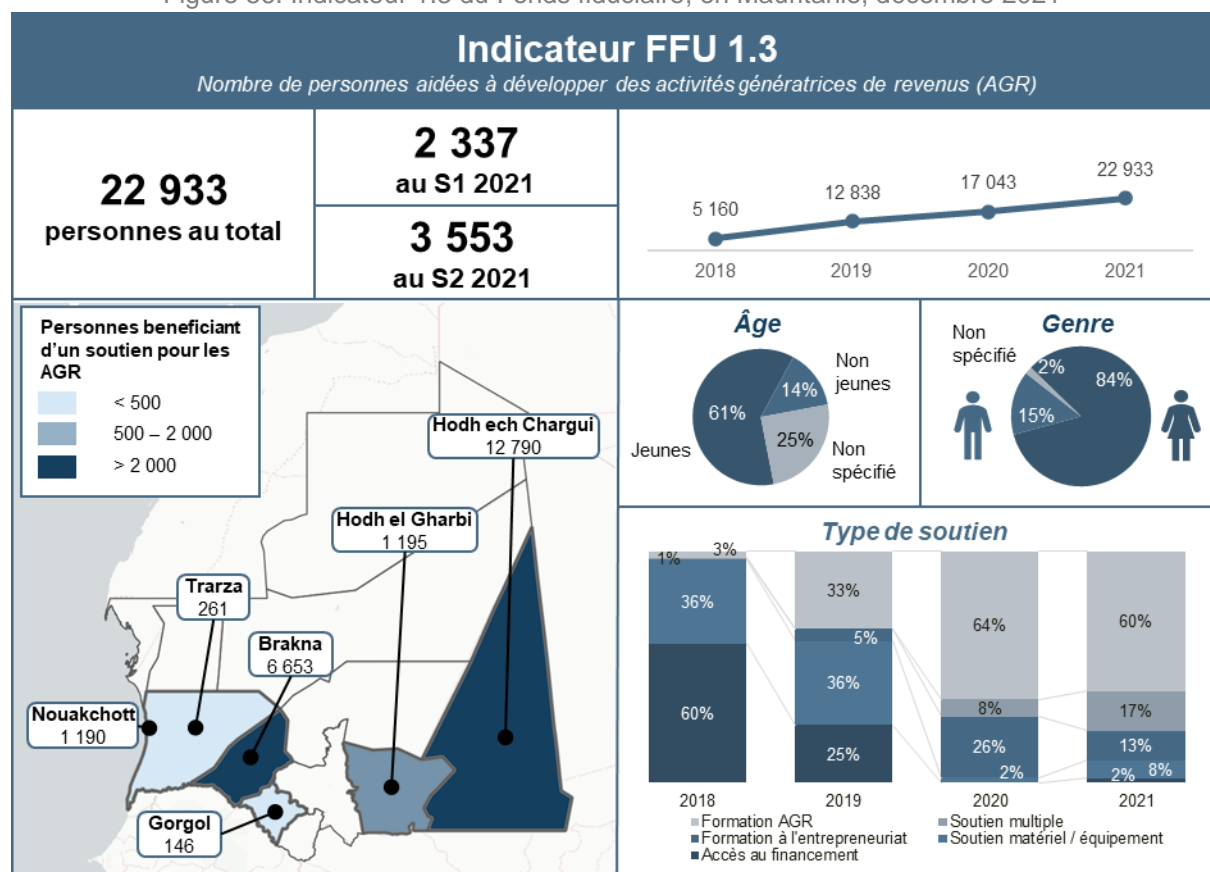
<sup>3</sup> Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie; Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie; Création d'emplois décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale.

## Soutenir la résilience des ménages grâce au soutien aux AGR

En Mauritanie, 5 890 personnes ont été aidées à développer des AGR en 2021, soit une augmentation de 40% par rapport à 2020, ce qui porte à 22 933 le nombre total de personnes soutenues depuis sa création. Près des trois quarts (73%) du soutien aux AGR en Mauritanie consistait en des formations à l'entrepreneuriat et en l'élaboration d'AGR. Le programme SAFIRE (MR-07) qui vise à soutenir les moyens de subsistance et la résilience des ménages par la création d'opportunités économiques et l'insertion socioprofessionnelle est responsable de la plupart de ces formations.

Le programme a notamment formé 3 451 agriculteurs, dont 95% de femmes, créant un système de conseil par les pairs qui permet aux agro-pasteurs d'expérimenter des techniques améliorées susceptibles d'améliorer la production agricole (indicateur 1.3). Cette activité souligne l'accent mis par le programme sur le lien entre le soutien aux activités génératrices de revenus en tant que moyen d'améliorer la résilience économique globale et la sécurité alimentaire. Ceci est important compte tenu de la baisse des revenus des ménages pauvres et extrêmement pauvres en Mauritanie et de facteurs aggravants notamment la hausse des prix des aliments de base, la réduction de la production agricole et des facteurs macroéconomiques tels que l'inflation.<sup>1</sup>

Figure 56. Indicateur 1.3 du Fonds fiduciaire, en Mauritanie, décembre 2021



Dans l'ensemble, les bénéficiaires de soutien aux AGR en Mauritanie étaient principalement des femmes, à 84%. La Mauritanie a une forte proportion de ménages dirigés par une femme et, parallèlement, un ratio extrêmement faible de participation des femmes par rapport aux hommes dans

<sup>1</sup> Alerte aux systèmes d'alerte précoce contre la famine, « A drop in income for the most vulnerable household during the early stages of the coming lean season », consulté en avril 2022, consulté [ici](#).

la population active, soit 46% (le deuxième plus bas de la région SLC). En outre, les défis économiques présentés par la COVID-19 et les mesures d'endiguement ont eu un impact plus grave sur les femmes qui sont plus susceptibles de travailler dans les secteurs informels de l'économie et bénéficient donc moins de la protection en matière de salaires, de droits de propriété, d'emploi et de services financiers. Dans les enquêtes, 41% des femmes chefs de ménage ont signalé une baisse significative de leurs revenus en raison de la COVID-19, comparativement à 38% des ménages dirigés par des hommes, et 38% des ménages dirigés par des femmes ont connu une baisse de la qualité des aliments consommés, comparativement à 30% des ménages dirigés par des hommes.<sup>1,2</sup>

Au cours de l'année 2021, 72% des jeunes bénéficiant d'un financement pour les AGR fournis par SAFIRE et Résilience des Réfugiés (MR-06)<sup>3</sup> étaient des femmes, et environ un tiers de ces jeunes femmes étaient des réfugiées. En outre, Promopêche AECID (MR-05)<sup>4</sup> a fourni des infrastructures et des équipements à 334 ouvrières (93% des bénéficiaires de cette activité) qui gagnent un revenu dans le secteur de la pêche, particulièrement touché par la COVID-19. SAFIRE, qui cible particulièrement les femmes sans emploi, les femmes célibataires et les femmes chefs de famille, a fourni une formation et un accompagnement en AGR pour aider les jeunes et les femmes entrepreneurs à finaliser leur activité économique. Plus des deux tiers des emplois bénéficiant de l'accompagnement SAFIRE AGR en 2021 étaient occupés par des femmes, soit 606 emplois au total (indicateur 1.1).

### Fournir une aide d'urgence aux migrants

**En 2021, les programmes du FFU ont soutenu 3 133 migrants en transit (indicateur 3.2), dont 2 097 au cours du T4 2021, le nombre le plus élevé depuis le début des activités.** Le Programme Nexus SRD (MR-08), qui est mis en œuvre par l'OIM et vise à améliorer la gouvernance du lien sécurité-résilience-développement et à prévenir les conflits et les déplacements forcés, a fourni 76% de cette assistance. Pour les programmes en Mauritanie, l'aide d'urgence et l'aide humanitaire ont été une priorité ce semestre, en particulier compte tenu des besoins urgents des migrants transitant par Nouakchott et Dakhlet Nouadhibou.<sup>5</sup>

La plupart des bénéficiaires (2 482) ont reçu un soutien généralisé pour répondre aux différents besoins des personnes en déplacement. En 2021, l'IC EU-OIM en Mauritanie (MR-03)<sup>6</sup> a fourni une protection et une assistance mixtes à 756 migrants en transit (indicateur 3.2), allant de l'aide alimentaire au soutien médical et psychosocial et à l'aide à l'hébergement pour les cas vulnérables. Nexus SRD a atteint 1 726 personnes fournissant un soutien multiple par l'intermédiaire de partenaires OSC locaux. Ce type de soutien comprenait un soutien psychosocial et des premiers secours psychologiques pour les migrants en situation de vulnérabilité, tels que des enfants ou des victimes de violences sexuelles (78% des bénéficiaires d'un soutien mixte étaient des femmes).

**Le gouvernement mauritanien a mis l'accent sur les expulsions en réponse aux mouvements de migrants à travers le pays** et, récemment, il a annoncé qu'il réhabiliterait deux centres de transit de migrants à Nouakchott et Nouadhibou gérés par la police. En 2021, Human Rights Watch a documenté des cas d'arrestation ou de détention abusive de migrants par la police et les gendarmes, ainsi que des expulsions collectives arbitraires vers la frontière malienne par les autorités.<sup>7</sup> Le Global

<sup>1</sup> Banque mondiale, « Ménages dirigés par des femmes », consulté en avril 2022, consulté [ici](#). OIT, « Taux d'activité », consulté en avril 2022, consulté [ici](#).

<sup>2</sup> Banque mondiale, 'Rapport sur la situation économique en Mauritanie', May 2021, récupéré [ici](#).

<sup>3</sup> Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des migrants de retour et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali.

<sup>4</sup> Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie.

<sup>5</sup> L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie.

<sup>6</sup> Contribuer au renforcement de la gouvernance et de la gestion des migrations et des frontières, et faciliter la protection, le retour et la réintégration durable de migrants en Mauritanie.

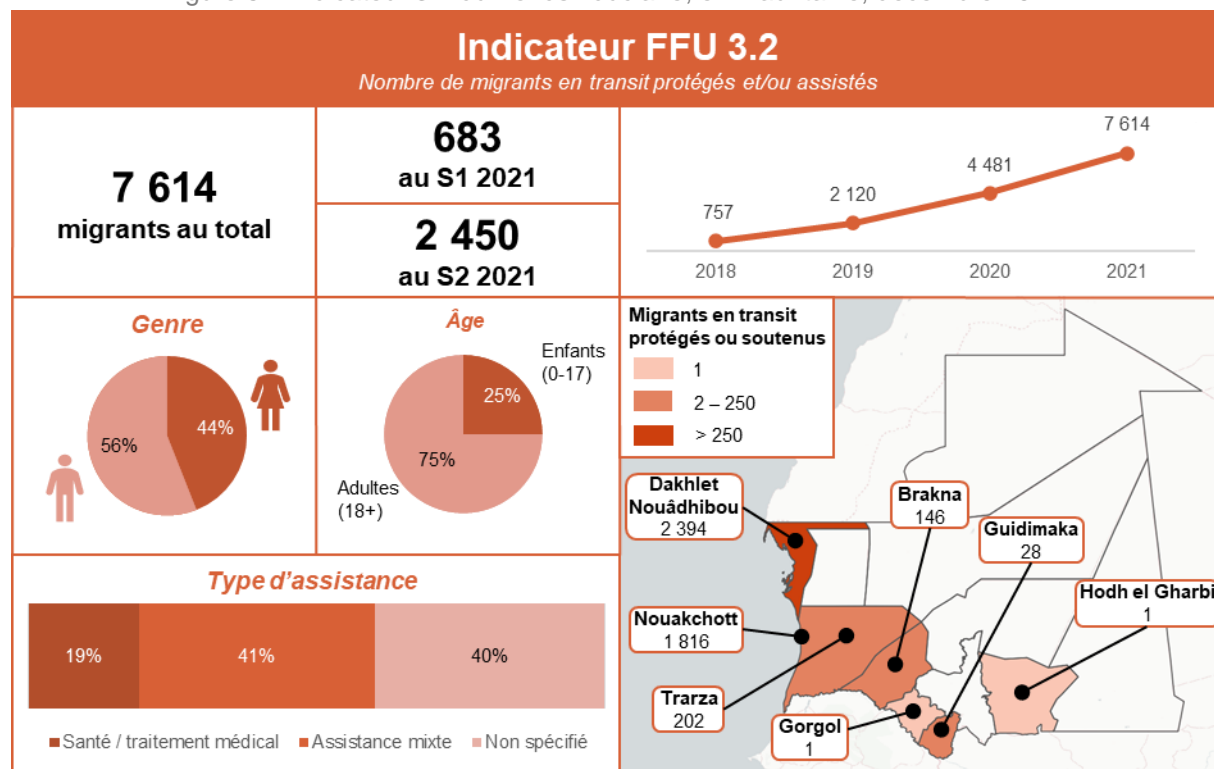
<sup>7</sup> Human Rights Watch, « Soumission à la Commission des droits économiques, sociaux et culturels sur la Mauritanie », 24 août 2021, consulté [ici](#).



Detention Project note également que la détention arbitraire, la détention de réfugiés, l'expulsion forcée et la situation des droits de l'homme des personnes détenues, en particulier des femmes, sont préoccupants.<sup>1</sup> Ces événements ont affecté des migrants qui ont été interceptés en mer ou arrêtés sur le territoire mauritanien. En août, L'OIM et le HCR ont publié un communiqué de presse conjoint appelant à accroître les capacités de recherche et de sauvetage et l'assistance et les voies légales pour les migrants, qui se retrouvent souvent en détention administrative en Mauritanie.<sup>2,3</sup>

**Nexus SRD a travaillé avec la société civile et le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation au cours de 2021 pour soutenir 1) la création et l'institutionnalisation des POS sur le débarquement et la prise en charge des migrants et réfugiés à Nouadhibou, 2) la création d'un code de conduite pour les opérations de débarquement, et 3) la mise à jour de la Stratégie Nationale de Gestion des Migration et de son plan d'action (indicateur 4.6).** Les activités sur les POS se sont concentrées notamment sur la promotion d'alternatives à la détention des migrants, la prise en charge des migrants et des réfugiés, les premiers secours, et le référencement des cas. Plus précisément, l'OIM a proposé d'introduire dans les POS un système qui dépende du profil des migrants survivants, où la réponse serait adaptée à un profil de cas afin de minimiser le nombre de détentions, en particulier parmi les groupes vulnérables y compris les femmes, les enfants, les personnes malades ou les victimes de la traite.

Figure 57. Indicateur 3.2 du Fonds fiduciaire, en Mauritanie, décembre 2021



**Nexus SRD a également fourni une aide de premier secours à 651 personnes en 2021, en particulier pour les personnes interceptées en mer, grâce à un système de triage médical.** L'imprévisibilité des mouvements le long de la route de l'Atlantique demeure un défi majeur pour la

<sup>1</sup> Global Detention Project, « Soumission à l'Examen périodique universel, 37e session du groupe de travail sur l'EPU », février 2021, consulté [ici](#).

<sup>2</sup> Human Rights Watch, « Soumission à la Commission des droits économiques, sociaux et culturels sur la Mauritanie », 24 août 2021, consulté [ici](#).

<sup>3</sup> HCR, « Another boat tragedy off North Africa's Atlantic coast stark reminder of perilous sea journeys », 18 août 2021, consulté [ici](#).

gestion des activités liées au mécanisme de triage, bien que les tendances observées à partir de 2020 et 2021 montrent que les naufrages ont tendance à avoir lieu plus souvent en septembre et en décembre. Le programme et ses partenaires, la Croix-Rouge française et la Croix-Rouge mauritanienne, ont dû rester flexible pour pouvoir répondre au nombre fluctuant de personnes qui ont besoin d'aide. En ce qui concerne la gouvernance, Nexus SRD vise à améliorer la capacité des responsables mauritaniens à effectuer des sauvetages en mer, et pendant S2 2021, 25 formateurs ont formé 140 personnes des garde-côtes mauritaniens et de la gendarmerie à la natation (indicateur 4.2).

**Pour améliorer la visibilité sur les mouvements de migrants en Mauritanie, Nexus SRD a réalisé deux études en 2021 sur la présence de profils de migrants à Nouakchott et Dakhlet Nouadhibou (indicateur 5.3).** Les résultats des études nuancent la perception de la Mauritanie comme un pays de transit pour atteindre l'Europe. La recherche a révélé que la plupart des migrants dans les deux villes ont moins de 35 ans (71% à Nouadhibou, 67% à Nouakchott) et la majorité sont des hommes (68% à Nouadhibou et 73% à Nouakchott). Principalement des ressortissants sénégalais et maliens, les migrants ont massivement déclaré que la Mauritanie était leur destination finale au moment de leur départ (93% à Nouadhibou et 89% à Nouakchott). Parmi ceux qui avaient l'intention de déménager dans un autre pays, la plupart visaient à atteindre l'Espagne (36-37%), la France (21-25%), le Maroc (11-14%) ou d'autres pays. En outre, 77 % des habitants de Nouadhibou et 65 % des habitants de Nouakchott ont déclaré avoir l'intention de rester dans leur lieu de résidence au cours des six mois suivant l'étude, et ceux qui n'avaient pas l'intention de rester espéraient en grande partie retourner dans leur pays d'origine.<sup>1,2,3</sup>

### 5.8.3. LA MAURITANIE ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RÉSULTAT DU FFU

Tableau 13: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour la Mauritanie, décembre 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	46	325	1,888	629	418	3,305	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	18	465	532	52	1,068	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5,160	7,678	4,205	2,328	3,553	22,924	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	533	1,747	3,562	2,268	1,943	10,053	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	0	2	0	0	2	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	4	11	47	9	4	75	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	404	204	334	92	88	1,122	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	3,098	40,332	587	0	44,017	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	0	5,422	13,367	5,116	272	24,177	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	8	12	14	0	0	34	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	87,260	298,839	4,207	2,293	392,599	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	170	14	122	81	387	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	0	2,100	0	0	2,100	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1	826	1,603	308	2,069	4,807	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	6,550	14,120	1,550	0	0	22,220	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	910	2,525	374	198	0	4,007	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	11	12	8	21	0	52	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	10	7	0	19	0	36	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	15	76	44	0	12	147	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	65	773	50	0	32	920	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	3	0	3	0	6	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	13	30	7	3	0	53	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	2	2	0	0	0	4	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	31	0	1,877	52	486	2,446	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	223	339	976	647	601	2,786	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	15,250	511	64,761	9,781	2,579	92,882	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	39	10	17	15	23	104	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	26	122	8	19	175	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	13	6	269	4	113	405	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	5	32	32	3	2	74	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	9	0	1	1	0	11	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	35,207	4,889	5,152	45,248	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	6,662	2,921	1,786	11,369	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	95	10	0	105	

<sup>1</sup> OIM DTM, « Enquête sur la migration à Nouadhibou », 29 décembre 2021, consulté [ici](#). OIM DTM, « Enquête sur la migration à Nouakchott », 22 décembre 2021, consulté [ici](#).

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Ibid.

## 5.9. NIGER

### 5.9.1. NIGER EN 2021

Figure 58: Niger – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021



**Mohamed Bazoum a été élu Président du Niger en février 2021.** L'opposition a contesté les résultats mais il a été investi en avril, deux jours après une tentative de coup d'État militaire déjouée. Alors que le président Bazoum a souligné l'importance de lutter contre l'insécurité au Niger, il a été confronté à un mécontentement populaire croissant tout au long de l'année alors que le conflit au Sahel entrait dans sa dixième année. Des manifestations ont éclaté en novembre contre la présence militaire française alors qu'un convoi Barkhane traversait le Niger pour atteindre le Mali. Au moins deux personnes sont mortes et 18 ont été blessées.<sup>1,2,3</sup>

**La situation sécuritaire au Niger a continué de se détériorer tout au long de 2021.** 1 393 personnes sont mortes dans 313 incidents de sécurité au Niger (soit une augmentation de 24% par rapport aux 1 119 décès de 2020). Alors que les régions du Liptako-Gourma (Tahoua et Tillabéri) ont continué d'être à l'origine du plus grand nombre de décès (83%), la violence s'est de plus en plus étendue dans le sud-ouest (Maradi). Le nombre de décès a plus que doublé à Maradi entre 2020 et 2021 (29 personnes en 2021 par rapport à 11 en 2020) alors que des groupes de bandits originaires du nord-ouest du Nigeria menaient des attaques transfrontalières. La région accueillait 15 910 personnes déplacées et 57 122 réfugiés nigériens en novembre 2021.<sup>4,5,6,7</sup>

**L'insécurité au Niger et dans les pays voisins a continué de provoquer des déplacements et le Niger a accueilli 581 114 personnes relevant de la compétence du HCR en décembre 2021,** dont 264 257 personnes déplacées et 249 945 réfugiées (principalement du Nigeria et du Mali). Le nombre de personnes déplacées a considérablement diminué depuis décembre 2020 (298 458 personnes),

<sup>1</sup> Jeune Afrique, 'Présidentielle au Niger : Mahamane Ousmane conteste les résultats et revendique la victoire', février 2021. Récupérée [ici](#)

<sup>2</sup> BBC, « Le « coup d'État au Niger déjoué quelques jours avant l'investiture », mars 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Le Monde, 'Au Niger, deux morts dans des heurts lors du passage d'un convoi militaire français', novembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> ACLED, « Armed Conflict Location and Event Data project dashboard », consulté en février 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> ACLED, « Armed Conflict Location and Event Data project dashboard », consulté en février 2021. Récupérée [ici](#); ANP,

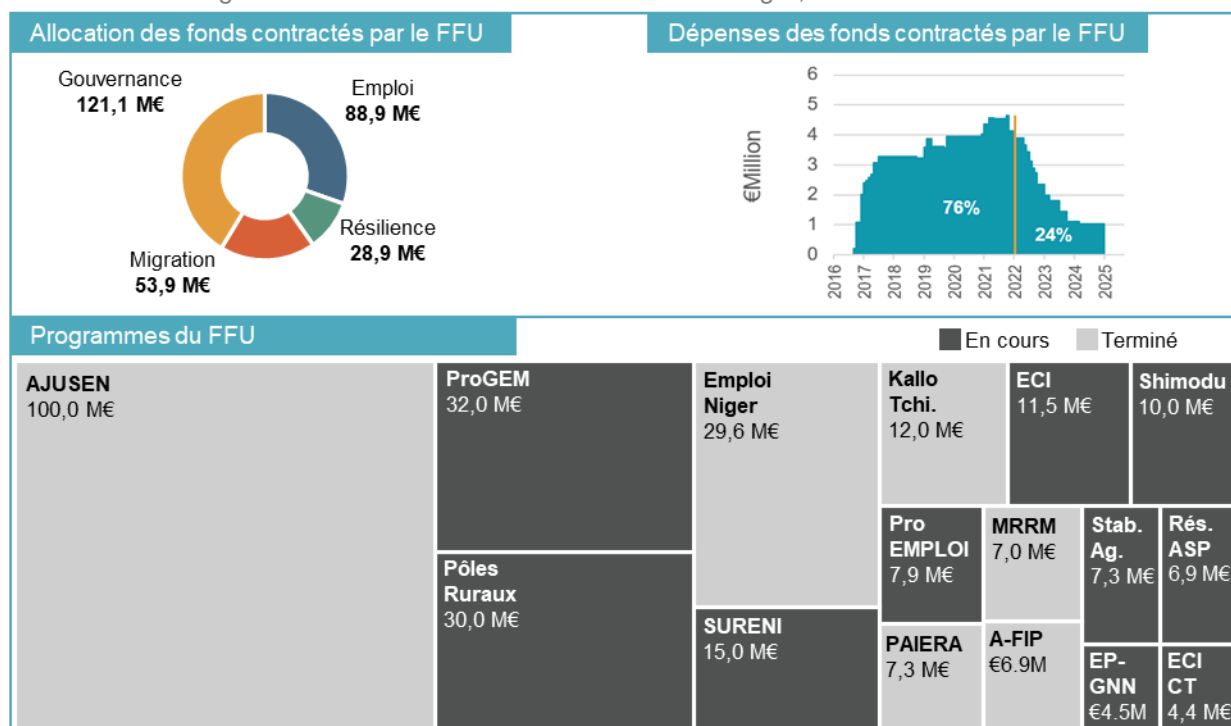
« Insécurité dans la région de Maradi : Réunion du conseil régional de sécurité », septembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>7</sup> HCR, « Niger - Population préoccupante », novembre 2021. Récupérée [ici](#).

les opérations de retour ayant été en cours au second semestre. En juin, le président Bazoum a annoncé que le gouvernement soutiendrait le retour des 100 000 personnes déplacées à Diffa (à la frontière avec le Nigéria). Plus de 40 000 personnes sont retournées dans leurs villages d'origine en août 2021. Cependant, les populations auraient craint le manque de sécurité dans les zones de retour ainsi que le manque d'infrastructures dans leurs villages d'origine, qui ont été détruits par les attaques de Boko Haram et ont été abandonnés pendant des années. De nouveaux déplacements dus à la persistance des violences ont été signalés à Diffa en novembre et décembre.<sup>1,2,3</sup>

## 5.9.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU NIGER

Figure 59: Portefeuille du Fonds fiduciaire au Niger, décembre 2021<sup>4,5</sup>



**Le Fonds fiduciaire au Niger a contracté 292,9 millions d'euros, principalement pour des programmes liés à la sécurité, à la gouvernance et à la prévention des conflits (OS4, 41%).** En 2021, cinq projets ont été contractés au Niger, dont deux projets liés à l'OS4 visant à soutenir la lutte contre le terrorisme au Niger. L'un appuie la création d'une équipe commune d'enquête pour les opérations de lutte contre le terrorisme (ECI CT, NE-15), fondée sur le modèle de l'équipe commune d'enquête pour les opérations de lutte contre la contrebande et la traite (ICE, NE-05). Un autre renforcera les capacités du CENTIF, l'unité nationale de contrôle de l'information financière, dans son rôle de prévention du financement des opérations terroristes (AJUSEN CENTIF, NE-06-04). Le Fonds fiduciaire a également engagé 88,9 millions d'euros pour des programmes qui soutiennent l'emploi et les opportunités économiques (OS1 – 30 %). Deux nouveaux programmes ont été signés en 2021 pour stimuler l'emploi dans les zones de transit et d'origine des flux migratoires (PROSTARAZ, NE-12-02) et dans la région déchirée par le conflit de Tillabéri (ProEMPLOI, NE-13). Enfin, un projet lié à

<sup>1</sup> HCR, « Niger : Situation des mouvements de populations Diffa, Tillabéri, Tahoua et Maradi », septembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> RFI, « Niger: six ans après, des milliers de déplacés regagnent le village de Baroua », juin 2021. Récupérée [ici](#).

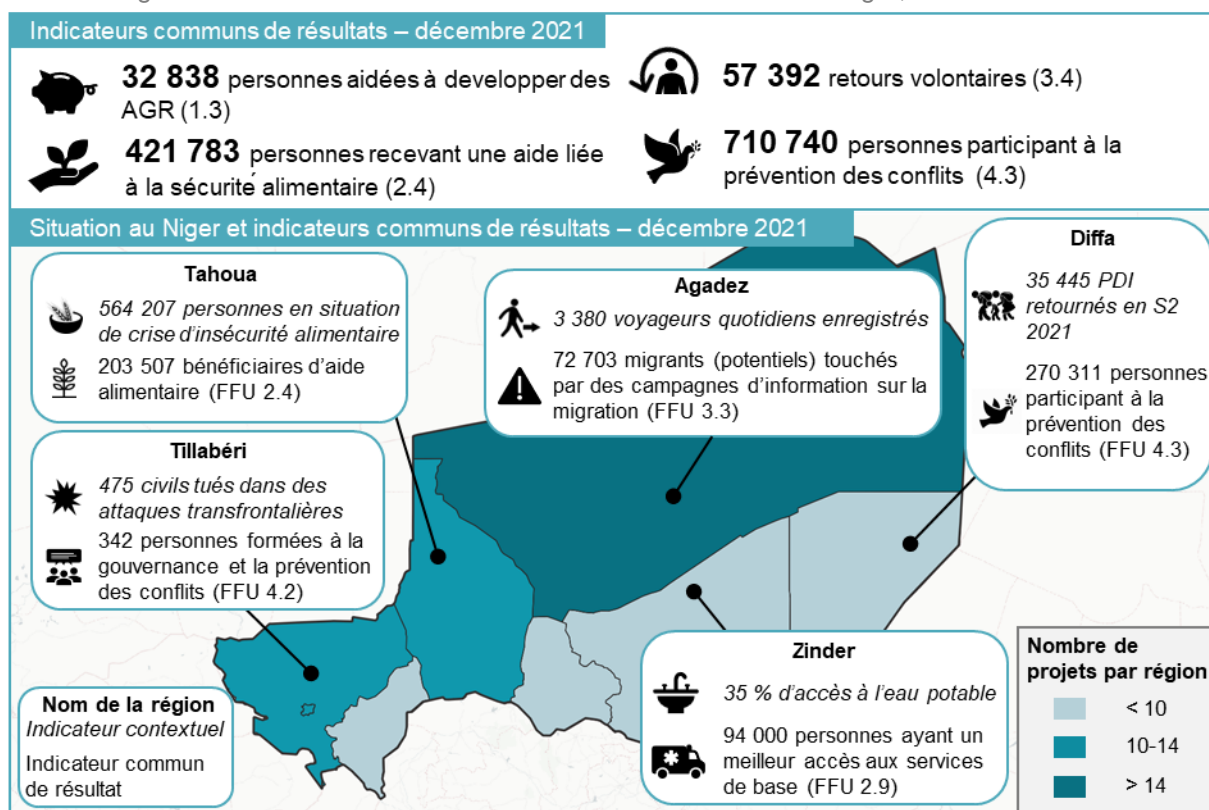
<sup>3</sup> HCR, « Niger : Situation des mouvements de populations récents dans la région de Diffa », Décembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>4</sup> Les calculs du tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires sur les années de mise en œuvre.

<sup>5</sup> Ces données ne concernent que les programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

l'OS2 a été contracté en 2021 pour soutenir la sauvegarde du parc national W (ASP APN/WAC, NE-14-02). En décembre 2021, 76% du budget du FFU prévu pour le Niger avait été décaissé. <sup>1,2,3,4,5,6</sup>

Figure 60: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire au Niger, décembre 2021



## Une approche pansociétale pour renforcer la cohésion sociale et prévenir les conflits

En 2021, le Niger a continué d'être aux prises avec l'extrémisme violent, tant à l'extérieur (menaces transfrontalières pour la sécurité) qu'à l'intérieur (augmentation de la violence des miliciens), enregistrant 313 événements violents et 1 393 décès. Cela représente une diminution de 35% des incidents violents et une augmentation de 19% des décès par rapport à 2020. Dans les régions de Tillabéri et Tahoua, dans l'ouest du Niger, plus de 600 civils ont été tués en 2021, soit plus de cinq fois plus qu'en 2020. Afin de soutenir la coexistence pacifique, une meilleure gouvernance et de prévenir les conflits, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont formé 2 509 personnes sur des questions allant de l'amélioration de la gouvernance et de la sécurité à la prévention des conflits et aux droits de l'homme en 2021 (indicateur 4.2), soit une augmentation de 221% par rapport aux résultats obtenus en 2020. <sup>7,8</sup>

<sup>1</sup> Création d'une équipe conjointe d'investigation pour la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme.

<sup>2</sup> Création d'une équipe conjointe d'investigation pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic des migrants.

<sup>3</sup> Appui au renforcement des capacités de la CENTIF.

<sup>4</sup> Projet de stabilisation et du renforcement socio-économique dans les régions d'Agadez et de Zinder.

<sup>5</sup> Promotion de l'emploi pour le renforcement de la résilience économique des communautés de la région de Tillabéri.

<sup>6</sup> Sécurisation et résilience du Parc W Niger et périphérie.

<sup>7</sup> The New Humanitarian, « Qu'est-ce qui se cache derrière la montée de la violence dans l'ouest du Niger ? », septembre 2021. Récupérée [ici](#). ACLED, « Armed Conflict Location and Event Data project dashboard », consulté en mars 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>8</sup> Centre mondial pour la responsabilité de protéger, Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger), mars 2022. Récupérée [ici](#).



**En 2021, la plupart des formations financées par le Fonds fiduciaire ciblaient les représentants des communautés sur la prévention des conflits et l'amélioration de la gouvernance (1 606 personnes, soit 64% de l'ensemble des acteurs formés sur ces sujets).** La plupart de ces représentants communautaires (85%) ont été formés dans la région de Diffa où le programme RESILAC (REG-05) a formé 1 324 dirigeants communautaires et membres d'organisations communautaires à la gouvernance démocratique. 188 autres médiateurs communautaires ont été formés par le programme régional PDU (REG-18) dans la région de Tillabéri, qui a été la plus touchée par la violence en 2021. Une étude récente sur le rôle et la perception des « personnages coutumiers » dans la région de Tillabéri souligne que les représentants des communautés (autorités traditionnelles, anciens et autorités religieuses) sont considérés par les populations locales comme les principaux acteurs disponibles pour soutenir la résolution des conflits et la justice à l'intérieur de leur village.<sup>1,2,3,4</sup>

**Au niveau communautaire, les médias et le journalisme peuvent jouer un rôle positif dans l'apaisement des tensions et la reconstruction d'un dialogue pacifique. En 2021, des programmes financés par le Fonds fiduciaire ont formé 60 journalistes à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix (indicateur 4.2).**<sup>5</sup> Le programme Shimodu (NE-10) a formé 40 animateurs de radio communautaire de la région de Diffa à la conception de campagnes de sensibilisation communautaire liées à la cohésion sociale, à la prévention pacifique des conflits et à la gestion. La formation visait à améliorer la résilience des communautés touchées par le déplacement dans la région. Des spots radio diffusés sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits ont touché 181 000 personnes (indicateur 4.3). En outre, PDU a formé 20 journalistes sur la sensibilité aux conflits dans les régions de Diffa et d'Agadez.<sup>6</sup>

**Dans le but de contribuer à réduire les conflits, les programmes financés par le FFU se sont également concentrés sur la formation des forces de sécurité.** En 2021, un nombre croissant d'événements violents (80) impliquant les forces de l'État ont été signalés, entraînant 476 décès parmi les forces de l'État. La même année, 548 forces étatiques nationales ont reçu une formation sur la sécurité, la prévention des conflits et les droits de l'homme dans le cadre de programmes financés par le Fonds fiduciaire (indicateur 4.2). En raison de l'augmentation des attaques ciblées contre les forces de sécurité ainsi que des signalements de violences de la part des forces de sécurité, les programmes financés par le FFU se sont concentrés sur la formation des forces aux principes des droits de l'homme afin de garantir l'accomplissement de leur mandat de protection. En tant que tel, le programme Sécurité G5 Sahel (REG-23) a formé 296 forces de sécurité intérieure à la prévention des conflits et aux droits de l'homme (54% des forces formées). En outre, les forces de sécurité ont été formées pour soutenir leurs opérations quotidiennes. AJUSEN (NE-06) a contribué à la formation de 234 personnes (43% des forces de sécurité formées) : 90 membres de la Garde Nationale aux opérations de recherche et de sauvetage, 74 membres de diverses forces à la collecte et à l'analyse de renseignements et 70 de la Direction de la surveillance du territoire sur la gestion des frontières.<sup>7,8,9,1</sup>

---

<sup>1</sup> RESILAC – Redressement économique et social inclusif du Lac Tchad.

<sup>2</sup> Les 94 autres représentants de la communauté ont été formés par le programme PDU à Diffa et Agadez.

<sup>3</sup> Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

<sup>4</sup> Institut Clingendael, « *Customary Characters in Uncustomary Circumstances: The case of Niger's Tillabéri region* », décembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> N. Kuusik, « Le rôle des médias dans la consolidation de la paix, la gestion des conflits et la prévention », E-International Relations, 2010. Récupérée [ici](#).

<sup>6</sup> Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa.

<sup>7</sup> ACLED, « *Armed Conflict Location and Event Data project dashboard* », consulté en mars 2022. Récupérée [ici](#).

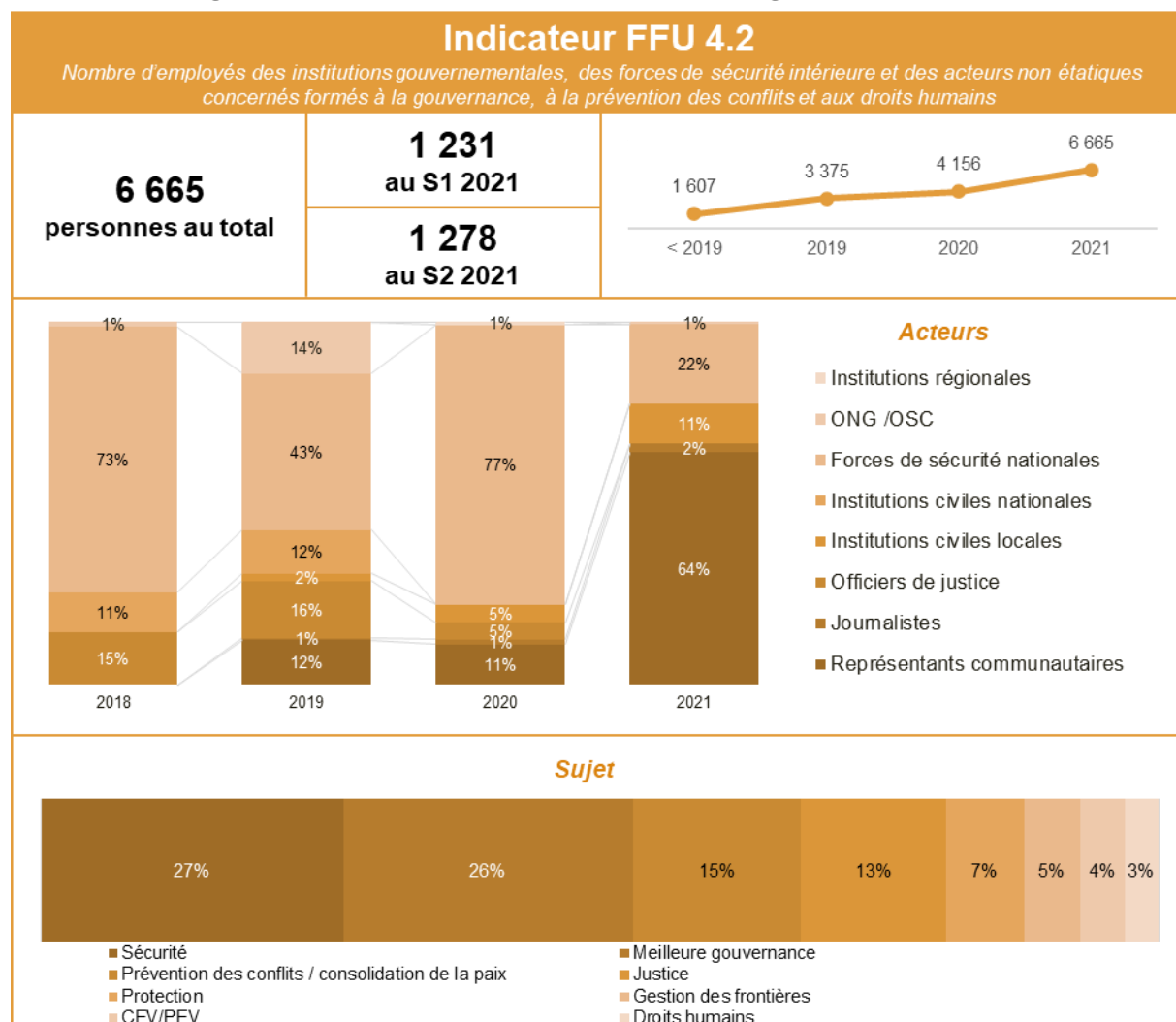
<sup>8</sup> CNDH, « Rapport de mission d'enquête, d'investigation, de vérification et d'établissement des faits relatifs aux allégations portant sur la disparition de 102 personnes dans le département d'Ayorou, région de Tillabéri », 2020. Récupérée [ici](#).

<sup>9</sup> Appui aux forces de sécurité des pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations.



Les programmes financés par le FFU ont également soutenu la création de nouvelles unités telles que l'ECI CT (lutte contre le terrorisme), l'EP-GNN (Escadron Polyvalent de la Garde Nationale du Niger) et les unités GAR-SI (sécurité).<sup>234</sup> En 2021, 18 membres de l'ECI CT ont été formés à la lutte contre le terrorisme et 6 véhicules ont été fournis par le programme ECI. Les unités GAR-SI ont reçu 10 005 équipements (dont 23 véhicules) tandis que l'EP-GNN a reçu 353 articles, dont 105 équipements de détection d'engins explosifs improvisés (indicateur 4.1 bis) par leurs programmes de soutien respectif. Au total, en 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont fourni 10 403 éléments pour renforcer la gouvernance, tous aux forces de sécurité.

Figure 61: Indicateur 4.2 du Fonds fiduciaire, au Niger, décembre 2021



## Accroître la résilience des personnes vulnérables grâce à l'élaboration d'AGR

Après une baisse significative du taux de croissance du Niger en 2020 (3,6% contre 5,9% en 2019) résultant de la combinaison des crises climatique, sanitaire et sécuritaire, les

<sup>1</sup> Contrat relatif à la Reconstruction de l'Etat au Niger en complément du SBC II en préparation / Appui à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières au Niger.

<sup>2</sup> Création d'une équipe conjointe d'investigation pour la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme.

<sup>3</sup> Soutien à la création d'un escadron polyvalent de la Garde Nationale du Niger.

<sup>4</sup> GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel).

**perspectives économiques du pays ont été favorables en 2021, avec un rebond prévu de 5,1% de la croissance.**<sup>1</sup> Néanmoins, la situation socio-économique au Niger est restée très fragile. Plus de 10 millions de personnes (environ 42,9% de la population) vivaient dans l'extrême pauvreté (avec moins de 1,90 USD par jour) et environ 60% étaient au chômage en décembre 2020.<sup>2</sup>

**En 2021, 12 937 personnes (50% de femmes) ont été aidées à développer des AGR, une augmentation de 50% par rapport aux résultats obtenus en 2020 (indicateur 1.3<sup>3</sup>).** La plupart (45% ou 5 877 personnes) ont reçu une formation aux AGR dans le cadre des programmes PDU, Emploi Niger (NE-11) et RESILAC. En 2021, tous les bénéficiaires ont été formés à l'agriculture, à la pêche et à la production ou transformation de l'élevage.<sup>4</sup> L'économie nigérienne est peu diversifiée et dominée par un secteur agricole axé sur la subsistance (représentant 40% du PIB en 2020), fortement dépendant du climat. À Tahoua et Tillabéri, le programme régional d'UDA a formé 3 913 personnes au renforcement de leurs moyens de subsistance agro-pastoraux et de leur résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. A Agadez et Zinder, 649 personnes ont été formées par Emploi Niger à de meilleures techniques de production agricole résilientes au climat pour mieux faire face aux conséquences du changement climatique. 888 autres personnes ont été formées par RESILAC, qui se concentre sur le renforcement de la résilience des personnes vulnérables touchées par les conflits dans la région de Diffa.<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> Banque mondiale, Vue d'ensemble du Niger, 2021. Récupérée [ici](#).

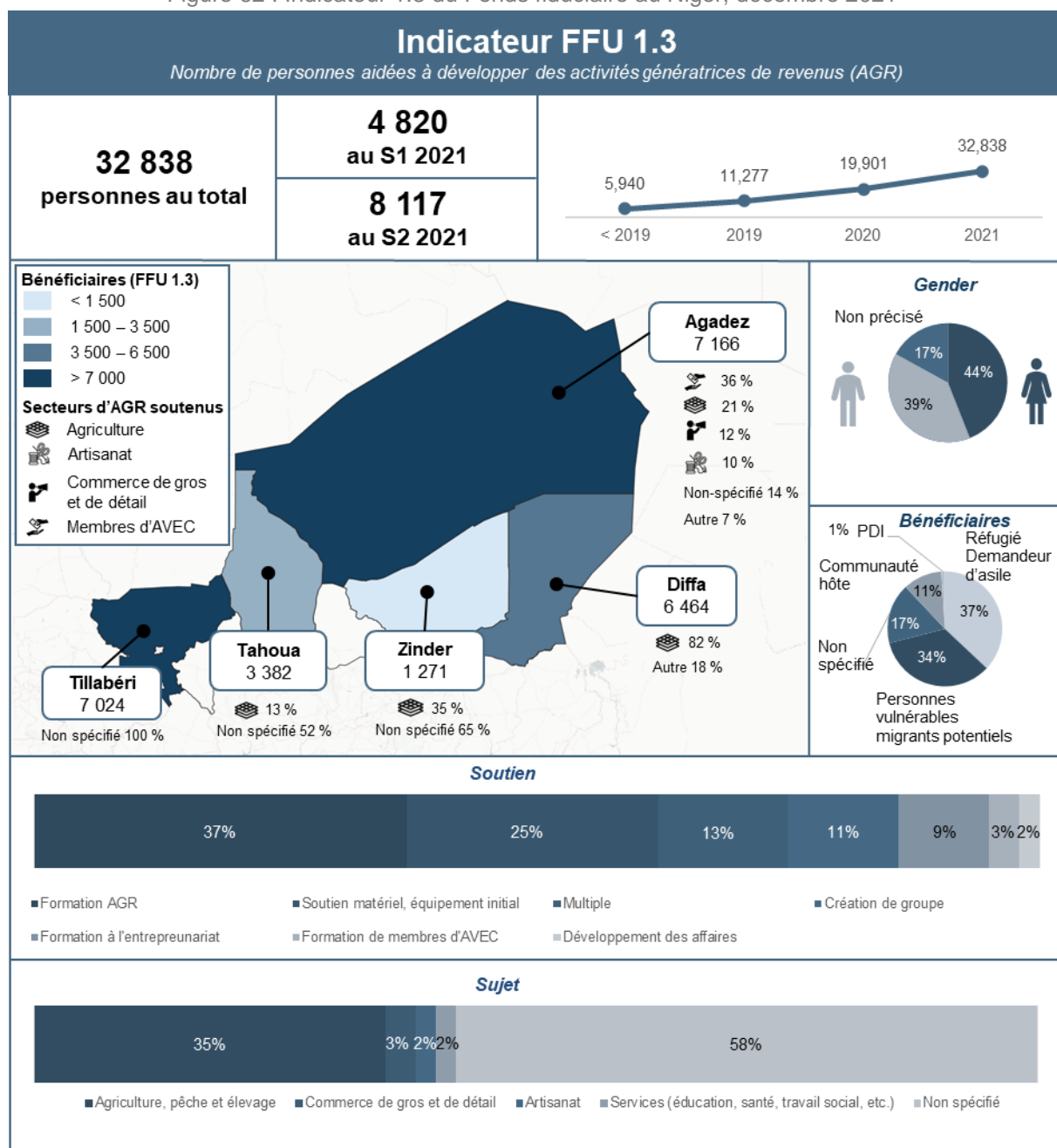
<sup>2</sup> Ibid. Banque mondiale, Données de la Banque mondiale, 2020. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Pour 15 % des bénéficiaires, la désagrégation par sexe n'était pas accessible et marquée comme « non spécifiée ».

<sup>4</sup> Création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de transit et départ au Niger.

<sup>5</sup> Banque mondiale, Vue d'ensemble du Niger, Op.cit.

Figure 62 : Indicateur 1.3 du Fonds fiduciaire au Niger, décembre 2021



Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont également soutenu les bénéficiaires par le biais d'une formation à l'entrepreneuriat afin de garantir que les entrepreneurs gèrent mieux leurs entreprises, leurs opérations et leurs revenus. Sur les 2 125 personnes formées en 2021, une écrasante majorité (97%) a été ciblée par Emploi Niger, qui a formé 2 058 jeunes sur ce sujet (52% de femmes). Les 3% restants ont reçu une formation sur la création d'une entreprise dans le secteur de la construction, dans le cadre du programme Kallo Tchidaniwo (NE-09).<sup>1</sup>

L'accès au financement a également été favorisé par des programmes financés par le FFU afin d'encourager et de permettre aux bénéficiaires de lancer des AGR à petite échelle. Au total, 3 116 personnes, toutes des femmes, ont été soutenues par la création d'AVEC qui a débuté en S2

<sup>1</sup> Renforcement de la résilience institutionnelle et communautaire dans la région Diffa.

2021 par le programme PDU à Agadez et Diffa. Les AVEC sont de petits groupes (20 à 25 personnes) de microfinancement gérés par leurs membres et permettent aux personnes vulnérables (souvent des femmes et des jeunes) de constituer une épargne et de contracter des prêts à faible taux d'intérêt, ce qui s'est avéré être un outil efficace de protection sociale. Les AVEC du programme fonctionnent sur des cycles annuels, à l'issue desquels les économies et les avantages cumulés sont distribués aux membres proportionnellement au montant économisé.

**Enfin, certains bénéficiaires (996 personnes) ont bénéficié de soutien matériel.** En 2021, RESILAC a soutenu 557 producteurs d'écoles de terrain d'agriculteurs par de la fourniture d'intrants agricoles et de petits équipements. Le programme Stabilisation Agadez (NE-12) a fourni à 439 personnes du matériel et des intrants, principalement pour des activités agricoles, de pêche et de production ou de transformation de l'élevage (90%).

### 5.9.3. NIGER ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

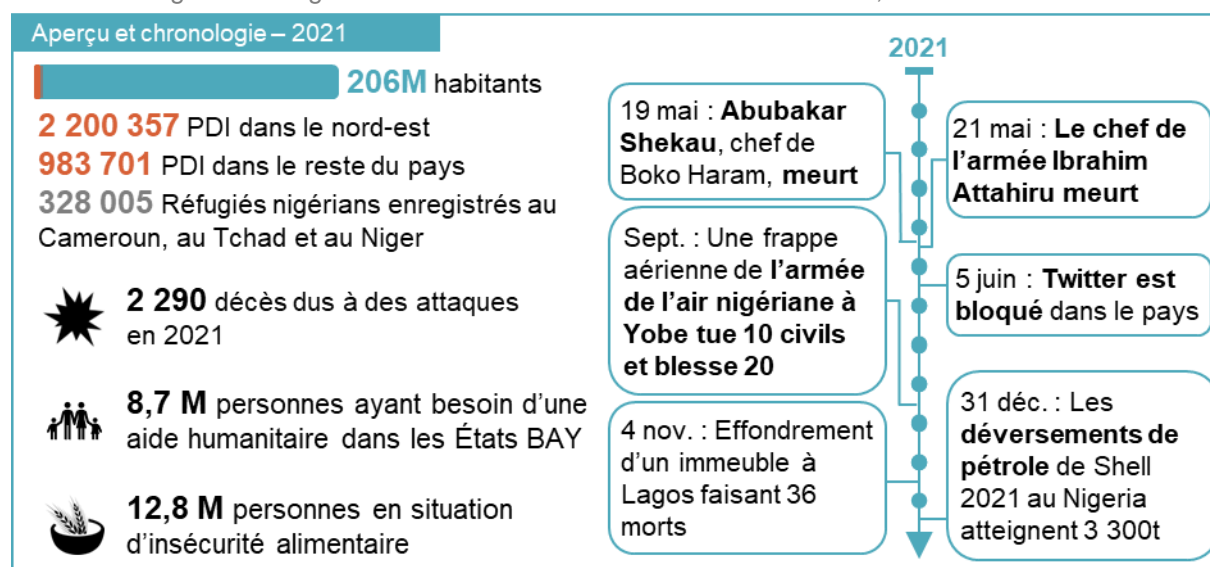
Tableau 14 : Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Niger, décembre 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	4,831	4,550	8,527	4,051	3,762	25,721	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	91	127	668	280	279	1,445	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5,940	5,337	8,277	4,649	7,934	32,137	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	6,110	7,875	3,767	2,283	3,650	23,684	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	212	72	11	14	309	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	26	30	21	10	0	87	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	62	852	748	519	45	2,226	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	1,020	6,339	4,365	4,049	1,885	17,658	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	184	3,455	14,687	19,020	37,347	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	70,386	123,818	125,031	61,068	14,500	394,803	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	0	0	0	0	1	1	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	4,680	82,855	13,471	1,897	4,642	107,545	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	3,669	197,158	49,496	158,322	408,645	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	651	1,426	1,382	3,439	839	7,737	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	144,191	266,542	211,707	97,375	75,466	795,281	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1,642	1,165	659	4,451	15,706	23,623	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	263,488	199,745	8,806	24,775	35,097	531,911	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	24,468	14,166	7,497	3,531	0	49,662	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	5,219	1,643	864	79	0	7,805	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	285	487	529	432	0	1,733	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	45	14	10	5	0	74	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	639	672	291	204	23	1,829	
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	2,915	1,395	583	98	367	5,358	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	6	4	4	2	16	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	9,233	2,996	22	0	0	12,251	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	10	0	0	14	0	24	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	489	1,082	1,433	10,025	22	13,051	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	1,607	1,768	781	1,231	1,216	6,603	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	395,666	78,233	49,526	115,646	3,669	642,740	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	7	40	16	13	13	89	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	46	40	88	49	79	302	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	48	58	451	17	152	726	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	29	18	14	3	12	76	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	7	5	3	4	27	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	3,713	1,632	64	5,409	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	867	625	3,288	4,780	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	20	0	0	20	

## 5.10. NIGÉRIA

### 5.10.1. LE NIGERIA EN 2021

Figure 63 : Nigéria – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021



**La situation politique et sécuritaire au Nigéria a continué de se détériorer dans tout le pays en 2021.** Dans le Nord-Ouest, les groupes de bandits ont étendu leurs zones d'opération, ce qui a entraîné une présence militaire accrue. En septembre 2021, à la suite de l'enlèvement de 73 écoliers, les troupes nigériennes soutenues par des hélicoptères de combat et des avions de combat ont mené une offensive majeure contre les gangs. Dans le nord-est du pays, depuis la mort d'Abubakar Shekau en mai 2021, plusieurs centaines de membres du JAS se sont rendus à l'armée nigérienne. L'ampleur sans précédent de ces restitutions a mis en évidence la nécessité d'une stratégie harmonisée pour faire face aux combattants qui disent s'être repentis et qui cherchent maintenant – de manière controversée – à être réintégrés dans la société.<sup>1,2</sup> Les redditions ont également profité à l'ISWAP, qui semble moins touché par la mort présumée de son chef Abu Musab Al-Barnawi. Au total, 1 261 attaques ayant fait 2 290 morts ont été enregistrées au S2 2021 au Nigeria.<sup>3,4</sup>

**En conséquence, le nombre de personnes déplacées et de réfugiés en provenance du Nigéria a augmenté en 2021.** En décembre 2021, il y avait près de 3,2 millions de personnes déplacées au Nigéria (en hausse de 10% par rapport à décembre 2020), dont 69% dans les États de Borno, Adamawa et Yobe (BAY). Le nombre de réfugiés nigériens dans les trois pays voisins que sont le Niger, le Tchad et le Cameroun a atteint 327 313 (contre 304 252 fin 2020). En octobre 2021, le gouvernement de l'État de Borno a annoncé que tous les camps de déplacés à Maiduguri seraient fermés d'ici le 31 décembre, et qu'une réinstallation sera effectuée peu de temps après. Human Rights Watch avertit que jusqu'à présent, la réinstallation et la fermeture des camps ont eu lieu sans préavis ni informations adéquates.<sup>5,6,1</sup>

<sup>1</sup> France 24, « *Nigeria troops raid bandit camps in northwest* », 6 septembre 2021. Récupérée ici.

<sup>2</sup> The New Humanitarian, « *What Nigerians displaced by Boko Haram say about living with ex-fighters* », 1er septembre 2021. Récupérée ici.

<sup>3</sup> BBC, « *Nigeria says Iswap leader Abu Musab al-Barnawi is dead* », 14 octobre 2021. Récupérée ici.

<sup>4</sup> ACLED, « *Tableau de bord du projet de données sur la localisation et les événements des conflits armés* », 2021. Récupérée ici.

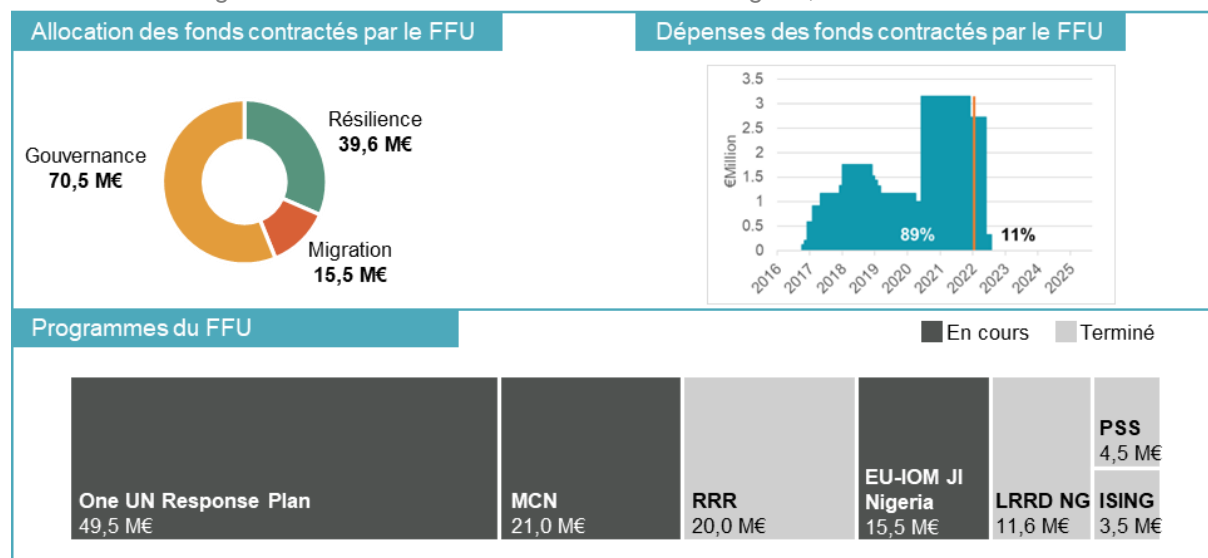
<sup>5</sup> HCR, « *Nigeria: All population Snapshot* », consulté en janvier 2022. Récupérée ici.

<sup>6</sup> Le Monde, « *Le Nigéria vide les camps de déplacés de Maiduguri* », 30 décembre 2021. Récupérée ici.

**L'insécurité persistante associée à des effets économiques néfastes a encore exacerbé les besoins humanitaires des populations vulnérables.** En décembre 2021, environ 8,7 millions de personnes (sur 12,4 millions d'habitants) avaient besoin d'une aide humanitaire dans les États de BAY. Parmi ceux-ci, 2,2 millions sont des déplacés internes, 1,5 million sont des migrants de retour qui n'ont pas accès aux services essentiels et moyens de subsistance; et 3,9 millions sont membres de communautés d'accueil touchées par la présence de PDI. Ce chiffre inclut la majorité (environ 733 000) du million de personnes dans des zones actuellement inaccessibles aux acteurs humanitaires internationaux.<sup>2</sup>

### 5.10.2. LE FFU AU NIGERIA

Figure 64 Portefeuille du Fonds fiduciaire au Nigeria, décembre 2021<sup>3,4</sup>



**Le FFU a contracté 125,6 millions d'euros au Nigeria, principalement pour des programmes liés à la sécurité, à la gouvernance et à la prévention des conflits (OS4, 56%) et à la résilience (OS2, 32%).** Notamment, 49,5 millions d'euros (39% du budget total) ont été alloués en 2020 au OS4 pour soutenir la mise en œuvre par le PNUD du Plan de réponse unique des Nations Unies (NG-09). Le programme MCN (NG-03), qui contribue également au OS4, porte le budget du FFU dans ce domaine à 70,5 millions d'euros. Le renforcement de la résilience des communautés et des plus vulnérables (OS2) représente 39,6 millions d'euros. Cependant, tous les programmes qui ont contribué à faire face à la crise dans les États de BAY (OS2), à savoir le RRR (NG-07), LRRD NG (NG-01), ISING (NG-02) et PSS (NG-06) sont maintenant terminés. En outre, 12% du budget du FFU au Nigeria est alloué à l'Initiative Conjointe UE-OIM (NG-04), qui contribue à la gestion des migrations (OS3). La plupart des projets en cours s'approchent de leurs dernières étapes de mise en œuvre et on estime que seuls 11% du budget du FFU au Nigeria n'ont pas encore été dépensés.<sup>5,6,7,8,9,1,2</sup>

<sup>1</sup> Human Rights Watch, « Nigeria: Halt Closure of Displaced People's Camps », 21 décembre 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> OCHA, « Nigeria Humanitarian Needs Overview 2022 », 9 février 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Les calculs du tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires sur les années de mise en œuvre.

<sup>4</sup> Ces données ne concernent que les programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

<sup>5</sup> Soutien de l'UE aux Nations unies « Un plan de réponse des Nations Unies à la COVID-19 au Nigeria ».

<sup>6</sup> Renforcement des capacités de gestion des conflits au niveau des États et des communautés dans le nord-est du Nigeria.

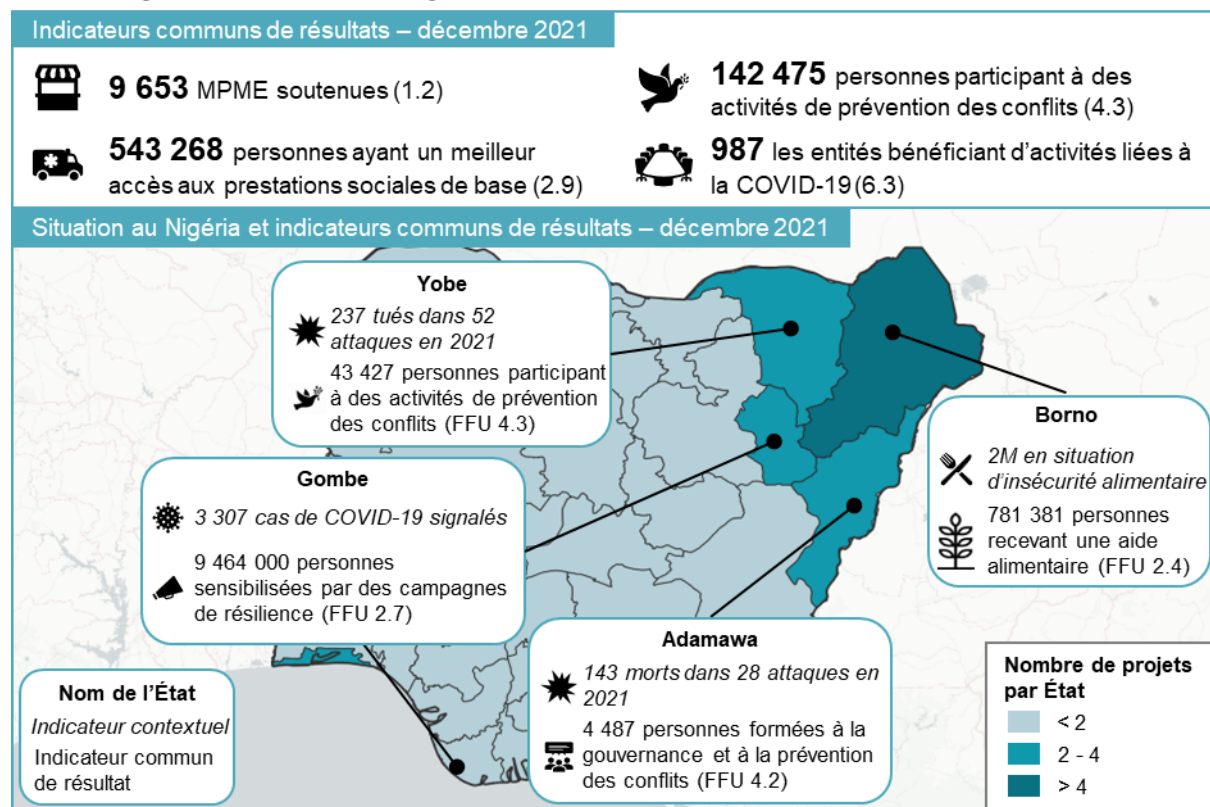
<sup>7</sup> Soutien de l'UE à la réaction, au relèvement et à la résilience dans l'État de Borno.

<sup>8</sup> Établir un lien entre les secours, la réhabilitation et le développement et promouvoir la stabilité et la sécurité des communautés déplacées dans le nord-est du Nigeria.

<sup>9</sup> Investir dans la sécurité et l'intégrité des filles nigérianes.



Figure 65 : Situation au Nigéria et résultats du Fonds fiduciaire – en décembre 2021



## Soutien continu pour renforcer le système national de santé du Nigéria

En 2021, la pandémie de COVID-19 a continué d'avoir un impact négatif sur le Nigéria et les moyens de subsistance des Nigériens. En décembre 2021, le Nigéria avait enregistré un total de 241 513 cas, dont 3 030 décès. Alors que le nombre de cas de COVID-19 au Nigéria est en baisse, les effets économiques et sociologiques négatifs de la pandémie se font encore sentir. La pandémie a entraîné la perte de moyens de subsistance et les systèmes de santé ont été mis à rude épreuve au point de presque s'effondrer. Ces défis exigent une intensification rapide de la préparation et de la réponse en matière de santé publique, ainsi que des mesures visant à protéger les populations vulnérables.

En 2021, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont continué de renforcer le système de santé nigérian pour les réponses sanitaires actuelles et futures. En 2021, un total de 372 entités a bénéficié d'activités d'intervention d'urgence contre la COVID-19, toutes par le biais du Plan de Réponse One UN (indicateur 6.3), ce qui porte le total d'entités soutenues à 987 (une augmentation de 60% par rapport aux résultats de décembre 2020 – indicateur 6.3). Les centres de santé et les hôpitaux ont le plus bénéficié de ce soutien cette année (71%). En décembre 2021, le programme a contribué à la mise en place d'un total de 346 installations de soins de santé totalement fonctionnelles ayant une capacité de triage et de traitement des cas confirmés de COVID-19. En outre, 150 établissements publics de soins de santé et spécialisés dans le pays ont bénéficié d'une formation visant à accroître la détection de la COVID-19 au cours d'une nouvelle vague spécifique de

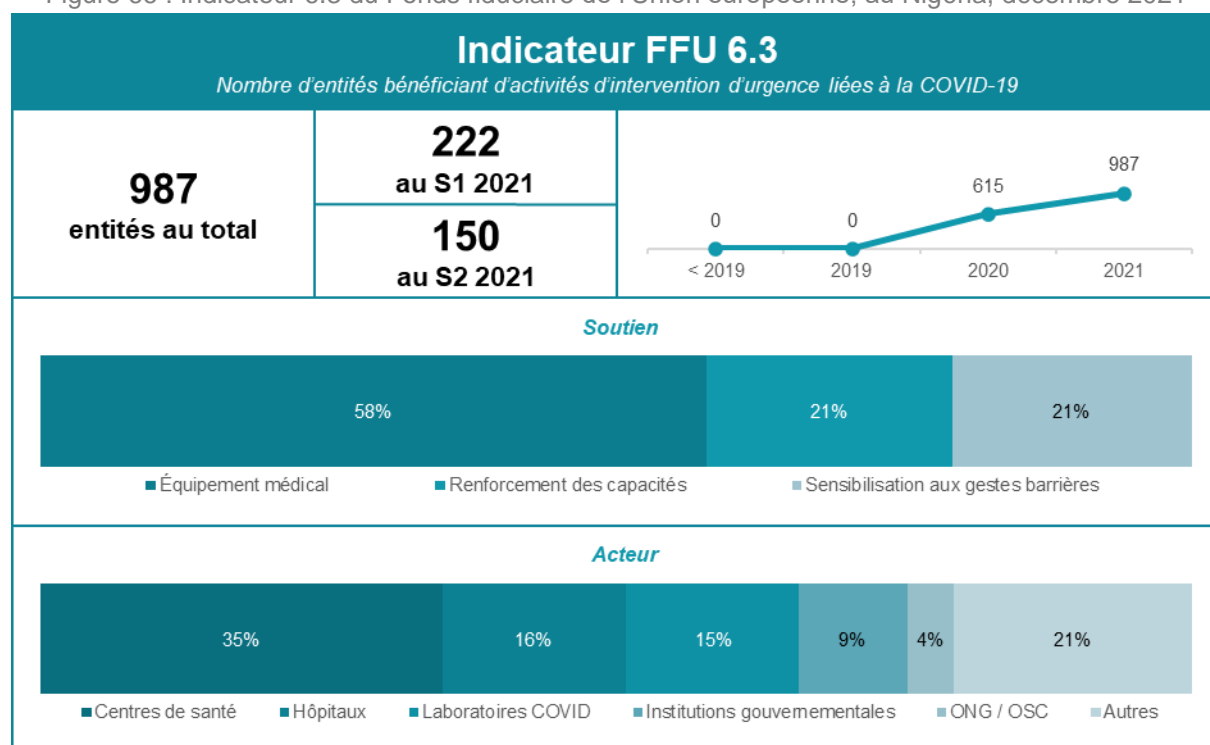
<sup>1</sup> Renforcer le soutien psychosocial, la santé mentale, la réinsertion et les services de protection pour les enfants de Borno, y compris les enfants associés à Boko Haram.

<sup>2</sup> Renforcer la gestion et la gouvernance des migrations et la réintégration durable des migrants de retour au Nigéria.

la pandémie. Les autres entités bénéficiaires étaient des laboratoires qui bénéficiaient d'une capacité de dépistage améliorée et des institutions gouvernementales soutenues pour élaborer des plans d'urgence, d'intervention et de rétablissement (y compris ceux qui répondaient aux effets secondaires de la COVID-19). Ces réalisations contrastent avec l'état des systèmes de santé nigériens au début de la pandémie quand le pays ne disposait que de sept laboratoires capables de tester le virus et de cinq lits d'hôpital disponibles pour 10 000 personnes.

**En plus de soutenir les institutions, le One UN Response Plan a également fourni une formation aux travailleurs sociaux et de santé.** En 2021, un total de 23 005 fournisseurs de services a bénéficié du renforcement des capacités pour renforcer la prestation de services dans le contexte de la réponse à la COVID-19 (indicateur 2.8). Notamment, au cours de l'année, le *One UN Response Plan* a organisé des formations en cascade sur la gestion des cas de COVID-19 pour 22 148 travailleurs de la santé, dont des médecins, des infirmières, des pharmaciens, des techniciens de laboratoire et des volontaires communautaires dans tous les États, à l'exception de Delta et d'Akwa-Ibom (où d'autres interventions ont été prioritaires). En outre, les agents de santé publique et les travailleurs sociaux ont été formés sur le risque de COVID-19 et la fourniture de services essentiels. Ces agents de santé ont transmis les informations en cascade à d'autres prestataires de soins de santé dans l'ensemble des établissements de santé.<sup>1</sup>

Figure 66 : Indicateur 6.3 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Nigéria, décembre 2021



**Enfin, le programme a lancé des activités visant à renforcer la capacité des MPME locales, à produire des équipements de protection individuelle (EPI) et des produits liés aux soins de santé de haute qualité.** Notamment, un partenariat avec un producteur privé d'EPI a été créé pour donner aux femmes productrices des lignes directrices sur la production d'EPI de qualité. Les MPME nigériennes ont tendance à ne pas avoir la capacité de produire des EPI de haute qualité et d'autres produits liés aux soins de santé en utilisant les normes nationales et internationales établies, et en outre, de produire ces produits à grande échelle. Jusqu'à présent, 45 femmes ont bénéficié d'une formation en capacité pour élargir la portée de leurs opérations commerciales et se positionner en

<sup>1</sup> Santé sexuelle et reproductive/Violence sexiste.

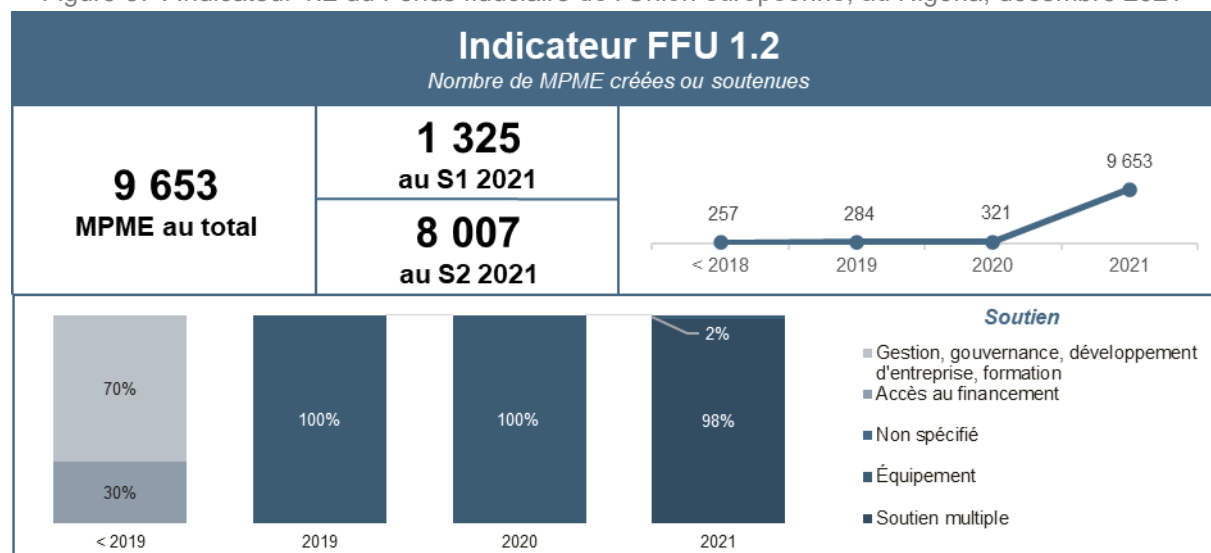
tant qu'actrices économiques saines dans la production et la distribution d'EPI au Nigéria (indicateur 1.2).

### Au-delà de la résilience à court terme : soutenir l'économie nigériane grâce au soutien des MPME

En 2021, compte tenu du contexte économique et de sécurité alimentaire perturbé, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont continué de distribuer de l'argent pour l'aide à court terme aux ménages contre les effets de la pandémie. En 2021, 237 416 personnes ont reçu des transferts monétaires (indicateur 2.9), dont 154 557 personnes ayant reçu des subventions en espèces inconditionnelles de 5 000 NGN (13 USD) du *One UN Response Plan*.

Le *One UN Response Plan* soutient également de plus en plus les MPME, en particulier celles dirigées par des femmes, dans le cadre d'une approche à plus long terme de la reprise économique. En 2021, 9 332 MPME ont été soutenues ou créées dans le cadre de programmes financés par le FFU (97% des MPME ont bénéficié d'un soutien depuis le début des activités au Nigéria). Au total, 9 111 MPME et entreprises informelles ont reçu des transferts monétaires de 38 800 NGN (100 USD) du Plan de réponse One UN en 2021, à travers les sept états ciblés.

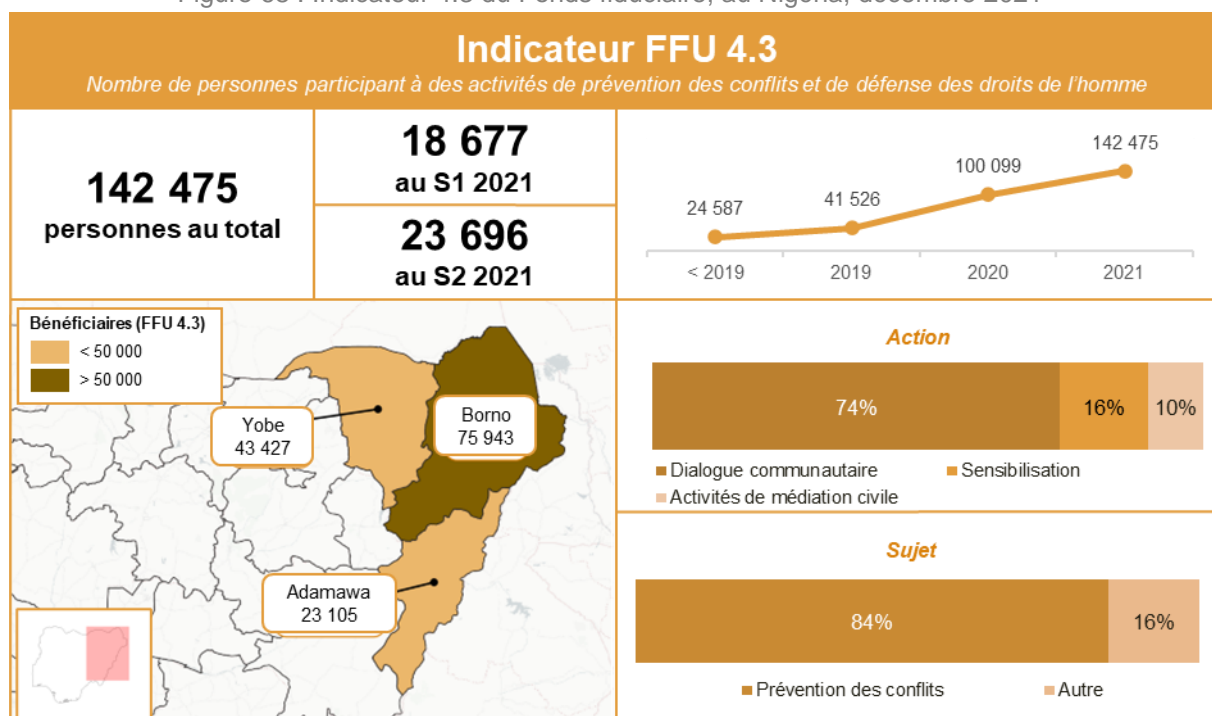
Figure 67 : Indicateur 1.2 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Nigéria, décembre 2021



### Promouvoir la paix par le dialogue communautaire et la sensibilisation

La situation sécuritaire dans les états du nord-est (BAY) est restée instable en 2021, alors que les incidents et les attaques se poursuivaient. L'insécurité affaiblit les institutions de gouvernance communautaires telles que les conseils de gouvernement local, les tribunaux locaux et les institutions religieuses. La gouvernance est encore plus compromise à mesure que d'autres acteurs tels que les groupes d'autodéfense émergent pour assurer la sécurité, alors qu'ils manquent souvent de capacité ou de responsabilité.

Figure 68 : Indicateur 4.3 du Fonds fiduciaire, au Nigéria, décembre 2021



**Dans ce contexte, il est essentiel de s'attaquer aux divisions par le dialogue et les activités de médiation pour stabiliser les communautés divisées par l'insurrection.** En décembre 2021, 142 475 personnes avaient participé à des activités de prévention des conflits et de défense des droits humains organisées par des programmes financés par le FFU, dont 42 376 en 2021 (indicateur 4.3). Cela représente une augmentation de 42% par rapport aux extrants rapportés jusqu'en décembre 2020. Les activités sont principalement mises en œuvre à Borno (53%) et Yobe (30%) qui sont à l'épicentre du conflit nigérian. Le principal contributeur à cet indicateur est resté le programme MCN (NG-03), avec 30 769 participants en 2021. Le programme vise à renforcer les capacités des institutions communautaires de gestion des conflits, contribuant ainsi à soutenir la résilience des communautés et à prévenir leur rechute dans la violence. En 2021, la majorité des bénéficiaires de MCN ont participé à des dialogues communautaires (28 768, 94%), tandis que les autres participants se sont engagés dans des activités de médiation civile (2 001, 6%). Le programme RESILAC (REG-05) a contribué aux résultats restants de 2021 par le biais d'événements de sensibilisation (11 607).

### 5.10.3. LE NIGERIA ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

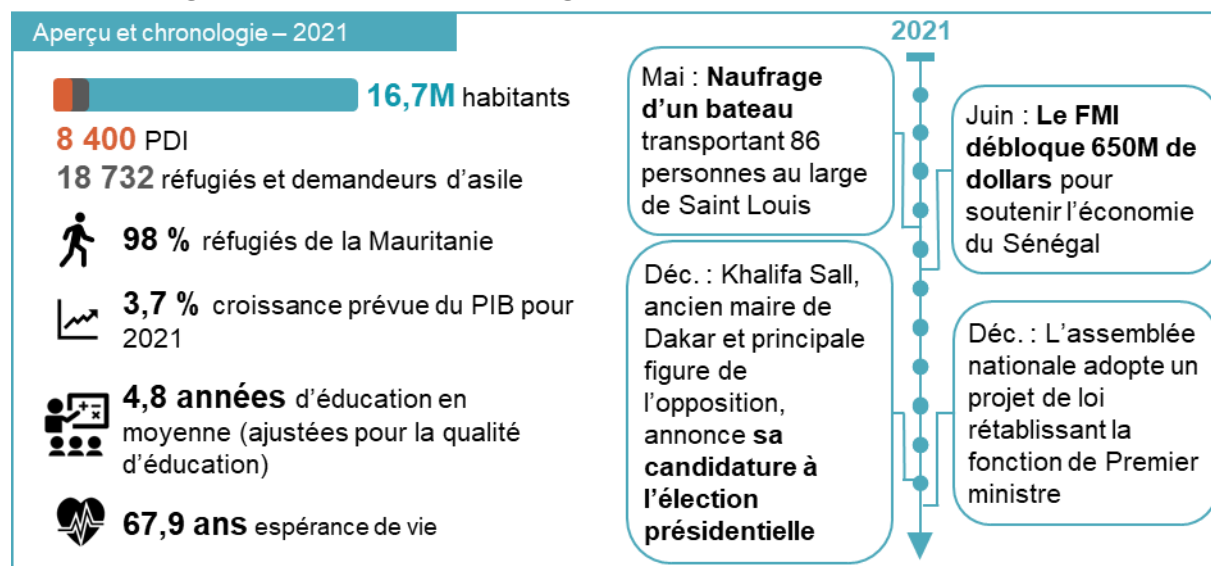
Tableau 15: Indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire pour le Nigeria, décembre 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	4,575	75	0	0	0	4,650	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	257	27	1,218	720	35	2,257	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	17,101	5,511	5,386	252	933	29,183	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	774	1,322	286	24	2,144	4,550	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	0	0	0	3	3	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	12	0	0	0	0	12	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	431	24	1	2	3	461	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	186,085	315,828	66,926	5,441	1,286	575,566	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	0	10,000	0	0	10,000	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	170,961	200,430	255,380	158,373	5,057	790,201	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	600	740	0	230	1,570	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	114,224	9,388	111,557,458	93,707,222	17,109	205,405,401	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	5,624	1,774	404	220	0	8,022	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	169,560	17,965	118,327	208,366	0	514,218	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	1,196	10,415	55,316	3,193	1,800	71,919	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	0	7	5	0	12	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	11,451	4,450	920	817	0	17,638	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	5,203	4,773	1,267	486	0	11,728	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	0	3	0	1	4	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	0	45	46	105	196	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	41	71	12	0	124	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	10	65	129	149	0	353	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	4	17	3	0	0	24	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	60	0	0	60	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	9,093	4,601	3,160	597	808	18,260	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	24,587	16,939	58,573	18,677	23,698	142,475	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	9	2	5	9	1	26	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	33	1	23	0	1	58	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	16	12	4	2	1	35	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	28	9	6	1	1	45	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	10,769,181	1,973,249	94	12,742,524	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	425,784	0	808	426,592	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	502	215	0	717	

## 5.11. SÉNÉGAL

### 5.11.1. LE SÉNÉGAL EN 2021

Figure 69 : Tableau de bord Sénégal – Faits et chiffres clés, décembre 2021



**Dans un contexte de difficultés économiques, le gouvernement de Macky Sall a fait face à des manifestations sans précédent dans le pays au début de 2021.** La pandémie de COVID-19 a eu un impact significatif sur l'économie, affectant les revenus de 85 % des ménages.<sup>1</sup> Les exportations ont chuté de 10% et ont encore érodé la dette publique, qui aurait atteint 70,9% du PIB en 2021 contre 63,8% en 2019.<sup>2</sup> L'arrestation d'Ousmane Sonko en mars 2021 a provoqué la propagation des manifestations dans tout le pays, et l'ampleur de la participation a suggéré des motifs socio-économiques sous-jacents.<sup>3</sup> Le Président de la République a par la suite lancé un programme d'urgence pour l'insertion socio-économique et l'emploi des jeunes en avril 2021, Xëyu Ndaw Ni,<sup>4</sup> avec un budget de 450 milliards de FCFA (690 millions d'euros) pour la période 2021-2023. Dans ce contexte, en juin 2021, le FMI a débloqué un prêt de 650 millions USD pour appuyer l'emploi des jeunes.<sup>5</sup> En décembre 2021, le FMI et le gouvernement Sénégalais ont discuté de la mise en œuvre de politiques sectorielles visant à promouvoir l'industrialisation et la création d'emplois par la production de produits alimentaires de base et pharmaceutiques.<sup>6</sup>

**Dans une tentative de promouvoir la reprise économique du pays, l'Assemblée Nationale a adopté une loi visant à rétablir le poste de Premier Ministre en décembre 2021.**<sup>7</sup> Le poste avait été aboli en 2019 par le Président Macky Sall, qui avait fait valoir que cette décision contribuerait à plus d'efficacité sur le plan politique.<sup>8</sup> Selon le Ministre de la Justice Malick Sall le rétablissement de

<sup>1</sup> Jeune Afrique, « Sénégal : Macky Sall face au challenge de l'emploi », décembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Ousmane Sonko, principale figure de l'opposition politique, aurait été accusé d'avoir violé une femme dans un salon de massage et de l'avoir menacée. Il a été arrêté avec des membres de son parti en mars 2021 alors qu'il se rendait au tribunal pour « atteinte à l'ordre public » et « manifestation non autorisée ».

<sup>4</sup> En wolof, « ensemble pour demain ».

<sup>5</sup> Jeune Afrique, 2021. op. cit.

<sup>6</sup> FMI, « Les services du FMI achèvent une mission au Sénégal pour les consultations de 2021 au titre de l'article IV, ainsi que les revues au titre de l'Instrument de coordination de la politique économique, de la Facilité de crédit de confirmation et de l'Accord de confirmation », décembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>7</sup> Le Monde, « Le Sénégal rétablit la fonction de Premier Ministre », décembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>8</sup> RFI, « Sénégal : vers la restauration du poste de Premier Ministre », novembre 2021. Accessible [ici](#).



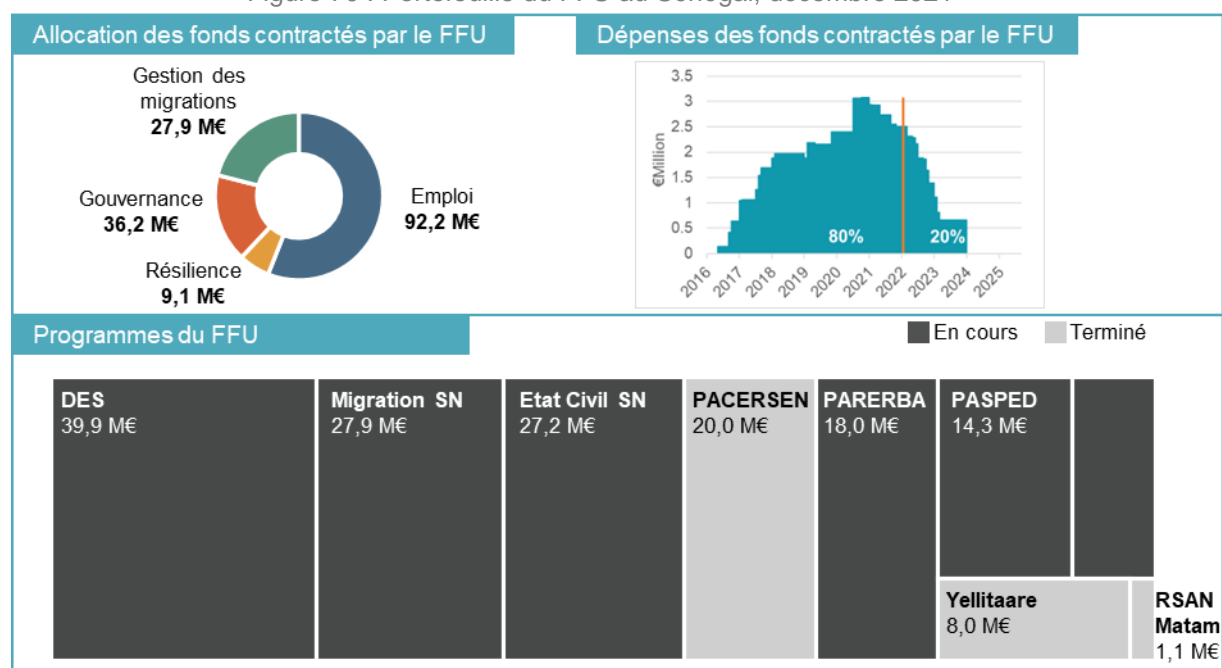
la fonction de Premier Ministre est nécessaire pour soutenir la reprise économique du pays et pour 'une meilleure coordination et mise en œuvre des politiques publiques'.<sup>1</sup>

**L'enjeu des élections locales, prévues en 2022, est élevé**, car l'opposition espère qu'une victoire contre le parti de Macky Sall le dissuadera de briguer un troisième mandat en 2024.<sup>2</sup>

**Dans un contexte économique dégradé, les départs sur la route de l'Atlantique se sont poursuivis tout au long de 2021.** Le renforcement de la gestion policière au Niger et la fermeture des frontières terrestres en raison de la pandémie de COVID-19 ont entraîné une augmentation de l'utilisation de la route maritime. En mai, un navire transportant 86 personnes a chaviré au large des côtes de Saint-Louis, dans le nord du pays. Le navire a été identifié par un avion de patrouille espagnol basé à Dakar et les passagers secourus par la marine sénégalaise.<sup>3</sup> En août, un autre bateau transportant des personnes visant à atteindre les îles Canaries a coulé près de Saint Louis. La marine sénégalaise et la Garde civile espagnole ont secouru 11 personnes, dont huit Sénégalais et trois Gambiens, mais de nombreuses personnes sont toujours portées disparues.<sup>4</sup>

### 5.11.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU SÉNÉGAL

Figure 70 : Portefeuille du FFU au Sénégal, décembre 2021<sup>5,6</sup>



**Le FFU a contracté 165,4 millions d'euros au Sénégal**, dont 56% pour des projets liés à l'emploi (OS1), suivis des projets liés à la sécurité, à la gouvernance et à la prévention des conflits (OS4 – 22%) et des projets liés à la migration (OS3 – 17%). Le Fonds fiduciaire vise à créer des opportunités économiques et des emplois grâce aux programmes DES (SN-04)<sup>7</sup> et PASPED (SN-09).<sup>8</sup> Le soutien

<sup>1</sup> Le Monde, 2021. Op. Cit.

<sup>2</sup> RFI, 'Au Sénégal, Khalifa Sall, ancien maire de Dakar : « Je serai candidat à la présidentielle de 2024 », décembre 2021. Accessible [ici](#).

<sup>3</sup> Info migrants, « Sénégal : 82 personnes secourues in extremis par la Marine nationale », mai 2021. Accessible [ici](#).

<sup>4</sup> Info migrants, « Une soixantaine de migrants font naufrage au large du Sénégal », août 2021. Accessible [ici](#).

<sup>5</sup> Les calculs du tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires sur les années de mise en œuvre.

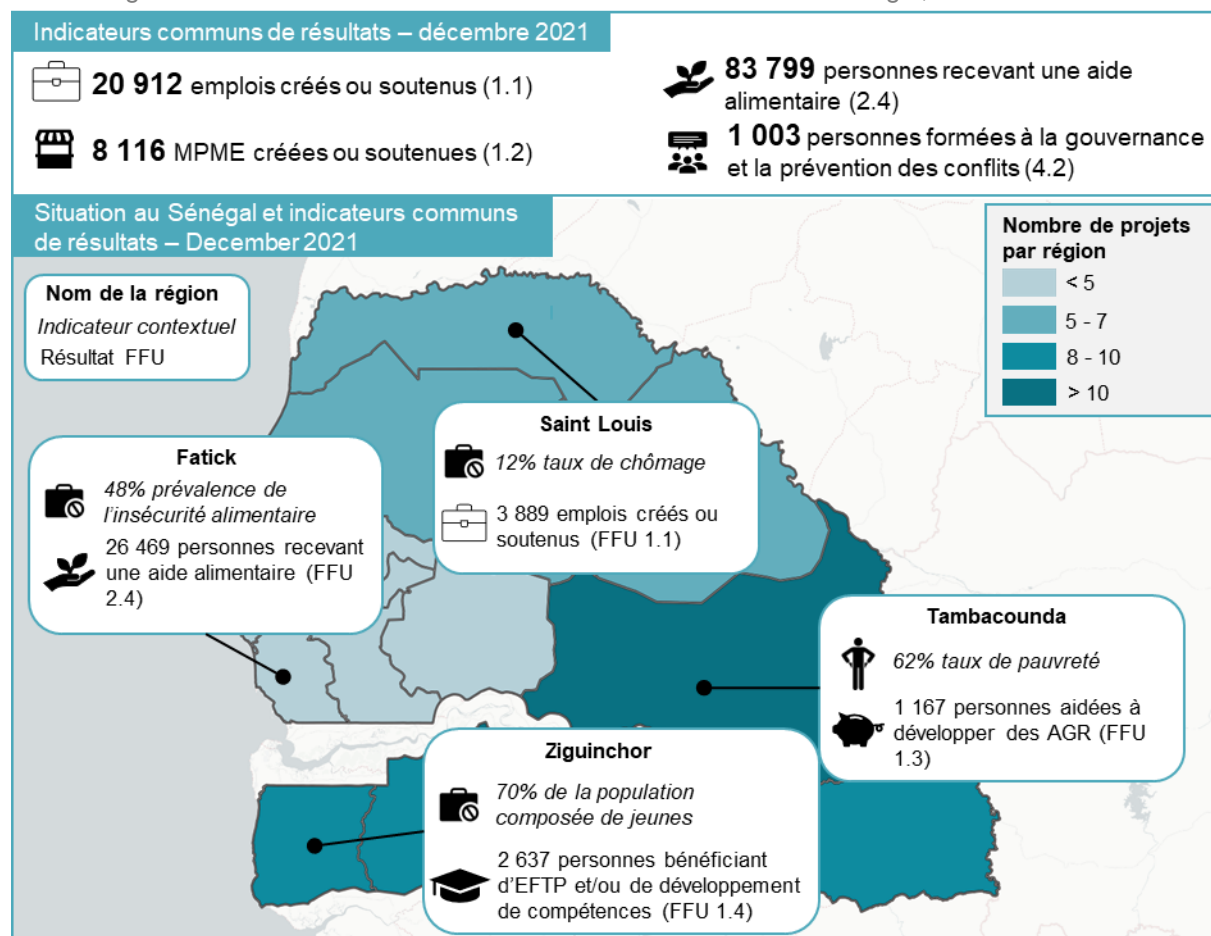
<sup>6</sup> Ces données ne concernent que les programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

<sup>7</sup> Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ.

<sup>8</sup> Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal.

à la résilience de la population est également fourni par le biais des programmes PARERBA (SN-08)<sup>1</sup> et PACERSEN (SN-05),<sup>2</sup> principalement par la mise en œuvre d'initiatives de diversification alimentaire et d'accès aux services de base. Le FFU vise également à aider les migrants de retour et à soutenir leur réintégration durable dans le cadre du programme Migration Sénégal (SN-06).<sup>3</sup> Au Sénégal, la prévention de la migration irrégulière, du trafic illicite de migrants et de la traite des êtres humains sont également des priorités soutenues par les programmes POC et Etat Civil SN (SN-07<sup>4</sup> et SN-10,<sup>5</sup> respectivement), qui se rapportent à l'OS4. On estime que la majeure partie du budget contracté par le FFU au Sénégal (80%) avait été dépensée en décembre 2021 et que 20% devaient encore être dépensés d'ici 2024.

Figure 71: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire au Sénégal, décembre 2021



## Renforcer les MPME, créer des emplois et former les jeunes

**La création d'emplois est un enjeu urgent pour la population sénégalaise et le Gouvernement.** Selon une enquête menée par Afrobaromètre et le Consortium pour la Recherche Économique et Sociale en 2021, le chômage est l'un des problèmes les plus importants que le gouvernement doit

<sup>1</sup> Projet d'Appui à la Réduction de l'Émigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués.

<sup>2</sup> Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal.

<sup>3</sup> Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, retour et réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise.

<sup>4</sup> Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la consolidation d'un fichier d'état national d'identité biométrique au Sénégal.

<sup>5</sup> Partenariat Opérationnel Conjoint (POC) de lutte contre l'émigration irrégulière, la traite et le trafic de migrants au Sénégal.

aborder.<sup>1</sup> Le gouvernement sénégalais a mis en place un programme national de promotion de l'emploi décent, qui vise à créer 100 000 à 150 000 'emplois productifs et rémunérateurs' par an.<sup>2</sup> L'État s'appuie sur deux initiatives principales pour l'emploi des jeunes : le projet d'appui à la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes,<sup>3</sup> doté d'un budget de 17 milliards de FCFA (approx. 26 millions d'euros), et le programme des domaines agricoles communautaires.<sup>4</sup> Plus récemment, et en réponse aux tensions socio-économiques à la suite de la pandémie de COVID-19, le gouvernement a lancé un programme d'urgence Xëyu Ndaw Ni en avril 2021, avec l'objectif de créer des emplois et/ou d'améliorer les conditions à la création d'emplois, à court et moyen termes.<sup>5</sup>

**Au Sénégal, le soutien du Fonds fiduciaire à la création d'emplois repose sur deux piliers.** Le premier consiste à aider les MPME ou les groupes de subsistance à créer et à préserver des emplois, tandis que le second vise à fournir des compétences aux jeunes (pour la plupart) afin de faciliter leur insertion sur le marché du travail ou les aider à devenir des travailleurs indépendants.

**En 2021, les programmes financés par le FFU ont contribué à la création de 7 913 emplois (indicateur 1.1), dont 2 248 au cours du deuxième semestre.** Sur le total des emplois créés en 2021, 85% (4 012 emplois) provenaient d'un soutien aux MPME. Le programme PASPED (SN-09),<sup>6</sup> est également une source d'emploi au Sénégal, et a contribué à la création et la préservation de 4,012 emplois. PASPED a également apporté un soutien financier et technique à un total de 754 MPME (indicateur 1.2) depuis le début de ses activités. Le programme PARERBA (SN-08)<sup>7</sup> a également contribué à la création de 1 078 emplois en 2021 grâce à un soutien aux MPME et aux groupes de subsistance.

---

<sup>1</sup> Portail De l'Afrique, « Malgré une baisse du chômage, les Sénégalais réclament plus d'efforts du gouvernement en matière de création d'emplois » décembre 2021. Accessible [ici](#). En 2021, 49% des personnes interrogées ont cité le chômage comme le problème le plus important du pays, contre 38% en 2013. La santé et l'éducation occupent les deuxième et troisième positions, avec respectivement 48% et 29% des répondants qui les classent comme des questions clés.

<sup>2</sup> BIT, « Programme pays de promotion du travail décent au Sénégal », décembre 2017. Accessible [ici](#).

<sup>3</sup> Projet d'Appui à la Promotion d'Emploi des Jeunes et des Femmes (PAPEJF), mis en œuvre par la Banque Africaine de Développement.

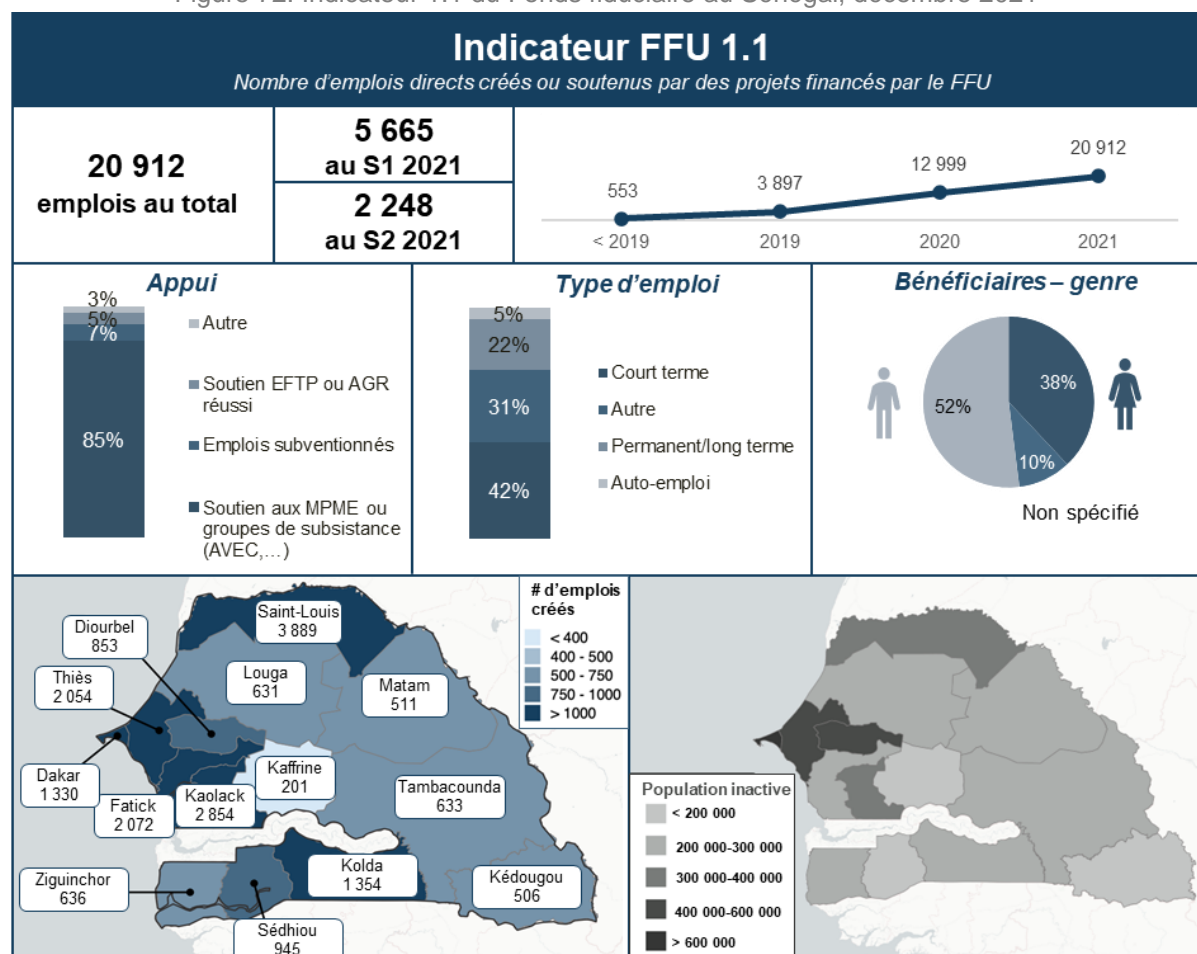
<sup>4</sup> Programme des Domaines Agricoles Communautaires (PRODAC), mis en œuvre par l'Agence nationale pour l'intégration et le développement agricoles.

<sup>5</sup> Le programme est structuré autour de cinq piliers : (i) recrutement spécial, (ii) projets publics d'intérêt communautaire, (iii) projets d'investissements public à haute intensité de main d'œuvre, (iv) mesures de soutien à l'initiative privée, et (v) réformes.

<sup>6</sup> Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal.

<sup>7</sup> Projet d'Appui à la Réduction de l'Emigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués.

Figure 72: Indicateur 1.1 du Fonds fiduciaire au Sénégal, décembre 2021



**Au Sénégal, les écarts entre les compétences et la formation d'une part et le marché du travail d'autre part contribuent au chômage et au sous-emploi.** En 2021, 1 357 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle et/ou d'un développement des compétences (indicateur 1.4), dont 745 au second semestre. Respectivement 49% et 23% de toutes les formations menées en 2021 étaient techniques (EFTP) ou doubles (EFTP et stage). D'autres types de formations menées en 2021 étaient des stages pratiques ou des apprentissages dans le cadre du PASPED. Depuis le début, PASPED a facilité 1 361 stages, dont 162 en 2021. Jusqu'à présent, 330 bénéficiaires ont trouvé un emploi en 2021 à la suite du stage (indicateur 1.1).

### Renforcer la gouvernance des migrations et le soutien aux migrants

**Ces dernières années, la gouvernance des migrations a pris de l'importance au Sénégal.** La nécessité de mieux canaliser et tirer parti de la contribution positive de la migration et de la diaspora au développement du pays, d'une part, et de limiter les flux migratoires irréguliers, d'autre part, a conduit les acteurs internationaux et nationaux à se concentrer davantage sur l'infrastructure de gouvernance au Sénégal.

**Au Sénégal, les programmes financés par le Fonds fiduciaire travaillent avec des partenaires pour renforcer l'architecture de la gouvernance des migrations.** En 2021, le programme Migration Sénégal (SN-06)<sup>1</sup> a livré 154 équipements pour renforcer la gouvernance (indicateur 4.1 bis), soit 55% du total des équipements fournis pendant l'année. L'équipement fourni par Migration

<sup>1</sup> Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise.

Sénégal soutient la création de BAOS, ces bureaux de migration répartis sur tout le territoire.<sup>1</sup> Migration Sénégal a également soutenu la mise en place de quatre plans d'action régionaux en 2021 (indicateur 4.6) mis en œuvre par les BAOS à Tambacounda, Sédhiou, Kolda et Kaolack, et a formé 88 membres du personnel des BAOS (indicateur 3.7). Enfin, le FFU a commandé une étude sur la gouvernance des migrations au Sénégal, qui identifie les besoins prioritaires du pays, les cadres de gouvernance existants et leur niveau de mise en œuvre, ainsi que le soutien actuellement disponible pour les acteurs de la migration.<sup>2</sup>

**Le Sénégal est un pays d'origine de la migration irrégulière.** En 2021, 361 Sénégalais sont arrivés en Europe par des passages frontaliers irréguliers. Ce nombre a considérablement diminué par rapport aux dernières années,<sup>3</sup> probablement en raison du renforcement des mécanismes de contrôle du gouvernement et de ses partenaires internationaux (tels que l'UE et l'Espagne). Néanmoins, ce chiffre peut sous-estimer l'ampleur du phénomène, car il n'est pas toujours possible de connaître l'identité des personnes qui arrivent.<sup>4</sup>

**Dans ce contexte, les partenaires de mise en œuvre du FFU promeuvent les opportunités économiques existantes dans le pays.** En 2021, 1 133 758 migrants (potentiels) ont été touchés par des campagnes d'information sur la migration et sur les opportunités existantes (indicateur 3.3), telles que celles offertes par le programme DES (SN-04)<sup>5</sup> sur la formation professionnelle. Le plus grand contributeur à la sensibilisation dans le pays est la campagne *Tekki Fii* de DES, qui représentait 95% de l'audience atteinte en 2021.

**La prévention de la migration irrégulière repose également sur une lutte efficace contre les réseaux criminels liés au trafic de migrants et à la traite.** Au Sénégal, le Fonds fiduciaire finance la mise en œuvre du programme POC (SN-09),<sup>6</sup> qui renforce la capacité des acteurs gouvernementaux et de sécurité à contribuer à la lutte contre les réseaux criminels liés au trafic illicite de migrants. Pour assurer la pérennité du programme, le POC travaille directement avec les institutions nationales et les forces de sécurité nationales, en les formant à la sécurité et à la gestion des frontières. En 2021, le programme a formé 662 membres du personnel à la gouvernance, à la prévention des conflits et aux droits de l'homme (indicateur 4.2) – soit une augmentation de 66% depuis décembre 2020 –, dont 207 en S2.

Le soutien du FFU à la migration au Sénégal fournit également une assistance et protection aux différents profils de migrants, y compris ceux en transit, ceux qui ont besoin d'une assistance pour retourner volontairement dans leur pays d'origine et les migrants retournés.

**Le Sénégal est un pays côtier et partage des frontières avec cinq pays voisins, ce qui en fait un point de transit pour la migration irrégulière.** Les migrants en transit peuvent se retrouver dans

---

<sup>1</sup> Les Bureaux d'Accueil, d'Orientation et de Suivi (BAOS) visent à guider les Sénégalais avant qu'ils ne quittent le pays et à leur retour, volontairement ou non. La mise en place d'un BAOS dans chaque région du Sénégal est une priorité pour la Direction générale d'Appui aux Sénégalais de l'Extérieur (DGASE). Pour la DGASE, les BAOS pourraient traiter des questions transversales liées à la migration, y compris la formation professionnelle, le soutien psychosocial, la protection, etc.

<sup>2</sup> L'étude ne se limite pas au Fonds fiduciaire, mais vise plutôt à identifier les aspects spécifiques de la gouvernance des migrations que les futures programmations pourraient envisager de soutenir au Sénégal, par le biais d'une évaluation des priorités liées à la migration dans le pays ; les cadres et acteurs existants en matière de gouvernance des migrations ; et le soutien déjà fourni. L'étude suggère qu'un soutien renouvelé à l'architecture de gouvernance des migrations en ce qui concerne la diaspora, le retour et la réintégration, ainsi que la lutte contre le trafic de migrants, serait essentiel pour tirer parti des progrès réalisés ces dernières années. Sur les questions où le Sénégal est moins avancé (migration due au climat, pastoralisme, traite des êtres humains), les bailleurs pourraient soutenir des progrès concrets, en fonction des priorités et des capacités des acteurs gouvernementaux.

<sup>3</sup> FRONTEX, « *Detections of illegal border-crossings statistics* », consulté en avril 2022. Accessible [ici](#). À titre de comparaison, en 2016, 10 391 passages frontaliers illégaux en provenance du Sénégal avaient été enregistrés.

<sup>4</sup> Entretien avec des informateurs à Dakar. De nombreux arrivants n'ont pas de documents d'identité et peuvent ne pas être attribués au nombre final indiqué ici.

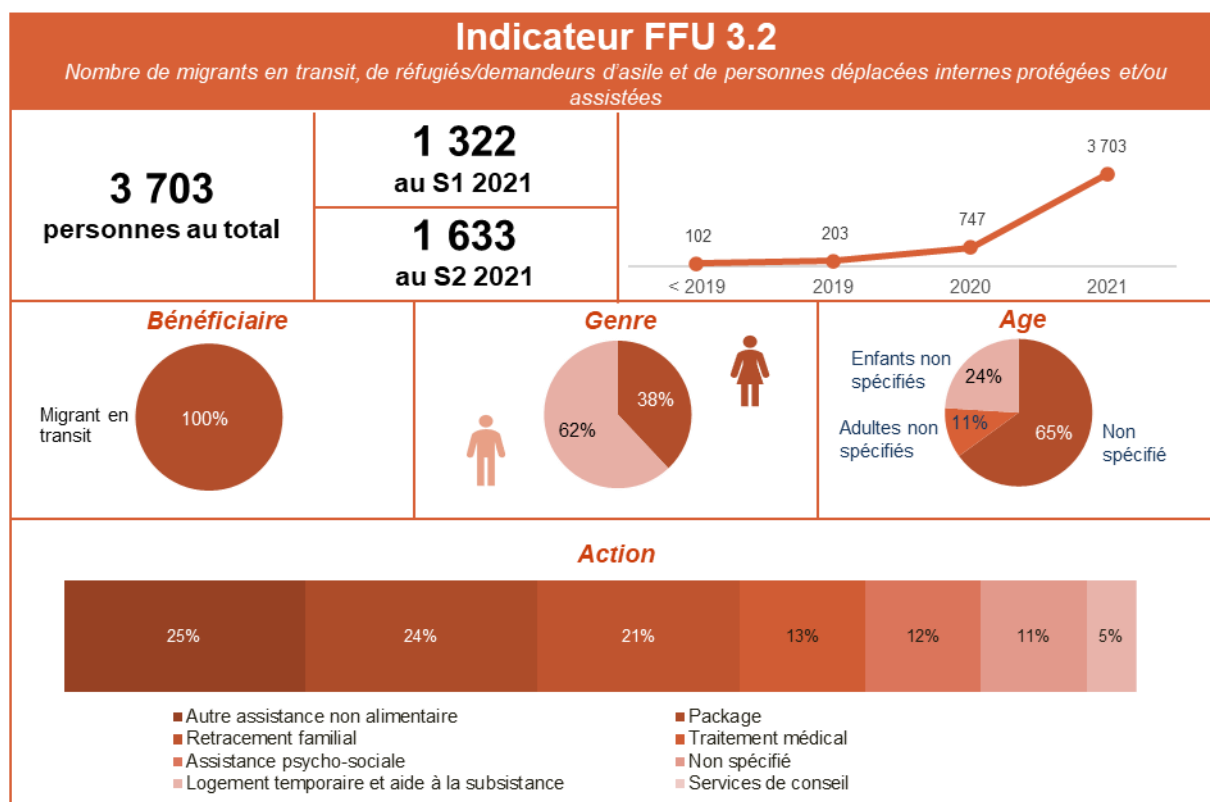
<sup>5</sup> Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ.

<sup>6</sup> Partenariat opérationnel conjoint de lutte contre l'immigration irrégulière et le trafic de migrants et de la traite des êtres humains au Sénégal.

une situation précaire, parfois bloqués dans des pays étrangers avec des conditions et des catégories juridiques changeantes au cours de leur parcours migratoire. Ainsi, ces personnes en déplacement ont besoin d'aide humanitaire et de protection pour réduire les risques de violation des droits de l'homme.<sup>1</sup>

**En 2021, les activités financées par le FFU ont soutenu 2 956 migrants en transit** (indicateur 3.2) au Sénégal, dont 1 633 au second semestre. Depuis le début des activités financées par le FFU, les services aux migrants en transit au Sénégal ont été fournis par deux programmes. Migration Sénégal (SN-06), par le biais de L'IC UE-OIM, a fourni des services de protection à 407 migrants en transit depuis 2018. Compte tenu des besoins multiples des migrants en transit, *Protection West Africa* (REG-13) a mis en œuvre un large éventail d'activités, notamment la fourniture d'articles non alimentaires (32% de tout le soutien fourni en 2021), l'aide à la recherche des familles (28%) et l'assistance psychosociale (16%). Le programme a aidé 2 854 migrants en transit en 2021 (dont 1 582 en S2 2021), contre 442 à fin décembre 2020. Étant donné que les enfants migrants en transit – accompagnés et non accompagnés – ont un large éventail de besoins physiques, mentaux et sociaux,<sup>2</sup> les bénéficiaires comprenaient des enfants en transit, dont 458 ont été soutenus en 2021, parmi lesquels 320 au second semestre de l'année. Les femmes migrantes en transit – qui représentent un groupe à risque car elles peuvent être confrontées à des formes de discrimination fondées sur le sexe<sup>3</sup> – étaient également représentées dans les bénéficiaires. En 2021, 1 220 femmes migrantes en transit ont bénéficié d'un soutien dans le cadre d'activités financées par le Fonds fiduciaire. Enfin, depuis 2018, le programme Migration Sénégal a soutenu 208 retours volontaires (indicateur 3.4) du Sénégal vers différents pays d'origine par le biais de l'IC UE-OIM.

Figure 73 : Indicateur 3.2 du Fonds fiduciaire, au Sénégal, décembre 2021



<sup>1</sup> HCDH, "Situation of migrants in transit", consulté en avril 2022. Accessible [ici](#).

<sup>2</sup> Conflit et santé, "Migrant children in transit: health profile and social needs of unaccompanied and accompanied children visiting the MSF clinic in Belgrade, Serbia", avril 2021. Accessible [ici](#).

<sup>3</sup> Ibid.



**Les migrants sénégalais qui sont partis et qui ont choisi de revenir peuvent être soutenus par des activités financées par le Fonds fiduciaire à leur retour.** Les migrants de retour sont confrontés à des défis sociaux, économiques et psychologiques à leur retour et, parfois, à de la discrimination et une stigmatisation.<sup>1</sup> Ils ont besoin de différents types de soutien pour assurer un retour sûr et digne et une réintégration durable. Cela se fait en deux étapes. La première étape consiste à fournir une assistance immédiate après l'arrivée. Depuis sa création, le programme Migration Sénégal (SN-06), par le biais de l'IC UE-OIM, a fourni une assistance post-arrivée (indicateur 3.5) à 5 512 migrants de retour sous forme d'argent en espèces pour des besoins immédiats. La deuxième étape consiste à donner aux migrants de retour les moyens de se réinsérer avec succès, en tenant compte de la nature multidimensionnelle du processus de réintégration.<sup>2</sup> Dans l'ensemble, l'IC UE-OIM a fourni une aide à la réintégration à 21 512 migrants de retour (indicateur 3.5 bis). Le soutien apporté aux bénéficiaires comprenait un soutien économique (AGR, formation, aide à la recherche d'un emploi / à la création d'entreprise, etc.) ou un soutien global (qui peut inclure un soutien économique). D'autres types de soutien ont été fournis par les programmes DES (SN-04) et PACERSEN (SN-05). DES a aidé un total de 330 migrants de retour par le biais d'une formation professionnelle ou d'une réinsertion socioprofessionnelle, tandis que PACERSEN a fourni du travail à 179 migrants de retour dans les fermes pour les aider dans leur réinsertion.<sup>3</sup>

Analyse des résultats 6: Résilience dans les zones rurales, Sénégal – Analyse agrégée des résultats

### Améliorer la résilience dans les zones rurales

**En décembre 2021, trois programmes avaient pris fin au Sénégal.<sup>4</sup> Yellitaare (SN-01)<sup>5</sup> et RSAN Matam (SN-03)<sup>6</sup> ont visé à améliorer la résilience de la population locale dans les zones ciblées, tandis que PACERSEN (SN-05)<sup>7</sup> est intervenu dans les zones rurales pour améliorer les moyens de subsistance grâce à la création d'emploi et à la production de richesses.**

**Les programmes de résilience ont été les plus actifs dans le nord du Sénégal, où les taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition sont parmi les plus élevés.** En moyenne, 30 % de la population du Nord souffre d'insécurité alimentaire.

**Yellitaare, qui a pris fin en janvier 2021, est intervenu dans la région de Matam et le département de Podor pour améliorer la résilience des populations.<sup>8</sup>** Les taux d'insécurité alimentaire dans ces deux zones sont élevés, respectivement 27% et 39%.<sup>9</sup> La fin de la mise en œuvre du projet a coïncidé avec des taux d'insécurité alimentaire plus faibles dans les zones d'intervention, 12% et 8,2% respectivement à Matam et Podor, contre une base de référence de 27,2% et 36,2% et dépassant les objectifs de 21,8% et 29,3%. Les activités mises en œuvre pour améliorer la sécurité alimentaire reposaient sur deux axes principaux. Le premier axe était l'amélioration des terres agricoles. Si le Nord du pays dispose de vastes terres agricoles irrigables

<sup>1</sup> OIM, « Rentrer à la maison peut être plus difficile que partir : les défis psychosociaux d'être un rapatrié », juillet 2019. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> OIM, « Retour et réintégration », consulté en avril 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles.

<sup>4</sup> Les programmes clôturés sont : Yellitaare (terminé en janvier 2021), PACERSEN (terminé en 2021) et RSAN Matam (terminé en 2019). Les projets d'autres programmes, tels que Développer l'Emploi au Sénégal ou Migration Sénégal ont également pris fin, mais n'ont pas été pris en compte en raison (i) d'informations sensibles ; ou (ii) des données qui ne sont pas encore disponibles dans les rapports d'évaluation.

<sup>5</sup> Amélioration de la réponse des communautés les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les départements de Podor, Ranérou, Matam et Kanel.

<sup>6</sup> Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Matam (RSAN Matam).

<sup>7</sup> Projet d'appui à la réduction de la migration à travers la création d'emploi ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Natanguées).

<sup>8</sup> Le programme était également actif dans la région de Ranerou et Kenel.

<sup>9</sup> FAO, « Analyse rapide de la sécurité alimentaire au nord du Sénégal », février 2018. Accessible [ici](#).

qui devraient constituer un avantage comparatif en termes de disponibilité alimentaire, elles restent sous-exploitées.<sup>1</sup> Le programme a contribué à l'amélioration de plus de 100 hectares de terres pour le développement de la production de riz et de cultures maraîchères. Le deuxième axe d'intervention a reposé sur la mise à disposition de bovins pour les ménages.<sup>2</sup> Combinés, ces deux facteurs ont permis aux bénéficiaires d'améliorer leur nutrition grâce à une production alimentaire plus importante/plus diversifiée. À la fin de la mise en œuvre, 100% des bénéficiaires maîtrisaient les bonnes pratiques de diversification et d'amélioration de leurs activités, contre une base de référence de 40%, et 100% des bénéficiaires continuaient à mettre en œuvre une activité dans l'agriculture et l'agriculture, contre une base de référence de 65%.

**La sécurité alimentaire est soumise à des facteurs externes, en particulier le climat.** À Matam, l'évaluation du programme RSAN Matam a mis en évidence une augmentation de l'indice de stratégie d'adaptation (CSI) des ménages, ce qui signifie qu'ils ont dû utiliser des stratégies d'adaptation nuisibles en raison de leur incapacité à accéder à la nourriture. Pendant la durée du programme, la région a été soumise à de mauvaises saisons de récolte (en 2017) et à de longues périodes de sécheresse (en 2018), ce qui signifie que la plupart des ménages ont dû adopter des stratégies pour assurer un niveau de consommation alimentaire minimal.<sup>3</sup>

**L'insécurité alimentaire est également une cause majeure de malnutrition.**<sup>4</sup> Pendant la durée du programme Yellitaare, les taux de malnutrition aiguë dans les zones d'intervention sont passés de 16,5% à 10,8% à Matam et de 18,2% à 10,2% à Podor (atteignant presque la valeur cible de 10% pour les deux zones). Plus particulièrement, le programme a renforcé les interventions liées à la nutrition, en mettant en œuvre des activités relatives au suivi et à la promotion de la croissance (suivi de la croissance de l'enfant pour soutenir une nutrition optimale),<sup>5</sup> au dépistage et à la gestion de la malnutrition aiguë et à l'enrichissement des aliments à la maison avec des poudres de vitamines et de minéraux.<sup>6</sup> À la fin du programme, 73% des enfants de moins de cinq ans étaient couverts par des services de nutrition dans les zones d'intervention, ce qui est inférieur à l'objectif de 90% mais dépassant la valeur de référence de 49,9%. L'utilisation de lait maternel a également augmenté de façon significative pendant la durée du projet, atteignant 52% comparativement à une valeur de référence de 36,4% et à une valeur cible de 45,5%.

**Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont amélioré les moyens de subsistance des populations rurales dans les zones ciblées.** La composante AECID du programme PACERSEN a mis en place trois types de fermes : fermes familiales, fermes villageoises, et fermes Waar Wi. Le projet a permis d'améliorer les revenus des exploitations agricoles et des agriculteurs. À la fin de la mise en œuvre, les agriculteurs avaient augmenté leurs revenus de 44%, bien qu'en deçà de 75%. La création d'exploitations agricoles a également contribué à la création d'emplois dans des zones ciblées. Au total, 753 emplois ont été créés grâce à ces nouvelles fermes, bien que ce chiffre soit inférieur à l'objectif initial de 1 241, en raison de retards dans la mise en œuvre.

---

<sup>1</sup> Akvo, « Résilience des populations les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les zones de départ de Podor, Ranérou, Matam et Kenel », consulté en avril 2022. Accessible [ici](#).

<sup>2</sup> 372 ménages ont reçu de la volaille et 475 ménages ont reçu des petits ruminants.

<sup>3</sup> La fin du programme a également été corrélée avec des résultats positifs à Matam. Le projet a fourni des acquisitions alimentaires subventionnées à 3 300 ménages pauvres, avec un taux d'utilisation de 100%. Parmi ces ménages bénéficiaires, 40% ont augmenté leur production alimentaire après la première campagne agricole, et plus de 50% des bénéficiaires ont déclaré une amélioration de la production agricole.

<sup>4</sup> Unite for Sight, « Module 2 : insécurité alimentaire », consulté en avril 2022. Récupérée [ici](#); Karger, « Insécurité alimentaire et malnutrition », consulté en avril 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>5</sup> USAID, « *Strengthening Growth Monitoring and Promotion* », consulté en avril 2022. Accessible [ici](#).

<sup>6</sup> Bibliothèque Cochrane, « *Home fortification of foods with multiple micronutrient powders for health and nutrition in children under two years of age* », février 2020. Accessible [ici](#).

### 5.11.3. LE SÉNÉGAL ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

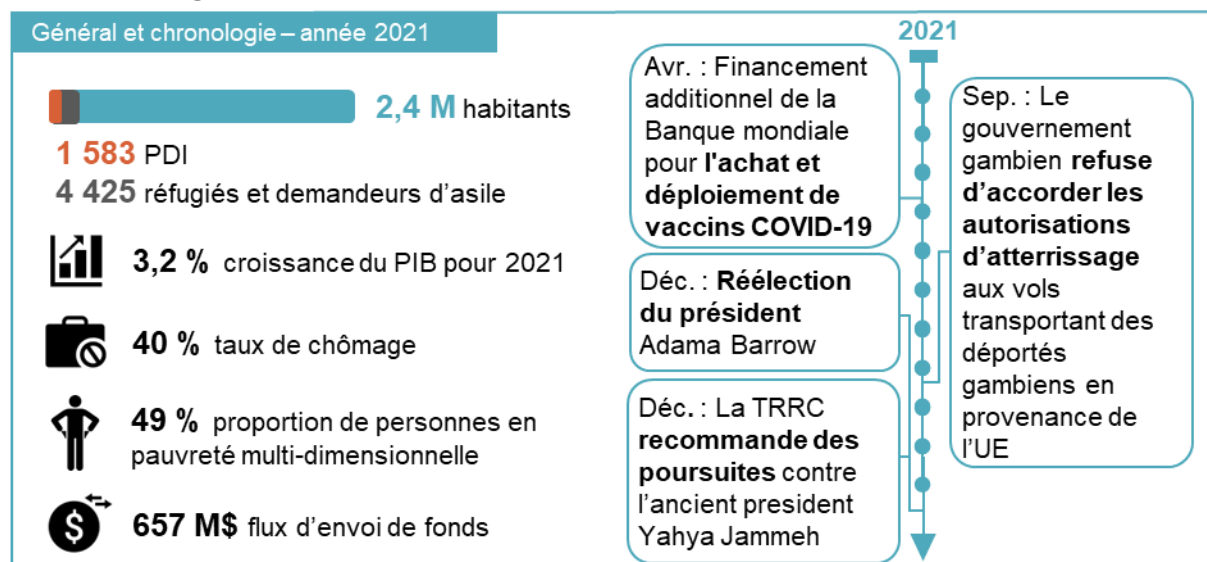
Tableau 16: Indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire pour le Sénégal, décembre 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	553	3,344	9,102	5,501	351	18,851	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	1,688	1,146	4,278	804	140	8,056	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	6,207	7,356	3,194	743	0	17,501	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	9,757	7,109	2,505	612	583	20,567	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	6	11	7	0	0	25	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	3	56	13	27	10	109	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	5,378	2,781	304	0	0	8,463	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	67,575	327,702	168,358	0	0	563,635	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	23,153	20,052	15,709	20,520	4,365	83,799	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	0	40	0	0	0	40	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	23	658	588	330	150	1,750	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	42,939	104,275	208,407	0	0	355,621	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	194	1,997	99	0	20	2,310	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	2,400	10,737	15,933	24,189	11,392	64,651	
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	19	36	15	44	71	185	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	0	442	1,272	1,582	3,296	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	103,918	506,419	92,241	670,445	413,309	1,786,332	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	7	119	30	0	156	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	3,104	789	371	619	0	4,883	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1,139	1,043	18,287	2,053	0	22,522	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	8	0	0	0	8	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	147	160	71	172	550	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	36	50	41	7	134	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	221	73	548	121	7	970	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	0	0	0	0	67	67	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	34	0	702	155	122	1,013	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	150	50	141	455	207	1,003	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	8	28	10	8	45	99	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	44	9	6	21	80	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	8	9	3	2	3	25	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	14	5	16	2	31	68	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	84,525	0	0	84,525	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	252,686	0	0	252,686	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	33	0	0	33	

## 5.12. GAMBIE

### 5.12.1. LA GAMBIE EN 2021

Figure 74: Tableau de bord Gambie - Faits et chiffres clés, décembre 2021



En décembre 2021, le président sortant Adama Barrow a été réélu lors de la première élection présidentielle depuis la chute de l'ancien président Yahya Jammeh. Jammeh, qui est resté au pouvoir pendant plus de vingt ans jusqu'en 2017, aurait tenté d'influencer les élections depuis son exil en Guinée équatoriale en envoyant des messages et des émissions lors de rassemblements de soutien à l'opposition. L'élection pacifique du président Barrow est un signe positif pour le renforcement de la démocratie, avec un taux de participation proche de 90%, et signale la diminution de l'importance de son prédécesseur.

Dans un rapport publié en décembre, la Commission Vérité, Réconciliation et Réparations (TRRC) a recommandé des poursuites contre Yahya Jammeh devant un tribunal international. La publication de ce rapport était attendue depuis longtemps par les victimes et leurs familles et représente une étape clé dans la transition vers la démocratie. Selon le rapport, l'ancien président Jammeh et ses associés ont perpétré des « crimes graves » en Gambie pendant leur mandat. La Commission a pris acte de l'implication de Yahya Jammeh dans les meurtres de 50 migrants ouest-africains et a recommandé qu'il soit poursuivi pour « meurtres, arrestations arbitraires, disparitions » dans un pays d'Afrique de l'Ouest autre que la Gambie – comme le Sénégal –, sous la supervision de la CEDEAO ou de l'Union africaine.

Le second mandat du président Barrow commence dans un paysage économique difficile. Pendant la pandémie, le pays a perdu 200 000 emplois – pour une population de 2,5 millions d'habitants – et les arrivées de touristes sont passées de 235 000 en 2019 à 90 000 en 2020. À la suite de la crise provoquée par la pandémie, 20 000 personnes supplémentaires (1% de la population gambienne) sont tombées dans l'extrême pauvreté. L'augmentation des nouvelles variantes de la COVID-19 à travers le monde en 2021 et les restrictions de voyage ont continué de jeter une ombre sur la reprise économique.

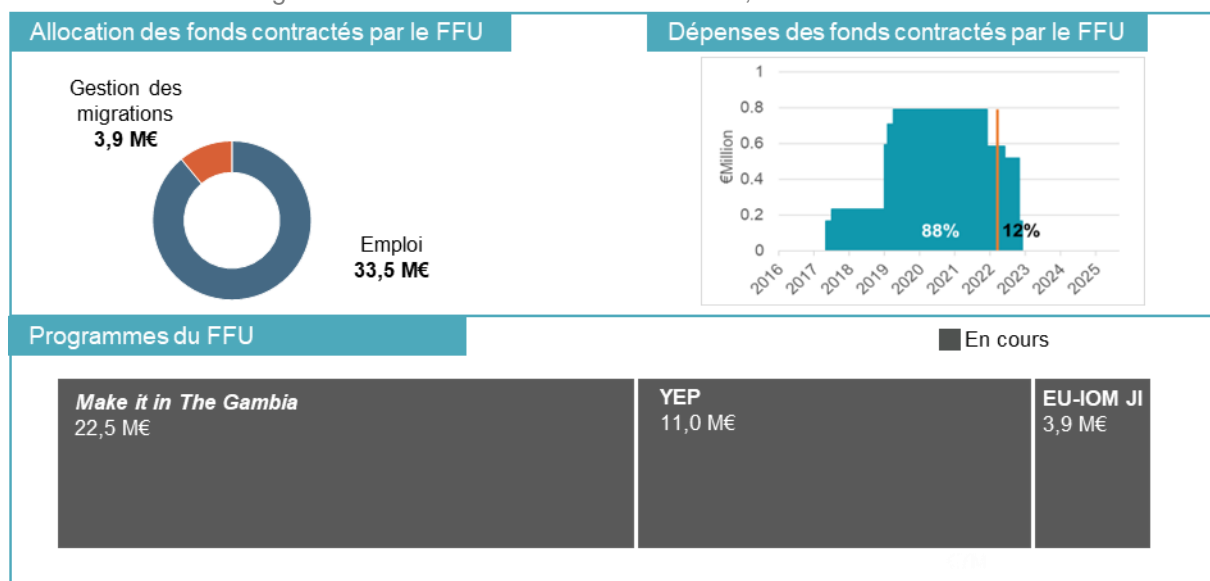
Malgré la crise économique mondiale, les envois de fonds de la diaspora se sont révélés résilients en 2021. Les envois de fonds jouent un rôle historique dans l'économie gambienne, représentant 15% du PIB en 2019 et 22% en 2020. Entre janvier et octobre 2021, les Gambiens ont

envoyé plus de 650 millions USD en transferts de fonds. On estime que la diaspora gambienne compte environ 200 000 personnes, y compris les migrants sans papiers en situation irrégulière et la diaspora multidimensionnelle.<sup>1</sup> En Gambie, et dans d'autres pays à revenu faible ou intermédiaire, les envois de fonds sont restés forts pendant la pandémie et ont fourni une « bouée de sauvetage essentielle pour les pauvres et les personnes vulnérables ».<sup>2</sup>

**Les départs de bateaux sur la Route Atlantique se sont poursuivis tout au long de 2021, en dépit du danger du voyage.** En novembre 2021, un bateau transportant des dizaines de personnes a été porté disparu depuis son départ des côtes gambiennes et n'avait toujours pas été retrouvé en décembre 2021. Un autre bateau a quitté la Gambie le 30 novembre, atteignant l'Europe avec 106 personnes – dont 40 mineurs – tandis que 17 autres sont mortes au cours du voyage.

### 5.12.2. LE FONDS FIDUCIAIRE EN GAMBIE

Figure 75: Portefeuille du FFU en Gambie, décembre 2021<sup>3,4</sup>



**Le Fonds fiduciaire a engagé 37,4 millions d'euros pour des projets en Gambie**, dont 90% pour des projets liés à l'emploi (OS1), tandis qu'un projet porte sur la gestion des migrations (OS3 – 10%). Par le biais des programmes YEP (GM-01)<sup>5</sup> et MIITG (GM-03),<sup>6</sup> le FFU vise à créer des opportunités économiques et des emplois, en particulier pour les jeunes et les populations des zones rurales. L'initiative conjointe UE-OIM en Gambie (GM-02)<sup>7</sup> fournit un soutien post-arrivée et une aide à la réintégration aux migrants de retour et sensibilise aux risques de la migration irrégulière. Les projets en Gambie approchent des dernières phases de mise en œuvre, et on estime que 12% du budget contracté par le FFU dans le pays restent à être dépensés.

<sup>1</sup> ECRE, "Civil society input to EU-Africa cooperation on migration: the case of The Gambia", 2020. Accessible [ici](#).

<sup>2</sup> Banque Mondiale, "Defying Predictions, Remittance Flows Remain Strong During COVID-19 Crisis", mai 2021. Accessible [ici](#).

<sup>3</sup> Les calculs du tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires sur les années de mise en œuvre.

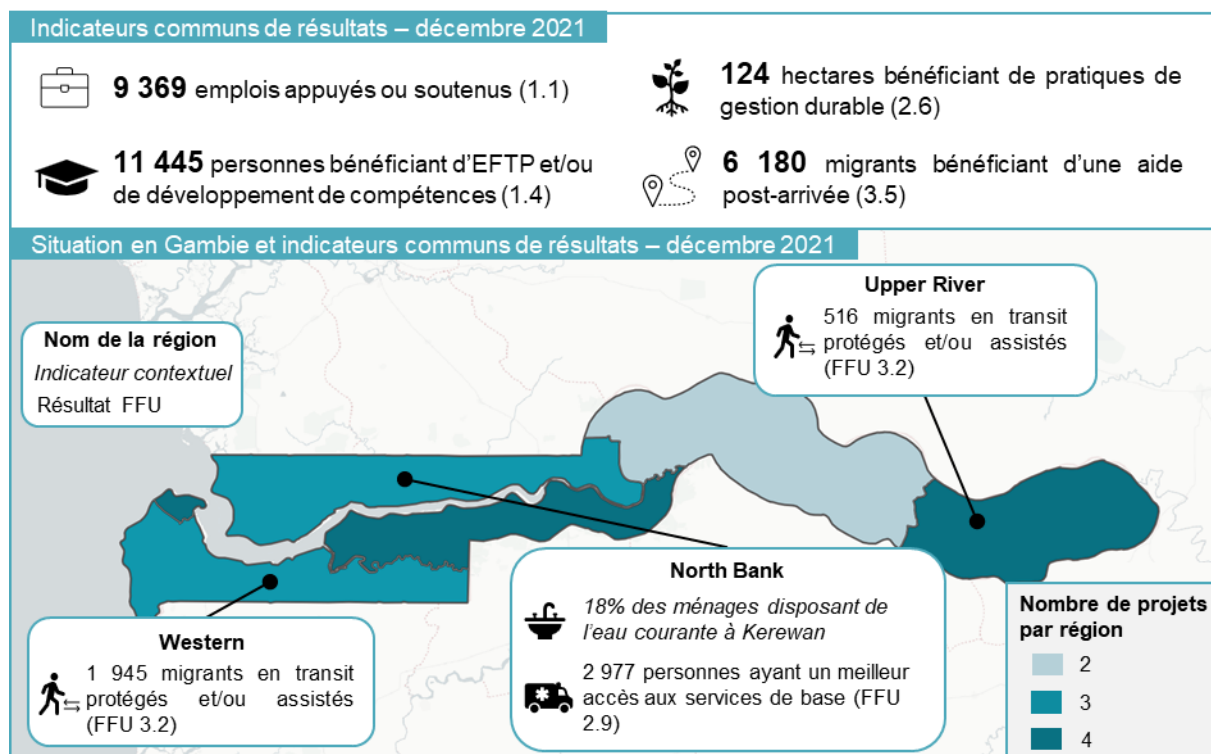
<sup>4</sup> Ces données ne concernent que les programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

<sup>5</sup> Youth Employment Project.

<sup>6</sup> Building a future – Make it in The Gambia.

<sup>7</sup> Commission européenne, "EU Emergency Trust Fund for Africa, The Gambia". Accessible [ici](#).

Figure 76 : Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire en Gambie, décembre 2021



## Renforcer la résilience grâce à l'agriculture en Gambie

**En Gambie, l'agriculture est un moteur majeur de la croissance.** Le secteur représente un quart du PIB total du pays et emploie 75% de la population active.<sup>1</sup> Malgré l'importance vitale du secteur, les productions agricoles ne répondent pas aux besoins du pays et la Gambie dépend fortement des importations, ce qui signifie que les prix des denrées alimentaires sont soumis à la fluctuation du marché international et du taux de change du Dalasi.<sup>2</sup> Le secteur reste principalement axé sur la subsistance, avec (principalement) des femmes jardinières produisant pour le marché de consommation local et le petit commerce.<sup>3</sup>

**Les programmes financés par le Fonds fiduciaire visent à améliorer les pratiques agricoles dans le pays et à contribuer à la réhabilitation des terres.** En décembre 2021, le programme MIITG (GM-03) avaient réhabilité 124 hectares de terres agricoles en utilisant des pratiques de gestion durable (indicateur 2.6), dont 61 hectares en 2021. Deux acteurs financés par le Fonds fiduciaire participent à la réhabilitation des terres en Gambie : Enabel et IMVF. IMVF encourage l'agro-industrie au niveau des exploitations agricoles en Gambie rurale pour le développement de chaînes de valeur durables axées sur le marché. Enabel modernise les infrastructures rurales pour soutenir une production durable et augmenter la productivité dans certaines chaînes de valeur. L'infrastructure d'Enabel est construite en utilisant les activités *cash for work* (CfW) des jeunes et des migrants de retour, construisant, par exemple, des murs de ciment et des clôtures autour des terres agricoles. En 2021, 763 personnes ont participé au CfW (dont 270 femmes) avec Enabel, contre 291 en 2020. La main-d'œuvre CfW correspondait à la création de 234 emplois équivalent temps plein en 2021 (indicateur 1.1).<sup>4</sup> Après avoir travaillé pendant plusieurs mois et accumulé des économies, les

<sup>1</sup> Département d'État des États-Unis, « Gambie – Guide commercial du pays », septembre 2020. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> PAM, « FAO en Gambie », consulté en avril 2022. Récupérée [ici](#).

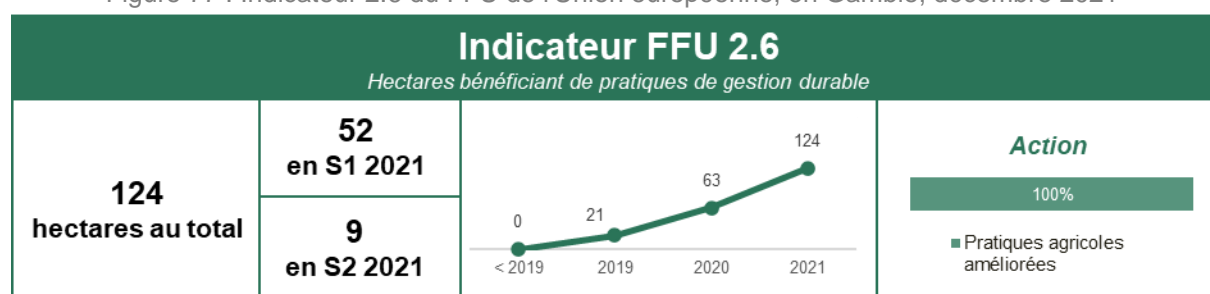
<sup>3</sup> Enabel, « Rapport année 1 : projet d'infrastructure rurale et de création d'emplois – RIEC », consulté en avril 2022.

<sup>4</sup> Le nombre d'emplois créés ou soutenus par des activités de travail contre rémunération est calculé en équivalent temps plein, sur la base du nombre de jours travaillés par les bénéficiaires divisé par 230 (jours ouvrables par an).



travailleurs CfW peuvent ensuite être orientés par Enabel vers d'autres partenaires de mise en œuvre du Fonds fiduciaire pour une formation professionnelle supplémentaire ou un emploi.

Figure 77 : Indicateur 2.6 du FFU de l'Union européenne, en Gambie, décembre 2021



En Gambie, les tranches démunies subissent la pauvreté dans sa nature multidimensionnelle, comme la capacité limitée d'accéder aux services de base, en particulier dans les zones rurales.<sup>1</sup> En 2021, grâce aux améliorations apportées aux infrastructures agricoles et aux systèmes d'approvisionnement en eau par Enabel dans le cadre du programme MIITG (GM-03), les activités financées par le Fonds fiduciaire ont étendu l'accès aux services de base à 1 621 personnes (indicateur 2.9).

### Soutenir la migration dans sa nature multidimensionnelle

Les actions du FFU liées à la migration reposent sur trois piliers en Gambie. Le premier est la sensibilisation aux risques de la migration irrégulière et aux opportunités professionnelles dans le pays. Le second vise à fournir une assistance aux migrants en transit, tandis que le troisième consiste à soutenir les migrants de retour gambiens dans le retour et la réintégration ainsi qu'à fournir une assistance aux migrants en Gambie qui souhaitent retourner dans leur pays d'origine.

Bien que la Gambie soit le plus petit pays d'Afrique continentale, elle compte l'un des plus grands nombres de départs irréguliers dans la région SLC. En 2021, la proportion de franchissements irréguliers de la frontière était la plus élevée de toute la région SLC.<sup>2</sup> Les opportunités limitées dans le pays peuvent être un moteur de migration. Dans ce contexte, les activités financées par le Fonds fiduciaire en Gambie ont développé des campagnes visant à promouvoir et à sensibiliser aux opportunités économiques dans le pays. En décembre 2021, 481 317 migrants potentiels ont été touchés par des campagnes d'information (indicateur 3.3), dont 301 634 en 2021 (63% du total depuis le début). Le principal contributeur aux campagnes de sensibilisation est le programme YEP (GM-01),<sup>3</sup> qui représentait 86% de tous les bénéficiaires, avec 416 043 personnes touchées depuis le début des activités du Fonds fiduciaire. La campagne *Tekki Fii*<sup>4</sup> du programme YEP, organise des tournées de présentation à travers le pays pour sensibiliser à la migration, organiser des discussions intergénérationnelles, et sur comment bien gagner sa vie en Gambie en général.

En plus d'être un pays de départ, la Gambie est également une porte d'entrée pour la migration de transit irrégulière. Des ressortissants d'autres pays de la sous-région (comme le

<sup>1</sup> OPHI, « Policy – A Multidimensional Approach ». Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> Frontex, « Detections of illegal border-crossings statistics », consulté en avril 2022. Accessible [ici](#). La proportion est calculée en divisant le nombre total de franchissements irréguliers de la frontière signalés par rapport à la population totale du pays. En Gambie, le taux était de 0,17% en 2021, le plus élevé de la région. À titre de comparaison, la Mauritanie, le pays de la région ayant la deuxième plus petite population après la Gambie, a un taux de 0,03%. Le ratio moyen dans les pays de la SLC est de 0,02%, ce qui signifie que le taux de la Gambie est neuf fois plus élevé que la moyenne.

<sup>3</sup> Youth Employment Project.

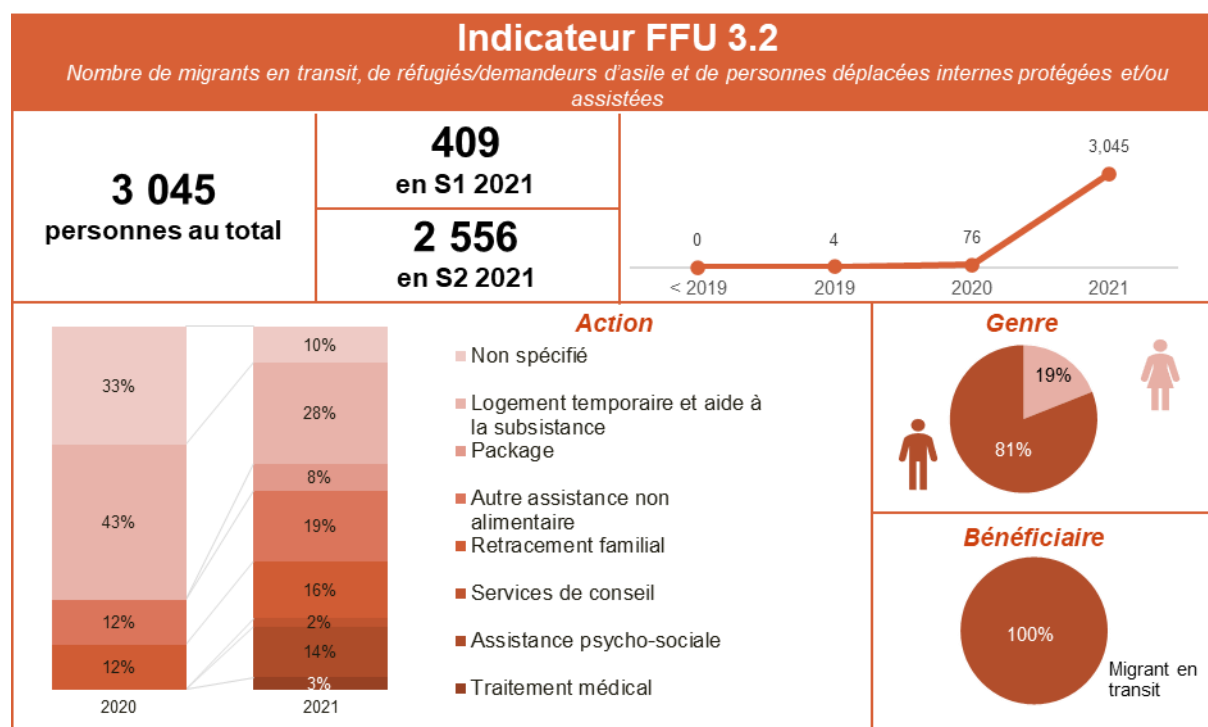
<sup>4</sup> *Tekki Be* signifie « Réussissez ici » en wolof.

Sénégal, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali) travaillent en Gambie jusqu'à ce qu'ils trouvent un moyen de se rendre en Afrique du Nord, puis en Europe.<sup>1</sup>

**En 2021, les activités financées par le Fonds fiduciaire ont apporté un soutien à 2 969 migrants en transit (indicateur 3.2),** dont 2 558 dans le S2 2021, contre 76 en décembre 2020. Près de 100% des migrants en transit aidés depuis le début des activités du Fonds fiduciaire ont reçu le soutien du programme Protection West Africa (REG-13). Le programme est géré par la Croix-Rouge espagnole et Save the Children et cible les migrants en transit ainsi que les communautés de transit. Les deux partenaires de mise en œuvre visent à apporter une réponse complémentaire à certains besoins de protection en Gambie, Save the Children étant plus actif dans les régions de la rive nord et du cours inférieur du fleuve et la Croix-Rouge espagnole mettant en œuvre ses activités dans les régions de la côte ouest et du haut fleuve. La Croix-Rouge espagnole travaille par l'intermédiaire de points de service humanitaire et de ses réseaux de bénévoles pour fournir des services de protection aux migrants, y compris un logement temporaire et un soutien de subsistance, des services juridiques (conseil et recherche de familles) et une aide médicale.

**Parce que les enfants migrants en transit – accompagnés et non accompagnés – ont besoin d'un large éventail de besoins physiques, psychologiques et sociaux,<sup>2</sup>** le programme a également ciblé les enfants en transit, dont 225 ont été soutenus en 2021 par Save the Children, dont 132 en S2. Save the Children utilise des équipes mobiles pour identifier et orienter les enfants en déplacement et forme les parties prenantes concernées à la protection de l'enfance. Depuis le début de la mise en œuvre, Save the Children a formé 261 acteurs clés à la protection de l'enfance (indicateur 3.7), dont 177 en 2021. Enfin, 566 femmes migrantes en transit ont bénéficié d'un soutien dans le cadre d'activités financées par le Fonds fiduciaire en 2021.<sup>3</sup>

Figure 78 : Indicateur 3.2 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, en Gambie, décembre 2021



<sup>1</sup> Université de Maastricht, « *Gambia migration profile* », octobre 2017. Accessible [ici](#). Migration Policy Institute, «The Gambia: Migration in Africa's 'Smiling coast' », août 2013. Accessible [ici](#).

<sup>2</sup> Conflit et santé, « *Migrant children in transit: health profile and social needs of unaccompanied and accompanied children visiting the MSF clinic in Belgrade, Serbia* », avril 2021. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> L'une des raisons pour lesquelles les femmes représentent une proportion plus faible des bénéficiaires pourrait être que les programmes ne sont pas toujours en mesure d'aider les femmes, qui évitent les principales routes migratoires en raison de leur vulnérabilité.

Pour les migrants qui sont partis et qui reviennent, le retour peut être associé à une grande détresse. Les migrants de retour peuvent être confrontés à des problèmes allant du chômage à l'inadaptation sociale, en passant par l'ennui et la frustration.<sup>1</sup> Ils sont parfois confrontés à la discrimination et à la stigmatisation.<sup>2</sup>

**En Gambie, les activités financées par le Fonds fiduciaire fournissent un soutien au retour et à la réintégration des migrants de retour.** En décembre 2021, 6 180 migrants de retour gambiens avaient bénéficié d'une assistance post-arrivée (indicateur 3.5) dans le cadre de l'IC UE-OIM. Les migrants de retour recevaient de l'argent pour couvrir leurs besoins immédiats. L'IC UE-OIM a également fourni une aide à la réintégration sous la forme d'un soutien 'package'<sup>3</sup> à 4 568 migrants de retour gambiens (indicateur 3.5 bis) jusqu'à décembre 2021. L'OIM a mis en place une plate-forme de référence pour agréger les informations sur les migrants de retour soutenus par l'Initiative conjointe à partager avec d'autres partenaires de mise en œuvre. En conséquence, le programme YEP a été en mesure de fournir un soutien à l'entrepreneuriat et des programmes de formation professionnelle à 192 migrants de retour, et Enabel (par le biais du programme MIITG) a absorbé les migrants de retour pour des activités de travail contre rémunération.

**Enfin, l'IC UE-OIM en Gambie apporte un soutien aux migrants souhaitant retourner dans leur pays d'origine.** Depuis le début de ses opérations, le programme a soutenu 58 retours volontaires de Gambie (indicateur 3.4), fournissant aux migrants des services avant leur départ.

### 5.12.3. LA GAMBIE ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

Tableau 17: Indicateurs communs de réalisation du Fonds fiduciaire pour la Gambie, décembre 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	S2 2022	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	370	1,681	1,514	1,976	3,827	9,369	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	335	306	1,633	959	909	4,142	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	1,770	2,956	3,114	2,065	1,489	11,394	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	767	2,877	955	625	1,526	6,750	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	5	8	4	26	43	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	0	0	7	4	5	16	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	21	42	52	9	124	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	0	241,939	5,450	80,100	327,489	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	42	257	51	15	364	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	688	2,400	760	861	4,709	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	0	69	409	2,556	3,034	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	8,775	73,378	97,530	210,756	86,244	476,683	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	3	2	3	0	8	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	3,440	729	217	405	0	4,791	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	2,028	1,324	835	257	16	4,461	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	0	120	153	31	304	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	10	5	0	0	15	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	65	208	292	82	0	647	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	4	1	1	0	1	7	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	4	4	3	0	0	11	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	0	1	0	0	1	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	1	7	2	3	13	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	112,796	80,114	20,000	212,910	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	40,744	1,548	1,242	43,534	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	402	738	0	1,140	

<sup>1</sup> Oladele O. Arowolo, « EUTF-funded activities also support Gambian returning migrants », consulté en avril 2022. Récupérée [ici](#).

<sup>2</sup> OIM, « Rentrer à la maison peut être plus difficile que partir : les défis psychosociaux d'être un rapatrié », juillet 2019. Récupérée [ici](#).

<sup>3</sup> Le soutien en « package » est fourni lorsque plusieurs types d'aide sont fournis, y compris deux ou plusieurs catégories de soins de santé, juridiques, de logement, d'argent comptant et en nature.

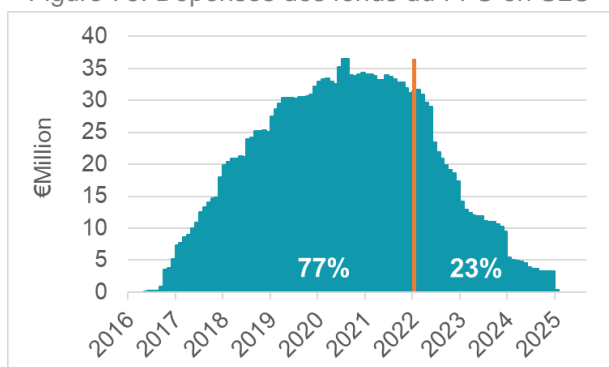
## CONCLUSIONS

La situation dans la région de la SLC a continué de se détériorer en 2021 alors que l'insécurité qui affecte la région du Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad depuis une décennie s'est intensifiée et s'est étendue à d'autres régions. Les chiffres des déplacements ont encore augmenté et les deux zones ont accueilli près de 1,5 million de réfugiés/demandeurs d'asile et 6,6 millions de personnes déplacées à la fin de l'année. Les déplacements massifs, combinés aux effets du changement climatique, à la pauvreté endémique et aux conséquences des mesures préventives liées à la COVID-19, ont entraîné une augmentation du nombre de personnes ayant un besoin urgent d'aide humanitaire, atteignant 30,6 millions en décembre 2021.

### LE PORTEFEUILLE DU FFU EN SLC AU S2 2021

Le portefeuille contractuel du FFU en SLC a augmenté de 10% en 2021 en nombre de projets et de 6% en financement, passant de 193 contrats opérationnels d'une valeur de 1,90 milliard d'euros à la fin de 2020 à 213 contrats d'une valeur de 2,02 milliards d'euros en décembre 2021. Le Fonds fiduciaire a atteint son sommet en matière de dépenses dans la région au cours du premier semestre de 2020, mais un budget important reste à mettre en œuvre.

Figure 79: Dépenses des fonds du FFU en SLC<sup>1</sup>



Vingt projets supplémentaires ont été contractés en 2021, couvrant l'ensemble des objectifs stratégiques. Quatorze projets ont été engagés pour soutenir la gouvernance, la paix et la sécurité (sept au Mali, trois au Burkina Faso, deux au Niger, un en Guinée et un au niveau régional); et trois autres contrats ont été signés pour contribuer à l'OS1 : deux projets ont été signés pour soutenir les opportunités économiques pour les populations au Niger et un pour soutenir le relèvement des MPME en Côte d'Ivoire à la suite de la pandémie de COVID-19. Deux contrats ont été signés pour soutenir la résilience des populations (l'un au niveau régional et l'autre au Niger). Enfin, un projet a été engagé pour soutenir les efforts des forces de sécurité dans la lutte contre la migration irrégulière au Mali (contribuant à l'OS3).<sup>2</sup>

Le Fonds fiduciaire a également réagi pour atténuer l'impact de la pandémie sur les pays de la région en réorientant une partie de son financement vers la réponse à la COVID-19. Au total, 61 projets ont réorienté des fonds, soit 123,8 millions d'euros vers une réponse à la COVID-19 ; 58 projets avaient mis en œuvre des activités liées à la COVID à la fin de décembre 2021 (contre 56 à la fin de 2020).<sup>3</sup>

### LE MLS

Ce rapport est le résultat de la neuvième série de collecte de données menée par l'équipe MLS pour la fenêtre SLC du Fonds fiduciaire. En 2020, le MLS est passé d'un calendrier de rapports trimestriel

<sup>1</sup> Estimations basées sur le budget, les dates de début et de fin des contrats connus. Seuls les projets contractuels et opérationnels sont inclus.

<sup>2</sup> Les données du portefeuille pour le rapport S2 2020 datent d'avril 2021.

<sup>3</sup> Les 61 projets avec des fonds alloués à la réponse à la COVID-19 et les 58 projets avec des résultats de réponse à la COVID-19 ne sont pas nécessairement les mêmes projets, étant donné que certains projets ont signalé des résultats de réponse à la COVID-19 mais n'ont pas réaffecté de fonds et que certains projets dotés de fonds alloués à la réponse à la COVID-19 n'ont pas encore généré de résultats liés à la COVID-19 pertinents pour les indicateurs du Fonds fiduciaire.

à un calendrier de rapports semestriel, d'abord pour s'adapter au processus de changements méthodologiques mené en 2020, puis pour faire place à d'autres flux de travail complémentaires visant à soutenir le Fonds fiduciaire et l'UE à moyen et à long terme. Le format de ce rapport suit en grande partie le rapport S1 2020, qui adopte une approche plus narrative par rapport aux rapports trimestriels précédents en reliant les extraits du projet aux données contextuelles.

La collecte de données pour le rapport S2 2021 a duré de fin janvier à début mars 2022. En plus des demandes de collecte de données standard, les PMO ont été invités à mettre à jour leur budget COVID-19 et leurs données de réponse, le cas échéant. Un certain nombre de PMO ont également fourni à l'équipe MLS des informations plus qualitatives sur la mise en œuvre du programme, ce qui a permis d'ajouter des détails qualitatifs et des explications supplémentaires aux données collectées.

Ce rapport comprend des données pour 194 projets, un nombre qui a augmenté progressivement, passant de 71 projets dans le premier rapport pour 2018 à 129 à la fin de 2019 et à 166 à la fin de 2020.

## PRINCIPALES RÉALISATIONS DE 2021

Des extraits substantiels ont été déclarés par rapport à tous les objectifs stratégiques au S2 2021.

- **Économie et emploi** : le Fonds fiduciaire a soutenu la création de 31 738 emplois dans la région SLC en 2021, pour un total de 105 414 emplois créés ou soutenus depuis le début des activités (indicateur 1.1). En outre, 112 017 personnes ont bénéficié d'une aide à des activités génératrices de revenus en 2021 (indicateur 1.3), et 71 893 personnes ont bénéficié de l'EFTP et/ou du développement des compétences (indicateur 1.4). En outre, 16 670 MPME ont été créées ou soutenues en 2021 (indicateur 1.2). Enfin, 172 infrastructures commerciales et productives ont été construites ou réhabilitées au cours de l'année (indicateur 1.5).
- **Résilience** : les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont fourni à 613 534 personnes une aide liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) et une assistance nutritionnelle à 260 751 personnes (indicateur 2.3) en 2021. Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont également soutenu la fourniture de 52 950 services sociaux de base (indicateur 2.2) et amélioré l'accès aux services de base pour 1 046 392 personnes (indicateur 2.9). En outre, 3 286 infrastructures sociales ont été construites ou réhabilitées (indicateur 2.1 bis) en 2021.
- **Migration** : les activités financées par le Fonds fiduciaire ont aidé 12 963 rapatriements volontaires et rapatriements humanitaires (indicateur 3.4) et soutenu 23 176 retournés avec une aide post-arrivée (indicateur 3.5) et 25 788 avec une aide à la réintégration (indicateur 3.5 bis) au S2 2021. Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont également fourni une assistance ou une protection à 86 876 migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées en 2021 (indicateur 3.2). Afin d'améliorer la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination, les programmes ont également fourni un renforcement des capacités ou un soutien opérationnel à 47 institutions et acteurs non étatiques (indicateur 3.6) et à 5 611 fonctionnaires (indicateur 3.7) en 2021. Les campagnes sur les risques de migration irrégulière ont touché 1 785 624 migrants et migrants potentiels au cours de l'année.
- **Gouvernance, sécurité et prévention des conflits** : les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont soutenu la rédaction de 754 lois, plans et documents d'orientation visant à améliorer la gouvernance et les efforts d'élaboration des politiques en 2021 (indicateur 4.6). En outre, 392 533 personnes ont participé à des activités de consolidation de la paix axées sur la cohésion sociale et la résolution des conflits en 2021 (indicateur 4.3). Au cours de l'année, les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont également dispensé des formations sur la prévention des conflits et la sécurité à 24 299 membres du personnel et membres d'acteurs clés impliqués dans la cohésion sociale et la dynamique de la paix (indicateur 4.2). Enfin, 61 infrastructures ont été

construites (indicateur 4.1) et 33 621 unités d'équipement (indicateur 4.1 bis) ont été fournies pour soutenir la gouvernance et la sécurité en 2021.

- **Réponse à la COVID-19** : Pour atténuer l'impact de la pandémie dans la région SLC, 2 147 301 fournitures COVID-19 ont été fournies grâce à un financement du Fonds fiduciaire en 2021, atteignant un total de 13 613 218 depuis le début de la pandémie (indicateur 6.1). En outre, 1 120 130 bénéficiaires individuels et 1 130 entités ont bénéficié d'activités spécifiques de réponse à la COVID-19 en 2021, pour un total de 1 865 778 et 2 365 respectivement (indicateurs 6.2 et 6.3).



## 6. INDEX

### 6.1. TABLEAUX

Tableau 1 : Projets nouvellement ajoutés au MLS pour le rapport S2 2021, décembre 2021 .....	13
Tableau 2: Indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire pour tous les projets SLC, décembre 2021 .....	24
Tableau 3 : Évolution des indicateurs par projet, exercice d'analyse des résultats, mars 2022 .....	36
Tableau 4 : Évolution des indicateurs par projet, exercice d'analyse des résultats, mars 2022 .....	38
Tableau 5: Évolution des indicateurs par projet, programme Résilience BF (BF-01).....	66
Tableau 6: Indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire pour le Burkina Faso, décembre 2021 .....	69
Tableau 7: Indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire pour le Cameroun, décembre 2021 .....	75
Tableau 8: Indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire pour le Tchad, décembre 2021 ..	85
Tableau 9: Indicateurs communs de réalisation du Fonds fiduciaire pour la Côte d'Ivoire, décembre 2021 .....	89
Tableau 10: Indicateurs communs de réalisation du Fonds fiduciaire pour le Ghana, décembre 2021 .....	96
Tableau 11: Indicateurs communs de réalisation du Fonds fiduciaire pour la Guinée, décembre 2021 .....	104
Tableau 12: Indicateurs communs de réalisation du Fonds fiduciaire pour le Mali, décembre 2021 ..	112
Tableau 13: Indicateurs communs de réalisation du Fonds fiduciaire pour la Mauritanie, décembre 2021 .....	119
Tableau 14: Indicateurs communs de réalisation du Fonds fiduciaire pour le Niger, décembre 2021 .....	127
Tableau 15: Indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire pour le Nigéria, décembre 2021 .....	134
Tableau 17: Indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire pour le Sénégal, décembre 2021 .....	144
Tableau 18: Indicateurs communs de réalisation du Fonds fiduciaire pour la Gambie, décembre 2021 .....	150

### 6.2. IMAGES

Figure 1: Répartition du budget contracté par pays et par objectif stratégique, décembre 2021 .....	5
Figure 2: Processus d'élaboration de catégories d'indicateurs de résultats communs .....	11
Figure 3: Projets et budget couverts par le rapport actuel S2 2021 MLS, décembre 2021 .....	13
Figure 4: Évolution des projets et des budgets couverts par le MLS dans SLC, décembre 2021 .....	15
Figure 5: Projets contractuels du Fonds fiduciaire SLC par budget et état d'exécution, décembre 2021 .....	16
Figure 6: Répartition du budget par pays et partenaire de mise en œuvre, décembre 2021 .....	18
Figure 7: Répartition du budget contractuel par objectif stratégique, décembre 2021 .....	20
Figure 8: Budget alloué à la réponse à la COVID-19 dans le cadre de la SLC, décembre 2021 .....	21
Figure 9: Principales réalisations des programmes financés par le Fonds fiduciaire en 2021, décembre 2021 .....	23
Figure 10: Tableau de bord, objectif stratégique 1, SLC, décembre 2021 .....	25

Figure 11: Taux NEET, SLC, 2022 .....	28
Figure 12: Taux d'activité des femmes et des hommes, SLC, 2022 .....	28
Figure 13: Tableau de bord de l'objectif stratégique 2, SLC, décembre 2021 .....	32
Figure 14: Estimation de la population en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure de 2021 (juin-août).....	35
Figure 15: Tableau de bord de l'objectif stratégique 3, SLC, décembre 2021 .....	42
Figure 16: Tableau de bord, de l'objectif stratégique 4, SLC, décembre 2021 .....	48
Figure 17 : Tableau de bord, réponse à la COVID-19, SLC, décembre 2021 .....	55
Figure 18: Burkina Faso – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021 .....	60
Graphique 19: Portefeuille du Fonds fiduciaire au Burkina Faso, décembre 2021 · .....	61
Figure 20: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire au Burkina Faso, décembre 2021 .....	62
Figure 21: Indicateur 2.4 du Fonds fiduciaire, au Burkina Faso, décembre 2021 .....	64
Figure 22: Indicateur 3.2 du Fonds fiduciaire, au Burkina Faso, décembre 2021 .....	68
Figure 23 : Cameroun – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021 .....	70
Figure 24: portefeuille du FFU au Cameroun, décembre 2021 · .....	71
Figure 25 : Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire au Cameroun, décembre 2021 .....	72
Figure 26 : indicateur 1.2 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Cameroun, décembre 2021 .....	73
Figure 27 : Indicateur 3.5 bis du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Cameroun, décembre 2021 .....	74
Figure 28: Tchad – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021 .....	76
Figure 29 : Portefeuille du FFU au Tchad, décembre 2021 · .....	77
Figure 30: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire au Tchad, décembre 2021 .....	78
Figure 31: Indicateur 1.3 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Tchad, décembre 2021 .....	80
Figure 32: Indicateur 4.2 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Tchad, décembre 2021 .....	82
Figure 33: Indicateur 2.2 du Fonds fiduciaire, au Tchad, décembre 2021 .....	84
Figure 34: Côte d'Ivoire – Tableau de bord faits et chiffres clés, décembre 2021 .....	86
Figure 35: Portefeuille du Fonds fiduciaire en Côte d'Ivoire, décembre 2021 .....	87
Figure 36 : Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire en Côte d'Ivoire, décembre 2021 .....	87
Figure 37: Indicateur 1.2 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, en Côte d'Ivoire, décembre 2021 .....	88
Figure 38: Ghana – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021 .....	90
Graphique 39: Portefeuille du Fonds fiduciaire au Ghana, décembre 2021 · .....	91
Figure 40: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire au Ghana, décembre 2021 .....	92
Figure 41. Indicateur 1.4 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Ghana, décembre 2021 .....	94
Figure 42: Guinée – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021 .....	97
Graphique 43: Portefeuille du Fonds fiduciaire en Guinée, décembre 2021 · .....	98
Figure 44: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire en Guinée, décembre 2021 .....	99
Figure 45: Indicateur 2.6 du Fonds fiduciaire, en Guinée, décembre 2021 .....	101
Figure 46: Indicateur 3.2 du Fonds fiduciaire, en Guinée, décembre 2021 .....	102
Figure 47: Indicateur 2.6 du Fonds fiduciaire, en Guinée, décembre 2021 .....	103
Figure 48: Mali – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021 .....	105
Figure 49:Portefeuille du Fonds fiduciaire au Mali, décembre 2021 · .....	106
Figure 50 : Situation au Mali et résultats du Fonds fiduciaire – en décembre 2021 .....	107
Figure 51: Indicateur 1.3 du Fonds fiduciaire au Mali, décembre 2021 .....	109
Figure 52: Indicateur 2.9 du Fonds fiduciaire, au Mali, décembre 2021 .....	110

Figure 53: Mauritanie – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021 .....	113
Graphique 54: Portefeuille du Fonds fiduciaire en Mauritanie, décembre 2021 .....	114
Figure 55: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire en Mauritanie, décembre 2021 .....	115
Figure 56. Indicateur 1.3 du Fonds fiduciaire, en Mauritanie, décembre 2021 .....	116
Figure 57. Indicateur 3.2 du Fonds fiduciaire, en Mauritanie, décembre 2021 .....	118
Figure 58: Niger – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021 .....	120
Figure 59: Portefeuille du Fonds fiduciaire au Niger, décembre 2021 .....	121
Figure 60: Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire au Niger, décembre 2021 .....	122
Figure 61: Indicateur 4.2 du Fonds fiduciaire, au Niger, décembre 2021 .....	124
Figure 62 : Indicateur 1.3 du Fonds fiduciaire au Niger, décembre 2021 .....	126
Figure 63: Nigéria – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2021 .....	128
Figure 64: Portefeuille du Fonds fiduciaire au Nigéria, décembre 2021 .....	129
Figure 65 : Situation au Nigéria et résultats du Fonds fiduciaire – en décembre 2021 .....	130
Figure 66 : Indicateur 6.3 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Nigéria, décembre 2021 .....	131
Figure 67 : Indicateur 1.2 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, au Nigéria, décembre 2021 .....	132
Figure 68 : Indicateur 4.3 du Fonds fiduciaire, au Nigéria, décembre 2021 .....	133
Figure 69 : Tableau de bord Sénégal - Faits et chiffres clés, décembre 2021 .....	135
Figure 70 : portefeuille du FFU au Sénégal, décembre 2021 .....	136
Figure 71: réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire au Sénégal, décembre 2021 .....	137
Figure 73: Indicateur 1.1 du Fonds fiduciaire au Sénégal, décembre 2021 .....	139
Figure 74 : Indicateur 3.2 du Fonds fiduciaire, au Sénégal, décembre 2021 .....	141
Figure 75: Tableau de bord Gambie - Faits et chiffres clés, décembre 2021 .....	145
Figure 76: Portefeuille du FFU en Gambie, décembre 2021 .....	146
Figure 77 : Réalisations sélectionnées du Fonds fiduciaire en Gambie, décembre 2021 .....	147
Figure 78 : indicateur 2.6 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, en Gambie, décembre 2021 .....	148
Figure 79 : Indicateur 3.2 du Fonds fiduciaire de l'Union européenne, en Gambie, décembre 2021 .....	149
Figure 80: Dépenses des fonds du Fonds fiduciaire SLC .....	151

### 6.3. ANALYSES DE RÉSULTATS

Analyse des résultats 1 : Possibilités d'emploi et IGA – Analyse agrégée des résultats .....	30
Analyse des résultats 2 : Résilience des communautés, sécurité alimentaire – Analyse agrégée des résultats .....	36
Analyse des résultats 3 : Résilience des communautés, malnutrition – Analyse agrégée des résultats .....	38
Analyse des résultats 4 : Sécurité et gouvernance – Analyse agrégée des résultats .....	52
Analyse des résultats 5 : Résilience des communautés, Burkina Faso – Analyse agrégée des résultats .....	65
Analyse des résultats 6 : Résilience dans les zones rurales, Sénégal – Analyse agrégée des résultats .....	142